HISTOIRE D'ESPAGNE.

TOME III.

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT
IMPRIMEUR DU ROI ET DE L'INSTITUT.

HISTOIRE D'ESPAGNE,

DEPUIS LA PLUS ANCIENNE ÉPOQUE
JUSQU'A LA FIN DE L'ANNÉE 1809.

PAR JOHN BIGLAND,
AUTEUR DES LETTRES SUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE ANCIENNE ET MODERNE;

TRADUITE DE L'ANGLAIS,
ET CONTINUÉE
JUSQU'A L'ÉPOQUE DE LA RESTAURATION DE 1814.

OUVRAGE REVU ET CORRIGÉ
PAR LE COMTE MATHIEU DUMAS,
AUTEUR DU PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES.

TOME III.

A PARIS,
CHEZ FIRMIN DIDOT PÈRE ET FILS,
LIBRAIRES, RUE JACOB, N° 24.

1823.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

Projets ambitieux de l'empereur des Français. — Prétendue conspiration du prince des Asturies. — Traité de Fontainebleau. — Entrée des armées françaises en Espagne. — Les Français prennent possession du Portugal. — La famille royale quitte Lisbonne et s'embarque pour le Brésil. — Répartition des troupes françaises en Espagne. — Projet du roi Charles de transférer sa cour au Mexique. — — Troubles à Madrid et à Aranjuez. — Abdication du roi en faveur de son fils Ferdinand. — Le grand-duc de Berg, à la tête du principal corps de l'armée française, entre à Madrid. — Départ de la famille royale pour Bayonne. — Insurrection à Madrid. — Ferdinand est forcé d'abdiquer. — Napoléon donne la couronne à son frère Joseph. — Insurrection générale en Espagne. — La flotte française, mouillée dans le port de Cadix, se rend aux Espagnols. — Les Français attaquent Valence. — Ils sont repoussés. — Retraite du maréchal Moncey. — Les Français sont repoussés dans différentes attaques sur Sarragosse. — Capitulation du général Dupont et de son armée. — Arrivée du roi Joseph à Madrid. — Sa retraite précipitée. — Bataille de Vimiera, et expulsion des Français du Portugal. — Les Anglais s'avancent en Espagne. — L'empereur Napoléon arrive en Espagne. — Il prend Madrid. — Retraite des Anglais. — Bataille de la Corogne. — Belle défense de

Sarragosse. — Bataille de Médelin. — Guerre entre la France et l'Autriche. — Succès des Espagnols.

MALGRÉ l'alliance intime qui, depuis le traité de Bâle, subsistait entre la cour de Madrid et celle des Tuileries, malgré le sacrifice des armées, des flottes et des trésors de l'Espagne, Napoléon ne put se préserver des effets de ce système d'envahissement qui a été si fatal à l'Europe. Le traité de Tilsit semblait avoir décidé des destinées du monde en faveur de l'empereur des Français : ce traité ne fut pas plus tôt conclu que Napoléon forma le projet de ranger sous son sceptre l'Espagne et le Portugal : il avait préalablement pris quelques mesures pour désarmer l'Espagne, en demandant, à titre d'auxiliaires, un nombre considérable de troupes espagnoles; et un corps d'élite de seize mille hommes, mis à sa disposition, se trouva ainsi condamné à se sacrifier dans des pays éloignés pour servir des intérêts étrangers (1).

De malheureuses dissensions dans la famille

---

(1) Cette supposition d'un projet formé de longue main par Napoléon, pour réunir toute la Péninsule à l'empire français, ne s'accorde point avec la vérité de l'histoire; lorsqu'il exigea un contingent, il n'eut d'autre vue que celle d'engager de plus en plus le gouvernement espagnol dans

royale, et d'obscures intrigues dans la cour de Madrid, favorisèrent les desseins de Napoléon, et préludèrent au renversement du trône des Bourbons en Espagne. Le prince de la Paix, qui dirigeait les conseils espagnols avec un pouvoir absolu, était connu pour être la créature de la France (1) : aussi, malgré l'ascendant de ce ministre sur l'esprit du roi, son nom et son administration étaient extrêmement impopulaires, au commencement du mois de novembre 1807. Les différentes factions qui, depuis quelque temps, couvaient en Espagne, commencèrent à faire l'essai de leurs forces. Le prince des Asturies, héritier présomptif de la couronne, fut accusé d'être à la tête d'une conspiration contre son père et son souverain. L'on dit qu'ayant été arrêté dans ses appartements au palais, on trouva dans la

---

l'alliance naturelle avec la France, et d'accroître ses forces disponibles. Il paraît que la possession des territoires sur lesquels il voulait étendre son système de fédération, n'y était pas nécessaire, et n'entrait pour rien dans ses vastes projets. *L'occasion seule*, comme il l'a depuis avoué lui-même, *le tenta*, et lui fit commettre la plus grande injustice et la plus grande faute politique qu'il ait eu à se reprocher.

(1) Il n'était pas la créature de la France, mais le moyen dont Napoléon se servait pour diriger le cabinet de Madrid et disposer des ressources de l'Espagne. Il n'y en avait certainement pas de plus direct et de plus efficace; mais on peut douter que Napoléon ait jamais bien connu combien ce favori était devenu odieux à la nation.

doublure de son habit le chiffre de toute la correspondance des conspirateurs. Le prince, au moment de son interrogatoire, nia positivement avoir aucune connaissance de cette affaire, et assura qu'il était dans une ignorance complète du document trouvé en sa possession, et caché d'une manière si singulière. Pour preuve de cette assertion, il allégua que c'était le premier jour qu'il mettait l'habit dans la doublure duquel ce chiffre avait été trouvé. Suivant d'autres récits, le prince avoua tout, et obtint à ce prix le pardon de son père. Au surplus, tous les détails de cette affaire singulière ne sauraient être considérés que comme de pures inventions, fruits de l'intrigue et de la corruption de la cour; et, sous ce rapport, l'ouvrage récent de don Pédro Cévallos est même loin de lever le voile mystérieux qui a, jusqu'ici, enveloppé les dissensions domestiques de la famille royale d'Espagne.

Si, dans le principe, ces dissensions ne furent pas excitées par l'influence et les manœuvres de la France, il est du moins évident que, tandis que la cour de Madrid était agitée par les efforts d'une faction, le cabinet des Tuileries se préparait à exécuter un plan d'usurpation aussi contraire à tout principe que profondément médité. On avait amusé le prince des Asturies de l'espoir d'épouser une nièce de l'empereur; déjà même, on avait ouvert une négociation à cet effet, avant sa prétendue conspi-

ration et son emprisonnement (1). Dans ce même temps, il avait été conclu entre S. M. C. Charles IV et l'empereur des Français un traité qui tendait à rendre ce dernier à la fois maître de l'Espagne et du Portugal. Par ce traité, signé à Fontainebleau le 27 octobre, il était stipulé que la Toscane, ou le royaume d'Étrurie, serait cédé à l'empereur des Français, roi d'Italie, et que le Portugal serait partagé de la manière suivante : la province d'entre Minho et Duero devait être cédée au roi d'Étrurie, qui prendrait le titre de roi de la Lusitanie-Septentrionale; l'Alentejo et les Algarves devaient être érigés en souveraineté indépendante et héréditaire en faveur du prince de la Paix, qui recevrait le titre de prince des Algarves; les provinces de Beira, de Tras-los-Montes, et de l'Estramadure portugaise, qui forment le centre du royaume, devaient être tenues en réserve jusqu'à la paix générale, afin d'en disposer alors selon les circonstances; l'empereur des Français garantissait à S. M. C. toutes ses possessions sur le continent d'Europe, et les deux hautes parties contractantes convenaient de faire entre elles un partage égal des possessions coloniales

(1) Il est vraisemblable que les conseillers de ce prince, voulant lui ménager l'appui du gouvernement français et ruiner le crédit du prince de la Paix, recherchèrent eux-mêmes cette alliance, comme le moyen le plus sûr de capter la faveur de Napoléon, et de le faire entrer dans leurs vues.

du Portugal. Afin de mettre ces projets à exécution, vingt-cinq mille hommes d'infanterie française et trois mille de cavalerie, auxquels se joindraient onze mille Espagnols avec trente pièces d'artillerie, devaient marcher directement sur Lisbonne, tandis que deux autres divisions de troupes espagnoles, la première composée de dix mille et la seconde de six, prendraient possession des provinces septentrionales et méridionales du Portugal. Une autre armée française forte de quarante mille hommes devait être, en outre, réunie aux environs de Bayonne et prête à entrer en Espagne à la fin du mois de novembre suivant (1). Conformément à ces arrangements, une armée française, sous les ordres du général Junot, s'avança à travers l'Espagne, vers Lisbonne. A l'approche de cette armée d'invasion, le prince-régent accompagné de toute la famille royale et de plusieurs nobles de la cour s'embarqua à bord de la flotte réunie dans le Tage et fit voile pour Rio-Janeiro, au Brésil, laissant le Portugal au pouvoir des Français.

Voici quels étaient les plans profondément médités de Napoléon pour se rendre maître de la Péninsule (2) : les armées françaises commencent à

(1) Pour le traité et la convention secrète, conclus à Fontainebleau, le 27 octobre, *voyez* l'Exposé de don Cévallos.

(2) Le traité de Fontainebleau stipule que le roi d'Espagne sera reconnu empereur des deux Mexiques.

entrer en Espagne sous le titre d'amies et d'alliées. On donne pour prétexte ostensible à leur marche le besoin de soutenir la dignité de la couronne et de préserver la tranquillité du royaume, en même temps qu'on méditait l'invasion du Portugal et une attaque contre Gibraltar. Au moyen de ces prétextes, on aveuglait la cour et la nation : les Français ne rencontrèrent aucun obstacle pour se mettre en possession des places les mieux fortifiées et des positions les plus importantes : une parfaite harmonie semblait alors régner entre les deux cabinets, des Tuileries et de Madrid, et une réconciliation apparente ayant eu lieu, à la même époque, entre le roi et le prince des Asturies, on vit se répandre dans toute l'Espagne une joie universelle; ce calme était l'avant-coureur d'un déluge de calamités.

Tandis que la nation espagnole se reposait ainsi dans la sécurité de la paix, Napoléon faisait tous ses préparatifs pour exécuter son atroce dessein de s'emparer du royaume (1) : il disposa, à cet effet,

(1) Sans excuser l'injuste et impolitique invasion de l'Espagne, on peut douter que les événements qui précédèrent la révolution d'Aranjuez fussent arrangés d'avance. Napoléon voulait certainement faire dominer son influence, user et abuser des ressources de l'Espagne, et mettre dans sa dépendance un gouvernement dont la faiblesse ne lui inspirait que du mépris; mais sa résolution, *son atroce dessein* de s'emparer du royaume à cette époque ne sont pas prouvés par ces conjectures.

avec beaucoup d'art, les mouvements de ses troupes. Son premier soin fut de s'assurer de tous les passages des Pyrénées. Dans cette vue, il établit une ligne de communication de Bayonne à Burgos, et une autre de cette première ville dans la Navarre : cette dernière ligne de communication était assurée par une forte garnison établie à Pampelune. Les chemins de Perpignan en Catalogne par Roses et par Figuières n'étaient pas complétement occupés; mais une garnison de huit mille Français était placée dans Barcelone, il se trouvait ainsi maître du nord de l'Espagne. Dans le même temps, le grand-duc de Berg, à la tête du principal corps de l'armée, s'avançait vers la capitale : des forces considérables, réunies à Bayonne, envoyaient successivement des détachements en Biscaye, dans la Navarre, la Vieille-Castille, et dans l'Aragon : de cette manière, la tempête qui allait éclater sur l'Espagne acquérait de nouveaux degrés d'intensité. Suivant les rapports les plus authentiques, les armées françaises, réunies dans ce royaume au commencement du printemps de 1808, ne montèrent pas à moins de cent mille hommes, et le général Junot en avait en outre vingt mille sous ses ordres en Portugal.

Les factions de la cour accélérèrent l'explosion du volcan que tant de matières inflammables avaient contribué à former : le prince de la Paix, qui avait été si long-temps tout-puissant en Espagne, s'apercevant qu'il était devenu l'objet de la haine publique,

et convaincu qu'il était impossible qu'il se maintînt au milieu des commotions civiles, contre un parti formidable, parvint à inspirer au roi des craintes pour la sûreté de sa personne et du gouvernement, s'il continuait de rester à Madrid : il paraît qu'en conséquence de ces insinuations, S. M. C. avait pris le parti de transférer le siége du gouvernement au Mexique. Il est impossible d'assigner jusqu'à quel point l'empereur des Français contribua à suggérer ou à favoriser ce dessein. Don Pédro Cévallos nous informe seulement que l'empereur ordonna tout à coup à don Eugénio Isquierdo, ministre plénipotentiaire de S. M. C. à Paris, de se rendre en Espagne; ce que celui-ci fit d'une manière précipitée et fort mystérieuse. Il n'apporta aucune proposition par écrit, et il ne devait en recevoir aucune; il avait ordre de ne s'arrêter à la cour d'Espagne que trois jours seulement! A son arrivée à Aranjuez, il fut introduit par le prince de la Paix à une audience du roi et de la reine; les conférences furent tellement secrètes qu'il fut impossible de découvrir l'objet de sa mission. Toutefois on put le présumer; car, aussitôt après le retour de don Isquierdo à Paris, LL. MM. firent des dispositions pour abandonner l'Espagne et passer au Mexique.

Cette mesure qui paraît avoir été concertée entre le prince de la Paix et l'empereur des Français, fut désapprouvée par le prince des Asturies, ainsi que par les infants don Carlos et don Antonio, ainsi que

par la majorité des grands de la cour. Au milieu de semblables circonstances, il n'était pas difficile d'exciter une insurrection du peuple; en effet, les symptômes d'agitation qui se manifestèrent dans l'esprit public, portèrent le roi à publier un décret par lequel il déclarait qu'il n'avait pas intention de quitter la Péninsule : cette déclaration fut loin de calmer le mécontentement public, attendu que toutes les mesures de la cour indiquaient une résolution contraire, qu'il était question d'un voyage de la famille royale à Séville, et d'ordres donnés pour stationner des troupes, afin de tenir le chemin libre (1). Ces préparatifs accrurent l'alarme, et le bruit que les gardes devaient se mettre en marche pour Aranjuez où résidait alors la cour, fut le signal d'une commotion générale : les habitants de Madrid coururent en foule sur la route qui conduit à cette ville, afin de s'opposer au départ du roi. Au même moment, ceux des ministres et des grands

(1) « Il n'y avait personne qui ne fût persuadé que c'était « pour la translation de V. M. et de la famille royale en « Amérique. V. M. publia en effet un décret pour tranquilliser l'esprit de ses sujets à cet égard; mais tous les préparatifs étaient faits, et il était évident que la côte d'Andalousie devait voir la famille royale réunie. Le désespoir « s'empara de tous les esprits, et le mouvement d'Aranjuez « en fut la conséquence. »

(Lettre du roi Ferdinand à son père Charles IV, datée de Bayonne, le 6 mai 1808.)

qui étaient opposés au projet d'émigration, firent rapidement circuler dans la contrée qui avoisine la capitale, des écrits à la main, où l'on annonçait les intentions de la cour, et les dangers auxquels la nation était exposée. La nuit se passa au milieu du tumulte (17, 18 et 19 mars 1808), et dès le matin, une nombreuse multitude se porta à Aranjuez. La fureur populaire se dirigea principalement contre le prince de la Paix : son palais fut forcé, malgré la résistance de ses gardes : tous les meubles furent brisés. Cependant il convient de dire à l'honneur du peuple espagnol, qu'au milieu de cette scène de désordre, la princesse de la Paix fut traitée avec le respect dû à son sexe, à son rang, et conduite en sûreté au palais du roi. Le prince s'était échappé; mais son frère, don Diégo Godoï, commandant des gardes, fut arrêté par ses propres soldats. Pour apaiser le tumulte, et tranquilliser l'esprit du peuple, le roi publia à l'instant une proclamation qui informait le public que le prince était destitué de tous ses emplois. Cette condescendance de la part du souverain ne calma point la fermentation populaire: des scènes semblables se renouvelèrent à Madrid : aussitôt qu'on y reçut la nouvelle de ce qui s'était passé à Aranjuez, la populace se précipita dans le palais du prince de la Paix, ainsi que dans les hôtels des ministres et des grands, connus pour être ses partisans. Les meubles furent détruits, et les croisées brisées. Tandis qu'on se livrait à ces excès,

les régiments suisses en garnison à Madrid se tenaient renfermés dans leurs casernes, n'osant s'opposer à la populace : il n'existait dans cette capitale aucun pouvoir qui fût en état de faire cesser le tumulte et d'arrêter les désordres. Au milieu de cette effervescence générale, Charles IV, tourmenté par les factions domestiques et les intrigues étrangères, par la perfidie ministérielle et le mécontentement populaire, se trouva forcé par ses affections de famille ou par ses craintes personnelles de publier un décret, par lequel il abdiquait le trône en faveur de son fils le prince des Asturies, qui fut en conséquence proclamé roi d'Espagne et des Indes (1).

Une des premières démarches qui marquèrent

---

(1) Voici le portrait qu'un voyageur a dernièrement tracé du roi et de la reine d'Espagne.

C'est un homme qui a de bonnes intentions; mais dont l'intelligence est bornée : ce prince est entièrement esclave du plaisir de la chasse, qui forme non-seulement son unique divertissement, mais encore sa seule occupation : ses pensées sont continuellement occupées de perdrix, de lièvres, de sangliers; et ses plus grands exploits sont d'avoir tiré tant de coups de fusil en un jour : les chasseurs les lui présentent toujours tout chargés, à mesure et aussi promptement qu'il les décharge; de sorte que le carnage qu'il fait est incroyable. Il faut convenir que c'est un excellent tireur; mais ce qui est plus à son honneur, il ne semble pas se dissimuler les funestes effets que peut avoir cette passion aveugle dans le monarque d'un grand royaume; car il avait donné des ordres pour qu'on s'opposât à ce que ses fils pris-

l'avénement de Ferdinand VII au trône, fut la confiscation de tous les biens, meubles et immeubles du prince de la Paix, qui avait été découvert dans le lieu où il s'était caché et conduit en prison (1).

Jusqu'à l'époque de l'abdication de Charles, les intrigues de la cour de Madrid et les affaires générales de l'Espagne sont enveloppées dans une grande obscurité, et l'exposé de don Pédro Cévallos ne les a pas beaucoup éclaircies. Les situations dans lesquelles ce courtisan s'est trouvé placé, lui ont fourni d'excellentes occasions pour obtenir des renseignements (2).

---

sent de semblables inclinations. Il est de sa personne grand et robuste; il est en général d'une bonne santé, avantage qu'il doit sans doute au constant exercice qu'il prend et à sa tempérance. Sa boisson est toujours mêlée d'eau. Son épouse est l'opposé de ce caractère; car elle est intrigante, vindicative, et esclave d'une tout autre passion que celle de la chasse.

(1) Ce prince, aux instances du grand-duc de Berg, fut mis en liberté et conduit à Bayonne.

(2) Don Pédro Cévallos avait servi Charles IV sous l'administration du prince de la Paix. Après l'abdication de ce souverain, il fut employé par Ferdinand VII, qu'il accompagna à Bayonne. Quand Joseph Bonaparte fut nommé à la couronne d'Espagne, Cévallos, à ses instances, accepta un de ses ministères. Cette apparente versatilité a fourni à l'envie l'occasion de faire la remarque que ce courtisan avait eu constamment pour maxime de s'attacher à la prospérité: mais on doit faire remarquer qu'il entra au service de Napoléon à Bayonne, comme n'ayant que ce moyen de revoir sa patrie,

Mais, à l'époque critique où il écrivait, il paraît avoir pris soin de ne pas dévoiler les secrets impopulaires, et peut-être que peu de ses lecteurs donneront une confiance implicite à son assertion, que l'abdication de Charles IV était, de la part de ce monarque, un acte libre et volontaire (1).

Après cet événement, l'aspect des affaires d'Espagne prend un caractère plus clair et plus évident.

---

et qu'il résigna son emploi à la première occasion qui s'en offrit après son arrivée à Madrid ; il se comporta donc avec politique et prudence.

(1) La correspondance qui eut lieu entre Charles et son fils Ferdinand à Bayonne, correspondance qui contient à la fois des assertions politiques, des contradictions directes, et des reproches amers, ne jette aucun jour sur cette affaire. Charles, dans sa lettre du 2 mai 1808, se sert de ces expressions : « Vous avez introduit le désordre dans mon palais, « et répandu l'esprit de révolte dans le corps de mes gardes. « Vous avez déshonoré mes cheveux blancs.— Vous m'avez « dépouillé du trône.— J'ai ouvert mon cœur à l'empereur ; « il connaît toutes les violences qu'on m'a faites ; il a déclaré « que vous ne serez jamais reconnu comme roi, et que l'en- « nemi de son père ne pouvait pas obtenir la confiance des « puissances étrangères.— En arrachant la couronne de ma « tête, vous vous l'êtes ravie à vous-même ; vous lui avez « ôté tout ce qu'elle a d'auguste et de sacré aux yeux des « hommes.— Je suis roi par le droit que m'ont transmis mes « ancêtres : mon abdication a été l'effet de la force et de la « violence. »

Ferdinand, en réponse à cette lettre de son père, repousse toutes les accusations, et répond à chacune en particulier.

Jusqu'ici des factions domestiques avaient agité la cour et la nation : les intrigues étrangères n'avaient agi qu'en secret ; mais aussitôt après la révolution qui plaça Ferdinand VII sur le trône, les desseins de l'empereur des Français devinrent chaque jour plus apparents, et son influence plus prononcée.

Durant les événements qu'on vient de rapporter,

A l'égard de l'abdication, il dit : « Votre majesté est le « meilleur témoin qu'au milieu de la commotion d'Aranjuez, « il n'a pas été prononcé un mot contre votre majesté, ni « contre aucune personne de la famille royale. Au contraire, « on a applaudi V. M avec les plus grandes démonstrations « de joie et des protestations de fidélité à votre auguste per- « sonne. Sous ce rapport, l'abdication que vous fîtes du trône « en ma faveur a surpris tout le monde et moi-même le pre- « mier; car personne ne s'y attendait, et qui que ce soit « ne l'eût sollicitée. V. M. a communiqué elle-même son « abdication à tous ses ministres, en leur enjoignant de « me reconnaître comme leur seigneur et leur souverain. « Vous l'avez communiquée verbalement au corps diploma- « tique, en leur déclarant que votre détermination provenait « de votre volonté spontanée, et que vous y étiez antérieu- « rement résolu. Vous l'avez dit vous-même à votre bien- « aimé frère, en ajoutant en même temps que la signature « que V. M. avait apposée au décret d'abdication était l'acte « le plus heureux de sa vie. Enfin, V. M. m'a dit person- « nellement, trois jours après, que je ne devais faire aucune « attention à tout ce qu'on pouvait dire que votre abdica- « tion n'avait pas été volontaire, puisqu'elle était à tous « égards libre et spontanée »

(Datée de Bayonne le 4 mai 1808.)

les armées françaises s'étaient rapidement accrues en Espagne, et avaient occupé sans obstacles les positions les plus avantageuses. Enfin, le grand-duc de Berg s'avança avec le principal corps d'armée jusqu'à Madrid, capitale du royaume, et point central d'où il pouvait promptement envoyer des détachements dans toutes les parties de la Péninsule espagnole. En ce moment, la grande catastrophe approchait, et l'empereur des Français était déjà arrivé à Bayonne, pour être prêt à agir selon ce qu'exigeraient les circonstances. Cet adroit et audacieux politique n'omit rien de ce qui pouvait contribuer au succès de ses desseins. A l'aide de l'emploi alternatif des promesses flatteuses et des menaces ambiguës, Ferdinand VII et Charles IV, accompagnés de toute la famille royale et des principaux seigneurs de la cour, furent amenés, moitié par terreur, moitié par artifice, à une mesure du plus funeste présage, et dont ils auraient dû soupçonner les fatales conséquences. Nous voulons parler du voyage à Bayonne, la circonstance la plus extraordinaire de toute la révolution espagnole. A moins de supposer l'emploi de la force et de la contrainte, il est difficile de concevoir quels motifs purent porter ces princes à se mettre eux-mêmes au pouvoir de l'empereur des Français, dont la conduite devenait chaque jour plus suspecte. Toutefois Ferdinand, dans un mémoire adressé à ses sujets, tire ses raisons des circonstances dans lesquelles il prit les rênes du gouvernement. Plusieurs

des provinces du royaume et toutes les places fortes de la frontière étaient occupées par un grand nombre de troupes françaises, et plus de seize cents hommes de la même nation étaient stationnés dans la capitale; et d'ailleurs, quelques autres données que nulle autre personne ne pouvait connaître contribuaient toutes à lui persuader, ainsi qu'à ses frères, qu'étant de tous côtés environnés d'écueils, ils n'avaient plus qu'à prendre la détermination qui semblait produire le moins de calamités : tel dut être le motif de leur départ pour Bayonne. Cette détermination ne pouvait être plus imprudente, ni les conséquences plus calamiteuses (1). La grande et malheureuse erreur de Ferdinand fut de se jeter lui-même dans les mains d'un souverain étranger, au lieu de se confier à la fidélité de ses bons et loyaux sujets, dont le courage et le dévouement au-

(1) On doit cependant faire observer que, lorsque Ferdinand partit de Madrid, il s'attendait à rencontrer l'empereur des Français, qu'il supposait en route pour cette capitale, où déja on avait fait les plus magnifiques préparatifs pour la réception de ce souverain. A son arrivée à Burgos où il ne rencontra pas l'empereur, le général Savary, envoyé français, le pressa de continuer son voyage jusqu'à Vittoria. Ferdinand s'arrêta dans cette dernière ville, et le général Savary retourna à Bayonne afin de s'entendre avec l'empereur sur le parti à prendre. A son retour, il assura Ferdinand que l'empereur le reconnaîtrait comme roi, et ce prince, trop crédule, consentit à se rendre à Bayonne.

raient formé un rempart inexpugnablo autour de sa personne et de son trône. Les Espagnols, ainsi abandonnés d'une cour qui avait causé la ruine de la nation par ses intrigues et ses dissensions, furent laissés sans aucun point de ralliement ou de centre d'union, et sans aucune place de défense contre une armée formidable qui déja occupait les meilleures forteresses et les principales positions du royaume : mais les circonstances désavantageuses dans lesquelles la nation espagnole se trouvait placée rendirent cette lutte patriotique plus glorieuse et plus éclatante.

Après le départ de la famille royale, les plus grands désordres régnèrent à Madrid : le peuple se rassemblait; les Français étaient journellement insultés, et tout semblait annoncer une terrible explosion. La fureur populaire éclata enfin par une insurrection générale, le 2 mai 1808.—Le grand duc de Berg fut surpris et entouré par la multitude; et, après s'être personnellement défendu durant quelque temps, il était sur le point de succomber quand quelques soldats vinrent à son secours. Le duc rentra à son quartier-général, et un bataillon français, avec de l'artillerie, vint se placer devant le palais. La grande place et la rue d'Alcala étaient encombrées d'insurgés : une troupe nombreuse courut à l'arsenal. Elle en avait déja brisé les portes, quand le général Lefranc arriva assez à temps pour l'empêcher de s'emparer des armes et des canons. La place et les rues furent balayées par des

volées de mitraille et des charges de cavalerie; mais les insurgés continuant à tirer des coups de fusil de l'intérieur des maisons, les portes furent enfoncées, et tout ce qui fut trouvé les armes à la main fut passé au fil de l'épée. Les rapports varient sur le nombre des personnes qui périrent dans cette sanglante journée; mais il est certain que des deux côtés la perte dut être fort considérable. En conséquence de ces troubles, un ordre émané de Bayonne nomma le duc de Berg lieutenant-général et gouverneur de l'Espagne.

L'empereur des Français jugea alors qu'il était inutile de dissimuler plus long-temps: il avait précédemment prétendu épouser la cause de Charles IV et le replacer sur le trône; mais ayant en ce moment les deux rois en son pouvoir, il les força l'un et l'autre à signer uue abdication formelle, et les infans don Carlos et don Antonio furent également contraints de renoncer à toutes leurs prétentions à la couronne. Ces actes extraordinaires furent le fruit d'une suite d'intrigues sans exemple dans l'histoire. Après que Ferdinand, attiré par les promesses les plus flatteuses, fut arrivé à Bayonne, on lui proposa d'abdiquer la couronne d'Espagne en faveur d'un des frères de Napoléon; à cette condition, il devait recevoir en échange le royaume d'Étrurie; et, dans le cas où il voudrait épouser une nièce de l'empereur, le mariage devait avoir lieu au moment de l'exécution du traité. Cette proposition fut accompagnée de

la menace que, s'il rejetait ces conditions, il resterait sans compensation, et que S. M. I. mettrait ses projets à exécution par la force. Sur le refus de Ferdinand de renoncer à la couronne, l'empereur ordonna au duc de Berg d'employer toute son adresse pour porter Charles et la reine à se rendre à Bayonne. En effet, ces augustes personnages entreprirent ce voyage. A leur arrivée, une entrevue de la nature la plus extraordinaire eut lieu entre le père et le fils, en présence de l'empereur. Toute la compagnie était assise, excepté le roi Ferdinand. Charles, après lui avoir adressé les reproches les plus insultants et les plus humiliants, lui ordonna de signer une renonciation absolue de la couronne, sous peine d'être traité, avec toute sa maison, comme un usurpateur et un conspirateur contre la vie de son roi et de son père. Ainsi finit cette singulière entrevue; et si l'on en pouvait croire l'assertion de don Pédro Cévallos, l'empereur des Français, dans une conférence avec Ferdinand, lui aurait dit : « Prince, *il faut opter entre la cession et la mort.* »

Par suite de ces violences, Ferdinand résigna la couronne d'Espagne à son père, Charles IV, qui signa un acte d'abdication en faveur de l'empereur des Français. Il est impossible de savoir ce qui se passa dans les conférences particulières entre Napoléon et Charles IV; mais il est difficile de concevoir comment le roi espagnol put, sans violence, être amené à oublier tous ses devoirs envers sa famille, au point

de proscrire toute sa race et faire tomber son sceptre dans les mains d'un étranger. Les renonciations et les abdications faites par les différentes branches de la famille royale furent représentées comme des actes volontaires; mais l'Espagne et toute l'Europe les ont considérées sous un jour différent.

L'empereur des Français publia en ce moment (25 mai 1808) un décret impérial où il déclarait que, par l'abdication de la famille régnante, le trône d'Espagne était vacant, et ordonnait la réunion à Bayonne d'une assemblée de prélats, grands, etc. à l'effet de fixer les bases d'un nouveau gouvernement; cet ordre fut communiqué par le duc de Berg au conseil de Castille, et une commission fut nommée pour séculariser les biens de l'Église. Peu d'Espagnols, si l'on en excepte les partisans de la France, se rendirent à la junte de Bayonne, dont il était aisé de prévoir l'issue (1). Le résultat fut que l'on conféra la couronne d'Espagne à Joseph Bonaparte, qui abdiqua le trône de Naples en faveur du grand duc de Berg.

Cet événement développa tout le plan qu'une politique perfide tendait à réaliser depuis si long-temps par les manœuvres de l'intrigue, de la corruption, et qui, depuis plus de huit mois, cachait sous un

(1) Don Pédro Cévallos dit qu'environ quatre-vingt-dix personnes se trouvèrent à cette assemblée, mais sans les pouvoirs nécessaires.

voile mystérieux le sort qui menaçait l'Espagne (1). L'exaspération de l'esprit public fut en ce moment inconcevable, et annonça l'approche d'une crise terrible. De ces scènes diverses de dissension de famille, de perfidie ministérielle, de faiblesse royale, l'historien se reporte avec allégresse vers la contemplation d'un déploiement glorieux d'esprit na-

(1) La plupart des historiens modernes, voulant donner à leurs relations des événements les plus importants un intérêt tout dramatique, en ont exposé les causes d'après leurs propres conjectures; ils ont trop souvent supposé des plans arrêtés d'avance et de mystérieuses intrigues. Pourquoi faire au génie de Napoléon le triste honneur d'avoir semé la discorde dans la famille royale espagnole, et d'avoir ourdi cette trame pour perdre, l'un par l'autre, le père et le fils? C'est bien assez qu'il ait abusé de la faiblesse de ces princes et des désordres qu'il n'avait pu préparer ni prévoir. La corruption de cette cour n'était point son ouvrage: il en craignait les effets; il avait eu des preuves de la cupidité et de la versatilité de la politique du favori; il voulait raffermir l'influence de la France, et, comme il le disait souvent, *relever l'édifice si péniblement élevé par Louis XIV*, et dont les Anglais avaient miné les fondements. La révolution d'Aranjuez ne le surprit pas moins que les Espagnols eux-mêmes. Les révolutions populaires ne se font point par des intrigues; on ne les dirige pas plus qu'on n'excite à son gré les tempêtes, et qu'on n'arrête les torrents. Napoléon les redoutait: il n'a jamais voulu de tels auxiliaires. Nous répétons qu'on doit l'en croire, et que (pour nous servir presque de l'expression proverbiale) l'occasion fit l'usurpateur.

(*Note du traducteur.*)

tional et d'enthousiasme patriotique. La première nouvelle des renonciations arrachées à la famille royale fut le signal d'une insurrection générale. La première flamme du patriotisme éclata dans les Asturies, le berceau de la monarchie espagnole, et fit voir que l'énergie qui avait animé les habitants de ces contrées au temps de l'invasion des Arabes, s'était, au travers d'une longue succession d'âges, transmise à leurs descendants (1). Des Asturies, cette flamme s'étendit avec rapidité dans la Galice et dans le royaume de Léon. Une junte réunie à Oviédo mit toutes les forces patriotiques sous le commandement du marquis de Santa-Cruz. Elle publia une déclaration formelle de guerre contre la France, et envoya des députés en Angleterre solliciter du secours. Leur demande fut promptement accordée, et le gouvernement britannique, par une proclamation du 4 juillet 1808, se déclara en paix avec

(1) L'empereur des Français s'était à peine attendu à un tel déploiement de l'esprit national : il semble en effet que les nations de l'Europe connaissent peu le caractère du peuple espagnol ; mais un voyageur anglais qui a visité l'Espagne en 1805, dit, avec un esprit presque prophétique : « C'est là que nous devrions chercher la grande balance du « pouvoir de la France en Occident. Quelque défavorables « que puissent être en ce moment les apparences, peut-être « que c'est dans cette contrée que la liberté de l'Europe est « destinée à commencer. »

(Voyage de Simple. Vol. 1er. Page 220.)

la nation espagnole. Du nord de l'Espagne, l'insurrection se communiqua rapidement au midi. Le conseil de Séville, rejetant l'autorité du conseil suprême de Madrid qui se trouvait sous le joug des étrangers, s'érigea en autorité indépendante au nom de Ferdinand VII, et fit un appel à la nation, en déclarant formellement la guerre à l'empereur Napoléon (1).

L'horreur de l'usurpation étrangère était universelle, et dans presque toute l'Espagne l'insurrection commença à peu près au même moment. Des assemblées provinciales furent formées dans la plupart des principales villes; des dépôts militaires, établis dans les situations convenables. Aux ordres successifs pour lever des troupes, se joignirent des efforts assidus pour organiser des armées. Dans la seule province d'Andalousie on leva plus de seize mille hommes de troupes régulières, auxquelles se réunirent 60,000 paysans armés : le commandement en chef de

(1) La conduite de Louis XIV, dans la captation du testament de Charles II, ne fut guère plus loyale que celle de l'empereur Napoléon; mais il ne rencontra pas dans cette usurpation la même opposition armée, parce que les contendants pour le trône avaient un prétexte légal, et que, s'appuyant sur l'intérêt national, celui de la conservation de l'unité de la monarchie, le peuple n'était pas, ou ne se croyait pas menacé d'être conquis, et soumis par la force des armes à une domination étrangère.

(*Note du traducteur.*)

toutes ces forces fut donné au général Castanos. On déploya la même ardeur dans toutes les autres provinces, et on fit de semblables efforts pour régulariser l'insurrection. Cependant l'absence du roi était une circonstance extrêmement défavorable à la nation, qui n'avait plus de centre d'union. Le peuple, il est vrai, se leva avec une unanimité de sentiments presque miraculeuse; mais les différentes juntes n'étaient que des autorités locales qui ne reconnaissaient point de chef, jalouses, ombrageuses et en garde contre toute tentative de la part de l'une pour obtenir de l'ascendant sur les autres. Ce mélange compliqué d'intérêts provinciaux avec la cause nationale, et la trop grande confiance des patriotes dans leurs propres forces, nuisirent au secours qu'envoyait l'Angleterre, et l'expédition mal concertée des troupes britanniques fut débarquée à Lisbonne, tandis qu'elle aurait dû prendre terre au nord de l'Espagne, d'où dépendait le salut de tout le royaume. Les juntes des Asturies et de la Galice, enorgueillies de quelques succès temporaires, et se confiant avec trop de présomption aux apparences du moment, jugèrent inutiles dans cette partie les secours des Anglais, et leur conseillèrent de commencer leurs opérations par l'expulsion des Français du Portugal. C'est à l'erreur de ces mesures et au défaut de concert entre le ministère britannique et les différentes juntes, qu'il faut attribuer la soumission des Espa-

gnols par les armes de l'empereur des Français (1). Tandis que l'insurrection générale s'organisait, le duc de Berg s'aperçut de l'orage qui se formait, et se mit sur ses gardes. Il commença par faire fortifier le Retiro, et envoya de Madrid des détachements dans les différentes provinces. Le général Dupont reçut ordre d'aller s'assurer à Cordoue d'une position d'où il pût rapidement se porter sur Carthagène, Séville ou Cadix. Le maréchal Moncey, à la tête de plus de douze cents hommes, fut détaché sur Valence. Le général Lefebvre fut stationné dans la province d'Aragon, afin de réduire Saragosse, et de tenir libre la communication entre Madrid et Barcelone. L'armée française, dans les provinces du nord-ouest, était composée d'environ quarante mille hommes, sous le commandement du maréchal

(1) Napoléon n'eut point à cette époque une juste idée du caractère de la nation espagnole, de son énergie et de ses ressources; il n'eut que de légères et de fausses notions sur la haine universellement jurée au prince de la Paix, sur l'horreur de la domination étrangère, sur l'influence des moines ramifiée jusqu'aux dernières classes de la population auxquelles ces sangsues sont mêlées; la réunion de ces éléments d'insurrection, s'il l'avait bien connue, aurait arrêté celui qu'aucun obstacle n'avait encore arrêté. Mais lorsque l'unanimité de sentiments et d'efforts pour repousser l'invasion se manifesta, la témérité de Murat et l'incohérence de ses dispositions l'avaient engagé trop avant entre ces écueils pour qu'il pût reculer aux yeux de l'Europe étonnée.

(*Note du traducteur.*)

Bessières, qui, pour maintenir la communication entre Madrid et Bayonne, avait fait de Burgos son principal poste.

La ville riche, populeuse et commerçante de Cadix fut la première à montrer son ardeur pour la cause patriotique. Une escadre française, composée de cinq vaisseaux de ligne et d'une frégate, mouillés dans le port, fut forcée de se rendre (14 juin 1808) après avoir essuyé une vive canonnade des batteries de terre, tandis qu'une escadre britannique en station devant la rade l'empêchait de prendre le large. Cet événement fut suivi de la défaite et de la destruction presque totale de l'armée française sous les ordres du maréchal Moncey.

Ce maréchal tenta, le 28 juillet, d'emporter de vive force la ville de Valence. L'assaut commença à deux heures de l'après-midi, et continua jusqu'à huit, moment où les Français furent repoussés avec perte de deux mille cinq cents hommes. Dans cette mémorable occasion, les Valenciens se distinguèrent par leur patriotisme et leur valeur. La place étant dépourvue de troupes, les moines et les autres ecclésiastiques furent tous de vaillants soldats; les femmes mêmes aidèrent à combattre l'ennemi. Après ce revers, le maréchal Moncey commença sa retraite; mais le jour suivant, il fut atteint à environ quarante milles de Valence, et battu par les troupes patriotiques aux ordres des généraux Cerbellon et Caro. Le carnage fut affreux. Saragosse, où com-

mandait le général Palafox, rivalisa avec Valence d'enthousiasme patriotique et de valeur soutenue. Le 1er juillet, les Français firent une vigoureuse attaque sur cette ville; mais tous leurs efforts échouèrent contre la valeur des troupes et des habitants armés : les attaques suivantes furent également infructueuses. Le 14 du même mois, l'ennemi tenta de nouveau un assaut désespéré sur cette importante place; mais il fut repoussé. Dans quelques rapports, on a dit que, les portes ayant été tenues ouvertes, l'ennemi entra dans la ville sans opposition, et fut à l'instant exterminé par des décharges à mitraille dans les rues et le feu de la mousqueterie provenant des maisons. Mais il est difficile de croire que les Français fussent entrés si imprudemment quand tout semblait leur annoncer un stratagème. Peut-être aussi ne devons-nous pas donner une confiance entière aux patriotes, lorsqu'ils assurent que les Français perdirent dans leurs différentes attaques contre Saragosse plus de douze mille hommes (1).

Les Espagnols cependant n'obtinrent pas partout des succès semblables. Le jour même qui fut marqué par le revers des Français dans leur grande

(1) Ces rapports sur les premiers événements de Valence et de Saragosse sont exagérés, mais les résultats sont certains : ils furent surtout la conséquence de la catastrophe de *Baylen*, qui donna beaucoup d'élan aux patriotes espagnols,

attaque contre Sarragosse, le général patriote Queste fut défait près de Bénévent. L'armée française consistait en dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie : celle des patriotes était supérieure en nombre; car elle était composée de quatorze mille hommes de troupes de ligne et d'un corps de paysans; les Espagnols avaient en outre vingt-six pièces de canon, mais ils n'avaient que huit cents hommes de cavalerie; et, comme l'action eut lieu en rase campagne, on attribua leur défaite au manque d'une proportion suffisante de cavalerie.

Mais l'Andalousie fut le théâtre d'un des plus importants événements de la campagne. Le général français Dupont, ayant reçu avis que Cadix, Séville et Carthagène avaient embrassé la cause patriotique, abandonna Cordoue et prit une forte position sur les hauteurs d'Andujar : le duc de Berg lui envoya un détachement de huit mille hommes tirés de la réserve de Madrid pour le soutenir. Le général Castanos, informé de la marche de ces troupes, s'avança sans délai, à la tête de l'armée

---

électrisa les esprits, fit apprécier la faiblesse des moyens employés par les Français dans cette première campagne, en raison de leur divergence et de l'étendue du pays à soumettre et des difficultés naturelles.

(*Note du traducteur.*)

d'Andalousie, pour attaquer Dupont avant qu'il eût reçu ce renfort. Un engagement opiniâtre et sanglant eut lieu; mais le nombre et la valeur des patriotes l'emportèrent enfin, et leur victoire fut décisive. Le général français, afin de sauver les débris de son armée d'une destruction imminente, se rendit lui et ses troupes prisonniers de guerre. Le détachement qui était en marche pour rejoindre Dupont fut compris dans la capitulation, toutefois avec cette différence que les troupes qui le composaient ne seraient pas considérées comme prisonnières, mais qu'elles seraient transportées en France par mer. Au commencement de l'action, l'armée de Dupont s'élevait à vingt mille hommes; ainsi, en un seul jour, plus de vingt mille Français furent tués, faits prisonniers ou expulsés d'Espagne. Cette éclatante victoire fut d'une importance incalculable pour les patriotes : si Dupont eût été victorieux, Séville et Cadix auraient été occupées sous peu de temps. Par cette défaite et celle du maréchal Moncey devant Valence, toutes les provinces méridionales de l'Espagne furent complètement délivrées des Français.

Au milieu de cours de ces événements, Joseph Bonaparte se préparait à prendre possession de son nouveau royaume. A son arrivée à Vittoria, il publia une proclamation par laquelle il annonçait aux Espagnols le bonheur inappréciable qu'allait leur procurer son règne bienfaisant : par une singulière

coïncidence d'événements, le roi Joseph, en qualité de souverain d'Espagne, fit son entrée publique dans Madrid le jour même où Dupont et son armée se rendaient à l'armée patriote aux ordres du général Castanos, 20 juillet 1808. La nouvelle de ce désastre, promptement apportée à la capitale, les rapports successifs des défaites essuyées par les armées françaises, et l'approche des patriotes vers Madrid, avertirent assez le nouveau monarque de la nécessité d'une prompte fuite. Après un court séjour, Joseph commença sa retraite précipitée vers la frontière, le 27 juillet, tandis que les patriotes prenaient possession de la capitale. Les Français, ainsi battus sur tous les points de l'Espagne, commencèrent à se retirer des différentes provinces vers le nord; et ayant mis une forte garnison dans Burgos et occupé Bilbao, ils concentrèrent le reste de leurs troupes dans une forte position sur les rives de l'Èbre (1). Lorsque les débris de leurs différentes armées furent réunis en un seul corps, ces forces, selon les rap-

(1) La capitulation de *Baylen* et la retraite du maréchal Moncey ne laissaient au roi Joseph d'autre parti à prendre que de se retirer sur l'Èbre pour y attendre des renforts et conserver ses communications avec la France. Madrid n'est pas une position qu'une armée puisse tenir quand ses flancs sont débordés, et sa ligne d'opération menacée. L'évacuation de cette capitale fut toujours dans ce cas jugée nécessaire et de peu d'importance. Les généraux de Philippe V en avaient donné l'exemple. La retraite et non la fuite de Joseph ne fut

ports les plus authentiques, montaient au plus à quarante-cinq mille hommes, non compris les garnisons de Barcelone, Pampelune, etc..... de sorte que la totalité des forces qui restaient aux Français en Espagne, était d'environ soixante mille hommes (1), forces qui certainement auraient été expulsées sans grande difficulté, si une armée anglaise eût été débarquée dans le nord et eût commencé de concert avec les patriotes une vigoureuse suite d'opérations (2).

Quelque temps après la retraite des Français de

---

point précipitée; elle se fit en bon ordre, et ne fut même pas inquiétée.

(*Note du traducteur.*)

(1) Voyez à l'égard des forces qui restaient aux Français en Espagne, la campagne du général Moore.

(2) Voyez ce sujet discuté dans les discours des comtes St-Vincent, Greenville et Moira, et M. Ponsomby, et leurs arguments combattus par lord Hawkesbury, Castelreagh et M. Canning (19 janvier 1809).

Cette observation est juste. Le véritable point de défense est en effet dans les Asturies au nord-ouest de l'Espagne. Dans cette position, quelque excentrique qu'elle paraisse au premier aspect, un corps d'armée, tirant de la mer ses ressources, ses munitions, ses renforts en hommes et en matériel, peut se porter en quelques marches sur Burgos, couper la ligne d'opération de l'ennemi qui s'avance sur Madrid par les deux routes d'*Aranda* et de *Valladolid*;

Madrid, les armées patriotiques obtinrent une augmentation considérable de forces par la délivrance de dix mille vétérans espagnols du joug de l'empereur des Français, aux armées duquel ils avaient été envoyés en Allemagne comme auxiliaires. De ces dix mille hommes, huit mille avaient été stationnés dans l'île danoise de Funen et le reste dans celle de Langoland : toutes ces troupes étaient sous les ordres du marquis de la Romana, qui entra en négociation avec l'amiral anglais Keat. Le plan d'évasion étant arrêté, les Espagnols s'emparèrent vers le milieu d'août de tous les bâtiments et barques qui se trouvaient dans les eaux de Funen (le petit nombre de troupes danoises stationnées dans l'île étant hors d'état d'y mettre aucune opposition), et à l'aide de ces bâtiments, se transportèrent à Langoland où leurs compatriotes s'étaient déja rendus maîtres de la batterie qui commande le port afin d'assurer leur entrée. Ces troupes firent ensuite voile pour l'Espagne, où, réunies à l'armée patriote, elles combattirent pour la liberté de leur patrie.

Pendant ce temps, l'expédition britannique avait

---

il peut (les places de *Santona* et de *Saint-Sébastien* n'étant pas réduites) combiner le long de la côte du nord ses opérations avec celles des troupes de débarquement, pénétrer en *Biscaye*, couper les communications, et déconcerter le plan d'invasion.

(*Note du traducteur.*)

appareillé pour le Portugal : l'esprit de patriotisme s'était communiqué à cette partie de la Péninsule ; et une insurrection presque générale avait obligé le général en chef des Français à concentrer ses forces aux environs de Lisbonne. Les troupes anglaises, sous les ordres du général Wellesley, ayant opéré leur débarquement, attaquèrent et défirent le général Laborde sous les murs de Rolein; cette action n'était que le prélude de la bataille de Vimiera où l'armée britannique remporta, le 21 août, une victoire complète sur les troupes françaises, commandées par le général Junot. Après cette action décisive, les commandants en chef des deux armées conclurent une convention, en vertu de laquelle les Français devaient évacuer le Portugal.

Les brillants exploits des troupes britanniques à Vimiera, et ceux des patriotes espagnols, ne suffisaient pas pour le succès de la cause commune. L'Espagne, au milieu de ses triomphes, était presque perdue par le mauvais gouvernement de ses affaires : chacune des différentes juntes continuait d'exercer une autorité indépendante, et ce défaut d'union dans leurs conseils, et de concert dans leurs opérations, portait le ministère britannique à différer la marche de l'armée anglaise de Lisbonne en Espagne(1). Une suite de succès im-

(1) Voyez le discours prononcé le 19 janvier 1809, par M. Canning, ainsi que ceux de lord Haukeberg, Castelreagh.

portants, obtenus pendant les mois de juin et de juillet, avait rempli les Espagnols d'une confiance téméraire; ils semblaient n'avoir aucun doute de pouvoir par eux seuls effectuer l'expulsion des Français, et maintenir l'indépendance nationale; mais leur vues étaient de pures illusions : la lutte était à peine commencée ; ils avaient battu des corps détachés, mais leurs forces ne s'étaient pas encore mesurées avec la grande armée française. Le succès qui avait, jusque là, accompagné leurs armes, les avait plongés dans une trompeuse sécurité, et les avait entraînés dans une négligence fatale; le peuple et les gouvernants croyaient être en état, sans aucuns secours étranger, de résister efficacement à la puissance formidable de la France (1). Des proclamations pompeuses, des relations exagérées de leurs victoires, contribuèrent à tromper le peuple et ses alliés, de sorte que l'état réel des affaires d'Espagne était peu connu en Angleterre jusqu'au moment où les armées britanniques s'avancèrent dans le pays. La retraite des Français sur les rives de l'Èbre avait fourni aux

(1) Lord W. Bentinck dit, dans une de ses lettres datée du commencement d'octobre : « Je suis à chaque moment de « plus en plus convaincu qu'une confiance aveugle dans leurs « propres forces, jointe à une lenteur naturelle, sont les « écueils contre lesquels ce bon vaisseau risque de faire « naufrage. »

Espagnols une belle occasion de former des armées et de préparer les provinces à résister à une invasion future; mais dans le moment du triomphe, les mesures de sûreté avaient été complètement négligées. La retraite des Français, comme on l'a déja indiqué, eut lieu le 27 juillet, et il paraît qu'ils ne commencèrent à recevoir des renforts de Bayonne que vers le milieu du mois d'octobre : ces trois mois s'étaient par conséquent écoulés depuis que les Français avaient cessé leurs opérations actives : cet intervalle de loisir eût été précieux pour l'Espagne, si ceux qui exerçaient le pouvoir eussent employé ce temps à lever, équiper, discipliner des armées qui pussent se trouver en mesure de s'opposer aux nouveaux efforts de l'ennemi.

Cependant il faut juger avec indulgence la conduite des Espagnols dans ces dures circonstances : leur gouvernement fut tout à coup dissous, au moment où l'ennemi, déja en possession des principales places, inondait le pays de ses légions; on ne pouvait méditer et mûrir aucun plan de défense. Le temps et l'expérience étaient les seuls maîtres qui pussent donner aux patriotes des leçons de prudence; tant que les différentes juntes provinciales s'obstinèrent à rester indépendantes, et presque sans rapport entre elles, réciproquement jalouses de leurs priviléges et du choix de leurs généraux, il eût été déraisonnable d'exiger que l'harmonie régnât dans

leurs conseils et qu'elles se concertassent pour les opérations de leurs armées.

Toutefois, on adopta un parti très-sage et qui semblait promettre de remédier à ces inconvénients. Vers le mois de septembre, on forma une junte centrale suprême dont l'autorité s'étendait sur tout le royaume : on s'attendait que cette unité dans le pouvoir produirait à la fois l'union et la vigueur nécessaires dans les mesures politiques et militaires; mais en résultat, ce nouvel arrangement fut de peu d'avantage à l'Espagne. La junte centrale était composée de quarante-deux membres, et si l'on peut ajouter foi à l'historien de la campagne de sir J.Moore, les intérêts particuliers, la jalousie mutuelle, les haines individuelles, présidèrent à leurs conseils. Ce général, en effet, présente sous un jour très-défavorable les talents et le patriotisme de cette assemblée. « La junte, dit-il, jalouse de ses généraux, « ne leur donna aucun pouvoir, les tenant chacun à « la tête de corps séparés. C'est ainsi qu'elle a em-« pêché toute unité d'action..... » D'après la conduite de cette assemblée, on a toujours soupçonné que quelques-uns de ses membres étaient en secret partisans de la France (1).

L'établissement d'une junte centrale ayant donné,

(1) Quelque nécessaires que fussent à la junte centrale les secours de l'Angleterre, ils n'étaient acceptés par une partie de ses membres qu'avec répugnance. L'alliance natu

du moins en apparence, au gouvernement une meilleure organisation, l'armée anglaise, après un séjour de deux mois à Lisbonne, se mit en marche pour l'Espagne, sous le commandement de sir J. Moore (1); mais la difficulté de se procurer des

relle de l'Espagne avec la France était rompue de fait par les actes violents de Napoléon; mais les vieilles haines des temps de Charles V et de Philippe II n'étaient pas assez ranimées pour effacer les habitudes prises, et les relations contractées entre les deux peuples depuis la paix des Pyrénées : c'était, à proprement parler, une guerre civile que la France entière blâmait et déplorait aussi bien que l'Espagne, et que Napoléon eût pu terminer d'une manière honorable et profitable, même après l'avoir injustement engagée, s'il n'avait considéré que l'honneur de ses armes y était compromis. Ce fut le seul motif de son obstination : il négligea les dispositions secrètes des hommes les plus influents vers la pacification, dont les moyens et le gage étaient entre ses mains. Il ne commit jamais une plus grande faute politique que celle de laisser prévaloir dans la péninsule les intérêts de l'Angleterre, de donner à la puissance maritime prépondérante l'avantage d'opérer avec une faible armée, et à si peu de frais en comparaison de l'importance de l'objet, une diversion continentale si considérable. De quoi lui servait d'éteindre en Espagne la dynastie des Bourbons? N'était-ce pas faire plus que la détruire, n'était-ce pas l'effacer que de l'allier avec la sienne?

(1) Il paraît que la totalité de l'armée anglaise destinée à agir en Espagne et en Portugal était, y compris le corps de douze mille hommes aux ordres du général Baird, d'environ quarante mille hommes. Sur ces forces, dix mille hommes restèrent en Portugal; de sorte que le nombre de celles qui

subsistances obligea le général anglais à partager son armée en plusieurs colonnes. Le général Hope, à la tête de six mille hommes et de toute l'artillerie, s'avança par la route d'Elvas vers Madrid (1). Les autres colonnes marchèrent par différentes routes à travers le Portugal. Le gouvernement Espagnol avait indiqué Burgos comme le point de réunion des troupes britanniques : Madrid et Valladolid étaient désignés pour y établir les magasins ; et sir J. Moore s'attendait à être joint par soixante à soixante-dix mille hommes venant des Asturies et de la Galice, sous les ordres des généraux Blake et la Romana ; mais à son arrivée à Salamanque, le 13 novembre, Burgos et Valladolid étaient au pouvoir des Français. L'armée d'Estramadure était en complète déroute, et celle du général Blake presque anéantie. L'armée d'Estramadure, composée de douze mille hommes de recrues indisciplinées, sous le commandement d'un jeune officier, le comte de Belveder, s'était avancée jusqu'à Burgos où, ayant été attaquée le 11 novembre par des forces supérieures, elle fut

---

s'avancèrent de Lisbonne était de dix-huit mille hommes. Cependant lord Castelreagh, dans une lettre où il évalue un peu différemment le nombre de la cavalerie, porte la totalité de l'armée à environ quarante-un mille hommes.

(1) Le commissaire-général espagnol calcula que, si toute l'armée anglaise marchait par la route d'Elvas, dans trois mois tous les bœufs seraient consommés, et qu'il ne resterait dans le pays que très-peu de cochons.

Campagne d'Espagne, page 33.

complètement défaite. Dans le même temps, le général Blake avait essuyé, du 6 au 10 novembre, plusieurs attaques sueeessives à Zoroso, entre Durango et Bilbao, à Valmasida et à Espinosa de Las-Montunas où son armée avait été entièrement mise en déroute. Le 13 novembre environ, sept mille fuyards se réunirent à Reynosa; mais ils ne présentaient que le spectaele d'une multitude en désordre, dans la situation la plus misérable.

Ces malheurs furent immédiatement suivis d'un nouveau désastre qui laissa Madrid ouvert à l'ennemi. Les armées du centre et de droite, sous les ordres des généraux Castanos et de Palafox, dont on avait, dans les rapports, prodigieusement exagéré les forees, ne s'élevaient pas à plus de quarante mille hommes. Le quartier-général de Castanos se trouvait à Cintruenijo, lorsqu'on vit paraître l'avant-garde de l'armée française. Les Espagnols se retirèrent dans la nuit vers Tudela, et les colonnes françaises s'avancèrent par Soria et Lerona. Castanos, ineertain de l'issue d'une action, était dans l'intention de continuer sa retraite; mais le commissaire de la junte et le eapitaine-général de l'Aragon, eonsidérant la petite chaîne de hauteurs située en arrière de Tudela comme une bonne position, Castanos, malgré qu'il jugeât qu'il y avait de la témérité à risquer un engagement, fut forcé d'y attendre l'approehe de l'armée ennemie. Il forma son principal corps au eentre de la position, et

masquant ainsi sa réserve à l'ennemi, il fit avancer ses deux ailes sur les mamelons situés près de Tudela. Les Français commandés par le maréchal Lannes attaquèrent ces deux points (le 22 novembre), et Castanos les soutint avec le centre de sa ligne de bataille. L'ennemi fut d'abord repoussé à la gauche; mais ayant fait avancer une forte colonne de Tudela, il renouvela l'attaque et jeta la confusion parmi les Espagnols. Dans un instant le désordre fut au comble. L'armée espagnole fut entièrement défaite; une partie de cette armée se dispersa dans la direction de Saragosse et le reste vers Calatayud (1).

Ces désastres successifs étaient le résultat nécessaire des plans absurdes adoptés par la junte, et doivent être plutôt attribués à cette cause qu'au défaut d'habileté dans les généraux espagnols, ou de valeur et de patriotisme parmi les troupes. Rien assurément ne pouvait être plus mal avisé que les ordres expédiés par la junte au général Blake de combattre les Français, au lieu de lui ordonner de se retirer, afin de se réunir à l'armée anglaise. Le petit nombre et le mauvais état de ses troupes (2)

(1) Les rapports officiels représentent la bataille de Tudela comme extrêmement sanglante, et assurent que les Français, de leur propre aveu, y perdirent quatre mille hommes. Mais on doit ajouter peu de confiance aux rapports exagérés publiés en Espagne.

(2) « Jamais on ne s'est jeté, et l'on n'a persisté dans un

furent cause de l'inaction de ce général pendant les mois d'août et de septembre. D'après le système d'exagération adopté en Espagne, il est difficile de savoir quel fut, dans aucun temps donné, le nombre de ses troupes; mais il est certain que ce nombre ne fut jamais considérable; car, après l'arrivée de la Romana, avec plus de huit mille hommes, il paraît que la totalité de l'armée qui combattit les Français ne montait pas à seize mille hommes. D'ailleurs, indépendamment de sa faiblesse sous le rapport numérique, l'état de cette armée était tel qu'il la rendait incapable de lutter avec des troupes régulières. Les soldats, qui arrivèrent avec le marquis de la Romana, étaient bien disciplinés et se battaient avec une bravoure distinguée; mais ils furent accablés par le nombre : le reste consistait en de malheureux paysans qui avaient souffert, avec constance, durant l'espace de quatre mois, des privations telles qu'elles eussent suffi pour anéantir une armée anglaise. Indépendamment des fatigues excessives qu'ils eurent à supporter, ils restèrent sans souliers et presque sans vêtements, exposés au froid sur des montagnes

---

système aussi peu sensé et aussi ruineux que celui qui a conduit aux désastres du moment présent. Le marquis de la Romana, qui est ici, est de cette opinion. »

(Lettre du général Leith à sir J. Moore, datée du 15 novembre. Page 68.)

couvertes de neige, dépourvus d'approvisionnements et passant plusieurs jours sans pain. Les troupes aux ordres de Castanos et de Palafox étaient à peu près dans la même situation; et il paraît, en effet, que tel était l'état de toutes les armées espagnoles (1). On ne saurait donc s'étonner que des soldats réduits à une situation semblable aient été défaits, et ce n'est pas une petite preuve de leur patriotisme qu'on ait pu les mener en face de l'ennemi.

L'impéritie des gouvernants ne saurait porter

(1) « Je laisse à V. Ex. à concevoir la situation critique d'une armée qu'on ne saurait faire mouvoir en raison de son peu de ressources; d'une armée dont la plus grande partie est composée de nouvelles levées, mal habillées et mal approvisionnées. » (Dépêches du général Castanos au secrétaire de la junte centrale.)

Un officier anglais, parlant de la même armée, dit : Mais pour se former une idée de sa composition, il est absolument nécessaire de l'avoir vue : c'est une masse complète de paysans sans vêtement, sans organisation.

Un autre officier anglais, décrivant l'état de l'armée aux ordres du marquis de la Romana, qu'il venait de voir passer en revue par ce général à Léon, dit que les troupes étaient rangées sur trois colonnes, chacune d'environ deux mille cinq cents hommes. L'aile droite était mal armée et plus mal vêtue : l'aile gauche était mieux, la plupart des soldats étant pourvus de fusils anglais. En parlant d'un corps de quatre mille hommes à Orbigo, il le représente comme composé de jeunes gens vigoureux, mais sans ordre ni discipline; leur habillement était bigarré, et quelques-

atteinte au caractère national. Tout le cours de leur histoire représente les Espagnols comme une nation distinguée par le patriotisme et le courage; mais cette histoire montre aussi que, durant quelques siècles, leur génie entreprenant et leurs qualités martiales furent mal guidés ou paralysés par la tyrannie et par la faiblesse de leur gouvernement : telle a été la source d'où sont encore provenus les malheurs de cette nation magnanime au commencement de cette guerre; l'incapacité des hommes devenus les chefs provisoires du gouvernement exposa la nation comme une proie à la France, et la plongea dans l'anarchie. Une flamme patriotique s'éleva et se répandit d'une manière dont les temps modernes n'avaient pas fourni d'exemple; mais l'ardeur nationale fut ralentie par la mauvaise gestion des affaires. Sir J. Moore, qui nous a donné les vues les plus exactes sur l'état des choses en Espagne, s'est plaint dans plusieurs de ses lettres du défaut d'enthousiasme dans le peuple et dans les armées; toutefois il attribuait ce

---

uns d'eux étaient à demi nus. Leurs armes étaient entièrement mauvaises; la plupart de leurs fusils n'avaient pas de bayonnettes, et celles qu'il vit étaient courtes et mauvaises : il remarqua aussi qu'au moins un tiers des fusils espagnols ne faisaient pas explosion.

(Lettre du lieutenant-colonel Syme à sir David Baird, datée de Léon le 14 décembre. Camp. en Espagne, p. 212.)

défaut non pas aux sentiments de la nation, mais aux erreurs de ses conseils et à la mauvaise administration de ses ressources: ce général et les autres officiers anglais, qui ont eu toute facilité de bien observer, rendent une entière justice au caractère espagnol (1).

Le mauvais état des armées explique suffisamment l'affaiblissement de l'ardeur martiale après le premier mouvement d'enthousiasme. Des proclamations pompeuses peuvent, pour un moment, amuser

(1) « L'imbécillité du gouvernement espagnol passe toute croyance: la bonne volonté des habitants, quelle qu'elle puisse être, est de peu d'usage quand il n'existe pas d'habileté pour la mettre en action. » (Lettre de S. J. Moore à S. E. J. H. son frère.)

M. Neale peint le peuple espagnol comme brave et bien disposé, la junte comme indolente, apathique et sans volonté. (Lettres d'Espagne et de Portugal.)

« Les malheureux espagnols méritent un meilleur sort, car ils me semblent un beau peuple; mais ils sont tombés dans des mains qui les ont perdus par un excès d'indolence et d'indifférence. » (Lettre de S. J. Moore à son frère, datée du 26 novembre.)

« Il est évident que la junte est sans aucun plan : toutes les branches de l'administration sont paralysées par l'organisation vicieuse du gouvernement. » (Lettre du général Hope à S. J. Moore, datée de Madrid le 20 novembre.)

Ces passages et d'autres semblables dévoilent la cause réelle, qui tout à coup arrêta les progrès des armes espagnoles.

une multitude ignorante; mais il faut quelque chose de plus substantiel pour nourrir et vêtir des soldats dans la plus affreuse détresse.

La junte devait probablement compter dans son sein plusieurs hommes doués de talent, d'intégrité et de patriotisme; mais leur jugement paraît avoir été maîtrisé par quelques-uns de ses membres qui ne possédaient pas sous ces rapports les qualités nécessaires. Les mesures ruineuses de don F. Morla ont été regardées comme la cause des désastres éprouvés par l'armée espagnole. Ce général s'étant distingué à Cadix par son patriotisme, fut nommé président du bureau des affaires militaires; et comme il passait pour un homme du premier talent en Espagne, la junte s'abandonna à sa direction. Avant son intervention dans les affaires, Castanos et Blake s'étaient tenus sur la défensive; mais aussitôt qu'il fut placé à la tête du département de la guerre, ce système fut abandonné, et les généraux, contre leur propre jugement, furent forcés de prendre l'offensive. Une telle conduite a donné quelque raison de soupçonner que ce ministre, prévoyant le succès probable de l'empereur des Français, s'était entendu avec lui, et avait trompé la junte, l'ambassadeur et les généraux anglais, afin de faire détruire à la fois les armées anglaise et espagnole, et cela avec tant d'adresse qu'il fut impossible de pénétrer son dessein (1).

(1) Cette supposition est purement gratuite; et l'on recon-

Tandis que le ministre de la guerre contribuait avec un si fatal succès à la destruction des armées espagnoles, l'empereur des Français poussait ses opérations militaires avec une vigueur et une étendue de moyens, proportionnées à l'activité de son génie et à la grandeur de sa puissance. Divers rapports s'accordent à évaluer les forces françaises stationnées sur l'Èbre, au mois d'août, à quarante-cinq mille hommes, et les différentes garnisons à treize mille. Suivant une lettre interceptée du gouverneur de Bayonne au maréchal Jourdan, soixante-douze mille hommes devaient entrer en Espagne par la voie de Bayonne, du 16 octobre au 16 novembre. Vers le même temps, treize mille hommes, en grande partie Italiens, arrivèrent en Catalogne; et la division de Junot, forte de trente mille

---

naît, à ces soupçons injurieux, la fierté anglaise blessée de ne pas commander dans les conseils comme dans les camps espagnols. Des auxiliaires si puissants donnaient sans doute de l'ombrage aux cortès. Mais avant d'accuser de trahison et d'impéritie ceux qui poussaient au devant des Français ces masses indisciplinées, il serait juste de prendre en considération la position dans laquelle se trouvaient ces chefs d'un gouvernement qui n'avait point d'autorité légale. Auraient-ils inspiré à la nation la confiance qui leur était nécessaire si, en agissant avec plus de circonspection, en se tenant sur la défensive, ils avaient laissé refroidir l'enthousiasme et l'indignation du peuple contre l'invasion de l'étranger? Ce terrible ressort des passions populaires, une fois mis en jeu, ne se manie pas avec tant de prudence.

(*Note du traducteur.*)

hommes, se mit en campagne vers le commencement de décembre. Toutes ces forces forment un total de cent soixante-dix-sept mille hommes; et, d'après divers rapports, il y a lieu de croire qu'indépendamment de ces troupes, d'autres corps Français entrèrent à différentes époques dans la Péninsule; de sorte qu'il paraît que toutes les forces que Napoléon employa à subjuguer l'Espagne, étaient d'environ deux cent mille hommes (1).

La défaite des trois armées espagnoles aux ordres de Belvedere, Blake et Castanos, avait placé le général anglais dans une situation critique. Au lieu d'être joint par soixante à soixante-dix mille hommes, comme il s'y était attendu dans le principe, il ne put opérer sa jonction ni ouvrir de communication avec aucune des armées espagnoles, qui, dans l'état de dispersion où elles se trouvaient alors, n'existaient réellement plus. Il avait de bonne heure prévu la nécessité d'une retraite, et il était dans l'intention de se porter sur le Portugal; mais, au milieu des renseignements qu'on lui donnait sur

(1) Cette évaluation est à peu près exacte, si l'on y comprend les régiments de marche formés avec les conscrits destinés à recruter les corps. — Le nombre des troupes qui défilèrent par Bayonne après la retraite du roi Joseph sur l'Èbre et avant l'entrée de Napoléon en Espagne, ne s'éleva guère au-dessus de quarante mille hommes. L'armée du Portugal, rentrée en France en vertu de la capitulation du général Junot, n'était que de vingt mille de toutes armes.

(*Note du traducteur.*)

l'état désastreux des affaires, les sollicitations pressantes de la junte et de l'ambassadeur anglais le détournèrent de son dessein, et le tinrent en suspens relativement à ses opérations futures.

Cependant l'empereur des Français était entré en Espagne, et, ayant pris en personne le commandement de ses armées, il dirigea toutes ses forces vers Madrid. Le 30 novembre, au point du jour, le duc de Bellune, à la tête d'une de ses divisions, se présenta au pied de Somma-Sierra (1). Une division espagnole, forte de treize mille hommes, défendait le passage de la montagne couverte de retranchements garnis de seize pièces de canon dans le défilé de la Puerta : elle se croyait inexpugnable dans cette position; cependant les généraux français Sénarmont et Montbrun firent une vigoureuse attaque sur ce poste important, qu'ils emportèrent après une courte résistance. Les Espagnols perdirent tous leurs canons, dix drapeaux, leur caisse militaire et deux cents fourgons chargés de bagages. La plupart de leurs officiers et un grand nombre de soldats furents faits prisonniers : le reste se sauva, jetant ses armes et se dispersant dans les montagnes.

(1) Le passage de Somma-Sierra, qui commande en grande partie celui de Guadarama, est situé entre la Vieille et la Nouvelle-Castille. Durant neuf mois de l'année, un hiver de Sibérie règne sur ces montagnes. La route de Madrid à Somma-Sierra est une des plus magnifiques de l'Espagne.

Rien ne s'opposait plus à la marche des Français sur Madrid : en effet, trois jours après cette action, l'empereur prit position sur les hauteurs qui commandent cette capitale. Il y avait, en ce moment, à Madrid un grand nombre de paysans armés, rassemblés de différents points, six mille hommes de troupes de lignes, avec une centaine de pièces de canon : soixante mille hommes au moins se trouvaient sous les armes, et les cloches de toutes les églises sonnaient continuellement le tocsin. Mais tandis que la capitale de l'Espagne présentait cet aspect formidable de défense, l'anarchie la plus complète régnait dans l'intérieur de la ville. Les autorités légitimes étaient méprisées, et le principal pouvoir résidait dans les mains de la populace. Des soupçons de trahison concouraient avec la tyrannie démocratique à augmenter le désordre. Le marquis de Pérulès, qui avait jusque-là joui de la confiance du peuple, fut accusé d'avoir mis du sable dans les cartouches, et à l'instant étranglé. Il fut décidé que les cartouches seraient refaites, et trois à quatre mille moines furent employés à ce travail au Retiro. Il fut ordonné que les palais et les maisons resteraient ouverts, afin de fournir des vivres à discrétion.

Tel était l'état de Madrid quand le maréchal duc d'Istrie fut envoyé pour sommer cette ville. Toutes les apparences indiquaient la tyrannie de la multitude. Le général espagnol se présenta aux postes avancés

pour répondre à la sommation : il était accompagné par quarante hommes de la populace qu'à leur vêtement, à leurs regards, à leur langage, on eût pris pour des assassins : ces misérables dictaient les réponses du général qui les écrivait en leur présence, et les leur donnait ensuite à vérifier. L'aide-de-camp que le duc d'Istrie avait envoyé dans la ville fut saisi par la populace, et aurait été massacré si les troupes de ligne ne l'eussent pris sous leur protection. Un jeune boucher d'Estramadure qui commandait à l'une des portes eut l'audace de demander que le duc d'Istrie vînt lui-même en ville les yeux bandés ; et le général Montbrun qui témoigna son indignation de cette proposition insolente, put à peine échapper à la fureur de la multitude.

Comme il était évident que les propriétaires de Madrid étaient sans influence, et que tout ne se faisait qu'au gré d'une populace féroce, une conciliation devenait absolument impossible. L'empereur des Français employa la soirée à faire des reconnaissances et à former un plan d'attaque : à sept heures, arriva une division du duc de Bellune : il faisait un clair de lune extrêmement brillant. L'empereur ordonna aux généraux de brigade, Maison et Lauriston, de s'emparer des faubourgs : les tirailleurs se rendirent d'abord maîtres de quelques édifices, et particulièrement du grand cimetière. Le duc de Bellune employa toute la nuit à placer son artillerie dans les postes indiqués pour l'attaque.

A minuit, un officier espagnol, fait prisonnier à Somma-Sierra, et porteur d'une dépêche, fut envoyé dans la ville en parlementaire. Le général de brigade Sénarmont ayant commencé une vive canonnade avec quarante pièces d'artillerie, ouvrit une brèche dans les murs du Retiro, et en moins de quinze minutes, mille hommes postés sur ce point pour sa défense furent passés au fil de l'épée. Le palais du Retiro, les postes importants de l'observatoire, de la fabrique de porcelaine, de la grande caserne, l'hôtel de Médina-Cœli furent emportés, tandis qu'une fausse attaque faite avec vingt pièces de canon attirait d'un autre côté l'attention des Espagnols.

Cependant l'agitation et le désordre qui régnaient à Madrid étaient portés à un point qu'il serait presque impossible de concevoir : les rues étaient coupées de tranchées profondes ; on avait formé des barricades avec des balles de coton, élevé des parapets sur le sommet des maisons : ceux des habitants qui désespéraient du succès de la résistance, fuyaient dans la campagne : d'autres craignant le pillage dont les menaçait la populace, désiraient céder et recevoir les Français : les étrangers, et ceux qui n'avaient rien à perdre, voulaient qu'on tînt jusqu'à la dernière extrémité, et obligeaient les troupes de ligne à continuer le feu.

Mais quelque plan de défense qu'eût pu former cette multitude anarchique, il était devenu absolu-

ment inutile ; car une fois maître du Retiro, on l'est toujours de Madrid. Cependant on continuait les négociations. Le 3 décembre, à neuf heures du matin, le parlementaire revint de la ville : vers onze heures, l'empereur ordonna de cesser le feu ; et à cinq heures de l'après midi, don T. Morla et don Bernado d'Iriate arrivèrent au camp : ils ne dissimulèrent pas que la continuation de la défense serait insensée ; mais ils ajoutèrent en même temps que la populace et la quantité d'étrangers qui se trouvaient dans la ville, se croyant en état de faire une résistance efficace, s'opposaient à toute capitulation. L'empereur repondit à ces officiers, que si la ville n'était pas rendue le lendemain à six heures du matin, eux et leurs troupes seraient passés au fil de l'épée. Cette menace jointe aux pertes du jour précédent frappa de terreur la multitude. Durant la nuit, les plus turbulents prirent la fuite : le 4 décembre, à six heures du matin, Madrid ouvrit ses portes : les Français en prirent possession : Napoléon accorda un pardon général, et la tranquillité se trouva ainsi rétablie.

La reddition de Madrid a été attribuée à la trahison de don T. Morla et du prince de Castel-Franco. Il n'est cependant pas probable que cette capitale qui était sous l'influence d'une populace révolutionnaire, eût pu opposer une résistance efficace aux armées françaises. Il n'est pas non plus surprenant que les nobles et les propriétaires aient préféré la

capitulation de la ville aux horreurs de la licence populaire et aux dangereuses conséquences d'un assaut : cependant quelques parties de la conduite de ces deux personnages, soit envers leurs propres généraux, soit envers les généraux anglais, sont loin de tendre à les disculper des reproches d'un dessein formé de ruiner la cause nationale pour s'assurer pour eux-mêmes la faveur de l'empereur des Français.

Les succès de l'ennemi avaient placé le général Moore dans une situation extrêmement critique, et le défaut d'avis où il était sur ces événements faillit à entraîner la ruine de son armée : il était depuis long-temps pressé à la fois par la junte et par l'ambassadeur d'Angleterre J. H. Frère, de s'avancer jusqu'à Madrid : rien cependant ne put le décider à hasarder une telle démarche. Le 2 décembre encore, jour où les Français investirent Madrid, le général anglais reçut de don T. Morla et du prince de Castel-Franco l'invitation pressante de se porter rapidement à la capitale, où, s'il eût adopté cette mesure, son armée aurait été entièrement détruite (1).

Mais une des circonstances les plus frappantes et en même temps les plus embarrassantes concernant ces affaires, était le manque absolu de nouvelles qui se faisait remarquer de toutes parts. De-

(1) La junte s'était, à l'approche des Français, retirée à Talaveyra, de là à Trusillo, ensuite à Mérida, et en dernier lieu à Séville.

puis le moment de l'entrée du général anglais en Espagne, on ne lui avait fourni aucun moyen d'ouvrir et d'entretenir des communications avec aucune des armées espagnoles : on s'était même étudié à le tenir dans une ignorance complète de leurs mouvements, du plan des généraux, des ressources du gouvernement. Les efforts de la junte pour tromper ses alliés par un tableau exagéré des forces nationales et militaires, sont partout frappants : il est singulier que la premièré nouvelle de la prise de Madrid fut reçue par le général anglais au moyen d'une lettre de M. Frère, datée de Mérida, le 14 décembre, lettre qui ne lui fut remise que le 22, quoiqu'elle eût paru dans le Moniteur de Paris du 14 et dans les journaux de Londres du 19. L'ambassadeur s'était en effet depuis long-temps plaint à la junte de son système de mystère et de duplicité; mais la conduite subséquente de cette assemblée nous a suffisamment prouvé que les remontrances de cet ambassadeur n'avaient pas répondu à son attente. Au surplus, la junte ne pourra jamais être disculpée du reproche d'inactivité à se procurer des nouvelles, et la postérité lira avec étonnement qu'aussi tard que le 13 décembre le gouvernement espagnol ignorait la prise de la capitale (1).

Madrid étant soumis, l'empereur prit la résolu-

(1) Tel fut bien en effet le plan de Napoléon. Il avait

tion de ne pas laisser aux Espagnols en déroute le temps de se rallier ; mais au contraire de compléter la dispersion de leurs troupes, et de pénétrer, avec célérité, de la capitale aux extrémités du royaume : à cet effet, il forma et commença d'exécuter un vaste plan d'opérations. Le maréchal Bessières se

dans toutes ses guerres reconnu l'importance de la conquête de capitales, et n'avait pas encore éprouvé que par la conformation et l'état physique de l'Espagne, Madrid était l'exception à la règle qu'il s'était faite; règle qui fut démentie à Moscow par des accidents extraordinaires, et qui, dans la suite, ne se vérifia que trop à Paris. Lorsqu'il porta à Madrid la meilleure partie de son armée, il ne s'attendait pas à être si promptement obligé de la reporter vers le nord. Il croyait que l'armée anglaise déboucherait du Portugal dans l'Estramadure; il avait laissé le maréchal Soult avec un corps de douze mille hommes seulement en observation au camp de Carrion, sur la frontière du royaume de Léon, pour contenir la division du marquis de la Romana et les débris du corps de Blake battu à Espinosa et de celui qui avait été dispersé à Burgos. Il ne fallait pas moins que la vigueur et l'activité du duc de Dalmatie pour couvrir avec si peu de forces la ligne d'opération prolongée sur Madrid, et les communications avec la France.

Par un hasard singulier, le même défaut d'information avait affermi l'empereur dans ses conjectures sur la direction de l'armée anglaise vers l'Estramadure, et donné au général Moore, qui la commandait, la confiance de s'avancer de Salamanque dans la province de Valladolid. Il devait y rallier les dix mille Anglais débarqués à la Corogne sous les ordres de sir David Baird, et les corps de la Romana et de

mit à la poursuite des débris de l'armée du centre sur la route de Valence ; le duc de Trévise s'avança contre Sarragosse ; le duc de Dalmatie eut ordre de soumettre le royaume de Léon ; le duc de Bellune prit possession de Tolède, et le duc de Dantzick marcha vers Badajoz, tandis que l'empereur se tenait prêt à soutenir de Madrid ces divers mouvements, et à compléter, en se portant de sa personne aux lieux où sa présence serait nécessaire, l'entière soumission de l'Espagne (1).

Le général anglais commença alors à être convaincu de la nécessité d'opérer sa retraite d'un pays qu'il regardait comme conquis. Ses vues sur l'état des choses en Espagne avaient toujours été absolument différentes de celles de l'ambassadeur. Ce dernier avait la plus haute opinion de l'enthousiasme de toutes les classes du peuple, et avait témoigné

Blake. Ces forces étant réunies, le général Moore se trouvait avec une armée de cinquante mille hommes sur le flanc droit et sur les derrières de l'armée française; si Madrid tenait encore, il pouvait y marcher par Ségovie; et s'il n'était plus à temps de dégager la capitale, il pouvait rejeter le maréchal Soult au-delà de l'Èbre, couper à Burgos la ligne d'opération de l'empereur, et même, si les circonstances le favorisaient, il pouvait aller débloquer Sarragosse. (*Note du traducteur.*)

(1) Le 19 décembre au soir, le marquis de la Romana reçut des lettres de la junte datées du 13, qui l'informaient que Madrid tenait encore. (Voy. une lettre du marquis de la Romana à sir J. Moore, p. 240.)

le désir que l'armée anglaise s'avançât au centre de l'Espagne ; mais, dans le cas où une nécessité absolue forcerait à renoncer à ce but, il avait recommandé une retraite sur la Corogne de préférence au Portugal (1). Après que le général Moore fut complétement assuré de la prise de Madrid, il quitta Salamanque, et à son arrivée à Majorga le 20 décembre, il fut rejoint par sir David Baird, qui avait sous ses ordres les troupes anglaises débarquées à la Corogne, montant à dix mille sept cent vingt-

(1) Maître de Madrid, Napoléon, qui croyait l'armée anglaise plus éloignée sur les frontières du Portugal, soupçonnait si peu la possibilité d'une telle opération sur ses derrières, qu'il avait ordonné de faire filer sur Ségovie, à mesure qu'elles arriveraient à Burgos, les divisions du corps du général Junot, qui, revenant du Portugal, rejoignaient en Espagne.

La vigilance et l'activité du maréchal Soult prévinrent les conséquences du mouvement inattendu du général Moore. Dès qu'il l'eut bien reconnu, il replia ses avant-gardes, déja attaquées par celles de l'armée anglaise. En même temps, il fit changer par l'aide-major-général de l'empereur, resté à Burgos pour diriger la marche des troupes, celle des divisions de Junot, et d'une forte division de cavalerie qui se portait sur Ségovie. La seule apparition de ces forces à Palencia et sur la rive gauche de la Puyserga arrêta le général Moore. Napoléon, promptement averti, changea à l'instant même ses premières dispositions, et marcha, de sa personne, avec ses réserves et le corps du maréchal Ney, par la Guadarama et Ségovie sur Bénévent, dans l'espoir d'engager l'armée anglaise, et de lui couper la retraite.

deux hommes. Sir J. Moore ayant concerté avec le marquis de la Romana une attaque contre le duc de Dalmatie, dont les forces étaient à peine égales à celles de l'armée anglaise, s'avança à Sahagon; mais l'empereur des Français, qui avait jusque-là supposé que le général Moore se retirait vers le Portugal, avait alors découvert tous ses desseins (1); il expédia en conséquence ordre au duc de Dalmatie de se retirer et d'attirer les Anglais vers Burgos, ou aussi loin à l'est que possible, et de pousser un corps vers Léon sur leur flanc gauche. Le duc d'Abrantès, dans le même temps, s'avançait de Burgos à Placentia et menaçait leur droite. Le duc de Dantzick qui était arrivé jusques à Arzo-Bispo, en poursuivant le général espagnol Galuzo, eut ordre de s'arrêter et de marcher sur Salamanque: le duc de Trévise, en marche pour Sarragosse, reçut en même temps contre-ordre, et Napoléon en personne, à la tête de son principal corps d'armée, s'avançait directement de Madrid sur Bénévent: ainsi toutes les forces françaises disponibles en Espagne, formant un croissant irrégulier, se trouvaient en marche sur différents rayons pour envelopper l'armée anglaise.

Cependant, tout ce plan fut pénétré par le général Moore, qui, jugeant impraticable sa jonction

(1) Voyez une lettre interceptée du prince de Neufchâtel au duc de Dalmatie, datée de Chamartin, 18 décembre.

avec la Romana, commença le 24 décembre sa mémorable retraite de Sahagon sur la Corogne (1). L'empereur s'était mis en mouvement de Madrid, dès le 18 décembre, à la tête de trente-deux mille hommes d'infanterie et de huit mille de cavalerie : l'avant-garde de cette cavalerie traversa Tordesillas le 24, le jour même où l'avant-garde anglaise quittait Sahagon (2). Tout ce corps d'armée se dirigea sur Bénévent : la retraite et la poursuite furent ainsi continuées jusqu'à Astorga, où le général Moore ayant été de nouveau rejoint par le général Baird toute l'armée anglaise se trouva réunie (3). L'em-

(1) Le plan ne fut point pénétré par le général Moore; il n'y avait pas de plan arrêté d'avance. Ce fut une combinaison improvisée, à l'exécution de laquelle durent naturellement concourir le corps du maréchal Soult et celui du duc d'Abrantès, d'après leurs positions respectives : et si le général Moore eût en effet, comme on le dit ici, médité sa retraite, il ne se serait pas inutilement engagé si avant. Il fut surpris de se trouver tout à coup presque enveloppé par des forces supérieures; il aurait été atteint et forcé de combattre dans la position la plus fâcheuse, si le désastreux passage de la montagne du Guadarama n'avait retardé de deux jours la marche de l'empereur Napoléon et son arrivée sur le Duero.

(*Note du traducteur.*)

(2) Le marquis de la Romana fit dans le même temps sa retraite en grand désordre; mais tint cependant encore à la tête de quelques petits corps de troupes en Galice.

(3) Il paraît que la totalité du nombre effectif des troupes qui entrèrent en Espagne sous les généraux Moore et Baird

pereur des Français, à son arrivée à Astorga, fut rejoint par le duc de Dalmatie, et l'armée française sur ce point s'élevait alors au moins à soixante-cinq mille hommes (1). Napoléon, frustré dans son espoir de trouver l'armée anglaise à sa portée, fit halte, et chargea le duc de Dalmatie auquel se réunit le duc d'Abrantès, d'achever la poursuite.

Le général anglais continua avec la plus grande rapidité sa retraite à travers la Galice; mais non sans éprouver une perte de près de sept mille hommes, principalement causée par la misère et la fatigue, indépendamment d'une grande quantité de bagages et d'un nombre considérable de chevaux. Jusqu'à ce que l'armée anglaise eût atteint la Corogne, les Français ne cessèrent de harceler son arrière-garde. Le 16 janvier 1809, les forces anglaises eurent sous les murs de cette ville avec l'armée ennemie, supérieure en nombre, un engagement où celle-ci fut défaite (2). Cette victoire assura l'embar-

---

était de vingt-neuf mille trois cent cinquante hommes; mais on dit qu'après la réunion de ces deux généraux, ces forces n'excédaient pas vingt-cinq mille hommes. (Voy. la Campagne d'Espagne, page 236.)

(1) Les autres corps d'armée aux ordres des ducs de Trévise et de Dantzick n'étaient pas arrivés.

(2) L'armée anglaise combattit vaillamment sous les murs de la Corogne après une retraite désastreuse. Si elle eût défait le corps d'armée du maréchal Soult, elle n'aurait pas

quement, mais elle ne fut obtenue qu'avec la perte du brave général Moore, et de plusieurs autres officiers de mérite : le général Baird, officier également distingué, ayant reçu au bras une blessure qui nécessita de suite l'amputation, le commandement de l'armée fut dévolu au général Hope, qui compléta la défaite de l'ennemi (1).

Ainsi se termina une expédition dont l'Espagne et l'Angleterre attendaient un résultat tout différent. C'est à la confiance des Espagnols dans leurs forces, à la négligence et aux jalousies mutuelles de leurs chefs qu'il faut attribuer la cause de ce revers. Si l'on eût suivi un système différent, l'ennemi aurait, selon toute probabilité, été forcé d'évacuer le pays ; mais l'on avait perdu, par une suite de mauvaises opérations, l'occasion favorable d'expulser les Français et de s'assurer les passages des Pyrénées :

été forcée de s'embarquer avec tant de précipitation et de confusion, à l'abri de ces mêmes murs, mais sous le canon des Français. C'est par trop abuser des mots que d'appeler une victoire ce résultat d'une expédition manquée; et la triste, mais honorable retraite des débris d'une armée qui, dans cette déplorable position, combattit avec le courage du désespoir, fut surtout illustrée par le dévouement et la perte du brave général Moore et la blessure presque mortelle du second chef de l'expédition, le général Baird.

(*Note du traducteur.*)

(1) La perte des Anglais en tués et blessés fut de plus de sept cents hommes. Le général Hope estime au double celle des Français.

l'on avait constamment laissé ouvert un chemin par où toutes les forces de la France pussent venir fondre en Espagne.

Cependant la retraite des Anglais, en attirant toutes les forces disponibles des Français vers Léon et la Galice, eut l'avantage de faciliter aux Espagnols dispersés les moyens de se rallier, de former de nouvelles armées, et de se soutenir dans les provinces du sud. La junte s'était, avant la mi-décembre, retirée à Séville. Délivrée des traîtres qui s'étaient cachés dans son sein, elle sembla, à dater de ce moment, avoir adopté un système plus raisonnable. Après l'embarquement des Anglais, Napoléon reprit son plan de porter ses armées dans toutes les directions, afin de compléter la soumission de la Péninsule; et la prise de Sarragosse, dont le siége n'avait jamais été abandonné, fut la conquête la plus importante après celle de Madrid.

Sarragosse, qui avait si long-temps mis en défaut l'habileté et la valeur des Français, ne subit le joug qu'après que la plus grande partie de la ville fut nivelée au sol, et qu'un nombre considérable de ses habitants eut péri par l'épée. Un corps d'environ dix mille hommes (1) échappés à la bataille de Tudela,

(1) Les relations les plus authentiques du mémorable siége de Sarragosse portent à plus de vingt mille hommes le nombre d'Espagnols de l'armée de Castanos qui, après la perte de la bataille de Tudela, se jetèrent dans Sarragosse. (*Note du traducteur.*)

livrée le 23 novembre, s'était jeté dans Sarragosse, et les habitants joints aux paysans des environs portèrent le nombre des défenseurs de cette ville à environt quarante mille hommes. Les assiégés étaient animés par la valeur et le patriotisme du brave général Palafox leur gouverneur, sous les ordres duquel ils avaient plusieurs fois forcé l'ennemi de se retirer loin des murs de la ville : mais la maladie empêcha le héros de Sarragosse de déployer sa première activité. La religion fut appelée au secours de l'enthousiasme militaire ; la plupart des généraux insurgés et de leurs subalternes étaient des moines, dont la sainte profession semblait sanctifier la cause pour laquelle ils avaient pris les armes, tandis que leurs harangues violentes excitaient l'ardeur du peuple. La place était pourvue d'immenses magasins et de deux cents pièces de canon : cependant la valeur du peuple formait son principal moyen de défense; aussi la chute de Sarragosse sera-t-elle mémorable jusqu'à la postérité la plus reculée. Le 27 novembre, le duc de Montebello investit cette place à la tête d'une armée de cinquante à soixante mille hommes : les insurgés firent de fréquentes sorties, et plusieurs actions éclatantes eurent lieu dans les environs. Le 26 janvier 1805, les Français commencèrent leur grande attaque : le 27, vers midi, la brèche était praticable en plusieurs endroits, et les assaillants étant entrés dans la ville, se rendirent maîtres d'environ quarante maisons; mais le général Lacoste, ainsi qu'un grand

nombre des plus intrépides soldats, périrent dans cet assaut. Les habitants refusaient d'entendre à aucune proposition de capitulation, et leur résolution bien déterminée de défendre le terrain pied à pied, et de convertir chaque maison en une forteresse, réduisit les Français à la nécessité de les miner et faire sauter à mesure qu'ils avançaient. Le 30 janvier, on fit sauter soixante maisons, et les Français se rendirent maîtres du monastère de Sainte-Monique ainsi que de celui des Augustins : l'attaque et la défense furent alors continuées au moyen de la mine et de la contre-mine. Trois compagnies de mineurs et huit compagnies de sapeurs furent constamment employées par les Français à cette guerre souterraine. Les effets en furent horriblement destructifs ; mais les Espagnols, inférieurs aux Français dans l'art de la défense des places, éprouvèrent les plus grandes pertes. Les Français s'avancèrent enfin jusqu'à la grande rue, appelée le Cosso. Le 17 février, ils se rendirent maîtres de la rive gauche de la rivière, et firent sauter plusieurs grands édifices: pendant tout le cours de ces opérations, les batteries entretenaient un feu continu sur la ville. La magnifique église de Notre-Dame del Pilar, renommée pour son image miraculeuse de la vierge et le nombreux concours de pèlerins qui s'y rendent de toutes les parties de l'Espagne, fut entièrement détruite par les bombes : enfin, le 21 janvier, les Français se rendirent complètement maîtres de la ville, après que

plus de vingt mille de ses braves défenseurs se furent ensevelis sous ses ruines. La postérité paiera à leur patriotisme et à leur valeur un juste tribut d'admiration : elle remarquera avec étonnement que les vieilles légions de la France, commandées par l'un de leurs plus habiles généraux, furent, durant l'espace de vingt-quatre jours, employées dans les murs de cette place aux plus terribles moyens d'attaque que le génie de la guerre ait inventés, avant d'être en état de compléter sa reddition, circonstance qui rendra la défense de Sarragosse mémorable et glorieuse aussi long-temps qu'on lira l'histoire et qu'on applaudira au courage.

Les victoires successives des Français, la soumission de Madrid où Joseph Bonaparte fut reçu une seconde fois comme roi, la retraite de l'armée anglaise et la réduction de Sarragosse, semblaient avoir décidé du sort de l'Espagne. L'avantage obtenu par le duc d'Albuquerque sur un corps français de onze mille hommes d'infanterie et de trois mille de cavalerie, qu'il repoussa dans une attaque que ceux-ci firent sur sa position à Consevegra, le 22 février, fut la seule et bien faible compensation de tant de malheurs. Vers le commencement de mars, l'armée française en Catalogne attaqua l'armée des patriotes, commandée par le général Reding qui occupait une excellente position : deux engagements eurent lieu, sans que les patriotes perdissent leur terrain : mais les Français ayant reçu un renfort de

huit mille hommes, commencèrent une troisième attaque, et après une action des plus sanglantes, le général espagnol, qui avait été grièvement blessé, fut obligé de se retirer sur Tarragone : vers le même temps, le général Cuesta, ayant été attaqué par une division de l'armée française, fut forcé d'abandonner la position qu'il occupait près du Tage, et de se retirer à Marahete : les Français ayant ensuite passé le Tage au pont de l'Arzo-Bispo, Cuesta se retira à Truxillo, et de là à Santa-Cruz. Après ces mouvements rétrogrades, le général espagnol, recevant l'avis que l'ennemi avait détaché une partie de ses troupes de Miadajee, résolut de s'avancer et de lui offrir le combat. L'armée française, composée de vingt mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux, se rangea en bataille en avant de Medellin ; l'infanterie espagnole marcha bravement à l'ennemi ; mais la lâcheté de la cavalerie jeta la confusion dans l'aile gauche : le général, après avoir perdu cent soixante-dix officiers tués, blessés ou faits prisonniers, et un nombre considérable de soldats, fut contraint de se retirer à Monastério : vers le même temps, les patriotes reprirent Vigo ; mais d'un autre côté, différentes divisions de l'armée française s'avancèrent dans le royaume de Valence et dans l'Estramadure ; l'on s'attendait aussi à voir incessamment paraître les Français en Andalousie, et la destinée de la Péninsule semblait être définitivement fixée.

Dans ce moment de crise, la Providence parut

s'interposer en faveur de la nation espagnole. L'Autriche, dont les forces avaient été plusieurs fois écrasées et les possessions envahies par l'empereur des Français, entreprit encore une fois de s'opposer à la terrible puissance et aux usurpations du conquérant. Les causes de cette nouvelle guerre n'ont pas été clairement expliquées : selon l'usage, on s'accusa mutuellement d'agression. Toute l'Europe était menacée par l'ambition de l'empereur des Français : son usurpation de la couronne d'Espagne devait exciter la cour de Vienne à prendre les armes pour la défense de la cause des rois et des nations; et le moment où Napoléon était engagé dans une guerre contre tout un peuple, pouvait être considéré par l'Autriche comme présentant une occasion favorable de se relever de l'état de dégradation auquel elle avait été réduite par la bataille d'Austerlitz.

Quels que fussent les motifs de cette conduite, ou les circonstances qui déterminèrent François II à tenter encore une fois la fortune des armes, cet événement était entièrement favorable aux patriotes espagnols, qui semblaient être à la veille de leur ruine. L'empereur des Français fut obligé de quitter la Péninsule, et se hâta de se rendre en Allemagne pour diriger lui-même les opérations militaires contre l'Autriche, tandis qu'il laissait la conduite de la guerre d'Espagne à ses généraux, dont les armées ne pourraient plus, comme par le passé, être constamment alimentées par la France, aussi long-temps qu'elle de-

vrait porter ses plus grands efforts sur les rives du Danube.

Ces circonstances ranimèrent les patriotes, et la balance des succès ne tarda pas à pencher de leur côté. Après la retraite des Anglais et leur embarquement à la Corogne, le duc de Dalmatie avait pénétré par la Galice en Portugal : il avait pris Oporto; mais une autre expédition formidable étant arrivée d'Angleterre à Lisbonne, les généraux Wellesley et Béresford s'avancèrent contre le corps d'armée français et le défirent avec une perte considérable (1) (11-12 mai 1809). Le duc de Dalmatie fut obligé non-seulement d'évacuer la ville d'Oporto, mais encore de se retirer du Portugal; et son armée souffrit dans sa retraite à peu près les mêmes fatigues et les mêmes calamités que les Anglais avaient éprouvées environ cinq mois avant, en se retirant à la Corogne. Ainsi, en Espagne comme en Portugal, les Français commençaient à perdre du terrain : l'esprit patriotique se ranimait en Galice; les armées furent renforcées par de nombreux corps de paysans armés, et le marquis de la Romana parvint à organiser

---

(1) Le corps du duc de Dalmatie ne fut point défait en Portugal; il fit sa retraite à temps et en bon ordre devant des forces très-supérieures, secondées par les habitants, ayant et du pays et de la mer les ressources qui manquaient aux Français.

(*Note du traducteur.*)

un corps d'armée. Le 9 juin, les patriotes s'emparèrent en Biscaye du port de Saint-Ander; la plus grande partie de la garnison française fut passée au fil de l'épée, et le reste, cherchant à s'échapper, fut pris par les vaisseaux de guerre anglais qui croisaient à la hauteur du port. Plusieurs autres villes et forteresses furent également reprises par les Espagnols.

La défaite de l'empereur Napoléon à la bataille d'Aspern sur les rives du Danube (1) avait, en effet, ôté aux Français l'espoir d'étendre leurs conquêtes

---

(1) La bataille d'*Aspern* ou plutôt d'*Esslingen*, où quarante-cinq mille Français combattirent toute une journée contre cent mille Autrichiens, sans espoir d'être soutenus, le pont sur le grand Danube ayant été emporté, cette sanglante bataille ne fut certes point une défaite. L'armée française, tant que le feu dura, ne perdit pas une toise de son champ de bataille; elle l'évacua sans y laisser une seule pièce de canon, et rentra dans l'île de Lobau par un seul pont, sans que les Autrichiens, auxquels elle avait causé une perte énorme, osassent inquiéter même la retraite de l'arrière-garde effectuée en plein jour.

Sans doute après les victoires de Napoléon en Bavière, après la prise de Vienne, cette bataille douteuse put relever les espérances des patriotes espagnols; mais peut-on dire que Napoléon fut défait à *Esslingen*, quand, sur le terrain même où il se maintint contre des forces si supérieures, il prépara dès le lendemain la victoire décisive de *Wagram*?

(*Note du traducteur.*)

en Espagne. De tous côtés, leurs mouvements devinrent rétrogrades, et commencèrent à indiquer un dessein de concentrer leurs forces dans les environs de Burgos et sur les rives de l'Èbre, afin d'assurer la communication entre Madrid et la France.

Mais l'horizon politique de l'Espagne fut tout à coup obscurci par la tournure défavorable des affaires en Allemagne. La défaite des Autrichiens à la bataille de Wagram les obligea à conclure un armistice qui fut suivi par un traité de paix; et l'empereur des Français se vit encore une fois en mesure de diriger toutes ses forces contre l'Espagne. Joseph Bonaparte s'était déja mis en marche de Madrid dans l'intention d'attaquer le général Vénégas, avant que ce général pût opérer sa jonction avec l'armée anglaise aux ordres du général Wellesley : mais Vénégas s'étant retiré sur la Sierra-Moréna, les Français repassèrent le Tage et se concentrèrent à Talaveyra sur l'Alberche, au nombre d'environ vingt-cinq mille hommes. Le corps de Vénégas s'avança de nouveau : le général Cuesta, dont l'armée était forte de trente-huit mille hommes, avait son quartier-général à Almaraz, où le général Wellesley et lui concertèrent un plan d'opérations contre l'ennemi. L'armée anglaise quitta Placentia les 17 et 18 juillet, et arriva à Oropésa, le 20, où elle opéra sa jonction avec l'armée de Cuesta. Le 22, les armées combinées se mirent en mouvement d'Oropésa, et

les avant-gardes anglaise et espagnole, sous les ordres du général Anson, du lieutenant-général Péryne, du général-major Mackenzie, du général Sagas et du duc d'Albuquerque, attaquèrent et repoussèrent les avant-postes ennemis à Talaveyra.

Le 24 juillet fut fixé pour une attaque générale; mais les Français s'étaient retirés dans la nuit à Santa-Ollala, et de là vers Torrijos.

Dans la matinée, le général Cuesta suivit l'ennemi à Santa-Ollala et poussa son avant-garde jusqu'à Torrijos; mais le défaut de moyens de transport empêcha le général Wellesley de s'avancer avec une égale célérité : ce général anglais ne put, en conséquence, faire mouvoir que deux divisions, afin d'entretenir sa communication avec l'armée espagnole et le corps de sir Robert Wilson qui se trouvait à Escala. Dans le cours des journées des 24, 25 et 26, les Français avaient réuni toutes les forces disponibles qu'ils avaient dans cette partie de l'Espagne, et leur armée était commandée par Joseph Bonaparte en personne, secondé par les maréchaux Jourdan et Victor et le général Sébastiani. Le 26, l'avant-garde du général Cuesta ayant été attaquée, fut obligée de reculer, et le général espagnol, avec toute son armée, se retira sur la rive gauche de l'Alberche. Comme il était évident que l'intention des Français était de tenter le sort d'une bataille, le général Cuesta se réunit à l'armée anglaise à Talaveyra, et il fut résolu qu'on attendrait

l'approche de l'ennemi. La position prise par l'armée combinée avait un peu plus de deux milles d'étendue; le terrain était ouvert sur la gauche, où étaient postées les troupes anglaises, et il était dominé par une hauteur qu'occupait le général-major Hill avec une division d'infanterie. L'armée espagnole se trouvait à la droite, s'étendant immédiatement en avant de la ville de Talaveyra, le long du Tage, et occupant un terrain couvert d'oliviers, et entrecoupé de digues et de fossés. Le grand chemin qui conduit du pont sur l'Alberche était défendu par une forte batterie placé en face d'une église qui était occupée par l'infanterie espagnole, et toutes les avenues qui mènent à la ville étaient occupées et défendues d'une manière semblable. Le 27 juillet, vers deux heures après midi, une des divisions, celle du général Mackenzie, qui était à un poste avancé dans le bois sur la droite de l'Alberche, fut attaquée et se retira en bon ordre. A mesure que le jour avançait, les Français se montrèrent en plus grand nombre sur la rive droite de l'Alberche, et à la nuit tombante ils commencèrent une attaque générale par une vive canonnade sur la gauche, et par une tentative pour renverser, au moyen de leur cavalerie, l'infanterie espagnole à la droite. Cette tentative n'eut aucun succès; l'ennemi renouvela ses attaques deux fois dans la nuit, les recommença à la pointe du jour du 28, et toujours infructueusement. Il paraît que les Français se trouvant hors

d'état d'entamer l'armée espagnole, dirigèrent tous leurs efforts contre les Anglais. Vers midi, ils firent une attaque générale avec la totalité de leurs forces sur la position qu'occupait l'armée anglaise : le combat fut sanglant, et l'issue quelque temps douteuse; mais les Français ayant été enfin repoussés opérèrent leur retraite en traversant l'Alberche, et laissant dernière eux seize pièces de canon, deux caissons, et quelques prisonniers. On estime que leur perte en tués et blessés s'éleva à dix mille hommes. La perte des Anglais fut portée dans les relevés officiels à cinq mille trois cent soixante-sept hommes, parmi lesquels étaient deux généraux tués et trois blessés, indépendamment d'un grand nombre d'autres officiers distingués (1). Les Français eurent aussi deux généraux tués et deux blessés (2). La perte des Espagnols ne fut pas considérable. Après la première attaque, quelques-uns de leurs corps, tant d'infanterie que de cavalerie, se trouvèrent engagés et déployèrent un grand courage; mais la position de l'armée espagnole était trop importante pour être abandonnée; et c'est cette circonstance seule qui

(1) Le général major Mackenzie et le brigadier Langwort furent tués; le général major Hill et le brigadier Campbell furent blessés.

(2) Le général Lapisse et le général Morlot, tués; le général Boulet et le général Sébastiani, blessés.

empêcha le général Cuesta de faire aucun mouvement pour soutenir l'armée anglaise.

Les Français font un récit tout différent de cette action : ils assurent même que l'avantage fut de leur côté; mais il est évident qu'ils manquèrent d'atteindre leur but et qu'ils furent repoussés dans toutes leurs attaques : cependant, jamais victoire ne produisit moins d'avantages (1): la fatigue des trou-

(1) En laissant aux historiens à venir (si par leur impartialité ils méritent la confiance des deux partis) le soin de discuter contradictoirement les deux rapports officiels sur cette action, on se contentera de fixer l'attention du lecteur sur son résultat tel qu'il est ici présenté :

Le général Wellesley avait pris une excellente position défensive; mais si, par la vigueur des attaques des Français, sa gauche, qui était accessible et où se trouvait l'élite de l'armée anglaise, eût été forcée et rejetée sur le centre et sur l'aile droite, le sort de l'Espagne était décidé à *Talaveyra*, en faveur du roi Joseph, comme il le fut à *Almanza* en faveur de Philippe V. Les Anglais n'avaient pas une troisième armée à consumer pour la cause des patriotes espagnols, dont ils étaient déja très-mécontents; c'était sans doute un puissant motif pour le roi et les généraux qui commandaient sous lui, d'attaquer l'armée alliée. On leur a reproché de n'avoir pas attendu que le maréchal Soult qui descendait vers le Tage avec un corps de vingt à vingt-cinq mille hommes, fût en mesure de coopérer avec eux, et de ne s'être pas bornés à manœuvrer sur la rive gauche de l'Alberche jusques à l'arrivée de ce renfort. S'il est vrai qu'ils eussent pu se concerter et attendre l'armée alliée avant qu'elle eût passé le fleuve, le général Wellesley dut beaucoup à

pes, le défaut de provisions, le nombre des blessés, empêchèrent les Anglais de faire aucun mouvement, quoique l'arrière-garde de l'ennemi, consistant en dix mille hommes, restât sur les hauteurs à la gauche de l'Alberche jusqu'à la nuit du 31 juillet, moment où elle fut retirée et où toute leur armée marcha vers St-Ollala. Enfin, le général Wellesley, maintenant lord Wellington (1), se mit, le 3 août, en mouvement de Talaveyra, dans le dessein d'attaquer le duc de Dalmatie, avant qu'il pût opérer sa jonction avec le maréchal Victor. L'armée espagnole, sous les ordres du général Cuesta, fut laissée à Talaveyra afin de tenir occupé le maréchal Victor,

l'impatience française, et beaucoup à la fortune, car, dans ce cas, il se battait dans une position désespérée: ce fut l'opinion de Napoléon; mais on sait que loin de lui surtout, il n'admettait aucune excuse pour le manque de succès. — La retraite précipitée du général Wellesley et du général Cuesta, et l'abandon des blessés à Talaveyra, à l'approche du maréchal Soult, donnèrent une grande force à cette opinion: toutefois, la difficulté de s'entendre à de si grandes distances, au milieu d'une population toute ennemie; le malheureux enlèvement du général Franceschi, chargé d'instructions verbales du maréchal, et qui possédait également la confiance des généraux des deux armées, mirent beaucoup d'obstacles à ce concert qui pouvait terminer la guerre. — L'étoile de Wellesley prévalut.

(*Note du traducteur.*)

(1) Le général sir A. Wellesley fut créé lord Wellington en récompense de sa brillante conduite à Talaveyra.

et pour défendre la place s'il devenait nécessaire : mais Cuesta ayant reçu avis que le duc de Dalmatie avait une armée supérieure à celle des Anglais, abandonna sa position, et se réunit à lord Wellington. Le général Victor étant dans le même temps en mouvement sur les derrières des Espagnols, le général anglais prit le parti de traverser le Tage pour ne point se laisser environner par deux armées ennemies. Le passage fut effectué à Arzo-Bispo, et le 5 août, l'armée prit une position défensive sur les rives de cette rivière : les blessés avaient été laissés à Talaveyra, et tombèrent en conséquence dans les mains des Français.

La rareté de vivres, et l'augmentation des forces de l'armée française, décidèrent lord Wellington à se retirer à Badajoz sur la frontière du Portugal, où les maladies et d'autres causes particulières retinrent, durant l'automne, l'armée anglaise dans l'inactivité. Le duc del Parque remporta à Tanarès une victoire complète sur les Français, qui y perdirent en tués, blessés ou prisonniers environ trois mille hommes. Ce général, après cette bataille, s'avança jusqu'à Salamanque, et les Français s'étant entièrement retirés, il prit le 25 octobre possession de cette ville, qu'il fut cependant obligé d'abandonner bientôt après.

Durant toute cette campagne, la forteresse de Gironne avait résisté à tous les efforts des Français; et ceux-ci avaient tenu dans Barcelone contre les

patriotes qui l'avaient constamment bloquée. Une escadre, sortie de Toulon avec des approvisionnements pour cette place, fut battue le 1er novembre par une division de la flotte anglaise dans la Méditerranée, et le général Blake, par une suite d'habiles manœuvres, parvint à secourir et ravitailler Gironne; mais ces avantages dans le nord étaient plus que contre-balancés par de terribles événements au centre de l'Espagne.

Le général Arrizaga, à la tête de l'armée de la Manche, ayant témérairement pris le parti de marcher sur Madrid, fut attaqué près d'Occana par toutes les forces françaises rassemblées des environs de cette capitale. Ce combat opiniâtre se termina par la défaite et la dispersion totale des Espagnols, dont la perte en prisonniers seulement, fut évaluée à treize mille hommes. L'armée du duc del Parque fut aussi défaite le 28 novembre, et les Espagnols perdirent dans cette dernière affaire quatre mille hommes tués, deux mille prisonniers, quinze pièces de canon, dix mille fusils, dix drapeaux et un nombre considérable de caissons (1).

---

(1) Ici se termine le récit abrégé des événements dont l'auteur, qui publia son ouvrage en 1810, avait pu avoir connaissance à la fin de 1809. Nous avons supprimé un dernier paragraphe dans lequel il n'exprime que ses conjectures sur l'issue de la lutte, d'après les circonstances de cette époque, les forces des deux partis, et leurs positions res-

pectives. En continuant cet abrégé dans les chapitres suivants, nous n'avons pas plus que M. Biglaud prétendu écrire même un fragment de l'histoire d'Espagne, mais en tracer un cadre tel, que les écrivains politiques ou militaires puissent s'en servir comme d'une table chronologique des principaux faits. Sous ce rapport seulement, nous espérons qu'on en reconnaîtra l'utilité, à cause de la complication des opérations; elle est telle en raison du genre de guerre et de la nature du pays, que malgré le soin que nous y avons apporté, nous n'osons nous flatter de n'avoir pas fait quelque omission, ou commis quelques erreurs.

CHAPITRE II.

Défense de la Sierra-Moréna. — Moyens des Espagnols. — Les Français forcent les passages, pénètrent en Andalousie. — Le général Sébastiani marche sur Grenade. — Le duc de Bellune sur Cadix. — La ville et la province de Grenade tombent au pouvoir des Français. — Reddition de Séville. — Proclamation du roi Joseph à ses soldats. — La junte suprême se retire à l'île de Léon. — Perfidie de quelques membres de ce corps. — Indignation du peuple. — Dissolution de la junte. — Conduite militaire du duc d'Albuquerque. — Il sauve Cadix. — Nouveaux efforts des Espagnols. — Création d'une junte à Cadix. — Ses démêlés avec le duc d'Albuquerque. — Elle lui ôte le commandement des troupes, et le nomme ambassadeur en Angleterre. — Sa mort. — Blocus et défense de Cadix.

L'issue de la bataille d'Occana avait ouvert aux Français le chemin de l'Andalousie. Napoléon, que la paix conclue avec l'Autriche laissait libre de tourner toute son attention vers la Péninsule, et d'y renforcer ses armées, considérant cette bataille comme entièrement décisive, se hâta de donner une nouvelle impulsion aux opérations militaires, dans la vue de réaliser son double projet *de planter à la fois ses aigles*, comme il l'avait annoncé lui-même, *sur les remparts de Cadix et sur les tours*

de Lisbonne. Au mois de décembre 1809, la grande armée française en Espagne fut concentrée sur le territoire compris entre Madrid et Tolède : vers le milieu de janvier 1810, elle s'avança aux pieds de la Sierra-Morena, commandée par le roi Joseph en personne, secondé par le maréchal duc de Dalmatie, sous le titre de major-général. Les Espagnols choisirent les positions de ces montagnes, les plus propres à la défense, y formèrent des retranchements, élevèrent des batteries, coupèrent les routes par de profondes tranchées, préparèrent des mines pour en faire sauter quelques parties : mais cette espèce de défense naturelle, sur une ligne aussi étendue que celle que présentait la Sierra-Morena, était insuffisante contre les troupes françaises accoutumées à mépriser ces obstacles qui ne servent guère à protéger des retraites que le peu de temps nécessaire pour les tourner.

L'armée française s'ouvrit de vive force, le 20 et le 21 janvier, un chemin à travers ces montagnes, et principalement par les passages *del Puerto del Rey*, du *Col de Muladar* et de *Despenna-Perros;* la grosse artillerie prit la route d'Aranjuez. Les Espagnols opposèrent à peine quelque résistance; leurs retranchements furent enlevés à la baïonnette. Les coupures des chemins ne retardèrent pas la marche des Français. Six mille Espagnols, dont un grand nombre d'officiers, furent faits prisonniers: le reste s'enfuit ou fut dispersé. La plus grande partie des

fuyards s'échappa par les gorges de la Sierra-Susanna et gagna la province de Jaën (1). Les magasins et l'artillerie tombèrent entre les mains des vainqueurs qui, après avoir franchi la Sierra-Morena, se dirigèrent sur *Baylen*, *Jaën*, *Cordoue*, *Carmona* et *Séville* : des détachements furent envoyés de divers côtés pour tenir les communications ouvertes, recueillir des subsistances et lever des contributions. Les Français trouvèrent à *Jaën* et à *Cordoue* une grande quantité de munitions et d'approvisionnements : ils s'emparèrent à *Jaën* de quarante-quatre pièces d'artillerie et de six mille fusils, et à *Cordoue* de sept mille fusils et d'un arsenal considérable. Quatre-vingts pièces de différents calibres tombèrent entre leurs mains dans ces deux villes, ou furent abandonnées dans les montagnes.

Le 27 janvier, le duc de Dalmatie qui, en présence du roi Joseph, commandait en chef dans cette expédition, ordonna au général Sébastiani de marcher avec sa division de *Jaën* sur *Grenade*. Les débris de l'armée espagnole qui, après la bataille d'Occana et le passage de la Sierra-Morena, s'étaient réunis sous les ordres des généraux Arrizaga et Frère, au nombre d'environ sept mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie, étaient en ce moment également en route pour se jeter dans

(1) Lettre du duc de Dalmatie au prince de Neufchâtel, Baylen, 21 janvier 1810.

Grenade. Sébastiani les attaqua de l'autre côté de Grenade, à Alcala-Réal, où le parc d'artillerie de Badajoz avait été transféré, et où s'étaient ralliés quelques détachements des fuyards de la Sierra-Morena. Deux cents Espagnols furent tués et un égal nombre faits prisonniers. L'infanterie fut dispersée. Arrizaga abandonna son artillerie et se retira à Murcie avec les restes de sa cavalerie.

Grenade, alarmée de ces évènements, ouvrit, le 28 janvier, ses portes au général Sébastiani; il fut accueilli aux acclamations unanimes d'une immense multitude : aucun habitant ne quitta la ville. Tous les fonctionnaires publics, et toutes les personnes remarquables par leur rang ou leurs richesses, prêtèrent serment de fidélité au roi Joseph. On trouva à Grenade un bataillon fort de mille hommes, entièrement composé d'étrangers, pour la plupart Suisses, qui, après avoir appartenu à l'armée du général Dupont, avaient pris parti sous les bannières de l'insurrection : ils craignaient d'être châtiés; mais on leur offrit le pardon à condition qu'ils entreraient au service de l'empereur : ce qu'ils acceptèrent. On s'empara à Grenade de magasins abondamment approvisionnés.

Le général Sébastiani, pour s'assurer la tranquille possession de cette ville et de toute la province, jeta une forte garnison dans la forteresse d'Alhambra qu'il fit mettre en bon état de défense, et approvisionner pour six mois.

Il entrait dans les instructions données par le duc de Dalmatie au général Sébastiani qu'il entreprît, après la réduction de Grenade, celle de Malaga. La population de cette ville était fort agitée : un ancien colonel, nommé Aballo, s'était emparé du gouvernement de la ville, y exerçait le pouvoir absolu et avait déja fait embarquer les autorités civiles et militaires, ainsi que ceux des principaux habitants qui étaient soupçonnés de favoriser l'usurpation française. Un grand nombre de prêtres et de moines prêchaient une croisade contre les infidèles français. Les habitants de Malaga et ceux des montagnes voisines avaient pris les armes. Un frère capucin était leur général : les colonels et autres officiers étaient aussi des moines. L'insurrection devenait alarmante. Six mille hommes s'étaient emparés du principal passage de la montagne, et avaient coupé les chemins par des tranchées. Les habitants d'Alhama s'étaient aussi insurgés. Le général Sébastiani, parti d'Antequarra, le 5 février, à la tête de son avant-garde, chassa les insurgés de leurs retranchements et les rejeta dans les montagnes de Malaga; ils s'y retirèrent en grande masse, mais fort en désordre, conduisant avec eux un détachement de cavalerie et un train considérable d'artillerie : ils résistèrent avec beaucoup de courage et d'opiniâtreté au feu de l'artillerie et de la mousqueterie française : mais une charge de cavalerie les mit dans une déroute complète. Quinze cents

d'entre eux, parmi lesquels on remarqua plusieurs moines et prêtres, furent trouvés morts sur le champ de bataille. Les Français entrèrent dans *Malaga* pêle-mêle avec les fuyards. Ceux-ci, se jetant dans les maisons, tiraient par les fenêtres, et, se réunissant avec les habitants aux débouchés des rues, continuèrent la fusillade jusqu'à ce que, n'ayant plus d'espoir, ils firent leur soumission. Le jour suivant, ceux de *Velez-Malaga* arrêtèrent les chefs de l'insurrection, les envoyèrent à l'armée impériale, demandant qu'ils fussent livrés à la justice. La possession de Malaga était d'une grande importance pour les Français, parce que la communication entre les provinces maritimes de l'est de l'Espagne, et le pays qui environne Gibraltar, se trouvant coupée' ils pouvaient bloquer et attaquer l'île de Léon et Cadix sans être inquiétés sur leurs derrières. La principale ligne d'opération de l'armée française se prolongeait ainsi de *Madrid* par *Tolède*, *Andujar* et *Jaën*, jusques à *Malaga*. On trouva dans cette ville cent quarante-trois pièces de canon et une quantité considérable de munitions de guerre et d'approvisionnements. Ceux des habitants qui ne voulurent pas se soumettre au nouveau gouvernement, se réfugièrent sur trois bâtiments de guerre anglais mouillés dans le port : toutes les marchandises anglaises furent séquestrées.

Après le passage de la Sierra-Morena, on se flattait que la conquête de l'Espagne était presque ter-

minée : le duc de Dalmatie écrivait de Cordoue au prince de Neuchâtel, le 27 janvier : « Les habi-« tants de l'Andalousie montrent les meilleures dis-« positions possibles : ils restent tranquilles dans « leurs maisons, à l'exception de quelques chefs de « l'insurrection. Leur physionomie ouverte et tran-« quille indique la satisfaction qu'ils éprouvent de la « fin d'une guerre terrible et de la tyrannie de la « Junte. Au moment où les troupes de S. M. en-« traient en Andalousie, on tenait des assemblées « pour procéder à l'élection des députés aux cortès ; « quelques-uns de ces députés étaient déja partis « pour l'île de Léon ; mais, à l'arrivée de l'armée « française, ils commencèrent à revenir sur leurs « pas. On était occupé au tirage du quart de la po-« pulation pour recruter les armées : tout cela est « abandonné... ; enfin, d'après tout ce qu'on voit en « Andalousie, il paraît que la nation est fatiguée de « ses souffrances et qu'elle désire se soumettre au « gouvernement. »

Le 31 janvier 1809, l'avant-garde de l'armée française parut devant Séville. Les fortifications qui avaient été élevées autour de cette place, étaient d'un immense développement. Elles eussent exigé soixante mille hommes pour les défendre ; la garnison n'était que de sept mille, et hors d'état de résister. Des parlementaires furent envoyés pour offrir une capitulation. Les habitants demandaient, entre autres conditions, et comme si Séville eût représenté la

nation entière, que les cortès fussent convoquées. Ces conditions furent refusées; le général Victor répondit seulement que la religion serait respectée, et la sûreté des personnes et des propriétés garantie, que les officiers seuls seraient logés dans les maisons particulières, et les soldats dans les couvents et les casernes. Les troupes de la garnison avaient le choix de continuer leur service dans l'armée du roi Joseph, ou de rentrer dans leurs foyers après avoir mis bas les armes et fait leur soumission. La ville ouvrit ses portes le 1er février à dix heures du matin, et le roi y fit son entrée au milieu des acclamations de la multitude. Deux cents pièces d'artillerie, et un immense approvisionnement d'armes et de munitions tombèrent dans les mains des Français.

Le roi Joseph adressa à l'armée réunie à Séville la proclamation suivante: « Soldats, la guerre que l'empereur vient de terminer si glorieusement avec l'Autriche, avait ranimé les espérances du cabinet britannique; ses armées marchaient à la conquête de Madrid; il croyait l'armée française affaiblie par la diversion du Danube, peu instruit de la puissance du grand empire. Les troupes de l'insurrection abandonnées par leurs prétendus alliés, ont fait leur dernier effort au moment où la paix a été signée à Vienne. Occana a confondu leurs projets insensés; vous n'avez vu dans leurs rangs que des hommes égarés et poussés au précipice par l'ennemi commun. Vous désiriez qu'ils fussent sauvés,

et je les ai accueillis comme mes enfants. Les barrières placées par la nature entre le nord et le midi de l'Espagne sont tombées ; vous n'avez trouvé de ce côté de la Sierra Morena que des amis. Jaën, Cordoue, Grenade et Séville ont ouvert leurs portes ; vous avez traversé ces provinces avec votre esprit accoutumé d'ordre et de discipline, et partout vous avez trouvé la paix, l'abondance et un bon accueil. Soldats français, comment vous témoigner ma reconnaissance ! L'empereur sera informé de votre conduite : c'est la volonté du roi d'Espagne qu'au milieu des deux colonnes d'Hercule, il en soit érigé une troisième destinée à transmettre à la postérité la plus reculée, et à faire connaître aux navigateurs le nom des généraux et des régiments français qui ont conquis l'Espagne. » C'était bien le style des proclamations de l'empereur Napoléon ; mais il ne l'employait qu'après des victoires décisives.

Le maréchal Victor, duc de Bellune, eut ordre de marcher avec le premier corps sur Cadix. Le duc de Trevise fut dirigé sur Badajoz ; il partit le 4 février, laissant seulement une brigade à Séville : il devait se mettre en communication sur la Guadiana avec le second corps commandé par le général Régnier qui, sous les ordres du maréchal, surveillait la vallée du Tage.

A l'approche des Français du Gualdaquivir, la junte suprême s'était rétirée à l'île de Léon. Dès

l'instant même où l'armée française avait paru au pied de la Sierra Morena, la plupart des membres de cette junte s'étaient occupés d'envoyer leur argent et leurs objets les plus précieux à Cadix, et de vendre aux Anglais tous les effets dont ils pouvaient trouver de l'argent comptant. L'un d'entre eux, le comte de Tilly, se retira, dit-on, à Philadelphie avec une fortune immense. Quelques-uns firent leur soumission à Joseph, et l'on prétend que d'autres se disposaient à suivre leur exemple.

Cette junte, composée de quatre-vingt-six membres, s'était rendue populaire en supprimant les impôts les plus odieux; mais elle ne posséda jamais l'estime ni la confiance de la nation. La plus grande partie des provinces lui étaient peu soumises, et toutes retenaient entre leurs mains l'administration des finances. La junte suprême et centrale sans autorité suffisante pour développer et diriger les ressources du royaume, ne représentait ni le roi, ni l'aristocratie, ni le peuple; c'était une assemblée trop nombreuse pour qu'il y eut unité d'opinion dans le conseil, et promptitude dans l'action. Elle était trop limitée dans son organisation pour former la représentation nationale. La junte distribua à ses membres des titres, des décorations, et un traitement annuel considérable, et les fit soupçonner de vouloir compromettre la cause commune, dans la vue de servir leurs intérêts particuliers. Les Anglais attribuèrent à ces honteux motifs le refus d'admettre,

après la retraite de sir John Moore, des troupes anglaises dans Cadix, dernière place de sûreté, et le seul moyen d'empêcher les vaisseaux espagnols et anglais de tomber dans les mains de l'ennemi. Ombrageux et jaloux comme de fiers républicains, les membres de la junte répondirent que la place de Cadix, située à l'extrémité de la péninsule, et d'un abord également difficile soit du côté de la terre, soit du côté de la mer, n'avait pas besoin d'une augmentation de forces; si la conjoncture arrivait que des renforts devinssent nécessaires, ils pouvaient facilement y être dirigés de différents points; mais un semblable évènement était encore éloigné. La junte déclara qu'elle n'était sous aucun rapport inquiète de la présence des Anglais, mais qu'elle était dans la nécessité de respecter l'opinion publique qui formait la base de son autorité. Sept mille hommes de troupes anglaises qui étaient en route pour se rendre de Lisbonne à Séville et à Cadix sous les ordres du général Sherbrook, reçurent contre-ordre, quoique le général anglais fût loin d'élever aucune prétention au commandement de la garnison espagnole. Il fut réglé par la junte que les Anglais qui viendraient à débarquer dans la baie de Cadix seraient stationnés à Sainte-Marie, San-Lucar, Xérès et quelques autres endroits; mais elle désirait qu'ils fussent envoyés en Catalogne, et que toute l'armée anglaise dans la péninsule fût morcelée en détachemens qui seraient attachés aux différents corps espagnols. Ce-

pendant pour calmer les craintes des Anglais, la junte consentit à ce que deux de leurs régiments fussent reçus dans Cadix, sous la condition expresse qu'ils n'occuperaient pas les forts. Le ministre britannique, M. Frère, d'après les instructions de son gouvernement, insista sur la nécessité d'avoir quelque forte position sur le bord de la mer, afin d'être en mesure pour recevoir des renforts ou d'assurer leur retraite; il déclara que si les Espagnols ne voulaient pas consentir à l'admission des troupes anglaises dans Cadix, S. M. britannique ne ferait point de cette résolution un objet de reproche ou de plainte envers le gouvernement espagnol; que cependant, si la junte restait insensible à ce qui semblait si utile à ses intérêts les plus essentiels ainsi qu'à ceux de l'armée anglaise en Espagne, S. M. britannique, sans cesser d'être fidèle à ses engagements, devait pour le moment se retirer de la lice, et abandonner la décision de la lutte entre la France et l'Espagne aux moyens et aux efforts militaires des Espagnols seuls. Il s'appuyait de l'exemple du Portugal qui n'avait pas hésité à admettre des troupes anglaises. Une armée considérable occupait en ce moment même ses forteresses, et un port pour l'embarquement en cas de désastre. Cette armée, avec le secours des Portugais, était non-seulement en état de protéger le Portugal, mais encore, dans des circonstances favorables, de couvrir les provinces d'Espagne limitrophes de ce royaume.

D'après ce qu'on a vu des procédés de la junte centrale, sir Arthur Wellesley craignait que dans la distribution des forces, ainsi qu'il en était dans celle des emplois, elle eût moins d'égards à la défense militaire du pays et à l'importance des opérations de la campagne, qu'à de misérables intrigues, et à des objets politiques d'une conséquence inférieure. En effet, la junte renforçait l'armée de Vénégas, quoique cela ne fût nullement nécessaire sous le point de vue militaire, uniquement parce qu'elle pensait que le dangereux instrument d'une armée était moins à redouter dans ses mains que dans celles de tout autre général. Elle ne laissa que douze mille hommes en Estramadure sous les ordres du duc d'Albuquerque, que chacun s'accordait à regarder comme le général le plus capable de commander en chef; elle ne voulut point se fier à un homme d'un grand caractère et d'une fortune considérable.

La junte répugnait extrêmement à quitter le pouvoir. Dans ses arrangements pour la convocation des cortès demandée par toute la nation, elle procéda avec beaucoup de lenteur. Enfin, cette convocation fut fixée au 10 mars 1810. La proclamation pour la réunion de cette assemblée fut emportée par Jovellano, Caloo, et quelques autres membres d'un haut rang, contre l'avis d'un grand nombre d'hommes de loi. Cette junte devint un objet de haine et de mépris, au point que ses membres, en raison de l'indignation du peuple, craignirent de paraître en plein

jour dans les rues de Cadix. Le maréchal duc de Dalmatie fut informé qu'on avait lieu de croire que la junte ne s'était retirée à Cadix que dans le dessein d'être en situation de traiter et de capituler. Quoique ce renseignement ne fut pas exact, cependant il est probable que dans l'état d'alarme et de confusion où l'on était à Cadix, les Français auraient pu le surprendre. Mais au moment de l'invasion de l'Andalousie, le général Castanos qui soupçonnait la junte de méditer une perfidie, envoya une lettre confidentielle au duc d'Albuquerque, commandant de l'armée d'Estramadure, par laquelle il l'informait du danger qu'il courait, et le pressait de se diriger avec la plus grande rapidité vers l'île de Léon. Le duc avait reçu de la junte ordre de marcher dans une direction qui, dans cet instant de crise, eût été fatale à lui, à son armée, et à la cause de l'Espagne; mais, informé des progrès des Français à travers la chaîne occidentale de la Sierra Morena, il avait prudemment négligé ces instructions, et passant le Gualdaquivir avec dix à douze mille homme à Banconde, avait marché rapidement par *Carmona*, *Utrera*, *Xérès* et *Arsos* sur Cadix, où il arriva le 3 février. Au moment où il quittait *Carmona*, l'avant-garde des Français, en route pour Cadix par *Séville*, était à peu de distance de cette première ville. Il fut poursuivi par la cavalerie française jusqu'à *Librixa*. La célérité de la marche des Espagnols étonna les Fran-

çais: Le duc d'Albuquerque passa à travers les marais de Cadix qui, à cette époque de l'année, avaient été jugés impraticables; il n'y perdit pas un seul homme. A l'arrivée des troupes amenées par le duc, il n'y avait pas plus de mille hommes dans Cadix sur une ligne de défense d'un immense développement. L'effroi qu'avaient causé à Cadix la bataille d'Occana, l'invasion subite des Français dans le midi de l'Espagne, et la fuite de la junte de Séville, s'était graduellement calmé. Dans toutes les provinces, tout homme de l'âge de 18 à 60 ans, fut appelé à s'enrôler comme volontaire; à Cadix, Badajoz et autres villes, on renonça aux voitures de luxe; les mules furent mises en réquisition pour le service public, ainsi que l'argenterie des églises et même celle des particuliers. A Cadix, point le plus immédiatement menacé par les Français, le patriotisme, l'ordre, l'énergie se manifestèrent dans toutes les classes. On voyait le haut clergé, les chefs militaires à la tête de leurs divisions respectives, les riches et les pauvres, les jeunes gens et les vieillards travailler aux retranchements. Le gouverneur de Cadix ordonna un enrôlement général de tous les hommes en état de porter les armes, sans exception de classes ou de condition; il prit en même temps les mesures les plus convenables pour se procurer une quantité suffisante d'approvisionnements, pour établir des magasins et des hôpitaux. Les débris de la flotte française qui, après la bataille de Trafalgar, s'étaient réfugiés

dans le port de Cadix, et y avaient été constamment bloqués, étaient tombés au pouvoir des Espagnols; ils firent avancer dans la rade extérieure, et tinrent prêts à appareiller tous les vaisseaux en état de tenir la mer; ceux qui se trouvaient au *Férol*, avant la retraite du général Moore, avaient été équipés à la hâte par les Anglais et expédiés à Cadix; toute la flotte espagnole réunie se trouva forte de vingt vaisseaux de ligne; elle fut mise sous la direction de l'amiral Parvis qui y réunit d'abord cinq vaisseaux anglais, bientôt renforcés par trois autres. Des troupes anglaises venant de Gibraltar et de Lisbonne, furent reçues dans l'île de Léon. Une garnison de douze cents hommes de troupes britanniques fut admise à Ceuta, afin de concourir à sa défense avec la garnison espagnole qui était à peu près du même nombre.

L'aspect menaçant des affaires avait fait sentir le besoin d'un gouvernement vigoureux. Toute la nation fondait de grandes espérances sur la réunion des cortès; mais le danger était imminent, l'esprit public était trop agité pour être contenu dans les limites d'aucune forme légale. Il ne fut pas plutôt connu que la junte suprême avait quitté Séville, que le peuple de Cadix prit les armes, mit en liberté le comte de Montijo et don François Palafox, emprisonnés sur une accusation de conspiration contre le gouvernement. La multitude entoura le palais où la junte tenait ses séances, demandant à grands cris

la nomination immédiate d'une régence, et accusant hautement la junte d'avoir trahi la patrie en abandonnant le passage des montagnes aux Français et en s'enfuyant à Cadix avec l'argent reçu d'Amérique. La junte refusa de nommer une régence, mais admit Montijo et Palafox au nombre de ses membres, et nomma ensuite le marquis de la Romana commandant en chef de l'armée de Castille, à la place du duc Del Parque. L'archevêque de Laodicée, président de la junte, Valdès, ex-ministre de la marine, et Ovaglie, l'un des députés de l'Estramadure, furent saisis par la populace à Xérès-de-la-Frontiera, et eussent été mis à mort, si quelques personnes qui avaient de l'influence sur l'esprit de la multitude, n'eussent obtenu qu'ils fussent renfermés dans un couvent comme prisonniers d'état. A la nouvelle de ces excès, le général Castanos, qui était à l'île de Léon, s'employa pour procurer la délivrance des prisonniers, et y réussit; mais ceux-ci s'apercevant que leur autorité expirait entièrement, ne se furent pas plutôt réunis dans l'île à leurs collègues, qu'on nomma une régence composée de cinq membres, savoir: l'évêque d'Orenze, Saavedra, ex-ministre des finances, Castanos, capitaine général de l'Andalousie, Escanno, ministre de la marine, et Fernandez de Léon, ministre de l'intérieur; quinze jours après, ce dernier céda sa place à Miguel de Ardizabal-y-Uribe. Ces cinq personnes furent investies du pouvoir suprême en Espagne. Le gouvernement politique et militaire

de la ville et de la forteresse de Cadix fut confié par intérim à une junte composée principalement de négociants. On présumait avec raison que ce corps ne manquerait pas d'adopter les mesures les plus propres à la sûreté de la place. Tous les bâtiments qui se trouvaient dans le port furent mis en réquisition pour transporter sur la côte opposée et ailleurs, une partie considérable des habitants. A l'alarme causée par l'approche des Français, la population s'était accrue du double par l'arrivée des fugitifs de la vallée du Guadalquivir; ils se présentèrent en si grand nombre, qu'on calcula que dans le court intervalle de vingt-quatre heures, il en entra soixante mille ; la foule s'augmenta tellement, qu'il devint enfin nécessaire de leur fermer les portes. Les autorités forcèrent une grande partie de ces réfugiés à quitter Cadix et l'île de Léon ; un grand nombre d'entre eux se dirigèrent vers Gibraltar.

Au 6 février, l'armée française, dans le dessein de former le blocus de Cadix du côté de la terre, occupa *San Lucar de Barramido*, *Rota*, *port Ste-Marie*, *Port-Réal*, *Chiclana*, et *Médina-Sidonia*. Tout le pays aux environs se trouvait ainsi en leur pouvoir. Le roi Joseph, qui commandait en chef et en personne, avait son quartier-général à Ste-Marie, petite ville vis-à-vis Cadix, d'où cette grande cité tirait ordinairement son approvisionnement d'eau. L'occupation de cette place eût été funeste aux assié-

gés, sans la découverte qu'ils firent dans Cadix même d'une source qui fournit abondamment à leurs besoins. Les forces des Français, soit en ligne, soit en communication avec celles qui formaient le blocus, étaient estimées à environ cinquante mille hommes. On avait en ce moment à leur opposer quinze à dix-huit mille hommes de troupes espagnoles ou anglaises; mais bientôt après ces forces furent portées à vingt-un mille sept cents, dont seize mille Espagnols, quatre mille Anglais, et mille sept cents Portugais. La première attaque contre Cadix devait être faite du côté de terre par l'île de Léon qui est séparée du continent par un isthme fort étroit d'environ un quart de mille de largeur. La forme de l'île est irrégulière; sa longueur est d'environ dix milles, et sa largeur, dans quelques parties, est à peine de trois milles; on entre dans l'île par une chaussée très-étroite; elle était défendue des deux côtés par des batteries, chacune de huit canons de douze. Cette route était coupée par des tranchées remplies d'eau. On avait en outre creusé des fossés sur les bords de la chaussée. Plus en avant il y avait une coupure de deux cents pieds de largeur, et le pont avait été détruit. Ce passage était défendu par des batteries armées de vingt pièces de trente-deux. Les Français avaient à surmonter tous ces obstacles avant de pouvoir approcher de Cadix. Les Anglais, les Portugais et l'armée espagnole étaient tous cantonnés dans l'île de Léon. La garnison de Cadix était

composée de nouvelles levées et de volontaires. Les troupes anglaises auxiliaires étaient commandées par le général major Graham. Les opérations du duc de Bellune étaient combinées avec celles du général Sébastiani qui, avec une partie de son corps, occupait *Antiquera*, *Motril* et *Guadia*, et communiquait avec le corps du duc de Bellune par *Ronda* et *Marbella*.

Le maréchal duc de Dalmatie envoya le 10 février de *Chiclana* une sommation au duc d'Albuquerque de rendre la place de Cadix; il l'invitait en même-temps à une conférence pour régler les conditions de la capitulation. Le duc répondit que la force de Cadix était telle, que cette place n'avait rien à craindre de cent mille hommes. Il lui fit observer qu'il n'y avait nulle comparaison à établir entre son état actuel de défense et celui dans lequel elle se trouvait quelques jours avant. Les moyens les plus abondants de la fortifier étaient sous la main, et les Espagnols n'avaient pas manqué d'en faire usage. Ce n'étaient pas les anciennes fortifications qui leur inspiraient de la confiance, mais d'autres qui étaient supérieures aux premières, et qui avaient été construites dans leur enceinte même, ainsi que de nouveaux ouvrages qui s'élevant journellement, se multipliaient jusques à la superfluité. Il ajouta que les Espagnols, fidèles à Ferdinand, et appuyés par l'Angleterre, ne déposeraient pas les armes qu'ils n'eussent recouvré leurs justes droits et chassé l'é-

tranger ; qu'ils n'étaient point intimidés par l'invasion ; que les Français n'étaient maîtres que du sol qu'ils occupaient ; que la régence qui gouvernait actuellement l'Espagne entretenait une étroite correspondance avec tous les ports de la côte, et avec toutes les provinces qui composaient le royaume, et que des armées s'organisaient partout où l'on pouvait en trouver les éléments ; enfin, en retour de l'intérêt que son excellence le duc de Dalmatie prenait au bonheur des Espagnols habitants de l'île et de la forteresse de Cadix, le duc d'Albuquerque lui conseillait de renoncer à l'idée de sacrifier inutilement ses soldats, connaissant comme il le faisait, les avantages que possédaient les troupes espagnoles non-seulement sous le rapport des localités, mais encore sous un point essentiel, celui de l'union, du patriotisme qui les déterminaient à remplir avec ardeur tous les genres de services, conjointement avec les Anglais, leurs intimes alliés. Le duc d'Albuquerque pensait qu'il était de son devoir de dire à cette occasion au duc de Dalmatie que la nation britannique, non moins généreuse que brave et magnanime, n'avait aucun dessein de s'emparer de Cadix, comme l'insinuait son excellence. Il lui déclarait aussi que les prisonniers seraient traités comme il convenait à des nations civilisées, et qu'en cela les Espagnols n'imiteraient pas l'exemple donné par les Français qui massacraient cruellement les Espagnols qui tombaient dans leurs mains, en les trai-

tant d'insurgés, en les fusillant, lorsque vaincus par la fatigue, les prisonniers étaient hors d'état de les suivre dans leur marche. Le duc terminait sa réponse en déclinant la conférence à laquelle l'invitait le maréchal, jusqu'à ce que, par la restauration de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne, et l'expulsion des troupes étrangères de la péninsule, il se trouvât en situation d'accepter avec plaisir les offres obligeantes de son excellence.

Le reproche qu'adressait le duc d'Albuquerque aux Français de massacrer leurs prisonniers était odieux. Dans les guerres du genre de celle qui se faisait alors en Espagne, on ne pouvait sans doute toujours éviter de tristes et cruelles représailles; mais quelques exceptions n'autorisaient pas ce blâme général; et jamais l'armée française, si renommée pour sa bravoure dans les combats, et son humanité après la victoire, n'a immolé les vaincus.

Le 16 février, la junte de Cadix reçut par un parlementaire un message écrit de la main du roi Joseph, dans lequel il déclarait qu'il était prêt à pardonner et à oublier les offenses; il représentait les conséquences ruineuses de la guerre, et demandait que les principaux notables fussent députés de Cadix, afin de traiter pour la sûreté de la flotte espagnole. Ce message était adressé aux trois membres les plus distingués de la junte. « La ville de Cadix, « fidèle à ses principes, ne reconnaît d'autre roi que « Ferdinand VII. » Telle fut la réponse de la junte.

Dans ces circonstances critiques, le commandement de l'armée dans l'île de Léon fut inopinément ôté au duc d'Albuquerque, et donné au général Blake. Mais en attendant que ce général, qui était occupé à recueillir les débris de l'armée d'Arrisaga, pût arriver à Cadix, le commandement fut provisoirement confié au général Castanos. De malheureux démêlés élevés entre le duc d'Albuquerque et la junte, relativement aux besoins de toute espèce qu'éprouvaient les troupes, et auxquels, contre l'avis du duc, la junte prétendait qu'elle était hors d'état de pourvoir, fut cause du déplacement de ce général. La régence, dans le dessein de temporiser avec la junte, nomma le duc ambassadeur à la cour de Londres, mission qui n'était qu'un honorable exil.

Le 12 décembre 1810, près de neuf mois après ces démêlés, et seulement alors que les périls qui avaient menacé Cadix étaient à peu près dissipés, le duc publia à Londres un manifeste apologétique de sa conduite. Il adressait des reproches amers à la junte, et l'accusait de perfidie et de vénalité. Celle-ci récrimina par une lettre datée du 12 janvier 1812, dans laquelle elle traitait le duc d'impudent calomniateur, d'ennemi du bien public et de son pays. Cette lettre souscrite individuellement par tous les membres, se terminait par la déclaration que la junte se contentait de le citer devant l'auguste congrès national.

Les cortès rendirent un jugement favorable au duc, et transmirent, le 14 janvier 1811 de l'île de Léon, leur résolution au secrétaire du département de la guerre, afin qu'il la communiquât au conseil de régence. Celle-ci déclara que le duc d'Albuquerque et l'armée sous ses ordres avaient bien mérité de la patrie, principalement en couvrant avec talent et prévoyance les points accessibles de l'île de Léon et de Cadix; il était, en conséquence, dans l'intention des cortès que le duc fût rappelé en Espagne par la régence pour être employé. Celle-ci ne différa pas d'un moment d'envoyer ordre au duc de se rendre en Gallice pour prendre le commandement de tout le nord de l'Espagne en remplacement du général Blake, qui fut appelé à gouverner la province de Murcie.

Si ces deux dépêches fussent parvenues en même temps au duc d'Albuquerque, il est probable que dans la satisfaction que lui eût causé la conduite des cortès, il eût méprisé les insultes que lui adressait la junte de Cadix; mais il n'en fut pas ainsi. Il reçut d'abord la lettre injurieuse de la junte; elle fit sur son esprit une impression que sa nomination tardive au commandement de la Gallice et de tout le nord de l'Espagne ne put effacer. Contre l'avis de ses amis, qui lui représentaient combien ces insultes étaient dignes de mépris, il passa trois jours et trois nuits à rédiger une réponse, sans presque prendre aucune nourriture. Le quatrième jour il fut atteint

d'une fièvre chaude, et mourut trois jours après. Ainsi périt à l'âge de trente-sept ans un guerrier patriote, l'orgueil et l'espérance de l'Espagne. Ses funérailles se firent à Londres avec beaucoup de pompe; les princes français y assistèrent, et les restes du duc furent déposés à l'abbaye de Westminster dans la chapelle de Henri VII, en attendant qu'ils pussent être transportés dans sa patrie. Son éloge fut prononcé dans la chambre des pairs par le marquis de Wellesley.

Tandis que les Français étaient occupés à fortifier tous les points de la baie de Cadix qui étaient en leur pouvoir, les Espagnols travaillaient sans relache à élever des redoutes et des batteries, à multiplier leurs moyens de défense; ils recevaient des secours en argent et en vivres, et des renforts de troupes. Les colonies espagnoles envoyèrent pour leur contribution des sommes considérables. Les bâtiments des États-Unis d'Amérique apportèrent des farines en grande abondance. Dans le mois de mai, les forces anglaises dans l'île de Léon furent portées à sept-mille hommes qui, réunis aux Espagnols et Portugais, formaient en tout vingt-trois mille combattants. Une communication constante fut entretenue entre Cadix et les pays environnants au moyen de bâtiments légers destinés à ce service.

Vers le milieu de mars, quatre vaisseaux de ligne espagnols, dont un de cent canons, et un vaisseau de ligne portugais furent jetés par la tempête à la

côte de la baie, où ces bâtimens se perdirent. Sept cents hommes des équipages, la plupart Anglais, furent sauvés par les efforts et l'humanité des marins français. Trente bâtiments marchands, richement chargés, furent également jetés à la côte et perdus. Les effets de cette terrible tempête se firent aussi sévèrement sentir sur le Guadalquivir.

Dans la nuit du 16 au 17 mai, près de deux mille prisonniers français s'échappèrent à bord d'un vaisseau rasé (la Castille) sur lequel ils se trouvaient renfermés. Prenant avantage de la marée et d'un vent favorable, ils coupèrent les cables et laissèrent le vaisseau aller en dérive.

Cependant le siége de Cadix trainait en longueur; les assiégeants étaient mal pourvus de vivres et de munitions, et exposés aux attaques continuelles des partis de guérillas de l'intérieur. Les convois de vivres ne pouvaient marcher en sûreté qu'au moyen de forts détachements.

L'armée assiégeante avait resserré le blocus de Ste-Marie à St-Pierre, s'approchant aussi près que possible des avant-postes espagnols. L'artillerie de siége arriva le 20 avril dans les lignes françaises, avec un renfort de troupes. Le fort Matagorda, situé environ à deux mille toises de Cadix sur la terre ferme, en face du fort *Puntalès*, fut pris le 22 avril. On éleva sur ce fort de nouveaux ouvrages, et l'on forma des radeaux sur le canal de Trocadero. De ce point, les assiégeants gênaient extrêmement la na-

vigation intérieure. *Matagorda* et le fort de *Puntalès* entretenaient un feu continuel. L'artillerie française était principalement dirigée contre les chaloupes canonnières anglaises, et le feu de celles-ci contre les travailleurs français. La distance entre Matagorda au nord, et Puntalès au sud, du canal qui conduit de la rade extérieure au port intérieur de Cadix, est seulement de deux milles. Les postes français sur la baie de Cadix étaient aussi exposés au feu des canonnières anglaises. Les matelots employés par l'empereur Napoléon dans l'été de 1809 sur le Danube, furent envoyés en Espagne pour concourir aux opérations du siége de Cadix.

A la fin de l'année, les Français qui avaient élevé de fortes batteries de tous côtés commencèrent à lancer des bombes sur Cadix; leurs projectiles atteignaient jusqu'à la ville; mais la distance était si considérable qu'ils produisaient peu ou point d'effet. Ils réunirent en même-temps un grand nombre de chaloupes canonnières pour tenter une descente dans l'île de Léon.

CHAPITRE III.

Opérations des Espagnols et des Anglais, leurs alliés. — Les montagnards d'Alpujarras sont excités à prendre les armes, ainsi que les habitants des montagnes qui séparent les provinces de Murcie, Grénade et Jaën. — Ils sont défaits et dispersés. — Une expédition combinée est dirigée du port de Cadix contre Maguer. — Des batteries et redoutes françaises sont détruites par les chaloupes canonnières anglaises. — Expédition partie de Gibraltar contre Malaga. — Vaine tentative du général Odonnel pour faire lever le siége de la citadelle d'Hostalrich. — Prise de cette place. — Les Français s'emparent de la forteresse de Méquinenza. — Le siége de Valence est levé par l'effet d'une sortie de la garnison espagnole, commandée par don Ventura Coro. — Prise de Tortose par le général Suchet.

Les opérations des Espagnols et des Anglais, leurs alliés, ne se bornèrent pas à la défense de Cadix; ils prirent l'offensive en soulevant les habitants du pays, en les encourageant et les aidant à résister aux Français. On a fait observer plus haut, que le corps du général Sébastiani devait communiquer avec celui du maréchal duc de Bellune. Les montagnes situées entre *Mozbella* et les environs de

Cadix devinrent le théâtre de combats journaliers entre les troupes des deux partis. Le général Blake, qui était occupé dans le royaume de Murcie à recueillir les débris de l'armée d'Arrisaga et à la réorganiser, excita les montagnards de l'*Alpujarras* à prendre les armes; et afin d'encourager leur insurrection, il envoya pour les soutenir une colonne de ses troupes d'*Almeira* sur *Adra*, *Torbision* et *Motril*. L'*Alpujarras*, ou *Alpuxarras* est un district montagneux dans le royaume de Grénade, d'environ dix-sept milles de longueur de l'est à l'ouest sur onze de largeur du nord au sud. Ces montagnes sont si élevées que leurs cimes s'aperçoivent non-seulement de Gibraltar, mais encore de la côte d'Afrique, entre Ceuta et Tanger. A l'approche des Espagnols de la ville de *Motril*, un bataillon français qui y était stationné se retira sur *Velez-Malaga*, abandonnant une grande quantité d'armes, de vivres et de munitions.

Un corps de cinq mille hommes sous le commandement du général espagnol don Louis Lascy débarqua à *Algésiras*, et marcha, par *St-Roch*, sur la ville de *Ronda*. Il y avait dans cette place environ six cents Français. Instruits à temps de l'arrivée inattendue des Espagnols dont on exagérait beaucoup le nombre, et prévenus qu'ils devaient être attaqués dans la nuit, ils évacuèrent la ville. Quoique le nombre de troupes régulières de Lascy fût exagéré, cependant, peu de jours après son dé-

barquement à Algésiras, la totalité de ses forces, y compris les milices, s'élevaient à treize mille hommes. Toutes les armes trouvées à Ronda furent distribuées aux habitants des montagnes. Le général Sébastiani, à la tête d'une partie de sa division, marcha de nouveau contre les insurgés; il les battit et les mit en déroute en diverses actions; ils regagnèrent leurs montagnes pour faire de nouveaux préparatifs d'attaque. Ces montagnards espagnols, surtout ceux de l'Alpujarras amenaient leurs prisonniers à Gibraltar, et c'était un spectacle digne d'observation que de voir ces demi-sauvages, habitués, comme les paysans russes, à se couvrir de peaux de mouton, se présenter, revêtus d'uniformes français.

Tandis que Blake faisait des démonstrations dans l'Alpujarras et sur la côte, où il était appuyé par deux vaisseaux de ligne, ce général soulevait aussi les habitants des montagnes qui séparent Murcie, Grénade et Jaën. Le général Sébastiani, ayant reçu ordre de pénétrer en Murcie et de chasser les insurgés qui désolaient les frontières de ces provinces, se mit en marche le 18 avril; et le 23, son avant-garde entra dans Murcie. Les troupes espagnoles au nombre de quinze à dix-sept mille hommes, tout en soutenant divers combats d'arrière-garde, se retirèrent à Alicante, d'où elles détachèrent quatre mille hommes à Carthagène.

Une expédition combinée sortit de Cadix le

22 août et fut dirigée sur *Moguer*, ville de la province de *Séville* sur l'*Huelva*, au-dessous du confluent de cette rivière dans le *Tinto*, où se trouvait posté un détachement français sous les ordres du duc d'Aremberg. Le nombre des forces de terre, principalement composées d'Espagnols, était de treize mille hommes. L'expédition se composait en outre d'une division navale anglaise sous les ordres du capitaine Georges Cockburn : les troupes de terre étaient commandées par le général espagnol Lascy. Dans la soirée du 23, au moment où l'escadre était à environ quatre lieues de l'embouchure de la Huelva, le général espagnol témoigna au capitaine Cockburn le désir de débarquer sur la côte le long de laquelle cinglait l'escadre, afin de se porter plus promptement sur Moguer; le débarquement s'effectua sans opposition.

Les Espagnols ayant passé un bras de la *Huelva* arrivèrent à *Moguer*, après avoir fait une marche de vingt-deux milles depuis le point de débarquement. Les Français surpris et chassés de la ville se rallièrent promptement, mais ils furent, malgré leurs efforts, contraints de céder à la supériorité du nombre. Le jour suivant, une division espagnole s'empara de la ville de *Niebla* à dix milles au nord-est de *Moguer* : mais le général Lascy, ayant appris que les Français s'avançaient en grande hâte de Séville, se décida, après avoir détruit les magasins et les batteries, et encloué les canons

de *Moguer*, à réembarquer ses troupes et à rentrer à Cadix.

La flottille de chaloupes canonnières anglaises détruisit aussi les batteries et les redoutes de Sainte-Marie et de quelques autres points de la baie de Cadix. Une autre expédition, dirigée contre Malaga, mit à la voile de la baie de Gibraltar le 11 octobre sous le commandement du lieutenant-colonel lord Blancy. Son objet était de s'emparer d'abord du fort Fangorala, afin d'attirer les Français hors de Malaga, de se réembarquer aussitôt après, de faire voile pour ce port, dans la vue, avec le secours d'un renfort qui devait être envoyé sans délai de Gibraltar, de détruire les ouvrages des Français, et d'éloigner de Malaga les nombreux corsaires auxquels le port servait de refuge. On avait supposé que le fort Fangorala se rendrait sans résistance. L'expédition était composée de cinq cents Anglais, de cinq cents déserteurs allemands enrégimentés à Gibraltar, d'un régiment espagnol tiré de Ceuta, et d'un nombre assez considérable de canonniers. Ces troupes débarquèrent le 14 octobre à trois lieues à l'ouest de Fangarola qui est situé à douze milles de *Malaga*. A peine un détachement des troupes aux ordres du lord Blancy fut-il à portée du canon, que la garnison qui n'était composée que de cent-soixante hommes tira sur lui avec une pièce de vingt-quatre et quelques autres de moindre calibre. Lord Blancy avait espéré qu'un parlementaire terminerait l'af-

faire : il n'avait sous la main ni échelles, ni pièces de siége : il fit débarquer durant la nuit quelques canons des vaisseaux et les plaça sur le terrain de manière à tirer avec avantage. Vers onze heures du matin, le feu de la garnison cessa ; mais elle fit une sortie et s'empara de la batterie. Les officiers du détachement anglais qui, tandis que les autres troupes se rendaient aux positions qui leur était désignées, restaient sur les flancs de la hauteur sur laquelle la batterie était placée, attaquèrent les assaillants et délivrèrent la batterie ; mais tout à coup un parti plus nombreux de Français s'avança au milieu de la mêlée ; la batterie fut reprise : les Anglais ainsi que les autres troupes prirent la fuite : l'arrivée de mille deux cents hommes venant de *Malaga* jeta la terreur parmi les troupes anglaises et espagnoles. Cependant il arriva qu'un régiment qui avait quitté *Gibraltar* peu de jours après le départ de l'expédition, vint à débarquer deux compagnies au moment où l'action était engagée. Ces nouvelles troupes allèrent à la rencontre des Français, s'emparèrent d'une hauteur qui commandait cette partie de la côte, et soutenues par le feu du vaisseau de ligne à bord duquel elles étaient arrivées, elles arrêtèrent quelques instants les vainqueurs et protégèrent la retraite et l'embarquement de ceux des soldats anglais qui n'avaient pas pris la route de *Marabella* avec les fuyards espagnols. Cette affaire de Fangarola fut peu honorable pour l'expédition ; car les

Français qu'elle eut à combattre lui étaient de deux tiers inférieurs en nombre.

Un corps de douze mille Français qui, au commencement de février, avait fait une attaque infructueuse sur Valence, mit le siége devant la citadelle d'Hostalrich en Catalogne. La ville avait été prise dès le mois de janvier ; mais la citadelle située sur une montagne escarpée, ne pouvait être réduite que par un blocus. A cette époque, le maréchal Augereau commandait en chef en Catalogne. Vers le milieu de février, le général O'Donnel, à la tête d'un corps de troupes de ligne espagnoles, tirées de différentes places, tenta de couper la division française aux ordres du général Souham et de faire lever le siége d'Hostalrich. Ces troupes étaient composées de douze mille hommes d'infanterie et de mille deux cents chevaux : elles furent renforcées par quelques milliers de miquelets. Le 20 février, vers sept heures du matin, les Espagnols s'avancèrent sur trois colonnes dans la plaine de Vich. Les miquelets, commandés par un médecin, nommé Rovera, occupaient les hauteurs adjacentes. Le général Souham, ayant observé le mouvement de l'ennemi, rangea sa division en ordre de bataille. O'Donnel essaya de tromper le général français par une fausse attaque. Un fort parti de miquelets commença l'action en attaquant un bataillon français, stationné à Gurp ; le général Souham ordonna à ce bataillon de se retirer, et ne fit aucun autre changement à son ordre

de bataille. Un feu très-vif s'engagea bientôt sur tout le front; les Espagnols firent avancer leur première ligne; l'élite de leurs troupes, parmi lesquelles se trouvaient deux régiments suisses, chargèrent avec beaucoup de bravoure, en même temps que leur cavalerie faisait un mouvement pour tourner l'aile droite des Français ; mais le général Souham opposant promptement la sienne, fit charger les troupes espagnoles, et avec tant de succès que leur cavalerie fut mise en déroute, et perdit un grand nombre d'hommes. O'Donnel fit alors marcher toute sa réserve, et renouvela, durant trois heures, ses attaques contre le centre des Français, et toujours en vain ; tous les bataillons qui soutinrent ces attaques réitérées, montrèrent beaucoup d'intrépidité et d'intelligence. Le général espagnol, jugeant de l'inutilité de ses efforts pour forcer le centre de la ligne française, ordonna un mouvement pour tourner en même temps les deux ailes ; cette manœuvre échoua également. Au moment de ce dernier engagement, le général Souham, qui se trouvait à l'aile droite, reçut une blessure à la tête : il fut emporté du champ de bataille, et en son absence, le général Augereau, l'un des généraux de brigade de sa division, prit le commandement en chef ; il s'en acquittait fort habilement, lorsque le général Souham, impatient de terminer lui-même ce combat, revint, après que sa blessure fut pansée, reprendre le commandement de ses braves troupes, et resta avec elles

jusqu'à la fin de la journée. La tentative désespérée d'O'Donnel pour tourner l'aile droite des Français, fut faite par une colonne d'infanterie soutenue de toute la cavalerie. Mais cette colonne, toute composée de Suisses, fut coupée par un régiment de dragons, et un de grosse cavalerie. Les Suisses, au nombre de mille, mirent bas les armes. Ce double effort pour tourner les ailes de l'armée française ayant échoué, les Espagnols lâchèrent pied sur tous les points et furent poursuivis avec un grand carnage jusqu'à Maga, laissant toute la route jonchée d'armes, de morts et de blessés. Ceux qui échappèrent durent leur salut au voisinage des montagnes; trois mille cinq cents Espagnols furent tués ou blessés dans cette journée : trois mille deux cents cinquante faits prisonniers et envoyés en France.

En même temps que le général Souham était aux prises avec le général O'Donnel, les troupes italiennes qui formaient le blocus de la citadelle d'Hostalrich, furent attaquées par une bande d'insurgés, réunie de toutes les montages voisines; mais ils furent bientôt défaits et dispersés avec grande perte. Un autre corps composé de deux mille hommes de troupes de ligne espagnoles, de mille cinq cents miquelets et de deux cents cavaliers, commandé par un colonel suisse, fit une autre attaque sur un poste français stationné à *Bessola;* mais il fut repoussé au-delà d'Olot et perdit trois cents hommes. La perte des Français dans ces actions simultanées

ne s'éleva pas au-dessus de cent-cinquante hommes tués et deux cents soixante-treize blessés.

Il n'y avait, comme on l'a dit plus haut, d'autre moyen de se rendre maître de la citadelle d'Hostalrich que par un blocus qui, en effet, fut chaque jour de plus en plus resserré. Une tentative hardie, faite pour jeter en même temps des vivres et des renforts dans la citadelle, fut déjouée par la valeur et la vigilance des assiégeants. Les Espagnols, quoique défaits après une vigoureuse résistance, prirent à temps soin de faire rétrograder le convoi : il fut sauvé des mains des Français qui éprouvaient eux-mêmes un grand besoin de vivres. Le général de division Séveroli qui commandait l'armée de siége, instruit de l'extrême détresse à laquelle cette garnison était réduite, la somma le 11 mai de se rendre. Dans la nuit du 12, la garnison profitant d'un brouillard épais, sortit du fort dans un profond silence, et son avant-garde tomba sur les sentinelles françaises : la première fut égorgée : mais la seconde ayant donné l'alarme, les troupes françaises furent à l'instant sous les armes, et poursuivirent les Espagnols avec tant de célérité qu'ils furent presque tous tués ou pris. On trouva dans la forteresse d'Hostalrich quarante-deux pièces de canon de fonte, et une quantité considérable de munitions de guerre, mais point d'approvisionnements de bouche. La prise d'Hostalrich facilita les transports des vivres

pour Barcelone, et servit à couvrir la communication entre cette place et Gironne.

Le 14 mai 1810, le général Suchet à la tête d'une division du troisième corps sous ses ordres, après quinze jours de tranchée ouverte et trois jours de bombardement, se rendit maître de Lérida. Ce siége fut conduit avec autant de talent que de vigueur; il fit beaucoup d'honneur au général en chef dont la présence inspirait toujours à ses soldats autant d'ardeur que de confiance. On trouva dans cette place cent pièces de canon de divers calibres, un million cinq cents cartouches, deux cents millions de livres de poudre et dix mille fusils. La garnison composée de huit mille hommes, fut faite prisonnière de guerre, ainsi que le commandant en chef Garcia Conde et six colonels. Le 8 juin, la forteresse de Mequinenza, située en Catalogne, près du confluent de la Sègre et de l'Èbre, au milieu d'un désert, et justement appelée la clé de l'Èbre, fut également prise par un corps de troupes françaises sous le commandement du maréchal Suchet. Les Français trouvèrent à Mequinenza quarante-cinq pièces d'artillerie, quatre cents mille cartouches, cinq cents milliers de poudre, et des approvisionnements pour deux mille hommes pendant deux mois (1). On fit en outre à Lérida un immense

(1) Lettre du maréchal Suchet au ministre de la guerre, datée du camp devant Mequinenza, le 8 juin 1810.

butin, parce que d'après l'idée qu'avaient les Espagnols de la force de cette place, elle était devenue le dépôt de beaucoup d'argent et d'effets précieux des contrées voisines. C'est à regret que resserrés dans les limites que prescrit le genre de cet ouvrage, nous nous bornons à mentionner des faits d'armes aussi éclatants que celui-ci, et de négliger les détails les plus intéressants : quand ces détails pourront être recueillis dans les sources authentiques, dans les mémoires des généraux en chef, tels que ceux déja publiés par le maréchal Saint-Cyr, et ceux que publiera sans doute le maréchal Suchet, ils enrichiront l'histoire militaire de notre âge.

Depuis que Napoléon avait quitté l'Espagne, les armées françaises n'avaient plus de point central d'où partît la direction générale des opérations; l'empereur n'avait accordé ni à son frère ni à aucun de ses lieutenants cette confiance et cette latitude de pouvoirs, d'autant plus nécessaire, que le théâtre était plus étendu et plus divisé en scènes diverses : chacun des généraux en chef recevant directement de Paris les instructions expédiées par le major-général, ministre de la guerre, concourait, pour ainsi dire, aveuglément à l'exécution d'un plan de guerre dont il ne connaissait pas l'ensemble. Ainsi, après la prise de *Lérida* et de *Mequinenza*, le général Suchet eut ordre de se porter sur *Tortose*, et le maréchal Macdonnald qui commandait en *Catalogne*, celui d'attaquer *Tarragone*. L'empereur calculait

qu'après la prise de ces deux places, Suchet avec un corps de trente mille hommes et l'artillerie nécessaire pour un siége, serait en mesure de marcher sur Valence et de réduire cette capitale. C'était en effet l'opération la plus importante; cette ville soutenait puissamment la cause nationale. Elle avait déja causé de grandes pertes à l'armée française. Les avantages obtenus par le général Sébastiani sur les insurgés de Grenade et de Murcie n'étaient pas décisifs; son armée n'eut pas plutôt cessé de poursuivre les fuyards, et fait une tentative inutile pour s'emparer de Valence, dont Ventura Coro, oncle du marquis de la Romana, fit lever le blocus, que de nombreux insurgés sortis de Valence commencèrent à former de nouveaux corps de troupes dans la province de Grenade et dans celles qui l'avoisinent. Il fallait ôter à l'insurrection patriotique ces moyens de s'alimenter. Le maréchal Suchet parvint, au commencement du mois de mai, à investir la ville de Valence avec douze mille hommes et trente-six pièces de canon. Conformément aux ordres de l'empereur, son corps d'armée aussitôt après la réduction de *Lérida* et de *Mequinenza*, se mit en mouvement vers *Tortose*. La première division bloqua d'abord la tête du pont construite sur la rive droite de l'Èbre vis-à-vis *Mequinenza*. La seconde s'avança sur la frontière du royaume de Valence, après avoir détaché dans les environs de Terruel une force suffisante pour tenir en échec le général

Villa-Campa, chef actif et entreprenant qui s'était rendu très-formidable, et en même temps pour couvrir la ville de Sarragosse. La troisième fut stationnée sur le bas Èbre, afin d'escorter les convois de vivres, les trains d'artillerie, et de veiller aux mouvements de l'armée espagnole de Catalogne. Depuis *Mequinenza* et *Caspe*, ville de l'Arragon située au confluent de l'*Èbre* et du *Guadaluppe*, tous les chemins étaient coupés, et un espace de quarante lieues dans les montagnes était rendu à peine praticable pour des mulets et des gens de pied. Le parc d'artillerie fut expédié en partie par eau, en partie par terre jusqu'à *Xerta*, située à deux lieues de *Tortose*.

Après avoir surmonté ces obstacles, et pendant les préparatifs du siége, la nombreuse garnison de *Tortose* fit à plusieurs reprises dans les mois de juillet et d'août, de vigoureuses sorties. Le 3 août, elle en fit une générale; elle avança sur tous les points en même temps, jusque sous les retranchements. Les postes avancés ne purent soutenir le premier choc; mais les troupes françaises arrivant promptement à leur appui chargèrent et repoussèrent les Espagnols jusque dans la citadelle avec perte de quelques centaines d'hommes tués, blessés ou prisonniers; dans cette sortie, le comte d'Abras, gouverneur de *Tortose*, fut dangereusement blessé. A la fin d'octobre et au commencement de novembre, le général Villa-Campa, qui avait continuelle-

ment et fortement harcelé les postes laissés pour entretenir les communications du maréchal Suchet dans la province d'Arragon, fut défait dans deux actions fort vives, dans lesquelles il perdit six pièces de canon et une compagnie d'artillerie. Le 26 novembre, les Valenciens furent battus à Vinaros, et on leur fit un grand nombre de prisonniers.

Pendant que ces choses se passaient sur la frontière orientale du royaume d'Arragon, les guérillas s'étaient tellement multipliées aux environs de Barcelone, qu'elles menaçaient d'affamer cette ville; il était urgent de la ravitailler et de rouvrir les communications. Une division de l'armée de Catalogne commandée par le général Frère, fut employée à cette opération, et le général Suchet attendit qu'elle fût terminée pour commencer le siége de Tortose: dès que la division fut de retour sur les rives de l'Èbre, il se mit en marche de *Xerta*, le 17 décembre, avec douze bataillons formant deux colonnes, et longeant la rive gauche de l'*Èbre*; tandis qu'une partie de ces troupes emportait la position du col de l'Albe, le reste se formait progressivement s'appuyant sur la rivière au-dessus et au-dessous de Tortose, et vers le soir, l'investissement fut complet. Rien ne put plus entrer dans la ville ni en sortir; l'artillerie fut établie sur le rivage; un pont volant fut construit, afin de maintenir la communication entre les deux rives opposées, distantes l'une de l'autre d'environ cent-trente toises. Le 18 décembre,

tous les postes espagnols furent repoussés dans la forteresse. Dans la nuit du 20 au 21, deux mille paysans, favorisés par un vent violent et par une profonde obscurité, ouvrirent la première parallèle devant les deux bastions, nommés l'un St.-Pierre, et l'autre St.-Jean, son extrémité gauche à la distance de dix brasses du mur, et s'avançant du bord de la rivière jusqu'à la plaine appelée le plateau d'Orléans, ce qui formait une étendue de deux cents cinquante toises. Dans le même temps, on ouvrait sur la rive gauche de l'Èbre, une tranchée à quatre-vingt-dix toises de la tête du pont, et l'on érigeait des batteries pour flanquer la principale attaque. Le 22, la division de l'armée de Catalogne aux ordres du générale Frère, vint se réunir à l'armée de siége. Ce général prit position sur l'Èbre à la distance d'une lieue au-dessous de Tortose, afin d'avoir l'œil sur la route vers Tarragone et la côte de la mer. Un bataillon fut détaché à Col de l'Albe; la septième nuit du siége, le chemin couvert fut couronné, même avant que les batteries fussent terminées, opération audacieuse et brillante dont l'histoire des siéges n'offre peut-être pas d'exemple; elle coûta le sang de beaucoup de braves, et entre autres, cinq officiers d'artillerie furent tués du 17 au 27 décembre; les Espagnols formés en colonne d'environ quatre cents hommes, se précipitèrent avec une incroyable intrépidité sur les assiégeants, repoussant tout devant eux; mais quelques nouveaux régiments arri-

vant au secours des troupes engagées au moment critique où un parti d'Espagnols avait pénétré dans un logement du chemin couvert et brûlait quelques gabions, les Français s'avancèrent en grande force par le plateau d'Orléans, les repoussèrent dans leurs murs, après en avoir tué ou fait prisonniers un grand nombre. Dans le même temps, on avait réussi après avoir surmonté des difficultés multipliées, à transporter le parc d'artillerie de siége sur la rive gauche. La navigation sur la rivière était extrêmement difficile, et le feu de la garnison qui balayait toute la rive, apportait de grands obstacles à la construction des batteries. Cependant à l'aide d'un feu très-vif de mousquetterie dirigé contre les embrasures des assiégés, on parvint à construire en plein jour, une batterie à cinquante toises du fort Orléans. Le 29, à la pointe du jour, quarante-cinq pièces de canon des dix batteries élevées sur les deux rives de la rivière, commencèrent un feu qui, dans l'espace de deux heures, fit taire tous ceux qui lui étaient opposés : le pont fut coupé et le jour suivant entièrement détruit. Dans la nuit du 29 au 30, les Espagnols évacuèrent la tête de pont et les Français en prirent possession. Le 30, le château seul fit entendre son feu, et le 31 le feu cessa entièrement. Les parapets étaient détruits, les embrasures hors d'état de recevoir du canon ; deux brèches avaient commencé d'être ouvertes dans le mur : quelques centaines d'hommes étaient descendus dans le fossé,

l'avaient traversé, et les mineurs suivaient avec activité leurs travaux. Dans ces circonstances, l'on vit le 1[er] janvier 1811, flotter un pavillon parlementaire sur la cime du château : deux officiers vinrent trouver le général français avec une lettre du gouverneur qui les autorisait à proposer les conditions d'une capitulation : ils offrirent d'évacuer *Tortose*, pourvu qu'on permît à la garnison de se retirer à Tarragone, ou bien de se rendre dans quinze jours, si, à cette époque, la place n'était pas secourue. Ces propositions furent rejetées : on recommença à lancer des bombes et des obus sur la ville et le château : les mineurs reprirent leurs travaux. Dans la matinée du 2, une nouvelle batterie construite avec une célérité extraordinaire dans le chemin-couvert sur la contrescarpe du fossé, tira à la distance de quinze toises, ouvrit une brèche qui s'élargissait d'heure en heure. Dans le même temps, trois pavillons blancs flottaient sur les remparts. Le feu continuait sur tous les points : tout fut prêt pour donner l'assaut ; une colonne était dirigée pour monter à la brèche. Des parlementaires se présentèrent de nouveau : l'ordre fut donné de ne pas les recevoir si ce n'était à la condition imposée lors des premières négociations : ils furent forcés de s'y soumettre. En conséquence, la garnison composée de huit mille hommes, mit bas les armes, déposa ses drapeaux et fut conduite comme prisonnière de guerre à Sarragosse. Les Français s'emparèrent de cent soixante-dix-sept

Français s'emparèrent de cent soixante-dix-sept pièces de canon, de neuf mille fusils et d'une immense quantité de boulets, de bombes et de poudre (1). Le gouverneur de Tortose fut condamné par une cour martiale tenue à Tarragone à avoir la tête tranchée, comme ayant rendu par trahison à l'ennemi la forteresse confiée à ses soins.

---

(1) Lettre du maréchal Suchet au ministre de la guerre, datée de Tortose, le 4 janvier 1811.

SUITE
DU CHAPITRE III.

La frontière du Portugal devient le principal théâtre de la guerre dans la péninsule. — Prise de Ciudad-Rodrigo et d'Alméida par les Français.

La place de Ciudad-Rodrigo était le point important de la communication des provinces du midi avec celles du nord, et le seul qui restât au pouvoir du gouvernement espagnol : le duc de Dalmatie devait l'attaquer, et après l'avoir réduite, il devait aussi assiéger Alméida afin de s'ouvrir l'entrée en Portugal. Le maréchal Mortier avait été précédemment dirigé contre Badajoz ; les frontières du Portugal devenaient le principal théâtre de la guerre dans la péninsule. L'armée destinée à cette expédition fut appelée l'armée du centre.

C'était une des maximes de Napoléon qu'on devait, autant que possible, achever une opération de guerre avec les mêmes troupes. Le siége de Badajoz fut suspendu jusqu'à ce que l'insurrection fut apaisée dans le sud-est de l'Espagne ; celui de Ciudad-Rodrigo différé jusqu'à ce que Léon fût complètement soumis. Les Asturies étant occupées et la Galice contenue par la présence d'une force considérable sur ses frontières ; un petit corps français

de trois à quatre mille hommes entra vers la fin de décembre 1809 dans la capitale de la province de Léon, d'où les Espagnols se retirèrent. Le huitième corps d'armée, sous les ordres du général Junot, mit le siége devant Astorga, et, par une distribution convenable de garnisons, tint les autres places dans la soumission : une division commandée par le général Bonnet prit possession d'Oviédo, s'étendit dans toute la province des Asturies et menaça de pénétrer dans la Galice. Le général Bonnet, quoique occupé de rencontres continuelles avec les guérillas, établit des communications avec Léon et St.-Ander. Il eût pu s'avancer en Galice; mais il eut ordre d'attendre dans sa position, que ses mouvements ultérieurs fussent déterminés par les évènements. Astorga fut pris le 12 avril, après un siége de peu de durée. Trois mille cinq cents Espagnols mirent bas les armes et furent envoyés prisonniers de guerre en France. Les Français trouvèrent dans la place vingt pièces de canon et deux mortiers. Après la prise d'Astorga, et un engagement assez important avec une réunion de guérillas, le huitième corps se réunit à celui du maréchal Ney devant Ciudad-Rodrigo.

L'absence du chef suprême se faisait sentir dans les opérations combinées entre les généraux en chef des divers corps d'armée. Le maréchal Ney appréhendait beaucoup que le général Junot, avec lequel il n'était pas en fort bonne intelligence, ne coopérât

pas à la réduction de Ciudad-Rodrigo avec le zèle et la promptitude que les circonstances exigeaient. Dans la première semaine de mai, la moitié du corps du maréchal Ney était déja en position devant la place, et il ne lui manquait, pour ouvrir la tranchée, que de savoir si Junot était disposé à relever ses postes de communication avec les garnisons de Zamora et de Toro, et s'il était dans l'intention de le soutenir efficacement. Dans le cas où le général Junot ne consentirait pas à ces propositions, le maréchal était déterminé à entreprendre le siége avec ses seules troupes et à le pousser avec vigueur. Le maréchal Soult avait écrit, le 30 avril, une lettre au maréchal Ney pour lui demander d'envoyer un fort parti jusqu'au Tage. La réponse à cette lettre donne une idée exacte de la situation du maréchal Ney, et fournit quelque notion de cette espèce de guerre irrégulière dans laquelle les Français étaient alors engagés. Le maréchal Ney faisait observer qu'un détachement tel qu'on le demandait, devait au moins être composé de mille cinq cents hommes, force dont il n'était pas en ce moment en état de se passer, attendu que toutes les troupes sous ses ordres étaient à peine suffisantes pour couvrir la ligne trop étendue qu'il occupait. Il fallait détacher trois mille hommes, afin de garder les fours et les magasins qu'il avait fait construire derrière la ligne de blocus, et protéger les convois venant de Salamanque : il était nécessaire d'avoir un fort poste à St.-Fé-

lix, afin d'observer Almeïda, et un détachement sur la gauche de l'Agueda pour couper toute communication entre cette place et les pays environnants, et s'opposer aux mouvements des Anglais. Les travaux à faire aux tranchées devant Ciudad-Rodrigo demandaient aussi, durant quatre jours, quatre mille hommes, de sorte qu'en tout, il ne lui restait pas dans le camp, douze mille hommes prêts à combattre, s'il devenait nécessaire de livrer bataille; cependant, malgré tous ces désavantages, il était résolu à continuer le siége dans l'espérance d'un prompt succès (1).

Le maréchal Masséna était en route de Paris pour venir prendre le commandement de l'armée destinée à la conquête du Portugal. Cette armée devait se composer des deuxième, sixième, et huitième corps, formant ensemble une force de quatre-vingt mille hommes. Le 12 mai, un officier d'état-major se présenta devant Ciudad-Rodrigo pour sommer cette place de se rendre : le gouverneur répondit qu'il ne voulait avoir de communication avec les Français que par la bouche du canon.

Le siége de Ciudad-Rodrigo fut, pendant longtemps, retardé par de fortes pluies, de mauvais chemins, la difficulté des transports des munitions et des vivres, et enfin, par l'approche de l'armée alliée

(1) Lettre du maréchal Ney au maréchal Soult, datée de Salamanque, le 16 mai 1810.

anglo-portugaise, sous le commandement du duc de Wellington. La tranchée fut enfin ouverte dans la nuit du 15 au 16 juin : le maréchal Masséna avait déja pris le commandement de l'armée. Le deuxième corps, sous les ordres du général Regnier, se porta sur Alcantara et manœuvra sur la rive droite du Tage. On pensait que les premier, quatrième et cinquième corps seraient plus que suffisants en Andalousie. Au moyen de ces dispositions, disait le ministre major-général au roi Joseph, dans sa lettre du 23 mai 1810, l'empereur pensait que le maréchal Masséna serait en état de s'emparer de la forteresse de Ciudad-Rodrigo : qu'il paraissait par les journaux anglais que l'armée de lord Wellington était composée de vingt-trois mille Anglais et Allemands et de vingt-deux mille Portugais : le ministre ajoutait qu'il était dans l'intention de l'empereur que le maréchal eût plus de troupes qu'il n'était nécessaire pour cette opération, afin de battre les Anglais dans le cas où ils tenteraient de faire lever le siége. On lui ordonnait de se rendre devant Ciudad-Rodrigo, avec le sixième et le huitième corps, laissant deux mille dragons du huitième corps au général Kellerman, ainsi qu'une force d'environ dix mille hommes, infanterie, cavalerie et artillerie, pour entretenir la communication avec les derrières de l'armée : le sixième corps, avec ce qui restait du huitième, était évalué à environ trente mille hommes.

La ville de Ciudad-Rodrigo fut complètement in-

vestie sur la rive droite de l'Agueda par le corps du maréchal Ney, et sur la rive gauche par celui du général Junot. Un détachement fut envoyé de ce dernier corps vers St.-Félix, pour veiller sur les mouvements de l'ennemi, le tenir en échec, et couvrir toutes les opérations du siége. On construisit des redoutes; on resserra la place par des travaux exécutés dans un terrain difficile, et quelquefois à travers le roc solide et des cours d'eau. Dans la matinée du 6 juin, quarante-six pièces commencèrent sur Ciudad-Rodrigo un feu qui dans peu de temps fit taire celui de la garnison; mais les Espagnols, qui avaient à leur disposition une nombreuse artillerie, renouvelèrent leurs batteries, et firent pleuvoir une grêle de bombes et de boulets sur les assiégeants; ceux-ci, afin de couvrir leurs ouvrages, attaquèrent deux couvents qui furent pris et repris plusieurs fois, et où les Français ne purent se maintenir qu'après que ces édifices furent presque détruits. Ils prirent alors possession du faubourg Saint-François : le 28, le gouverneur, don André Herrastry fut sommé de se rendre; mais il refusa de capituler. La garnison et les habitants excités par les moines, pleins d'un enthousiasme religieux porté au plus haut degré, semblaient déterminés à résister jusqu'à la dernière extrémité : on recommença donc le feu avec une nouvelle vigueur: les batteries furent rapprochées : une brèche de

quinze à dix-huit toises fut jugée praticable le 18 juillet. Dans la nuit de ce même jour, l'explosion d'une mine fit ébouler une partie de la contrescarpe dans le fossé. Le 10, vers quatre heures après midi, cette brèche étant découverte, trois soldats y montèrent avec une rare intrépidité et déchargèrent leurs armes sur la garnison. Le feu, qui depuis quelques heures était devenu très-faible, cessa alors entièrement : les Français, en colonnes serrées, marchaient à l'assaut, lorsque le drapeau blanc fut arboré : la garnison se rendit à discrétion : les vainqueurs furent frappés du spectacle de bouleversement et de ruine qui partout s'offrit à leurs regards. A peine voyait-on une maison qui ne portât des marques du terrible siége que la ville venait de subir. Deux mille soldats et habitants furent tués : la garnison, au nombre de sept mille hommes, déposa les armes dans l'arsenal : on trouva dans la ville cent-vingt pièces de canon, deux cents mille livres de poudre et plus d'un million de cartouches d'infanterie (1). La garnison de Ciudad-Rodrigo fut envoyée prisonnière de guerre en France.

La première opération qu'entreprirent ensuite les Français pour l'exécution de leurs projets en Portugal, fut le siége d'Almeïda; mais ils s'occupèrent d'abord à réparer et augmenter les fortifications de

(1) Lettre du prince d'Esling au prince de Neuchâtel, datée du camp devant Ciudad-Rodrigo, le 12 juillet 1810.

Ciudad-Rodrigo, en attendant le retour des troupes qui escortaient les prisonniers espagnols et l'arrivée de quelques autres renforts : on envoya des partis pour reconnaître la position de l'armée anglo-portugaise, dont les postes avancés se retiraient à mesure que les Français gagnaient du terrain. Vers le milieu d'août, les forces aux ordres du maréchal Masséna étaient évaluées de la manière suivante. Quinze mille hommes du corps du maréchal Ney, commandés par le général Loison, investissaient Almeïda : le reste de ce corps, environ dix mille hommes, était devant le fort de la Conception ; vingt-cinq mille hommes sous les ordres du général Junot devant le fort St-Félix, à trois milles au nord-ouest de Ciudad-Rodrigo. Un troisième corps de vingt-cinq mille hommes était à Ciudad-Rodrigo et dans les environs. Ces trois corps se trouvaient à deux jours de marche des alliés, et quelques-uns de leurs détachements n'en étaient pas éloignés de plus de sept à huit milles. Le maréchal Masséna avait son quartier-général à Valdemula, village près de Ciudad-Rodrigo, qui, trois semaines avant, avait été occupé par les Anglais.

Au nord du Portugal, le général Kellerman avec dix mille hommes menaçait Oporto ; et au sud, le général Regnier, avec quinze à dix-huit mille hommes, l'Alentejo. Le maréchal Masséna publia, le 14 août, une proclamation adressée aux habitants du Portugal, annonçant « qu'il était à la tête

« de cent dix mille hommes (1), destinés à prendre
« possession de ce royaume et à en chasser les An-
« glais : toutefois, il protestait que l'empereur son
« maître, loin d'entretenir aucun sentiment d'ani-
« mosité contre la nation portugaise, était son vé-
« ritable ami; les Anglais, disait-il, n'étaient guidés
« que par des vues d'intérêt, tandis que Napoléon
« ne voulait qu'affranchir les Portugais et garantir
« leur indépendance : le temps de la clémence et de
« la généroitsé n'était pas encore passé; mais le mo-
« ment était arrivé pour eux, de montrer par leur
« soumission qu'ils étaient dignes de la protection de
« l'empereur; enfin, il les menaçait des plus grandes
« calamités en cas de résistance. » Le maréchal Mas-
séna n'était pas aussi confiant qu'il voulait le pa-
raître, dans la supériorité numérique; différents
corps, par l'effet des pertes devant l'ennemi et des
maladies, étaient bien au-dessous de leur complet.
Une lettre interceptée de Napoléon à Masséna, pu-
bliée dans les journaux espagnols et portugais, con-
tient une réponse à la demande du maréchal d'un ren-
fort de quarante mille hommes. « Quant au renfort que
« vous demandez, dit l'empereur, il est impossible
« de vous envoyer un aussi grand nombre de trou-
« pes dans le moment actuel. Aussitôt que cela

(1) Compris sans doute les troupes commandées par les généraux Regnier et Kellermann, qui étaient tous deux sous les ordres du maréchal.

« pourra se faire, vous recevrez tous les secours « possibles; en attendant, vous devez forcer les « Anglais d'en venir à un engagement général; si « vous êtes victorieux, la péninsule est à nous; si « vous êtes battu, *ce qui n'est pas improbable*, « vous aurez au moins assez affaibli l'ennemi pour « trouver moyen de faire une bonne retraite. » Ces témoignages extraits de lettres qu'on dit avoir été interceptées et qui sont publiées en temps de guerre par une puissance ennemie, sont fort équivoques; Napoléon n'admettait guère la probabilité d'un revers; cette lettre n'est pas authentique; elle est une preuve de cette misérable politique à laquelle la plupart des puissances belligérantes ont eu fréquemment recours, et qui consiste à publier des mensonges.

La forteresse d'Almeïda, jugée par le général Dumouriez la plus forte place du Portugal, est située sur le sommet d'une haute montagne, ou plutôt sur un plateau fort élevé, à cent treize milles au nord-est de Lisbonne. Elle est divisée par une vallée très-profonde, dans les sinuosités de laquelle roule la rivière de la Coa, qui, se précipitant avec rapidité au milieu des rochers de granit, va se jeter dans le Duero, après avoir reçu les eaux de trois petites rivières. Le lit de la Coa se trouve à la distance d'un mille d'Almeïda. Cette ville avait six fronts bastionnés avec demi-lunes, fossés et chemin couvert, un château-fort, presque au centre de la

ville, et sur le point le plus élevé, des magasins à l'épreuve de la bombe, des puits dans l'enceinte du château, et à une petite distance une belle source. La population d'Almeïda n'excédait pas deux mille cinq cents ames : la forteresse avait une garnison de cinq mille hommes, anglais et portugais, mais tous commandés par des officiers anglais : le gouverneur était le général Cox.

La tranchée fut ouverte devant Almeïda dans la nuit du 15 au 16 août : une fausse attaque dirigée contre le nord de la ville occupait l'attention des assiégés, tandis que deux mille ouvriers, couverts de gabions, creusaient la première parallèle sur une longueur de cinq cents toises, à travers une couche de terrain rocailleux ; il fallut faire jouer la mine : dans la nuit du 23 au 24, la seconde parallèle fut ouverte dans le roc vif, à moins de cent cinquante toises de la place : le feu du château obligeait les travailleurs à quitter la tranchée pendant le jour. Le 26, à cinq heures du matin, onze batteries (65 pièces de canon) ouvrirent leur feu contre la forteresse qui répondit avec vigueur : vers huit heures du soir, une bombe tomba dans l'enceinte du château sur un caisson qu'on remplissait de poudre, et fit sauter le magasin principal : l'explosion fut terrible, et semblable à l'éruption d'un volcan ; le château, la cathédrale et toutes les maisons des environs furent renversés, les débris furent lancés jusque dans les tranchées des assié-

géants. Neuf cents personnes furent tuées, et quatre cents blessées; la plus grande partie des canonniers de la garnison périt par cet accident. L'incendie s'étendit rapidement, et la ville entière était en flammes, quand le maréchal Masséna fit suspendre le bombardement, et conjura le gouverneur d'accepter une honorable capitulation, et d'éviter la destruction inévitable de la place, de la garnison et des habitants. Celui-ci, après avoir envoyé des officiers anglais pour conférer sur les conditions proposées, refusa d'y accéder, et le feu recommença du côté des Français : celui de la place ne fut repris que faiblement, et quelques heures après, la capitulation fut signée. La garnison faite prisonnière sortit avec les honneurs de la guerre, et déposa ses armes sur le glacis. Quatre-vingt dix-huit pièces d'artillerie de rempart, et sept pièces de campagne tombèrent entre les mains des Français, avec trois cent mille rations de biscuit, cent mille rations de poisson salé, et une grande quantité d'autres approvisionnements (1).

Douze cents miliciens portugais, au lieu de retourner dans leur pays, entrèrent volontairement au service de la France, et furent employés comme pionniers. Le vingt-quatrième régiment de ligne portugais suivit cet exemple, et fut également incorporé dans l'armée française. Ce corps fut placé sous le commandement d'officiers portugais recon-

(1) Lettre du maréchal Masséna au prince de Neuchâtel, datée du fort de la Conception, du 28 août 1810.

nus pour leur dévoûment aux Français. Cent douze canonniers portugais et quatre cents cavaliers furent aussi, sur leur demande, admis au service français. Le maréchal, étonné lui-même de leur défection, ne confia à ces troupes que les postes les moins importants (1).

La division du corps du maréchal Ney, commandée par le général Loison, avait été principalement employée aux deux siéges de Ciudad Rodrigo et d'Almeïda. Tout le reste formait l'armée d'observation, qui n'eut point à combattre, et dont les divers mouvements précédèrent la marche des Français sur Lisbonne.

(1) Lettre du maréchal Masséna au prince de Neuchâtel, datée du fort de la Conception, le 30 août.

CHAPITRE IV

Plan de lord Wellington pour défendre le Portugal, et soutenir la cause de l'Espagne. — Position de son armée après sa retraite de Talaveyra. — Jonction des troupes portugaises sous les ordres du feld-maréchal Beresford à l'armée anglaise. — Ses positions par rapport à l'armée française. — Sa ligne de retraite. — Résultats de la prise d'Almeïda. — Lord Wellington concentre ses forces. — Il oblige les habitants à quitter leurs foyers. — Masséna tente vainement de tourner l'aile gauche des alliés. — Bataille de Buzaco. — Les Français avancent sur Coïmbre. — Retraite de lord Wellington sur les lignes de Torrès-Vedras. — Position respective de l'armée française et de celle des alliés à la fin de l'année 1810.

Quoique l'armée anglaise, au mois de juillet 1809, se fût retirée de Talaveyra sur Mérida, lord Wellington ne fut point contraint d'évacuer le territoire espagnol. Au lieu de compromettre l'armée anglaise au gré du gouvernement espagnol, dans les positions qui lui étaient inconsidérément indiquées, il préféra très-sagement de rester sur la frontière des deux royaumes pour observer les mouvements des corps d'armée français : il fit stationner ses troupes pendant près de trois mois entre Mérida et Badajoz, jusqu'à ce que les évènements de la guerre dans la Vieille-Castille et la nécessité de veiller à la sûreté du Portugal,

l'obligèrent, au mois de décembre, à se retirer au-delà des provinces de l'Espagne et à se porter sur la rive droite du Tage. Lord Wellington fut alors prendre quelque temps de repos à Lisbonne. Au mois de février, l'armée anglaise augmentée des troupes portugaises disciplinées par le maréchal Béresford, fut cantonnée sur une ligne très-étendue, qui comprenait Oporto, Lamego, Vizeu, Coïmbre, Abrantès et Santerem. Des environs de ces deux dernières villes, le général Hill, à la tête d'un corps de cavalerie, descendit sur la Guadiana pour surveiller les mouvements des Français qui avaient paru devant Badajoz. Les points les plus éloignés de la province de Tras-ós-montes n'étaient pas défendus : un parti français s'approcha de la ville de Bragance, et la somma vainement de se rendre. Il serait inutile de suivre l'armée anglo-portugaise dans tous ses changements de positions pendant les mois de mars et d'avril; il suffit d'indiquer ses positions alors qu'elle se trouva à portée de l'armée française, au moment où celle-ci s'avançait pour entreprendre les siéges de Ciudad-Rodrigo et d'Almeïda. L'armée anglaise était partagée en cinq divisions : la première, aux ordres du général Spencer, forte d'environ six mille hommes, occupait Célérico, éloignée à peu près de vingt milles de la grande armée française. La seconde, commandée par le général Hill, forte d'environ huit mille hommes, était placée, comme division centrale, dans les montagnes, à

Portalègre, entre le Tage et la Guadiana, d'où elle veillait sur les frontières d'Espagne : la troisième division que commandait le général Cox, forte de dix mille hommes, était stationnée à Guarda qui était le principal poste, et se trouvait à vingt milles des lignes françaises : la quatrième, dont l'effectif était de quatre mille hommes, et qui était commandée par le général Picton, occupait le village nommé Pen-Hell; la cinquième, aux ordres du général Crawfurd, était stationnée à mi-chemin, entre le principal corps de l'armée anglaise à Guarda et la ligne française à Ciudad-Rodrigo, c'est-à-dire, à environ dix milles de l'un et de l'autre. Mais cette cinquième division n'était point stationnaire; elle s'avançait quelquefois jusqu'à Saint-Félix, ou rétrogradait, suivant que l'exigeaient les circonstances. Le quartier-général de lord Wellington était à Vizeu. Les troupes portugaises commandées par le maréchal Béresford, se réunirent à la fin de juillet au duc de Wellington. Toutes les divisions portugaises furent postées dans les montagnes ou les vallées, qui en s'abaissant graduellement viennent se terminer à la plaine à l'extrémité de laquelle est située Ciudad Rodrigo : ainsi cette plaine, qui a environ dix milles de largeur, séparait les deux armées.

Nous ferons mieux connaître et l'invasion des provinces septentrionales du Portugal par l'armée du maréchal Masséna, et les opérations défensives de lord Wellington, en joignant quelques détails géo-

graphiques à l'indication des positions respectives.

Entre la principale position des Anglais à Guarda et Lisbonne, il y avait une distance de cent quatre-vingt-dix milles, à peu près vingt jours de marche. Trois routes principales conduisent de Lisbonne à la frontière d'Espagne : la première par Abrantès ; la deuxième par Elvas, et la troisième par Coïmbre : l'armée anglaise, en s'avançant vers le nord, suivit la route d'Abrantès. Le premier poste important sur cette route est Santarem : cette place éloignée de quarante-cinq milles de Lisbonne, est, par sa situation sur les hauteurs, extrêmement forte. Elle commande la grande route de l'est, et forme la première défense de Lisbonne contre un ennemi qui s'avance de la frontière d'Espagne. Elle est flanquée au sud-est par le Tage et au nord-est par des montagnes très-escarpées ; elle est en outre renforcée par des retranchements dont l'objet est de fermer la route entre ces hauteurs et le fleuve. Cette ville contient dix-sept églises, et une grande quantité de couvents où des moines de toutes couleurs prêchaient avec fureur une croisade contre les Français. Le second poste en suivant la grande route de l'est, plus importante encore, est Abrantès, à trente milles de Lisbonne, et à cent vingt milles de Guarda ; c'était la principale position des Anglais. Cette ville, située très-près du Tage, fut un camp romain ; circonstance qui indique assez sa force naturelle ; l'art n'y

avait rien ajouté. Villa-Velha est une autre position militaire, en raison de ce qu'elle commande un passage sur le Tage. Elle est environnée de montagnes escarpées à travers lesquelles ce fleuve semble avoir forcé son passage. Castel-Branco, qui fut aussi un camp romain, est situé au débouché d'un autre défilé. Le pays qui l'environne offre des positions militaires tellement fortes, qu'on peut les considérer comme un vaste camp retranché. La citadelle et les murs sont en ruine, et hors d'état de soutenir un siége. A mi-chemin de Castel-Branco à Guarda, est Cavilha. Le pays commence à devenir plus montueux, et forme ce que dans toute la péninsule, l'on appelle *sierras*, ou chaînes. La sierra d'Estrellas, ou la montagne de Stars, dans le voisinage immédiat de Cavilha, s'élève à une hauteur de six mille pieds au-dessus du niveau de la mer. Une ville aussi grande et située dans une position aussi escarpée que l'est Cavilha, où les murs de quelques-unes des maisons s'élèvent, d'un côté, de cinquante à soixante pieds au-dessus du sol, tandis que de l'autre, les planchers sont à son niveau, devait être d'un grand avantage en cas de retraite pour s'opposer aux progrès de l'ennemi.

De Cavilha, le terrain s'élève de montagne en montagne jusqu'à Guarda, qui est située sur l'une des montagnes de la sierra d'Estrellas, près la source du Mondego. C'est un vieux château, entouré de murs en pierre avec des tourelles : Guarda est située

de manière que lorsqu'on l'aperçoit de loin, cette ville ressemble à un simple clocher placé sur le sommet de la montagne. Les chemins qui y conduisent sont tracés à travers des rochers et des abîmes; c'est l'une des plus fortes places du Portugal. Aussi long-temps qu'il eût été possible à lord Wellington de nourrir son armée à Guarda, il aurait pu défier toute la puissance de la France. De Guarda à Ciudad-Rodrigo, où le maréchal Masséna eut, durant très-long-temps, son quartier-général, la distance est d'environ vingt-cinq milles; mais les deux armées étaient tellement en avant de leurs quartiers-généraux respectifs, que quelques-unes de leurs divisions étaient souvent éloignées de cinq, de sept, et même de dix milles les unes des autres.

Des hauteurs de Pen-Hell, de Célérico et de Guarda, l'armée anglaise pouvait tous les jours voir à peu de distance les lignes de l'armée française dans la plaine de Ciudad-Rodrigo. La cavalerie changeait de positions, marchait tantôt en avant, tantôt en arrière; quelquefois elle descendait dans la plaine, ce qui donnait lieu à de petits combats avec les avant-postes français.

Les positions de l'armée anglaise avaient été déterminées ainsi dans le cas où le cours de la campagne rendrait nécessaire de se retirer sur Lisbonne. Il était sans doute dans les premières intentions du duc de Wellington d'opérer sa retraite, non par la route de Coïmbre à Lisbonne, mais par celle

d'Abrantès, qui présentait tant d'avantages contre l'ennemi. Quant aux positions de l'armée française, elles étaient en général dans la grande plaine aux pieds des montagnes sur lesquelles les Anglais et les Portugais étaient campés. Dans cette plaine sont situées les villes de Badajoz, Ciudad-Rodrigo, et à une certaine distance, Valencia. Toutes les divisions n'étaient pas stationnées dans la plaine; mais elles étaient toutes postées de manière qu'elles pouvaient opérer leur jonction avant qu'il fût possible de les forcer à en venir à une action générale.

Le grand objet des Français était d'achever la conquête de la péninsule; celui de lord Wellington de conserver le Portugal.

La cavalerie, attachée à l'avant-garde commandée par le général Crawfurd, resta dans les villages près du fort de la Conception jusqu'au 21 juillet, époque où les Français furent obligés de se retirer vers Almeïda, et où le fort de la Conception fut détruit. Depuis ce moment jusqu'au 24 juillet, le général Crawfurd continua à occuper une position près d'Almeïda, étendant sa droite vers Zuma. Dans la matinée du 24, peu après la pointe du jour, les Français l'attaquèrent dans cette position avec un corps de sept mille hommes d'infanterie et de trois mille de cavalerie; le but des Français était de couper la division aux ordres du général Crawfurd du principal corps d'armée. Ce général, qui n'avait que quatre mille hommes d'infanterie et six cents de

cavalerie, se retira par le pont de la Coa. Il conserva une position en avant et près du pont aussi long-temps qu'il fut nécessaire pour donner le temps aux troupes qui avaient passé de se poster avantageusement, et le pont fut ensuite défendu avec la plus grande ténacité. Les Français firent trois tentatives pour l'enlever; elles furent toutes repoussées avec une perte considérable des deux côtés. Le général Crawfurd retira ses troupes des rives de la Coa, et fit sa retraite sur Carwelhas; car il n'entrait pas dans l'excellent plan de défense de lord Wellington de maintenir la cinquième division de son armée dans les positions avancées qu'elle avait momentanément occupées. Tandis qu'il était occupé à faire des démonstrations sur la frontière de l'Espagne, il faisait construire des lignes d'un grand développement en avant de Lisbonne; ces lignes, enveloppant la capitale et ses dehors, s'étendaient depuis la mer jusqu'au Tage. C'est dans ces retranchements, presque inexpugnables à cause des difficultés du terrain, qu'il avait le projet de se retirer pour se rapprocher de ses ressources, et recevoir les renforts venant d'Angleterre.

Après la prise d'Almeïda, il commença à opérer sa retraite lentement et en bon ordre, concentrant peu à peu les corps qui avaient été détachés, et gardant les points menacés par l'armée française.

Le nombre de troupes qui firent tête au maréchal Masséna au commencement de la campagne

n'excédait pas vingt-cinq mille hommes : le 19 septembre, elles prirent position en arrière de l'Alva au port de Murcella.

Lorsque les troupes anglaises commencèrent à se retirer, elles détruisirent tous les ponts et les moulins établis sur la Coa. Une division de milices portugaises, commandée par le général Muller, occupa la forteresse de Chaves; une autre, aux ordres du général Silviera, fut placée sur la rive septentrionale du Douero; et une troisième, sous le commandement du général Trent, dans les environs de St-Jean de Peschiera. Au moyen de ces dispositions, si les Français s'avançaient par Vizeu, comme on s'y attendait, ils devaient être harcelés par les corps des milices portugaises. Ces mouvements de l'armée anglaise furent précédés d'une proclamation publiée le 4 août 1810, par lord Wellington. Après avoir fait un affreux tableau des calamités qu'éprouvaient, disait-il, ceux des habitants des villages sur les frontières du Portugal, qui, sur la foi des promesses des Français, étaient restés dans leur domicile, et s'étaient soumis, il déclarait aux habitants des villes et des campagnes « qu'il n'y avait de sûreté pour eux que « dans une résolution fixe et déterminée d'empêcher « les progrès de l'ennemi dans l'intérieur du Portu- « gal, en enlevant tout ce qui pouvait lui être utile « et faciliter sa marche. L'armée sous son commande- « ment protégerait une portion du pays aussi grande « que possible. Mais le peuple seul pouvait préserver

« ses propriétés en les plaçant hors de l'atteinte des « Français : ses devoirs à lui envers le prince régent « de Portugal et la nation portugaise, l'obligeaient à « faire usage du pouvoir et de l'autorité dont il était « investi, pour forcer celles des personnes qui mon- « treraient de la nonchalance à faire les efforts né- « cessaires pour les sauver elles-mêmes de dangers si « imminents, et préserver leur pays d'une ruine iné- « vitable. En conséquence, il ordonnait que tous les « magistrats et employés du gouvernement qui reste- « raient dans les villes et villages après avoir reçu « ordre des commandants militaires d'en partir, et « toutes les personnes, de quelque classe qu'elles fus- « sent, qui auraient des communications avec l'eu- « nemi, ou l'assisteraient en quoi que ce fût, seraient « considérés comme traîtres, jugés et punis selon « les lois du pays. »

Tandis que l'armée anglaise opérait sa retraite par Ponto-Murcella, toutes les forces françaises se réunissaient aux environs de Pen-Hell, pour la poursuivre. Déja lord Wellington était parvenu à deux lieues au-delà de Coïmbre. Son aile gauche occupait les montagnes d'Ancorba : sa droite s'étendait à Pen-Acova sur le Mondego, au confluent du Vouga, ayant environ quatorze milles d'avance sur les Français, qui avaient poussé leur avant-garde jusqu'à Pen-Aheïra de Azore. En arrière des montagnes d'Ancorba, et dans une direction parallèle, se trouvait une route qui courait du nord au sud entre Coïmbre et Sardas, vers la

partie septentrionale de celle qui était occupée par les milices portugaises aux ordres du colonel Trent. Un corps de mille hommes, Anglais et Portugais était stationné à Méal-Hadda, communiquant avec les forces du colonel Trent et le principal corps de l'armée Anglaise. Le maréchal Béresford, avec son corps de troupes régulières portugaises, qui était arrivé le 22 septembre à la Sierra de Bastieros, était stationné à l'extrémité septentrionale des montagnes d'Ancorba, et à l'aide des divisions du colonel Trent et du général Spencer, ce maréchal avait effectué sa jonction avec lord Wellington, qui, indépendamment de l'avantage de sa position dans les montagnes, avait mis en ligne ces troupes portugaises, et s'était rapproché de ses principales ressources, tandis que la distance qui séparait le maréchal Masséna de ses magasins, s'augmentait de plus en plus. Lord Wellington était accompagné dans sa retraite de toute la population du pays, qui détruisait, autant qu'elle le pouvait, tous les objets qu'elle ne pouvait emporter avec elle. Dans le même temps le corps du général Régnier étant arrivé à Sabugal et à Alfaytes le 12 et le 13 de septembre, l'armée française, infanterie, cavalerie, artillerie, se mit en mouvement le 15 par les villes de Guarda et de Célérico. Elle franchit rapidement les hauteurs et descendit dans la vallée du Mondego. Le même jour une autre forte colonne passa sur les hauteurs d'Aloerca, qui forment la gauche de la Sierra de Guarda

et de Mayal-de-Chevas. Le 16, la cavalerie anglaise, sous les ordres de sir Stapleton Cotton, se retira de Célérico et se porta dans la vallée de Mondego.

Lord Wellington avait chargé le général Hill, qui était posté à Elvas, de veiller aux opérations du général Régnier et de faire un mouvement sur la rive droite du Tage, pour couvrir la route de Castel-Branco à Lisbonne. Il avait aussi organisé à Thomar un corps de réserve sous les ordres du général Leith; en conséquence, au moment où le général Régnier commençait à coopérer directement avec le maréchal Masséna par un mouvement sur la rive droite du Tage, le général Hill, par un mouvement correspondant, se plaçait à Portalègre sur la droite de lord Wellington, et couvrait ce point important pour assurer les communications entre cette droite et la ligne du Tage.

Le plan du maréchal Masséna consistait à tourner la gauche de lord Wellington; celui-ci pour éviter ce danger, se retira, comme on l'a dit, à travers la vallée du Mondego, et ordonna aux généraux Hill et Leith, de venir le rejoindre à la forte position du pont de Murcella sur l'Alva, où il était résolu de disputer le passage; mais le maréchal Masséna s'en étant aperçu, changea tout à coup son plan, repassa le Mondego et se jeta sur la route qui conduit de Vizeu à Coïmbre, afin de s'emparer des ressources que présentaient cette ville et le territoire adjacent, et continuer de là sa marche

sur Lisbonne. Lord Wellington pénétrant le but de ce nouveau mouvement du maréchal Masséna, se détermina à couvrir Coïmbre, non pas dans l'intention de se maintenir dans cette ville ouverte (elle n'était pas susceptible d'une longue défense et ne pouvait avoir aucune influence décisive sur l'issue de la campagne), mais il était important que les habitants pussent se retirer avec leurs effets; en conséquence, lord Wellington repassa le Mondego et se plaça entre le maréchal Masséna et Coïmbre.

Le maréchal Masséna arriva le 19 septembre à Vizeu, marchant par des chemins hérissés de rochers. « Nous n'avons trouvé, écrivait le maréchal, « que d'affreux précipices; nous n'avons traversé « que des déserts : on ne voyait pas une ame; tout « avait été détruit, emporté ou abandonné ; les An-« glais ont eu la barbarie d'ordonner que tous ceux « qui resteraient dans leurs maisons seraient fusillés; « vieillards, femmes, enfants, tout fuyait devant « nous (1). »

Le 21 septembre, toutes les forces du maréchal Masséna se trouvèrent concentrées à Vizeu; il fut obligé de les y faire séjourner trois jours, afin de prendre le temps de faire arriver les bagages et le parc d'artillerie; ce qui donna à lord Wellington le temps d'exécuter sa manœuvre du passage de la gauche à la droite du Mondego; il fit prendre posi-

(1) Lettre du maréchal Masséna au maréchal Bessières.

tion au centre et à l'aile gauche de son armée sur la Sierra de Buzaco, qui se trouve perpendiculaire au cours du Mondego, et couvrit ainsi Coïmbre, ne laissant à Ponte-Murcello que le corps aux ordres du général Hill.

Le maréchal Masséna quitta Vizeu le 24, et arriva le 26 devant la position de Buzaco, occupée, à l'exception du corps du général Hill, par toute l'armée alliée anglaise et portugaise. La cavalerie anglaise observait la plaine en arrière de l'aile gauche.

La Sierra de Buzaco est une haute chaîne de montagnes, qui de Montego s'étend vers le nord : sur le point le plus élevé de cette chaîne, environ à deux milles de celui où elle se termine, est situé le couvent de Buzaco. La Sierra de Buzaco se lie par une suite de pays montagneux avec la Sierra de Caramula ; et presque sur la même ligne que la Sierra de Buzaco, est une autre chaîne de montagnes semblables, appelée la Sierra de Murcella : toutes les routes qui de Coïmbre se dirigent vers l'est, conduisent à l'une ou à l'autre de ces Sierras : le passage en est très-difficile pour une armée.

Pour arriver au sommet de chacune de ces chaînes, il faut des deux côtés gravir des pentes très-roides.

Le maréchal Masséna tenta audacieusement, et peut-être témérairement, d'enlever cette forte position, le 27 septembre. Deux relations de la bataille

de Buzaco, l'une du lord Wellington, l'autre du maréchal Masséna, s'accordent sur les points principaux; savoir, que les Français firent des tentatives réitérées pour chasser les alliés des montagnes; qu'ils déployèrent dans leurs attaques beaucoup d'audace et de persévérance, mais qu'ils furent repoussés avec grande perte : dans une lettre au comte de Liverpool, lord Wellington ajoute les particularités suivantes : « Durant l'attaque de la Sierra de Buzaco, quoique presque toute l'armée française composée des corps de Ney, Junot et Régnier, montant ensemble de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, fût sous les armes, vingt à vingt-cinq mille hommes seulement prirent part à l'action, et du côté de l'armée anglaise, qui était de soixante à soixante-dix mille hommes, un nombre aussi petit en proportion. La ligne anglaise occupait une espace de trois lieues. Les troupes anglaises étant en position sur la montagne de Buzaco, lord Wellington, dans l'attente d'une attaque, donna cet ordre général, que si l'ennemi venait à gravir la montagne et à attaquer, les soldats le laissassent approcher, et qu'après une seule décharge ils tombassent sur lui à la baïonnette. D'après la nature du terrain, l'artillerie française ne pouvait être pointée avec avantage contre les alliés, tandis que l'artillerie de ceux-ci faisait de grands ravages dans les rangs des Français. Durant tout le combat, le maréchal Masséna dirigea les mouvements en personne : tous les généraux commandants des corps étaient à la tête de leurs

divisions respectives. A cette époque, la force des troupes portugaises était de trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille étaient avec lord Wellington ; le reste était réparti dans les garnisons d'Abrantès, Santerem, fort St-Julien, et autres forts aux environs de Lisbonne.

La relation donnée par le maréchal Masséna, de la bataille de Buzaco, porte un caractère de modération et de vérité; elle est peu différente de celle de lord Wellington : « Ayant reconnu la position de Buzaco, dit-il, je fis faire une attaque sur « la gauche par le second corps, et sur le centre par « le sixième; le huitième resta en réserve : cette position est certainement une des plus fortes du Portugal; cependant le général Régnier gagna le sommet de la montagne, et il commençait à s'y établir, « lorsque le général Hill, à la tête d'un corps de vingt « mille hommes, en colonnes serrées, attaqua nos « troupes qui, harassées de fatigue, commençaient « à se former sur la chaîne de montagnes, et les en « repoussa. Cette retraite, soutenue par une forte « réserve, se fit en bon ordre, et le second corps « reprit sa première position. Au centre étaient les « divisions Loison et Marchand. La première fit une « attaque sur la droite du chemin qui conduit au « couvent de Buzaco, et la seconde sur la gauche : « le général Loison étant obligé de gravir une « montagne très-escarpée pour rejoindre la grande « route, y parvint après de grands efforts; mais il

« n'avait pas eu assez de temps pour s'y former et « s'y établir, que deux colonnes anglaises arrivèrent « les rangs serrés et protégées par une nombreuse « artillerie, chargèrent cette division et la forcèrent « à la retraite : le général Marchand, qui devait sou- « tenir l'attaque, prit position pour arrêter l'ennemi. « Les Anglais n'osèrent pas avancer à plus de trois « cents toises de leur ligne de bataille : le reste du jour « se passa en escarmouches. Ayant attentivement re- « connu cette position, que lord Wellington ne se « serait pas hasardé à occuper, s'il n'avait pas pensé, « comme moi, qu'elle était extrêmement forte, j'ar- « rêtai de suite mon plan, et je m'efforçai d'obtenir « par mes manœuvres un avantage qui autrement « aurait coûté beaucoup trop de braves. Afin de te- « nir l'ennemi en incertitude sur mes mouvements, « j'envoyai des reconnaissances d'infanterie et de ca- « valerie vers la droite et vers la gauche. D'après les « avis que je reçus, je me déterminai à tourner l'ar- « mée anglaise par ma droite. La position du pont « de Murcella, que l'ennemi avait fortifié, et sur « lequel il pouvait faire un mouvement de flanc par « les montagnes de Pen-Acerva, lui facilitait les « moyens d'y porter toutes ses forces en moins de « deux heures, tandis que la route de Sardas traver- « sant le col de Caramuella, me portait à Bojaloo, « dans un pays ouvert et fertile. Ce mouvement « tournait la gauche de l'ennemi, et me donnait les « moyens de manœuvrer sur son flanc. Le 28, à

« six heures du soir, je quittai la position de Moira, « et je marchai sur Bojaloo. Le huitième corps, « qui n'avait pas souffert, forma l'avant-garde; le « sixième fut placé au centre, et le deuxième à l'ar- « rière-garde. Tous mes blessés suivirent sur les « caissons de l'artillerie et sur des bêtes de somme. « L'ennemi s'apercevant après minuit de cette ma- « nœuvre, marcha en grand désordre vers Coïmbre, « après avoir détruit toutes ses munitions, et brûlé « ses magasins. »

Cette lettre du maréchal Masséna au prince de Neuchâtel, datée de Coïmbre le 4 octobre, fut interceptée en Portugal. Le maréchal Masséna évaluait la perte des Français en tués et blessés à trois mille hommes, compris les officiers, dont plusieurs, entre autres les généraux Simon et Graindorge, l'étaient grièvement. Ce dernier mourut de ses blessures.

Tandis que les Français, ayant tourné la position des Anglais à Buzaco, étaient en marche par un chemin détourné pour Coïmbre, lord Wellington, par une route directe, y arriva avant eux, le 30 septembre; mais Coïmbre n'était pas une position où l'on pût s'opposer avec avantage aux forces des Français; il envoya, ce jour même, son avant-garde sur la rive gauche du Mondego, et continua le jour suivant sa retraite, à marches forcées, par Sombas, Legria et Alcobaca, sur les positions fortement retranchées près de Torrès-Vedras, où il arriva le

9 octobre. Les alliés restèrent peu de temps à Coïmbre; mais il leur suffit pour détruire les magasins qui s'y trouvaient. Cependant ceux établis à Figuièras, au confluent du Mondego, qui étaient plus considérables, tombèrent au pouvoir des Français. Au moment où lord Wellington se porta sur la rive gauche du Mondego, il laissa quelques corps de cavalerie sur la rive droite, afin de donner plus de temps pour évacuer Coïmbre. Les habitants de cette ville et ceux de toutes les autres à travers lesquelles l'armée alliée passa, l'accompagnèrent dans sa retraite, emportant avec eux leurs effets les plus précieux. On détruisit tout ce qui pouvait être de quelque usage à l'armée française. Les habitants de Coïmbre, après avoir enlevé tout ce qu'ils purent, engagèrent les soldats anglais à suivre cet exemple, et à jeter dans le Mondego les provisions qu'ils ne pouvaient emporter. On en fit de même à Figuièras. La peinture tracée par le maréchal Masséna de de ce déplorable évènement n'est point exagérée. « L'ennemi, dit-il, brûle et détruit tout à mesure « qu'il évacue le pays; il force les habitants à aban- « donner les maisons sous peine de mort : Coïmbre, « ville de vingt mille ames, est déserte; nous ne « trouvons aucunes subsistances; l'armée se nourrit « de blé de Turquie et de quelques végétaux restés « dans la terre (1). »

(1) Lettre du maréchal Masséna au prince de Neuchâtel, datée de Coïmbre, le 4 octobre 1810.

Tous les habitants s'étaient effectivement enfuis de Coïmbre, laissant la ville absolument déserte, conformément aux ordres donnés par la régence. La route de Lisbonne était encombrée. Les mères emportaient leurs enfants au berceau; toutes les routes de Saint-Thomas et des autres villes voisines de Lisbonne étaient également couvertes d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le gouvernement et les habitants de Lisbonne, surtout ceux des hautes classes, reçurent les réfugiés avec empressement, et adoucirent par les secours qu'ils leur prodiguèrent les sacrifices qu'ils faisaient à la cause commune. Le parlement et la nation britannique vinrent aussi au secours de ces infortunés. La chambre des communes vota une somme de cent mille liv. sterl., et une souscription volontaire produisit une somme au moins égale.

On a remarqué dans les différentes guerres conduites par l'empereur Napoléon, qu'il s'écartait rarement de certaines règles qu'il s'était faites; ses principales maximes étaient d'amener aussitôt que possible, les opérations à un engagement décisif, de se porter avec impétuosité et des masses supérieures, contre les forces de l'ennemi, et s'il ne pouvait l'envelopper, de séparer ses ailes, en perçant à travers son centre; mais surtout de le surprendre par la célérité des mouvements, sans attendre l'établissement des magasins, sans encombrer son armée de bagages superflus, et même avant la réduction des

places fortifiées qui se trouvaient sur la ligne d'opération. L'avantage de ce système de guerre avait été prouvé par la conquête du Milanais en 1796, par les victoires d'Ulm et d'Austerlitz en 1805, par celles de Iéna et d'Auerstædt en 1807 et celle de Ratisbonne en 1809. Toutefois Napoléon avait reconnu que ce système n'était pas applicable à la guerre d'Espagne et de Portugal, à cause de la nature du pays, et parce que le grand nombre de places fortes, de lieux fermés, et de positions respectables donnait aux armées nationales et à leurs puissants auxiliaires les moyens de prolonger la lutte et de rendre de plus en plus difficile le succès d'une invasion. Il fallait nécessairement revenir à la guerre méthodique, et la prudence du lord Wellington obligeait à s'y astreindre. Cependant après la prise de Ciudad-Rodrigo, le maréchal Masséna n'hésita pas à s'avancer avec la plus grande célérité et sans magasins, à travers la province de Beira, vers les rives du Tage en Estramadure : il espérait trouver en Portugal des subsistances, comme il l'avait fait en Italie et en Allemagne. D'après l'idée qu'il s'était faite du caractère du général anglais, le maréchal ne pensait pas qu'il opposerait aux Français le système de guerre de Fabius (1). Avant la prise de Ciudad-Rodrigo et d'Al-

(1) Les obstacles que l'armée de Portugal a rencontrés, dit *le Moniteur*, viennent d'un système inactif de défense profondément combiné, et qui a été exécuté avec une bar-

meïda, Masséna s'était flatté d'amener l'armée anglo-portugaise à une action générale; on reprocha même à lord Wellington de n'être pas venu au secours de ces deux places; mais il n'entrait pas dans son plan de risquer d'affaiblir son armée par des entreprises hardies, qui en cas de succès n'auraient pas décidé la campagne, et qui, en cas de revers, auraient été désastreuses puisqu'elles auraient causé la ruine des Anglais et entièrement perdu la péninsule.

L'objet du général anglais dans cette campagne, était de défendre le Portugal, et en même temps d'occuper une portion considérable des forces françaises qui eussent été employées sur d'autres points, et auraient peut-être achevé la soumission de l'Espagne. A raison de son infériorité en nombre, du mauvais état et de l'indiscipline des troupes portugaises, il agit sagement en se tenant sur la défensive. Dans ce système de guerre prolongée, les troupes portugaises furent exercées et aguerries : elles furent, pour la première fois, mises sérieusement en action dans la position avantageuse des hauteurs escarpées de Buzaco. Le courage et la fermeté qu'elles y déployèrent augmentèrent leur confiance et celle du chef de l'armée alliée. Lorsqu'il jugea que la position de Buzaco n'était plus tenable, il se retira en bon ordre sans chicaner le ter-

---

barie unique dans nos guerres européennes, pour l'honneur des états et de l'humanité.

rain, jusqu'à ce qu'arrivé plus près de Lisbonne, il se trouva à portée de ses ressources, dans des positions qu'il avait fait retrancher avec le plus grand soin, et qui étaient tellement fortes par la nature et par l'art, qu'il pouvait s'y maintenir contre les efforts des Français. Par une suite de l'entière dévastation du pays, l'armée du maréchal Masséna continuellement harcelée sur ses derrières par les milices portugaises, dut bientôt se trouver réduite à la plus grande détresse; plus elle avançait, plus ses besoins augmentaient.

L'armée française entra à Coïmbre le 1er octobre, le jour même que le principal corps des alliés quitta cette ville. La cavalerie anglaise qui avait été laissée pour protéger la retraite des habitants, fit seulement quelque démonstration de résistance. Le 2, le maréchal Masséna poussa son avant-garde jusqu'à Condeixa, et donna ordre à sa cavalerie légère de s'emparer de tous les chemins qui viennent aboutir à la grande route de Lisbonne. Il ne trouva pas à Coïmbre les ressources sur lesquelles il avait compté. Les approvisionnements de toute espèce avaient été emportés ou détruits; il s'était mis en marche d'Alméida avec des vivres pour trois jours seulement: il en trouva une petite quantité à Vizeu; mais avant qu'il eût atteint Coïmbre, son armée ne vivait plus que de maïs, que les soldats portaient dans leurs havre-sacs, tous les moulins avaient été brisés: il laissa ses malades et ses blessés à Coïmbre dans

deux couvents retranchés, les confiant à la garde de trois mille cinq cents hommes seulement ; il ne pouvait pas disposer d'un plus grand nombre : la meilleure garde, disait-il, qu'il pût leur donner, était de battre l'ennemi, et de le repousser jusqu'à ses vaisseaux mouillés dans le port de Lisbonne. Quoiqu'il n'eût pas de magasins, et que vingt mille hommes de milices portugaises se trouvassent sur ses derrières, il continua son mouvement avec toutes ses forces et suivit aussi vivement que possible la marche des alliés dont l'arrière-garde avait chaque jour de légers engagements avec la cavalerie française. Ce ne fut que le 14 octobre, que faisant en personne la reconnaissance des retranchements des Anglais, il vit la situation dangereuse où son ardeur et sa confiance l'avaient conduit.

La grande position des alliés consistait en une ligne de hauteurs fortement retranchées, depuis Alhandra sur le Tage jusque à Torres-Vedras, environ à trente milles de Lisbonne, et de là à l'embouchure du Fissandro. Derrière cette première ligne, étaient deux autres lignes de retranchements et de redoutes, qui s'étendaient d'Éricayra et de Mafra sur la mer, jusqu'au Tage ; une de ces lignes qui était la plus proche de celle de Torres-Vedras, pouvait être efficacement défendue avec vingt mille hommes ; et l'autre, qui était la plus voisine de Lisbonne, avec la moitié de ce nombre. Ces lignes étaient garnies d'une quantité immense de grosses

pièces d'artillerie. Indépendamment de cette triple ligne, on avait construit des redoutes à Penniche, Obidoz et autres lieux : les collines étaient retranchées sur la gauche de la position : toute la côte depuis Vinniera jusqu'à l'embouchure du Tage, était hérissée de redoutes garnies d'artillerie; sur la droite, les rives du Tage étaient flanquées de chaloupes canonnières. On avait aussi, dans divers endroits, pratiqué des mines prêtes à jouer; enfin, presque tout le pays jusqu'au Mondego, ressemblaît à une immense place fortifiée en forme de croissant. Les alliés avaient réuni dans les lignes de Torres-Vedras, d'Éricayra et de Mafra, défendues par soixante-dix à quatre-vingt mille combattants, toutes les denrées du pays à travers lequel ils avaient fait leur retraite : ayant d'ailleurs Lisbonne derrière eux, ils étaient abondamment pourvus de toutes les choses dont ils pouvaient avoir besoin.

Les troupes françaises, afin de pourvoir plus aisément à leur subsistance, et de les préserver des effets de la saison, furent réparties sur une ligne étendue de cantonnements, en face de l'armée alliée. Le quartier-général fut établi à Alentquer : dans les parties où les villages étaient éloignés les uns des autres, la chaîne des cantonnements était complétée par des camps barraqués. Cette ligne qui comprenait la forte position de Monte-Junto, s'étendait de la mer au Tage, et toutes les forces qui l'occupaient étaient postées de telle manière qu'elles pouvaient

être réunies dans l'espace de quatre heures. Le corps du centre était stationné à Sobral ; la droite à Otta et Villa-Nova, et la gauche à Villa-Franca. Une division de dragons occupait Alventre, afin de couvrir le flanc droit et de le garantir des attaques d'une divison de cavalerie anglaise stationnée sur le Fissandro; les Français ne purent maintenir l'appui de leur gauche, la position de Villa-Franca, à cause des feux de la flottille de chaloupes canonnières; l'amiral Williams eut ordre de remonter le Tage avec toutes les chaloupes et les pontons, afin de couvrir, s'il y avait lieu, le passage de l'armée anglaise sur l'autre rive du fleuve.

Le maréchal Masséna ayant reconnu les positions des alliés, se borna à retrancher la sienne, à prendre Monte-Junto, et à réunir des bestiaux, des grains et des raisins secs pour la subsistance de son armée. Tous les mouvements, les changements, ou les détachements qu'il faisait, n'avaient plus d'autre objet : ses cantonnements limités par le Tage, furent bientôt resserrés de plus en plus par les milices portugaises. Le général Silviera, avec son corps détaché, occupait les routes d'Alméida à Francoso, Celerico et Guarda. Le colonel Trent se jetant sur les derrières, entra le 7 octobre à Coïmbre où il fit cinq cents prisonniers, presque tous malades où blessés à la bataille de Buzaco. Le jour suivant, le général Wilson arriva dans cette ville avec son détachement : il s'était emparé de trois cent cinquante chevaux

de trait qui avaient été laissés en arrière de l'armée française, pour ramasser des vivres. Ce général, à la tête d'un détachement d'infanterie et de cavalerie, s'avança par Condéixa, et occupa la route entre Coïmbre et Leyria. Les garnisons portugaises de Penniche et d'Obidoz, et la cavaleric anglaise firent sur le flanc droit des Français une petite guerre fort destructive. Les détachements envoyés pour aller à la recherche des vivres, étaient surveillés de si près et tellement harcelés par les milices portugaises et la cavalerie anglaise, que le maréchal Masséna n'était réellement maître d'aucune autre partie de territoire que de celle où était postée son armée. Les Français trouvèrent d'abord du blé et du millet qu'ils faisaient bouillir, ou qu'ils broyaient avec des moulins à bras; mais cet approvisionnement bientôt épuisé, devint si difficile à renouveler, que les soldats se nourrissaient, le plus souvent, de la chair des bestiaux avec des raisins secs ou d'autres fruits, à défaut de toute substance farineuse; une de leurs plus grandes privations fut le manque de sel. A la fin d'octobre, il ne restait presque plus de bétail, de sorte que dans les premiers jours de novembre, les soldats français commencèrent à manger la chair des chevaux et mules : la détresse devint extrême; la difficulté de réparer la chaussure du soldat et l'impossibilité de la refaire augmentait encore sa misère. Un corps de trois à quatre mille hommes que le maréchal Masséna avait laissé sur le *Mondégo*,

avait été tellement resserré qu'il fut obligé, après une honorable mais inutile résistance, de se rendre à discrétion. Les prisonniers furent envoyés à Oporto, et trois mille cinq cents fusils tombèrent entre les mains des Portugais : ce ne fut qu'avec peine que le colonel Trent qui escorta lui-même ses prisonniers, parvint à les sauver de la fureur des paysans : ils furent pillés et quelques-uns tombèrent victimes de la rage de ces forcenés.

Plus le général français restait forcément inactif devant les lignes de l'armée anglaise, plus les difficultés de sa position augmentaient; les fortes pluies qui tombaient dans cette saison, la rendirent encore plus facheuse. On ne pouvait faire avancer la grosse artillerie : le Mondégo était débordé : le maréchal Masséna se trouvait, pour ainsi dire, investi dans ses positions : il ne pouvait attaquer les alliés; c'eût été une coupable et vaine témérité, et sa retraite vers le nord était presque impossible. Menacé d'une famine absolue, le maréchal Masséna n'avait que le choix des difficultés, savoir: de s'efforcer, en étendant ses cantonnements, de se maintenir sur la rive droite du Tage, jusqu'à ce qu'il reçût des renforts en hommes et des secours en munitions et en vivres, ou de faire une tentative désespérée pour traverser le Tage et se soutenir dans l'Alentejo; ce qui cependant n'aurait pas pu être de longue durée, parce que cette province est très-pauvre. Cependant, pour détourner l'attention

des alliés, il fit construire des chaloupes, des pontons, et des ponts-volants; tandis que dans le même temps, il faisait des mouvements pour remonter le fleuve, se portait d'Alentquer à Santarem qu'il fortifia par des retranchements et des inondations. La position de l'armée française formait un triangle dont Santarem et le Tage étaient la base, la Zezere un des côtés, et la chaîne des montagnes l'autre. On jeta des ponts sur la Zezere, et un corps de troupes fut stationné à Punhete qu'on avait aussi fortifié. Dans les mois de novembre et de décembre, la cavalerie, au nombre de neuf à dix mille hommes, fut dispersée dans des cantonnements le long de la rive droite du Tage, et jusqu'aux confins du haut Beira. Des redoutes furent construites sur différents points du même côté du fleuve; ainsi le rayon dans lequel le maréchal Masséna pouvait faire des subsistances se trouvait un peu plus étendu; et il attendait les renforts et les vivres qu'il espérait recevoir du maréchal Mortier, et des généraux Drouet et Gardanne. Le corps du général Drouet, fort de douze mille hommes, arriva dans les premiers jours de décembre, avec un convoi considérable; et quelques semaines après, il reçut celui du général Gardanne, à peu près de la même force. Vers la fin de ce mois, des détachements du corps du maréchal Mortier, et de celui du maréchal Soult, au nombre de quatorze mille hommes, ayant quitté l'Andalousie, s'avancèrent sur la rive gauche du Tage, à travers

l'Estramadure, au moment où le général Drouet s'avançait par la vallée du Mondégo : le général Wilson, pour éviter une lutte inégale, abandonna Coïmbre, et se retira sur Espinhal.

Il y avait alors quelque apparence que la fortune allait changer et devenir favorable aux Français; mais lord Wellington resta fortement attaché à son plan de défense; il pensait que si les renforts envoyés au maréchal Masséna, et ceux qui étaient en route, n'étaient pas en état de protéger ses convois contre les attaques des corps nombreux qui le harcelaient sur son flanc droit et sur ses derrières, et de couvrir l'établissement de magasins, ils ne feraient qu'aggraver les souffrances de son armée. L'enthousiasme des Portugais était porté au plus haut degré, tout le pays était en armes; les soldats de marine de la flotte anglaise furent débarqués pour former la garnison de Lisbonne, et les troupes qui la composaient furent envoyées pour renforcer l'armée alliée, qui fut encore augmentée par l'arrivée de dix à douze mille hommes sous les ordres du marquis de la Romana. On avait retiré de Cadix la plus grande partie des troupes anglaises qui s'y trouvaient, et d'autres régiments arrivaient de la Méditerranée et de Gibraltar. Les bords du Tage étaient flanqués par les chaloupes canonnières anglaises; et sept sloops ou corvettes eurent ordre de remonter ce fleuve. Des retranchements considérables furent élevés à la rive gauche, afin de protéger

la navigation. La presqu'île formée par la petite baie de Moita, près Aldea-Gallega sur le Tage, et celle de St-Ubes, vis-à-vis Setuval, fut, à tout évènement, coupée par une double ligne de retranchements garnis de grosse artillerie, et défendus par un corps de trois mille matelots : de cette manière, les Français ne pouvant pas s'avancer sur Almoda, vis-à-vis Lisbonne, projet qui aurait pu être exécuté par le maréchal Masséna, les corps des généraux Hill et Beresford furent portés sur la rive méridionale du Tage, tandis que lord Wellington, avec le principal corps d'armée, restait campé à Cantaxo, sur le front de la grande ligne de Torres-Vedras. De quelque côté qu'une attaque fût entreprise, la flotte anglaise était prête à y porter des renforts. Le nombre de troupes qui pouvaient être mises en action dans l'espace de quelques heures, a été diversement évalué; il semble toutefois par des documents officiels français et anglais, que les deux armées étaient à peu près égales en nombre, c'est-à-dire que, de chaque côté, elles s'élevaient de quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille hommes. S'il y avait quelque avantage, il était probablement du côté des alliés : telles étaient les positions et les forces respectives de l'armée française et de l'armée alliée en Portugal à la fin de l'année 1810.

CHAPITRE V.

Un corps français est dirigé contre Badajoz. — Son objet. — Efforts du maréchal Masséna contre l'armée de lord Wellington. — Adresse de la junte de Badajoz à la nation espagnole. — Guerre de Guérillas. — Caractère de leurs chefs. — Système combiné des Français. — Réunion des Cortès. — Conduite politique du roi Joseph. — Difficultés de sa situation. — Mesures de conciliation. — Vain espoir de pacifier l'Espagne.

Un corps, sous les ordres du maréchal Mortier, fut dirigé vers le milieu du mois de mars 1810, contre Badajoz. Les Français, ayant échoué dans une attaque contre cette ville, s'établirent à Mérida, Zafra et Santa-Maria. L'investissement de Badajoz fut abandonné pour quelque temps par la nécessité de pousser le siége de Cadix, et d'apaiser les insurrections dans les provinces de Grénade et de Murcie. Cependant l'on fit encore des démonstrations contre Badajoz; les reconnaissances des Français avançaient quelquefois jusque sous les glacis. Ces fausses attaques avaient eu pour objet d'occuper l'armée alliée d'Estramadure, tandis que la véritable invasion du Portugal était poussée par la route de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida. Lorsque les troupes aux ordres

du marquis de la Romana furent tirées de Badajoz, de Campo-Major et de quelques autres points de l'Estramadure pour se réunir à lord Wellington, elles furent remplacées par des Portugais, et par des corps anglais : le siége de Cadix, comme on l'a déja fait observer, ne marchait qu'avec lenteur. Les principaux efforts des Français furent naturellement dirigés contre l'armée alliée aux ordres de lord Wellington. Si le maréchal Masséna avait réussi à forcer les Anglais d'évacuer le Portugal, la conquête et la soumission de toute la péninsule étaient assurées.

Après tous les revers de fortune éprouvés par les Espagnols vers la fin de 1809, ils se convainquirent par des expériences multipliées, que leurs armées étaient absolument hors d'état de se mesurer avec les Français en bataille rangée, et ils eurent de nouveau recours à ce système de guerre irrégulière, qui avait été recommandé par la junte de Séville au commencement de la révolution, et qui avait été suivi durant quelque temps avec succès. La junte de Badajoz publia une adresse à la nation espagnole, pour l'exciter à combattre les Français avec l'énergie même au milieu de leurs triomphes, et donna ordre de lever le plus grand nombre possible de corps détachés. Elle en organisa particulièrement trois de cent cinquante hommes chacun, dont un tiers de cavalerie : elle ordonna également d'en lever de moins nombreux en proportion de la population des pa-

roisses ou des districts de la province, et ces petits corps étaient subordonnés aux trois principaux : l'ordre de la junte désignait aussi les armes dont on devait faire usage : elles se réduisaient à deux seulement : le fusil et le coutelas ; le fusil, pour attaquer les convois et les détachements ennemis dans des embuscades et des surprises : le coutelas, pour des attaques de nuit, ou des combats corps à corps. Des ordres semblables furent publiés par les juntes de Galice et des Asturies. Dans toute l'étendue de l'Espagne, même dans les provinces les plus fréquemment parcourues, et en partie occupées par les Français, comme celles de la Vieille-Castille, de Léon, de Navarre, d'Aragon, de Catalogne, de Valence, de Murcie et de Grénade, l'on forma, sans l'intervention d'aucune autorité publique, des bandes armées pour tomber à l'improviste sur les Français et leurs partisans, arrêter leurs convois, enlever leurs avant-postes, surveiller et harceler leurs patrouilles, surprendre les trainards, faire des attaques quand on avait l'avantage du nombre, et se mettre en embuscade quand la sûreté dépendait de la fuite : ces bandes devaient se réorganiser d'elles-mêmes, revenir à la charge, résister et se multiplier par la rapidité de leur marches et la connaissance qu'elles avaient des routes et des défilés. Parmi les chefs les plus renommés des partis de guérillas, l'on remarquait Longa dans la Galice et les Asturies, Mina dans le nord de la Castille, Santochilaes dans

la province de Léon, don Juan Sanchez près de Salamanque, le baron d'Éroles dans l'Arragon, et l'Empecinado, dans le voisinage de Madrid (1).

Après la retraite du lord Wellington et la défaite complète de la principale armée espagnole, commandée par le général Ariesaga, les troupes françaises furent dispersées sur différents points et à de grandes distances, afin de faciliter leur subsistance et de tenir dans la soumission le pays qu'on venait de conquérir. L'armée alliée présentait une force formidable sur la frontière d'Espagne. Les Français, afin de poursuivre leur grand dessein, la réduction de Cadix et de Lisbonne, furent obligés de concentrer leurs forces. Ce mouvement produisit l'effet d'une diversion dont les guérillas profitèrent. Plusieurs villes, auparavant occupées par les Français, tombèrent entre les mains de ces partisans; entre autres Oviédo et Gijon dans les Asturies. Quand les divisions françaises furent rassemblées pour s'opposer aux armées réunies de lord Wellington et du général Cuesta, les guérillas, prenant leurs avantages, parcoururent le pays en différentes directions. Lorsqu'après la

(1) L'Empecinado. — C'est par ce surnom qu'on distinguait un chef dont le véritable nom était *Martin*, et dont toute la famille avait péri de la main des Français; l'Empécinado jura de consacrer sa vie à venger les siens, et de ne poser les armes tant qu'il resterait un seul Français en Espagne. Il réunit en peu de temps une troupe de 1200 hommes qui fut progressivement portée à plusieurs milliers.

retraite de Talaveyra, les troupes françaises revinrent dans leurs anciens cantonnements, les guérillas furent dispersées, mais non soumises; car, au départ de ces mêmes troupes, pour rejoindre le maréchal Masséna, les guérillas se montrèrent de nouveau en force et avec plus d'audace qu'auparavant. Ainsi, en raison de ces mouvements alternatifs de concentration des troupes françaises pour combattre en bataille rangée, et ensuite de la dispersion des différentes divisions, afin de pourvoir à leur subsistance dans un pays pauvre, épuisé et résolu de conserver son indépendance au prix des plus grands sacrifices, la guerre semblait devoir être interminable. A mesure que les guérillas augmentèrent en nombre et en audace, les Français se virent dans la nécessité d'envoyer des escortes de plus en plus fortes pour protéger leurs courriers, leurs convois, contre ces partis qui attaquaient sans cesse leurs derrières, empêchaient les communications, interceptaient les vivres, et qui, par le butin qui tombait entre leurs mains, s'indemnisaient des ravages commis dans les provinces par les troupes françaises. La misère à laquelle le pays était réduit devenait si grande, qu'elle forçait beaucoup de jeunes gens à entrer dans les guérillas, comme le seul moyen de subsistance. L'on voit par les lettres des généraux français qu'ils étaient continuellement dans la nécessité de disperser leurs divisions, afin de maintenir la tranquillité dans les provinces conquises,

d'en imposer à la population, et de la tenir dans l'obéissance. Les Français, malgré la supériorité de leur nombre, n'étaient pas en état d'envahir à la fois toutes les parties de l'Espagne. Attaqués de tous côtés, ils ignoraient le nombre des ennemis qu'ils avaient à combattre. Pas un espion ne les servait, si ce n'était pour les faire tomber dans des embuscades. Les guérillas dispersées sur un point reparaissaient réorganisées sur un autre. De nouveaux corps armés, qu'on croyait anéantis, semblaient sortir de dessous terre.

Un convoi considérable, destiné pour la solde de l'armée française, fut intercepté dans la nuit du 10 octobre entre Bayonne et Madrid, par le fameux partisan Mina. L'escorte de ce convoi, d'abord composée de trois cents hommes, avait été renforcée par trois cents autres, envoyés par le gouverneur de Gomara. Tout fut dispersé ou pris par cinq cents hommes aux ordres de Mina; il s'empara de douze voitures chargées d'argent, de soixante prisonniers, de trente chevaux et de beaucoup d'armes et de munitions. Un convoi de six mille fusils et d'autant d'uniformes, expédié de Bayonne aux troupes qui occupaient les Asturies, fut également pris en route. Dans les environs de Madrid, un corps de huit mille hommes, commandé par l'Empecinado, portait la terreur jusque sur le trône. L'on dit, dans un journal espagnol, que, vers les premiers jours de septembre, l'oncle et le successeur de Mina dans le

commandement de sa troupe, mit en déroute huit cents Français : il mit Pampelune à contribution, en la menaçant de l'affamer. Vers la fin de 1810, lorsque le nombre des guérillas se fut prodigieusement accru, en même temps que les milices et l'Arduenza portugaises se portaient en grande force sur les derrières du maréchal Masséna, les escortes les plus fortes étaient insuffisantes : en novembre, un corps français d'infanterie et de cavalerie, fort de trois mille hommes, passant le Zezere, et traversant le Bas Beira, se dirigea vers la frontière d'Espagne, du côté de Castel-Branco, uniquement pour assurer le passage d'un courrier, et obtenir des renseignements. On pourrait citer beaucoup d'autres exemples de succès obtenus par les guérillas dans ce genre de guerre, et de leur ardeur à multiplier les obstacles aux communications, aux moindres mouvements partiels des troupes françaises. Les gendarmes établis à chaque relais sur les grandes routes ne pouvaient s'y maintenir; les colonnes mobiles n'attaquaient que rarement ces guérillas, dont rien ne pouvait égaler l'audace et l'activité.

Cependant les Français, maîtres des forteresses, de presque tous les ports de mer, des villes et des points principaux de communication entre elles, marchaient avec assurance à la conquête du pays. Quoique inquiétés, ils s'affermissaient dans la possession des plus belles provinces de l'Espagne. La

guerre irrégulière que faisaient les guérillas retardait seulement, mais n'aurait pas, à la longue, empêché l'entière soumission au nouveau gouvernement. Les armées espagnoles désorganisées, disséminées, agissaient, pour ainsi dire, au hasard et sans se concerter, il n'y avait aucun plan fixe, aucune combinaison. Les éléments d'une bonne armée se trouvaient partout dans ce chaos; l'esprit régulateur, le point central n'étaient nulle part.

Dans cet état de choses, tous les espagnols éclairés ne voyaient de salut que dans la convocation des cortès; c'était le vœu de toute la nation. La junte suprême se hâta de le remplir : voici quelle fut la forme d'élection.

Chaque paroisse, réunie en assemblée générale, devait nommer un électeur. Les électeurs, ainsi choisis dans la paroisse, devaient se réunir dans la principale ville de la province pour nommer un député aux cortès générales. Les députés destinés pour les cortès extraordinaires devaient être élus à la majorité des voix. Chaque province avait à fournir un député pour représenter trente mille ames. Le nombre des députés de chaque province était fixé; il y avait en tout trente-deux provinces, et le nombre total des députés était porté à deux cent huit. Soixante-dix-huit suppléants furent nommés pour siéger en cas de décès des députés. Chacune des juntes provinciales devait fournir un député aux cortès générales. Les villes qui en avaient envoyé en

1709 (1) devaient en fournir de nouveaux dans les circonstances actuelles. Les élections devaient se faire publiquement, et tous les membres se réunir à Cadix le 1er mars 1810.

L'élection des députés aux cortès eut lieu même dans les provinces occupées par les Français; et c'est un des mouvements des plus remarquables et des plus caractéristiques de l'esprit public en Espagne, que cette élection s'opérât au milieu des commotions de la guerre. Dans la Manche, plusieurs partis s'étant réunis, et ayant à leur tête l'intendant Herro, marchèrent successivement à l'œuvre des élections, attaquant les Français dans quelques villes, se défendant dans d'autres pendant la durée de ces opérations, et obtenant partout l'objet désiré. La même chose eut lieu dans le Guadalaxara et dans d'autres provinces. Cependant lorsque les cortès ouvrirent leurs séances, le nombre des députés était loin d'être complet; mais plus tard, pas un seul ne manqua de s'y rendre. Cette convocation fut un évènement d'une si grande importance, que nous croyons, malgré la concision de cet abrégé historique, devoir y rappeler quelques détails d'une trans-

(1) Les Cortès se réunirent au commencement du règne de Charles IV, comme elles l'avaient fait sous celui de Charles II, ainsi qu'à l'époque de l'avènement des Bourbons au trône d'Espagne, et dans un petit nombre d'autres occasions. Mais depuis le règne de Philippe II, leurs séances n'avaient été qu'un pur objet de forme.

action à jamais mémorable par ses effets immédiats et par ses conséquences ultérieures. Le 14 février 1810, le conseil de régence d'Espagne et des Indes publia, au nom du roi Ferdinand VII, une sorte de décret supplémentaire. Le conseil, considérant la nécessité sérieuse et urgente de l'assistance des cortès extraordinaires dont les députés devaient être rassemblés des diverses possessions espagnoles en Europe, en Asie et en Amérique, lesquels députés devant former la représentation légale des habitants dans un tel congrès, de qui dépendait la restauration et la félicité de toute la monarchie, rendit le décret suivant :

« Les gouvernements ci-après désignés auront part « à la représentation des cortès, savoir : les vice-« royautés de la Nouvelle-Espagne, le Pérou, Santa-« Fé et Buenos-Ayres; et les dépendances de Porto-« Ricco, Cuba, Santo-Domingo, Guatimala; les « provinces de Venezuela, du Chili, et les îles Phi-« lippines. Un député sera nommé pour chaque ca-« pitale de ces différentes colonies. L'élection sera « faite par l'assemblée des capitales qui nommera « d'abord trois personnes nées dans la province, « entre lesquelles on en choisira une pour député de « la province. Toute difficulté qui viendrait à s'éle-« ver dans le cours de l'élection sera d'abord apla-« nie par la décision du vice-roi, ou gouverneur, de « concert avec le conseil public. Aussitôt après l'é-« lection, le député recevra son diplôme de l'assem-

« blée : celle-ci lui remettra aussi les instructions « qu'il lui plaira de donner sur les objets d'un in- « térêt général ou local. Lorsque le député aura reçu « ces instructions, il se rendra directement en Eu- « rope par la voie la plus prompte, et ira débarquer « dans l'île de Majorque, où les représentants de « l'Amérique seront convoqués pour attendre l'épo- « que des sessions des cortès. Les assemblées électo- « rales fixeront ce qui devra être alloué aux députés « pour les frais de leur voyage et leur traitement. « Mais, comme rien ne contribue plus à rendre res- « pectables les représentants d'un peuple, que la « tempérance et la modération, il sera accordé à « chaque député pour sa subsistance, depuis le mo- « ment de son arrivée à Majorque jusqu'à la fin de « ses fonctions dans les cortès, six dollards par jour, « c'est-à-dire, la somme assignée aux députés des « provinces d'Espagne, etc. »

La réunion des cortès, ajournée à diverses reprises, eut enfin lieu le 24 septembre. Les députés se réunirent dans la salle consistoriale, d'où ils se rendirent à la cathédrale, accompagnés de la régence, au milieu de ces acclamations continuelles : Que Dieu sauve la nation! Vive la nation!.... A leur arrivée dans l'église, le cardinal de Bourbon célébra la messe, et l'évêque d'Orense prononça le sermon; les députés prêtèrent ensuite le serment prescrit, et se rendirent dans la salle désignée pour leurs séances. Le conseil de régence étant assis sur

le trône au-dessus duquel était placé le portrait du roi Ferdinand, le président prononça un discours dans lequel il représenta quelle était la malheureuse situation de l'Espagne, lorsque la régence avait pris les rênes du gouvernement; il exhorta les députés à remplir fidèlement leurs devoirs. L'on dressa alors une déclaration portant que les cortès générales et extraordinaires de la nation étaient légalement réunies, et que le pouvoir souverain résidait en elles : elles reconnurent, proclamèrent Ferdinand VII comme roi des Espagnes et des Indes, lui jurèrent obéissance et fidélité, et déclarèrent les renonciations de Bayonne nulles et non avenues, les considérant comme l'effet de l'injustice et de la violence, principalement en raison de ce qu'elles avaient été faites sans le consentement de la nation. Des trois pouvoirs de l'état, l'assemblée se réserva le pouvoir législatif; elle continua provisoirement l'autorité de la régence, comme pouvoir exécutif, jusqu'à l'établissement d'un gouvernement permanent, à condition que cette régence viendrait dans la salle prêter serment de fidélité aux cortès. La régence obéit sans délai à cet ordre souverain. La continuation des fonctions des autorités civiles et militaires existantes fut décrétée. Une loi établit également que la régence résiderait partout où seraient les cortès, et qu'aucun de ses membres ne pourrait s'éloigner de plus d'une lieue de sa résidence sans la permission de l'assemblée.

Un autre décret ordonna une nouvelle levée de cent cinquante mille hommes, et pourvut à l'équipement et à la subsistance de toutes les armées patriotiques. En même temps qu'on reconnaissait Ferdinand VII comme seul roi d'Espagne, et qu'on déclarait toutes ses possessions particulières au-delà des mers parties intégrantes de la monarchie espagnole, on décrétait que des concessions seraient faites aux provinces d'Amérique. On établit aussi comme loi fondamentale que les habitants de l'ancienne Espagne avaient droit au redressement de leurs griefs. La religion établie fut conservée à l'exclusion de toutes les autres : il fut encore décrété comme principe que le mariage d'un roi d'Espagne ne serait point valide sans le consentement de la nation, et qu'il en serait de même dans le cas où le monarque abdiquerait le trône ou aliénerait les propriétés de la couronne.

Il fut résolu que les cortès prendraient le titre de Majesté; la régence et les autres autorités exécutives, celui d'Altesse, jusqu'à l'arivée de Ferdinand VII, et que le même titre serait donné aux tribunaux supérieurs. Une députation de la junte de Cadix se présenta pour renoncer à ses pouvoirs, et rendre hommage aux cortès.

Don Manuel Lapena, accompagné des généraux et des chefs des corps, réunis dans l'île de Léon, vint féliciter cette auguste assemblée sur son installation si ardemment désirée, et annoncer qu'il était

prêt, tant en son nom, comme général en chef et comme capitaine-général de l'Andalousie, qu'en celui de toute l'armée, à prêter le serment requis; ce qu'il fit à l'instant; et par un ordre du jour daté du lendemain, il annonça à son armée que les cortès étaient l'unique autorité souveraine en Espagne.

Le 27 septembre, le député Arguelles appela l'attention des cortès sur un objet de la plus grande importance, *la liberté politique de la presse*. Ce député exposa qu'il était loin de désirer que l'assemblée prît de suite une détermination sur un point de si haut intérêt, et de tant de conséquence; mais que dans le cas où elle approuverait sa proposition, elle pourrait nommer un comité qui, prenant en considération tout ce qui avait déja été écrit sur cet important sujet, examinerait à fond la question, soumettrait aux cortès le résultat de ses travaux, et indiquerait de quelle manière utile à la nation la liberté politique de la presse devrait être fixée. Deux membres appuyèrent la motion d'Arguelles : sept autres, qui étaient ecclésiastiques, demandèrent que la question fût renvoyée à la décision de l'inquisition. Mais Torrero, un autre ecclésiastique, monta à la tribune, et représenta avec beaucoup d'énergie les maux qu'avait déja causés le défaut de la liberté de la presse, et les avantages qui résulteraient de la libre publication de la pensée. « Il était nécessaire, disait-il, que les cortès suivissent une marche opposée à celle qu'avait prise la junte centrale, en substi-

tuant au silence et à la conduite mystérieuse de ce gouvernement la publicité des séances, et la liberté d'écrire sur les matières politiques. Le public avait le droit, et il était même de son devoir de s'intéresser à la conduite de ses représentants, de les avertir de leurs erreurs, avertissement qui ne pouvait être donné qu'au moyen de la presse : il était toujours indispensable de consulter l'opinion à qui la presse servait d'écho. » Presque tous les membres votèrent pour la motion, et on nomma en conséquence un comité composé de huit membres : il fut d'avis que tous les individus, ainsi que les corps constitués, devaient être en pleine liberté de publier leurs opinions politiques (mais non leurs opinions religieuses), à l'exception toutefois des libelles diffamatoires ou calomniateurs, de ceux qui seraient subversifs des lois fondamentales de la monarchie, des écrits licencieux et contraires à la décence et aux mœurs. L'on devait ensuite adopter et promulguer des lois qui fixeraient les peines qui seraient infligées dans ce cas. Il devait être formé dans le siége du gouvernement une junte suprême de censure, composée de neuf membres, afin d'examiner tous les ouvrages dénoncés par le pouvoir exécutif. Une junte semblable, mais de cinq membres seulement, devait être établie au chef-lieu de chaque province. Trois des neuf membres du conseil suprême de censure et deux des juntes provinciales devaient être ecclésiastiques.

Il fut résolu qu'aucun des députés ne pourrait, durant l'exercice de ses fonctions, ni pendant le cours de l'année suivante, solliciter ou accepter pour lui-même, ou solliciter pour aucune autre personne, aucune pension, faveur, récompense ou distinction honorifique du pouvoir exécutif provisoire, ni de tout autre gouvernement qui pourrait être formé sous quelque désignation que ce fût. Il était néanmoins entendu que ceux qui, par leur rang et leur âge, étaient accoutumés à succéder conformément aux règles et statuts observés dans les corps militaires, ecclésiastiques et civils, seraient exemptés de ce réglement, et qu'en même temps l'on accorderait des récompenses extraordinaires aux personnes qui, suivant l'opinion des cortès, auraient rendu des services éminents au roi et à la patrie.

Il fut décrété que toutes les prébendes non annexées à des offices publics, ou non chargées du soin des ames, seraient dévolues à la trésorerie de l'état.

Toutes les mesures adoptées par les cortès dans les premières semaines de leurs séances furent reçues par le peuple avec l'enthousiasme de la confiance, excepté la continuation provisoire de l'autorité de la régence, devenue très-impopulaire : mais il n'eût pas été prudent d'opérer un changement subit dans l'administration; et si l'assemblée des cortès eût exercé le pouvoir exécutif, la nation n'eût point eu de garantie contre l'anarchie. Bientôt après, les cortès

décrétèrent la dissolution de la régence, et formèrent un conseil exécutif composé de trois membres, Blake, Cismar et Agar. Les membres de l'ancienne régence reçurent ordre de quitter Cadix : l'on nomma un comité pour rédiger une loi d'*habeas corpus*.

Ces premières semences de liberté germèrent rapidement, et les principes de gouvernement populaire se répandirent dans les provinces, surtout dans celles où ils réveillaient le souvenir des anciennes institutions qui limitaient et tempéraient la monarchie. La tribune des cortès, comme celle de l'assemblée constituante de la France, retentissait de discours patriotiques. Les débats étaient fort animés, quoiqu'il y régnât beaucoup de modération, d'accord et de confiance mutuelle entre les membres. La plupart des orateurs s'exprimaient avec abondance et facilité; les discussions étaient publiques, mais les femmes en étaient exclues. Les habitants de Cadix ne pouvaient se lasser d'un spectacle si nouveau. Les journaux qui rapportaient les discours étaient lus avec avidité par toutes les classes : dans les promenades et les places publiques, on voyait se former des groupes au milieu desquels des orateurs déclamaient ou faisaient des lectures, et la même chose avait lieu dans les nombreux ateliers et les manufactures.

Quoique les mesures adoptées par les cortès eussent restreint l'autorité de l'inquisition et du clergé, l'horreur qu'inspirait la domination étrangère ne

permettait dans le moment aucune opposition; et l'opinion populaire, accompagnant d'ailleurs tous les actes du corps législatif, promettait de soutenir avec énergie les efforts du congrès national.

Pendant que les cortès fondaient sur cette opinion populaire leur pouvoir et leurs espérances, le roi Joseph de son côté redoublait de soins et d'efforts pour la capter et grossir le nombre de ses partisans. Ce prince, d'un caractère doux et conciliant, persuadé que, malgré les secours de l'Angleterre, la péninsule serait bientôt soumise par la force des armes françaises, ne songeait qu'à conquérir les cœurs des Espagnols, et n'en perdit jamais l'espoir; erreur bien grande sans doute, mais du nombre de celles dont la cause même est honorable, et que l'histoire ne saurait lui reprocher. Dans cet avengle confiance, il avait publié à Séville un décret pour la convocation des cortès. « Il y a long-temps, disait « le roi Joseph, que la junte se joue de la nation, « avec la promesse d'assembler les cortès; mais elle « a prolongé les délais, parce qu'elle ne voulait « pas renoncer à sa propre autorité : l'Espagne devra « ce bienfait à son roi. » Il divisa le royaume, pour l'administration civile, en quarante-huit préfectures, et pour le gouvernement militaire en quatorze divisions. Dans la province de Grenade et dans quelques autres, les habitants assurèrent le roi Joseph que ses lois seraient exécutées, la tranquillité maintenue, et toute agression repoussée, au moyen de

l'organisation de quelques bataillons ou compagnies volontaires. Ces offres furent acceptées avec empressement; mais une courte expérience prouva qu'on ne pouvait se fier à ces gardes civiques. On forma aussi quelques régiments composés d'Espagnols, qui prêtèrent serment de fidélité au roi, et qui furent distingués par le nom de *juramentados*. Napoléon n'approuva pas ces essais, et dans le mois de février 1811, toutes les compagnies qui avaient été formées pour maintenir la tranquillité dans l'intérieur de l'Espagne furent dissoutes par ses ordres.

C'était une triste et pénible situation que celle du roi Joseph, qui, sans ambition personnelle, occupa deux trônes malgré lui, qui, sans aimer la guerre, combattit bravement pour s'y maintenir, les quitta sans regret et sans y laisser après lui le ressentiment d'un seul ennemi personnel. Sa modération et son ardent désir de se concilier les suffrages de la nation espagnole contrariait les vues de l'empereur Napoléon : celui-ci, déja presque accablé du poids de cette guerre, qui dévorait ses ressources, et préparait la terrible réaction de l'Europe, n'y voyait d'autre issue favorable que le triomphe et l'exemple à donner à tous les peuples de la destruction du seul obstacle qui eût encore arrêté ses armes et sa fortune. Joseph ne voulait pas être l'instrument des vues ambitieuses de son frère; il n'y était point propre, et n'avait aussi que des moyens insuffisants : il ne pouvait faire percevoir les impositions ordi-

naires que dans quelques parties des provinces soumises, et encore avec les plus grandes difficultés à cause des guérillas. Il ne pouvait se passer des secours de la France; l'empereur les refusait, et répondait à l'ambassadeur espagnol d'Azanza : « Que ne levez-« vous des contributions à Séville, à Murcie, à Ma-« laga? Pourquoi ne confisquez-vous pas les mar-« chandises anglaises? Il y a trop de luxe dans la « maison du roi; il faut d'abord payer l'armée : c'est « là conquérir et pacifier le pays. Il est impossible « qu'il n'y ait pas beaucoup d'argent en Espagne, « en réfléchissant à tout ce que les Français et les « Anglais doivent y en avoir importé, ainsi qu'à ce « qui est arrivé d'Amérique. C'est le système de « l'empereur d'entretenir les armées qu'il emploie « aux dépens du pays qu'elles occupent. S'il n'avait « point pris possession de l'Espagne, il aurait pu « licencier ses troupes, et épargner son propre tré-« sor ».

Ainsi, comme on le voit par ces témoignages de son mécontentement, Napoléon faisait autant que possible supporter les frais de la guerre aux provinces soumises. Ses généraux, tant calomniés pour des exactions inévitables, n'avaient point d'autres moyens d'alimenter et d'entretenir leurs troupes : ceux qui se trouvèrent dans des contrées fertiles, adoucirent par une administration régulière les rigueurs de cette occupation; mais partout ailleurs il fallait arracher à des populations misérables, par

des réquisitions à main armée, la subsistance du soldat, tandis que les auxiliaires des cortès, l'armée anglaise, payait tout argent comptant, vivait de ses magasins, de ses immenses convois importés à grands frais, et répandait des flots d'or sur son passage. Doit-on s'étonner que les Français ne vissent que des ennemis dans les Espagnols qui vivaient sous leur domination, et que ceux-ci ne les considérassent que comme des oppresseurs, dont ils devaient se défaire, à quelque prix que ce fût?

CHAPITRE VI.

Situation respective des armées de lord Wellington et du maréchal Masséna en Portugal. — Succès du maréchal Soult en Estramadure. — Prise d'Olivenza et de Badajoz par le corps d'armée aux ordres de ce maréchal. — Mort du marquis de la Romana. — Combat de Barrosa. — Retraite du maréchal Masséna. — Action de Sabugal. — Les Français sont repoussés à Fuentes d'Honor. — Ils évacuent Almeïda. — Bataille d'Albuera. — Levée du siége et du Blocus de Badajoz.

Au commencement de 1811, tous les regards étaient fixés sur Lisbonne, et l'on pouvait prévoir que le sort de cette capitale n'influerait pas moins que celui de Cadix sur l'issue de la guerre. En effet, deux armées d'égale force (chacune d'environ 80,000 hommes) étaient en présence à cette extrémité la plus occidentale du continent; elles s'observaient avec une égale vigilance : la victoire ou la retraite de l'une ou de l'autre, celle des Anglais par la mer, et celle des Français par les montagnes, allait décider de la domination de la péninsule, et probablement, comme on l'a vu depuis, des destinées de l'Europe.

Lord Wellington, assuré de ses ressources en tous

genres, restait inébranlable dans sa position entre le Rio-Major et les lignes de Torres-Vedras, prêt à rentrer dans ces lignes inexpugnables, si les Français revenaient l'attaquer avec des forces supérieures. Le maréchal Masséna, après s'être affermi dans sa nouvelle position de Sautarem, derrière le Rio-Major, avait étendu ses cantonnements entre le Zezère et le Tage, jusqu'aux confins du Haut-Beira, dans le triple but de veiller sur la place d'Abrantès, de protéger les détachements de fourrageurs, qu'il envoyait dans l'Estramadure supéricure, et de s'assurer une communication avec l'Espagne, par la route de Thomar. Il avait été joint dans cette position par les corps aux ordres des généraux Drouet et Gardanne, et par divers autres renforts. Le général Claparède avait dégagé scs derrières, en repoussant, jusqu'au-delà du Duero, les milices portugaises commandées par le général Sylveira. Ces milices agissaient dans la Beyra avec beaucoup d'ardeur. Un corps de ces troupes, sous les ordres du colonel Grant, attaqua le 1er février un fort détachement qui escortait le général Foy, de Ciudad-Rodrigo au quartier-général de Santarem. Mais pour suivre le plus exactement possible l'ordre des dates, il convient de placer ici le récit de quelques événements qui se passèrent dans les mois de janvier et de février en Estramadure et dans l'Andalousie; celui des éporations, qui eurent lieu dans le mois de mars en Portugal, viendra naturellement après.

Avant que le maréchal Masséna eût renoncé à son expédition contre Lisbonne, et qu'il se fût décidé à évacuer le Portugal; tandis qu'il était encore dans son camp retranché de Santarem, et qu'il tenait en échec l'armée alliée, anglo-portugaise, le maréchal Soult, dans la vue de seconder ses opérations, ayant réuni, dès les premiers jours de janvier, près de Lléréna, la majeure partie du cinquième corps et d'autres troupes, et laissé le maréchal Victor en Andalousie, s'avança en Estramadure vers l'armée espagnole. Le 3 janvier, il atteignit son arrière-garde à Usagre et l'obligea à faire une prompte retraite. Le général Mendizabal se porta sur Mérida; Ballesteros s'efforça de gagner Calera; attaqué avec impétuosité, il fut mis en déroute après un combat de deux heures, et poursuivi dans la direction de Frégénal, avec une perte considérable: il descendit ensuite la rive gauche de la Guadiana, dans l'intention d'embarquer à Ayamonte une partie de ses troupes pour Cadix; il prit à Castilegos une position pour couvrir l'embarquement, y fut attaqué par une division du corps du maréchal Soult, et jeté sur l'autre rive de la Guadiana, avec perte de huit cents hommes. Le maréchal Soult, ayant avec lui le maréchal Mortier, s'avança le 7 sur Mérida et occupa cette ville, d'où la cavalerie espagnole avait été chassée le jour précédent. Mendizabal, à la tête de la cavalerie portugaise, rentra dans Badajoz.

Le maréchal, informé qu'un corps considérable

avait été jeté dans Olivenza, investit cette place; et le 22, peu après que les batteries eurent commencé de battre en brèche, le gouverneur proposa une capitulation : on lui répondit qu'on ne lui accordait d'autre condition que celle de se rendre à discrétion: il y consentit sans délai : la garnison était forte de quatre millle cinq cents hommes. Dans le même temps, le général Lahoussaye de l'armée du centre, reçut ordre de traverser le Tage et de pousser une division sur la Guadiana, afin de se mettre en communication avec le cinquième corps, chargé de faire le siége de Badajoz.

Cette importante ville frontière fixa durant quelque temps l'attention des généraux des armées opposées. Le 26 janvier, les Français complétèrent l'investissement de cette place; le 3 février, il fut interrompu par l'arrivée sur les hauteurs de Saint-Christoval de deux divisions espagnoles détachées de l'armée alliée sous Lisbonne : bientôt après ces troupes parvinrent à entrer dans Badajoz(1). Le 7, la garnison fit une sortie générale sur la droite du point d'attaque des Français, et réussit à enlever

(1) Ces deux divisions formant environ dix mille hommes furent envoyées au secours de Badajoz, et mises sous les ordres du général Mendigazal par le marquis de la Romana qui les avait amenées dans les lignes de Torres-Vedras. Le marquis de la Romana était alors atteint de la maladie dont il mourut à Cartaxo, vivement regretté des Espagnols et des Anglais.

deux redoutes; mais elles furent bientôt reprises et les Espagnols repoussés avec perte. Une autre sortie eut lieu le 9, dans laquelle les deux divisions espagnoles et la cavalerie s'établirent sur les hauteurs de Saint-Christoval, pour rétablir la communication entre Elvas et Campo-Major. Comme il était urgent d'écarter cet obstacle aux opérations du siége, aussitôt après que les eaux de la Guadiana et de la Gebora qui avaient inondé la campagne se furent retirées, les Français attaquèrent, le 19 février, et détruisirent ce corps de troupes espagnoles; huit cent cinquante hommes furent tués, et cinq mille deux cents faits prisonniers : le siége fut alors vivement pressé; et le 10 mars, la brèche ayant été rendue praticable, le gouverneur signa une capitulation en vertu de laquelle Badajoz fut remise aux armes de S. M. l'empereur des Français; la garnison, au nombre de plus de sept mille hommes, non compris les malades et les blessés, resta prisonnière de guerre. Lord Wellington, à qui la nécessité dans laquelle se trouvait alors le maréchal Masséna d'opérer sa retraite, semblait donner de grandes espérances de pouvoir secourir Badajoz, fut vivement contrarié. Dans la dépêche par laquelle il informait la régence de Portugal de cet évènement, il fit d'amères observations. Il semble que même après l'affaires du 19 février, il avait fait des dispositions pour sauver cette place, ce qu'il eût tenté d'exécuter, si elle avait tenu quelques jours de plus : « il est in- « utile, disait-il, de faire des réflexions sur les faits

« rapportés ci-dessus : la nation espagnole a perdu,
« dans le cours de deux mois, les forteresses de Tor-
« tose, Olivenza et Badajoz, sans cause suffisante.
« Dans le même temps, le maréchal Soult, avec un
« corps de troupes qu'on n'a jamais supposé excéder
« deux mille hommes, a, indépendamment de la
« prise de ces deux dernières villes, fait prisonniers
« vingt-deux mille hommes de troupes espagnoles. »

Le maréchal Soult avait le projet, aussitôt après la prise de Badajoz, d'assiéger Elvas; mais à peine fut-il maître de Badajoz, qu'il apprit que le maréchal Masséna commençait sa retraite. A cette nouvelle, il rentra en Andalousie. Tandis qu'absent de cette province il obtenait ces brillants succès en Estramadure, le gouvernement espagnol, jugeant le moment favorable, avait, vers la fin de février, résolu de faire une attaque combinée sur les derrières de l'armée française qui bloquait Cadix : deux corps composés, l'un de plus de trois mille Anglais aux ordres du lieutenant-général Graham, et l'autre de sept mille Espagnols commandés par le général Lapena, furent embarqués dans la baie de Cadix, à bord des bâtiments de guerre et d'un grand nombre de transports, dans l'intention d'opérer leur débarquement sur quelques points de la côte de l'est, où ils devaient opérer leur jonction avec les troupes espagnoles qui se trouvaient à Saint-Roch. Ils débarquèrent à Algésiras, et s'étant réunis à Tariffa, ils se mirent en mouvement le 28 février. Le général

Zayas poussa, le 1er mars, un corps espagnol au-delà de la rivière de San-Petri près la côte, et fit construire une tête de pont. Dans les nuits des 3 et 4, ce poste fut attaqué par les Français, qui, malgré leur bravoure et la perte qu'ils firent éprouver aux Espagnols, ne purent l'emporter. L'armée alliée quitta son camp le 5; et après une marche de six heures, elle arriva sur la chaîne inférieure de Barosa, environ à quatre milles au sud de San-Petri. Une attaque de l'avant-garde espagnole sur les derrières des lignes françaises ayant ouvert la communication avec l'île de Léon, le général anglais Graham reçut ordre du général Lapena de se diriger vers une position à mi-chemin de Barosa à la rivière: comme il était en marche, il fut averti que les Français avaient paru en force dans la plaine, et s'avançaient vers les hauteurs de Barosa. Le général anglais, sentant l'importance de cette position, fit une contre-marche, afin de soutenir les troupes laissées pour la défendre; mais avant qu'il eût pu sortir d'un bois qui se trouvait sur son chemin, il vit les troupes alliées descendre avec précipitation de la montagne de Barosa, tandis que les Français s'y portaient avec impétuosité: le général Graham jugea qu'il n'y avait de salut que dans une prompte attaque; car une retraite dans de telles circonstances, aurait mis en danger toute l'armée alliée: les troupes avec lesquelles il était engagé, étaient les divisions Rufin et Laval, du corps du maréchal Victor.

La première de ces divisions qui avait déja gagné le chemin de la montagne, fut attaquée par l'aile droite des Anglais, commandée par le genéral Dickes, tandis que la seconde se trouvait engagée avec l'aile gauche soutenue par une batterie de dix pièces de canon; les Français se battirent avec la plus grande bravoure, et firent éprouver une perte considérable aux alliés; mais l'inégalité des forces les détermina à battre en retraite; ils perdirent deux généraux qui furent tués, trois cents soldats et 6 pièces de canon. L'épuisement des troupes anglaises et la prudence du général ne permirent point la poursuite. Les troupes alliées ne se trouvèrent point à portée de prendre part à cette action, quoique deux batteries espagnoles qui avaient été attachées à la division du général Graham, et laissées sur la montagne d'où elles avaient reçu ordre de se retirer, se fussent hâtées de retourner sur leurs pas, aussitôt qu'il fut connu que les Anglais étaient engagés. La perte des alliés s'éleva à 1,300 hommes tués ou blessés.

Il avait été convenu que la flotte mouillée dans le port de Cadix, sous les ordres de l'amiral Keats, ferait une diversion en attaquant les ouvrages élevés par les Français sur les bords de la baie; mais ce ne fut que le 6 que le temps permit un débarquement. Ce jour-là, des détachements de matelots et de canonniers de la marine débarquèrent entre Rota et Sainte-Catherine, ainsi qu'entre ce dernier endroit et Sainte-Marie, tandis que Sainte-Catherine était

bombardée, et que les chaloupes canonnières dirigeaient leur feu contre les autres batteries. Le résultat fut que deux redoutes furent enlevées d'assaut, et que les canons de toutes les défenses de mer, de Rota à Sainte-Catherine, à l'exception de ceux de ce dernier point, furent encloués et les ouvrages détruits.

La conduite du général espagnol Lapena, au combat de Barosa, ne satisfit ni ses compatriotes ni le général anglais : il fut suspendu de son commandement, et sa conduite soumise à une commission militaire. Quoique acquitté de l'accusation de lâcheté, on lui reprocha d'avoir manqué d'habileté et de résolution; les Anglais lui attribuèrent le peu d'avantages qu'ils retirèrent de leurs efforts dans cette circonstance. En effet, les Français maintinrent le blocus, et les troupes alliées rentrèrent dans Cadix; le bombardement recommença immédiatement; et l'expédition anglaise qu'on avait regardée comme une utile diversion, ne servit au contraire qu'à augmenter le nombre des assiégeants et à porter le découragement dans l'armée espagnole.

Cependant quelques parties de cette armée eurent de légers succès; le général Ballesteros surprit, le 10 mars, le général français Raymond, à Palma, et lui fit des prisonniers.

Tandis que ces évènements se passaient en Estramadure et en Andalousie, le pays occupé de-

puis le mois de novembre par l'armée du maréchal Masséna se trouvant totalement épuisé, la saison ayant rendu dans les derniers mois les secours des convois extrêmement précaires, enfin la cavalerie étant dépourvue de tous moyens de subsistance, le maréchal se détermina à évacuer le Portugal, après une campagne de sept mois, sans avoir eu occasion de livrer une grande bataille décisive. Dans la nuit du 5 mars, il quitta son camp retranché de Santarem, laissant derrière lui une partie de sa grosse artillerie; d'après ses ordres, les malades, les blessés et les bagages étaient partis la veille. Il remonta d'abord la Zezère, et ses premiers mouvements indiquaient l'intention de réunir ses forces à Thomar. Lord Wellington fit marcher dans cette direction un fort détachement du corps du maréchal Beresford, tandis que lui-même se mit en marche avec le gros de son armée. Le maréchal Masséna s'était porté sur le Mondego, opérant sa retraite en masse, autant que le permettaient les localités et les besoins de ses troupes. Deux divisions aux ordres du maréchal Ney formaient son arrière-garde; elles occupaient successivement de fortes positions qui avaient été reconnues, et des défilés que le pays montueux et coupé par des torrents offre à chaque pas. Cette forte arrière-garde était soutenue de près par la masse de l'armée. Les alliés la suivirent cherchant à l'arrêter par de légers engagements; mais le général français manœuvra avec tant de prudence et d'habileté que

sa marche ne fut point interrompue. Son arrière-garde ne fit aucune perte considérable. Les pays qu'il traversa eurent certainement beaucoup à souffrir à cause de la pénurie des subsistances; les Français exigeaient beaucoup et sans ménagement; mais ces réquisitions, ces pillages, forcés par la nécessité, n'égalèrent pas la rigueur de l'abandon des propriétés et la destruction prescrites par les Anglais lors de leur retraite du Mondego sur Lisbonne. (*a*)

Le maréchal Masséna, après avoir successivement gagné Pombal le 10, prit position sur la Ceira le 15, et abandonnant le 17 cette position pour se retirer derrière l'Alva, atteignit ensuite la forte position de Guarda, et s'y maintint jusqu'à la fin de

---

(1) L'habileté des Français, dit un auteur anglais dans l'Annual Register d'Édimbourg, se montrant à tous les instants : ils ne laissaient échapper aucun des avantages qu'offrait le terrain : leurs arrière-gardes n'abandonnaient une position qu'elles venaient de défendre que lorsqu'elles étaient complètement tournées, et c'était pour en prendre une autre et la défendre encore. Les colonnes françaises se relevaient lentement sur un seul point central, dans une position choisie où elles se réunissaient en masse pour se reposer, résister à leurs ennemis, les repousser, et recommencer leur marche. Le maréchal Ney soutenait la retraite avec des corps d'élite, tandis que le maréchal Masséna dirigeait la marche du gros de l'armée, se tenant toujours prêt à appuyer au besoin l'arrière-garde. Les talents de ce grand capitaine, est-il dit dans la chronique militaire anglaise, n'ont jamais paru si éminents : rien ne peut égaler l'habileté qu'il déployait alors.

mars. Lord Wellington s'approchant alors avec le principal corps de l'armée alliée, le maréchal se retira par Sabugal, et prit position sur la rive droite de la Coa; il y fut attaqué le 3 avril par plusieurs divisions de l'armée alliée. Après cette action qui fut très-vive et dans laquelle les Français eurent cinq cents hommes hors de combat ou faits prisonniers, le maréchal passa la frontière, et continua sa retraite en traversant l'Agueda et laissant une faible garnison dans Almeïda.

Tel fut le résultat de l'invasion du Portugal témérairement résolue par Napoléon, exécutée avec vigueur et persévérance, mais dont le but ne pouvait être atteint. Ce fut un grand revers pour les armes françaises, et la réputation du général anglais en fut justement rehaussée : c'était en effet une heureuse fortune de guerre que d'avoir fait échouer l'intrépidité française, et les talents du vainqueur de Zurich, devant une position inexpugnable.

Lord Wellington fit alors bloquer Almeïda, et les opérations actives ayant été pour un temps suspendues de ce côté, il se rendit près du corps d'armée aux ordres du maréchal Beresford, dans l'Estramadure espagnole. Ce général, après la prise de Badajoz et de Campo-Major, s'était avancé contre les Français, à la tête de quelques troupes anglaises et portugaises réunies. Le 26 mars, il avait repris Campo-Major; il avait ensuite jeté des ponts sur la Guadiana, et poussé ses postes avancés

dans le voisinage d'Olivenza, où les Français l'attaquèrent sans succès le 7 avril. Il prit ensuite une position d'où il pouvait observer et même investir à la fois Olivenza et Badajoz, places dans lesquelles les Français avaient laissé de faibles garnisons au moment de leur retraite de cette province. Olivenza se rendit à discrétion le 15, et le maréchal Beresford rencontra le 21 lord Wellington, à Elvas : le jour suivant ils firent ensemble la reconnaissance de Badajoz dont le blocus fut formé, et lord Wellington retourna à son armée.

Les Français avaient fait pendant son absence deux attaques infructueuses contre les postes anglais sur l'Azava; ils avaient réuni de grandes forces à Ciudad-Rodrigo, où était le quartier-général du maréchal Masséna. Le 2 mai, toute l'armée française composée des 2e, 6e, et 8e corps, avec toute la cavalerie qu'on put tirer des provinces de Castille et de Léon, repassa l'Agueda à Ciudad-Rodrigo, et s'avança vers l'armée alliée, postée entre la Coa et l'Agueda, pour resserrer le blocus d'Almeïda. L'infériorité de l'armée anglaise en cavalerie ne permit pas à lord Wellington de s'opposer à la marche des Français; ils la continuèrent le jour suivant vers la rivière de Duas-Casas, le long de laquelle, et près des sources de l'Azava, l'armée alliée était campée, ayant sa division légère à Gallegos et à Espeja. A mesure que les Français avançaient, cette division et la cavalerie anglaise se retirèrent sur Fuentes-d'Honor, où trois divisions

étaient postées, tandis que les autres gardaient les passages de la rivière de Duas-Casas. Une division avait été laissée devant Almeïda. Dans l'après-midi du 3 mai, les Français attaquèrent le village de Fuentes-d'Honor, qui fut défendu par le colonel anglais Williams, à la tête de quelques régiments d'infanterie légère. Les Français s'emparèrent d'abord d'une partie du village; ils en furent ensuite repoussés et chargés par la cavalerie anglaise; ils y rentrèrent. Lord Wellington fit alors avancer ses réserves; et à la fin du combat qui dura jusqu'à la nuit, les alliés restèrent maîtres du village.

Le lendemain 4 mai, le maréchal Masséna reconnut la position des alliés sur la Duas-Casas, et durant la nuit suivante, le corps du général Junot se mit en mouvement d'Almeïda pour se porter à la gauche de la position, vis-à-vis Fuentes-d'Honor. Dans la matinée du 6, les différents corps de l'armée française firent simultanément une vigoureuse tentative pour traverser la rivière et s'emparer de Fuentes-d'Honor. Après divers engagements qui, sur différents points, durèrent jusqu'à la nuit, les assaillants furent repoussés. Dans le cours de la nuit suivante, ils commencèrent à se retirer des rives de la Duas-Casas, et le 8, toute l'armée française était réunie dans les bois entre Espeja, Gallegos et Fuentes-d'Honor; couverte par la cavalerie, elle se mit en marche et repassa l'Agueda; le maréchal Masséna ayant renoncé à débloquer Almeïda. La perte des alliés et

celle des Français, dans ces deux journées, fut à peu près égale, et s'éleva, dans chacune des deux armées, à mille sept cents hommes tués ou blessés. On se battit avec acharnement dans le village de Fuentes-d'Honor.

La garnison d'Almeïda évacua cette place avec beaucoup d'audace et d'habileté, dans la nuit du 10 mai, après avoir fait sauter une partie des fortifications. Elle s'avança dans le plus grand silence, et traversa la ligne des troupes du blocus sans avoir été aperçue. L'alarme ne fut donnée que lorsque cette garnison avait presque atteint le pont de l'Agueda : elle fut poursuivie ; mais une division française qui n'avait pas encore quitté les rives de l'Agueda, la protégea efficacement. L'armée française acheva alors sa retraite et prit position sur la Tormès.

Dans le même temps (mai 1811), le corps de l'armée alliée aux ordres du maréchal Beresford formait l'investissement de Badajoz, opération qui fut un moment interrompue par une inondation subite de la Guadiana. Aussitôt que le pont qui avait été emporté fut réparé, que les apprêts pour le siége furent achevés, les alliés firent les premières approches ; elles donnèrent lieu à deux sorties du fort Saint-Christophe, dans lesquelles les assiégeants éprouvèrent une perte considérable. Le 12 mai, informé que le maréchal Soult avait quitté Séville pour opérer sa jonction avec le général Latour-Maubourg, et qu'il s'avançait dans l'intention d'attaquer l'armée alliée et de faire lever le siége, le maréchal Beresford suspendit ses

opérations coutre cette place; il envoya sa grosse artillerie et une partie de ses munitions à Elvas; il concentra ses troupes et marcha à la rencontre des Français. Il prit position près du village d'Albuera; et dans la matinée du 16, ayant été joint par les corps espagnols de Castanos, de Ballesteros et de Blake, récemment arrivés de Cadix, il forma ses troupes sur deux lignes parallèles au cours de l'Albuera, sur un terrain qui s'élevait par degrés à partir de cette rivière, et couvrait les routes de Badajoz et de Valverde. Les Français ne différèrent pas leur attaque. Le dessein du maréchal Soult était de pousser, en traversant la rivière, au-delà de la droite des alliés, et de tourner leur flanc, tandis qu'une autre attaque était dirigée vers le pont. Les troupes espagnoles qui étaient postées sur les hauteurs, à la droite de la ligne, après avoir opposé une vigoureuse résistance, furent chargées et chassées du terrain qu'elles occupaient. Leur déroute donna au maréchal Soult l'avantage de foudroyer, en la prolongeant, toute la position des alliés. Comme il leur importait de reprendre celle qu'avaient perdue les Espagnols, le général anglais Stuart s'y porta avec toute sa division. Sa brigade de droite, commandée par le colonel Colbourn, chargeait à la baïonnette, lorsqu'un corps de lanciers polonais tourna son flanc et la chargea en queue. Le carnage fut affreux; quelques régiments furent anéantis; un seul conserva son terrain jusqu'à l'arrivée de la 3e brigade anglaise aux ordres

du général-major Houghton, qui tomba criblé de blessures au moment où il encourageait ses soldats à avancer. Les Français, après avoir battu complétement ces deux brigades, se retirèrent en-deçà de l'Agueda, parce que, malgré ce succès, la principale attaque n'ayant pas réussi, l'objet de l'opération ne pouvait être rempli. La bataille avait duré depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures; le reste du jour se passa en canonnades et escarmouches. Les deux armées reprirent, le soir, les positions qu'elles occupaient la veille; elles y restèrent la journée du 17. La nuit suivante le maréchal Soult commença sa retraite vers Séville, laissant Badajoz à sa propre défense. Il est incontestable que les Français furent victorieux à Albuera; mais le succès ne leur fut d'aucun avantage, puisque leur but ne fut pas atteint. Cependant la perte que les alliés éprouvèrent semble avoir influé sur les opérations subséquentes; ils eurent près de cinq mille hommes hors de combat, sans comprendre dans ce nombre mille sept cents Portugais et Espagnols. La perte des Français s'élevait à près de 4000 hommes tués ou blessés.

Lord Wellington qui s'était rendu à Elvas, aussitôt après la retraite des Français des environs d'Almeïda, mais qui n'avait pu arriver à temps pour la bataille, ordonna, le 5 mai, que Badajoz fût étroitement investi sur la rive droite de la Guadiana, et fit reprendre les opérations du siége. Les Français avaient retiré leur principal corps sur Llerena, et avaient leurs

postes avancés de cavalerie à Usagre. Il y eut le 25, près de ce lieu, une affaire de cavalerie à l'avantage des Français.

Le général Philippon, qui commandait dans Badajoz, avait profité du moment où les troupes qui en formaient le siége s'étaient portées le 14 sur l'Albuera, pour détruire tous les ouvrages qu'elles avaient élevés; voyant bientôt après ses espérances de secours frustrées par la retraite du maréchal Soult, il n'en soutint pas avec moins de persévérance les efforts des assiégeants, qui rouvrirent la tranchée le 31 mai. Le siége fut poussé avec vigueur, mais le commandant de cette place déploya durant son cours le même courage et la même activité. Une brèche ayant été ouverte au fort Saint-Christophe, les Anglais tentèrent, dans la nuit du 6 juin, de l'enlever d'assaut. Cependant l'escarpe avait été si bien nettoyée par les assiégés, qu'il était impossible d'y monter, et les Anglais furent obligés de se retirer avec perte. Le feu des batteries ayant, dans les trois jours suivants, rendu la brèche praticable, une seconde tentative fut faite dans la nuit du 9; mais la valeur et l'activité des Français rendirent de nouveau inutiles tous les efforts des assiégeants, qui souffrirent considérablement avant de recevoir l'ordre de se retirer. Dans ces deux attaques ils perdirent environ 600 hommes tués ou blessés, et parmi eux, un grand nombre d'officiers.

Lord Wellington avait espéré que la réduction de

Badajoz pourrait être effectuée avant la seconde semaine de juin, époque où il supposait que les renforts détachés de la Castille pour l'armée française du midi viendraient joindre le maréchal Soult. Le 10, il reçut une lettre interceptée de ce maréchal au général Marmont, où l'on annonçait l'intention de réunir toutes les forces françaises en Estramadure, et il avait sujet de croire que le corps du général Drouet, viendrait de Tolède se joindre à l'armée du midi, vers le 10. Il reçut aussi des rapports qui ne lui laissèrent aucun doute que l'armée française de Portugal n'eût la même destination. Dans de telles circonstances, le siége de Badajoz ne pouvait être continué sans imprudence. Lord Wellington le convertit en blocus; mais l'approche de forces supérieures le détermina enfin à retirer les troupes alliées de l'autre côté de la Guadiana, ce qu'il effectua le 17. Le 20, les Français commencèrent à paraître aux environs de Badajoz, avec une armée nombreuse composée de toutes les troupes qu'ils avaient pu réunir, en maintenant le blocus de Cadix, les garnisons nécessaires dans la Castille, l'Andalousie, ainsi que l'occupation des provinces de l'est.

Ces forces occupèrent les deux rives de la Guadiana de Badajoz à Mérida, et firent différents mouvements vers les frontières de Portugal, dans l'intention de couper les détachements des alliés, mais avec peu de succès. Le 14 juillet, l'armée française, dite armée de Portugal, quitta ses positions sur la

Guadiana, et se mit en mouvement vers Truxillo, d'où elle marcha ensuite au nord. Lord Wellington, qui avait pris une forte position sur les frontières du Portugal dans l'Alentéjo, mit alors son armée en mouvement pour lui faire prendre des cantonnements dans le bas Beira. Le théâtre de la guerre fut ainsi éloigné de Badajoz, et l'on dut regarder la guerre de Portugal comme entièrement terminée.

CHAPITRE VII.

Opérations militaires en Catalogne. — De la guerre des Guérillas et de ses effets. — État de l'occupation de l'Espagne. Succès de Mina. — Prise de Tarragone par les Français. — Lord Wellington bloque Ciudad-Rodrigo. — Il se retire. — Succès du général Hill en Estramadure. — Défaite de Blacke. — Prise de Murviedro. — Actions en Andalousie. — Blacke est battu de nouveau. — Investissement de Valence. — Affaires des Cortès.

Vers la fin de 1810 et au commencement de 1811, la Catalogne fut le théâtre des opérations militaires les plus actives. Un convoi de vivres destiné pour l'approvisionnement de Barcelone et de l'armée française ayant été réuni dans la baie de Palamos, le capitaine anglais Rodgers, commandant du *Kent*, résolut de le détruire; il fit débarquer un corps de trois cent cinquante matelots et de deux cent cinquante soldats de marine, sous le commandement du capitaine Fane, et le chargea de prendre la ville et les batteries. Celui-ci, après avoir éprouvé une vive résistance, réussit à enclouer les canons, à faire sauter les magasins et à détruire tous les bâtiments. Les Français s'étant ralliés, poussèrent à la baïonnette le détachement vers le rivage, tuèrent une

grande partie des soldats qui le composaient, et firent le reste prisonnier. Le résultat de cette entreprise fut la destruction complète de ce corps anglais. Le commandant fut au nombre des prisonniers.

La prise de l'importante forteresse de Tortose, préparée par des opérations entreprises vers la fin de 1810, eut lieu le 2 janvier 1811. Le général Suchet, sentant tout le prix de cette conquête, ne perdit pas de temps pour en faire réparer les fortifications, et il mit également en état de défense les forts à l'embouchure de l'Èbre. Il envoya, le 8 janvier, une division contre le fort Balaguer, situé sur la côte à quelque distance au nord de ce fleuve. Elle arriva au milieu de la nuit, et le lendemain, le gouverneur hésitant de se rendre, le fort fut emporté d'assaut; une partie de la garnison s'échappa vers Tarragone, et le reste fut fait prisonnier.

La seconde opération méditée par les Français fut le siége de Tarragone; mais avant de l'entreprendre, le maréchal Macdonald jugea convenable d'attaquer le marquis de Campo-Verde. Le 15 janvier, toute la division italienne de l'armée française s'avança des vallées proche Tarragone, dans le dessein d'attaquer le général espagnol Sarsfield, qui était posté près de Pla. Il s'ensuivit une action très chaude où aucun des partis n'obtint l'avantage, mais cet évènement retarda de quelques mois la prise de Tarragone.

A cette époque, les guérillas continuaient leurs

courses et leurs brigandages dans toutes les provinces de l'Espagne, avec une activité toujours croissante, et donnaient beaucoup d'occupations aux généraux français qu'ils inquiétaient et harcelaient sans cesse. Cependant les auteurs des divers mémoires publiés sur la campagne de la peninsule ne sont pas d'accord quant à l'influence qu'exercèrent sur l'ensemble des opérations les nombreux engagemens où figuraient ces bandes. Quelques écrivains anglais, dans la vue sans doute d'attribuer entièrement l'honneur de l'issue de la guerre aux combinaisons de lord Wellington, prétendent que toutes ces excursions et ces attaques multipliées où les guérillas obtinrent fréquemment l'avantage et où ils exercèrent tant de cruautés, mais qui furent toujours d'un effet éphémère, ne contribuèrent pas essentiellement aux succès des armées alliées. Les auteurs français, la plupart témoins et acteurs dans ces évènements, sont au contraire d'avis que le système de guerre irrégulière, poursuivie avec tant de persévérance par les guérillas, fut la principale cause des revers éprouvés par les armées françaises. Peut-être, en effet, serait-il vrai de dire que le mérite de lord Wellington fut d'avoir su attendre pour combattre les forces de ses adversaires, qu'elles se trouvassent considérablement diminuées, soit par les obstacles insurmontables que les guérillas mettaient à leur approvisionnement, soit par l'effet des guerres suscitées en Allemagne. Le calcul du Fabius anglais consistait à

saisir avec habileté l'opportunité des circonstances. La répétition des expéditions, des manœuvres, des cruautés des guérillas pendant le cours de la guerre, deviendrait fastidieuse; mais, comme elles donnent une connaissance exacte du caractère espagnol, nous avons cru devoir les rappeler dans les notes suivantes, que nous avons extraites de divers mémoires, et que nous plaçons ainsi pour ne point les mêler au texte de cet abrégé historique.

« En s'étendant vers le midi de l'Espagne, les Français s'affaiblirent, parce qu'ils se disséminèrent pour occuper et organiser une grande étendue de pays, et les Espagnols purent se livrer presque par tout le royaume à ce genre de guerre nationale dont les Français avaient déjà tant souffert dans les Asturies, dans la Galice et au nord du Portugal.

« A mesure que les armées espagnoles avaient été détruites, les juntes provinciales, ne pouvant plus communiquer avec la junte centrale, avaient employé toutes leurs ressources à la défense locale des pays qu'elles administraient. Ceux des habitants qui avaient jusqu'alors souffert avec patience, attendant de jour en jour leur délivrance du succès des batailles rangées, ne cherchèrent plus qu'en eux-mêmes les moyens de secouer le joug qui les opprimait. Chaque bourg, chaque province, chaque individu sentait plus vivement chaque jour la nécessité de repousser l'ennemi commun. La haine nationale qui existait généralement contre les Français avait mis une sorte d'unité dans les efforts non dirigés des peuples, et l'on vit succéder à la guerre régulière un système

de guerre en détail, une espèce de désordre organisé qui convenait parfaitement au génie indomptable de la nation espagnole et aux circonstances malheureuses dans lesquelles elle se trouvait.

« Les parties de l'Espagne occupées par les Français se couvrirent peu à peu de partisans et de *quadrilles* composées de soldats de ligne dispersés, et d'habitants des plaines et des montagnes. Des curés, des laboureurs, des étudiants, de simples pâtres étaient devenus des chefs actifs et entreprenants. Ces chefs sans autorité militaire, sans troupes permanentes, ne furent, pour ainsi dire, que des bannières autour desquelles les habitants des campagnes venaient tour-à-tour se rallier et combattre. Les nouvelles des petits avantages que remportaient ces nombreux partis étaient avidement reçues par le peuple, et racontées avec l'exagération méridionale; elles servaient à relever les esprits que des revers avaient momentanément abattus en d'autres lieux. Cette même mobilité d'imagination et cet esprit outré d'indépendance qui avaient nui aux opérations lentes et incertaines des armées réglées de la junte, assuraient alors la durée de la guerre nationale, et l'on pouvait dire des Espagnols que, s'il avait été d'abord facile de les vaincre, il était presque impossible de les subjuguer.

« Lorsque nous nous transportions d'une province à une autre, les partisans de l'ennemi réorganisaient aussitôt, au nom de Ferdinand VII, les pays que nous venions d'abandonner, comme si nous n'eussions jamais dû y revenir, et ils punissaient sévèrement ceux des habitants qui avaient montré du zèle pour les Français. Il arrivait de là que la terreur de nos armes ne nous assurait jamais aucune influence autour de nous. Les ennemis étant répandus partout, les divers points que les Français occupaient étaient tous plus ou moins

menacés; leurs troupes victorieuses, dispersées pour conserver leurs conquêtes, se trouvaient depuis Irun jusqu'à Cadix, dans un état de blocus continuel, et ils n'étaient réellement les maîtres que de la terre même que foulaient leurs pieds.

« Les garnisons qu'ils avaient laissées sur les routes militaires pour contenir le pays, étaient sans cesse attaquées; elles avaient été obligées de bâtir, pour leur sûreté, de petites citadelles, en réparant de vieux châteaux ruinés, placés sur des hauteurs. Quelquefois ces châteaux étaient les restes des forts que les Romains ou les Maures avaient élevés pour le même but bien des siècles auparavant. Dans les plaines, les postes de correspondance fortifiaient une ou deux maisons à l'entrée des villages, afin d'être tranquilles pendant la nuit, ou de s'enfermer lorsqu'ils étaient menacés. Les factionnaires n'osaient pas toujours rester au dehors de l'enceinte fortifiée, dans la crainte d'être enlevés; ils se plaçaient alors sur quelque tour ou sur des échafaudages en planches construits sur le toit auprès de la cheminée, pour observer de là ce qui se passait au loin dans la campagne. Les soldats français, enfermés dans leurs petites citadelles, entendaient quelquefois les sons joyeux des guitares de leurs ennemis, qui, toujours fêtés et bien reçus par les habitants, venaient passer les nuits dans les villages voisins.

« Les armées françaises ne pouvaient faire venir leurs vivres et leurs munitions que sous l'escorte de forts détachements qui étaient sans cesse harcelés et souvent enlevés. Ces détachements ne rencontraient que de faibles résistances dans les plaines, mais ils étaient obligés de se frayer un chemin par la force des armes dès qu'ils entraient dans les montagnes; et les pertes journalières que les Français faisaient dans quelques parties de l'Espagne pour se procurer

des vivres et assurer leurs communications, équivalaient au moins à celles qu'ils auraient éprouvées s'ils avaient eu constamment à lutter avec des ennemis qui eussent su leur résister en bataille rangée.

« Les peuples de l'Espagne ne se laissaient point décourager par la durée de la guerre. Dans quelques provinces les paysans étaient toujours armés, les laboureurs tenaient d'une main le manche de la charrue, et de l'autre une arme toujours prête, qu'ils enterraient à l'approche des Français, s'ils ne se croyaient pas assez forts pour se réunir et les combattre. Leur animosité s'accroissait de toutes les vexations que les Français leur faisaient éprouver. Les malheurs auxquels les autres nations se soumettent en les regardant comme les suites inévitables des maux de la guerre, étaient pour les Espagnols de nouveaux sujets d'irritation et de haine. Ils employaient pour satisfaire leurs ressentiments passionnés, tour-à-tour la plus grande énergie, ou la dissimulation la plus rusée lorsqu'ils se croyaient les plus faibles. Comme des vautours vengeurs attachés à leur proie, ils suivaient de loin les colonnes françaises pour égorger ceux de leurs soldats qui, fatigués ou blessés, restaient en arrière pendant les marches. Quelquefois aussi ils fêtaient les soldats français lors de leur arrivée, et ils tâchaient de les enivrer, afin de les plonger dans une sécurité mille fois plus dangereuse que les hasards du combat. Ils appelaient alors les partisans; et ils leur indiquaient pendant la nuit les maisons où nos soldats s'étaient imprudemment dispersés. Quand d'autres Français allaient ensuite venger la mort de leurs camarades, les habitants s'enfuyaient, et ils ne trouvaient dans ces villages que des maisons désertes sur lesquelles ils ne pouvaient exercer que des vengeances qui leur nuisaient à eux-mêmes; car ils ne pouvaient détruire les

habitations, même vides, sans anéantir leurs propres ressources pour l'avenir.

« Les Français ne pouvaient se maintenir en Espagne que par la terreur; ils étaient sans cesse dans la nécessité de punir l'innocent avec le coupable; de se venger du puissant sur le faible. Le pillage leur était devenu indispensable pour exister : ces brigandages, suites de l'inimitié des peuples, et de l'injustice de la cause pour laquelle les Français se battaient, portaient atteinte au moral de leur armée, et sapaient jusque dans ses fondements les plus intimes la discipline militaire, sans laquelle les troupes réglées n'ont ni force ni puissance. »

(*Mémoires sur la guerre des Français en Espagne*, par M. Rocca, pag. 138 et suiv.)

« Déja des partis nombreux, connus sous le nom de guérillas, ayant à leur tête des chefs braves et audacieux, interceptaient nos courriers, s'emparaient de nos convois, enlevaient les garnisons, et massacraient sans pitié les malades ou les soldats isolés qui restaient en arrière. Ils nous faisaient de cette manière autant de mal qu'un ennemi formidable dans une bataille rangée. Pour envoyer des ordres et communiquer d'une place à une autre, il fallait employer des bataillons entiers. Il était presque impossible d'atteindre ces guérillas, parce qu'ils étaient servis par les habitants, et qu'ils avaient une connaissance exacte des lieux. Ils savaient toujours d'avance que, s'ils étaient attaqués et dispersés, ils se rallieraient sur tel point pour tomber dans un endroit où on ne les attendrait pas. Ils n'attaquaient jamais qu'avec la certitude d'un avantage : leurs succès, exagérés par la haine nationale et l'appât du brigandage, mul-

tipliant ces bandes dans toute l'Espagne, elles se partagèrent le royaume, et chacune, dans la province qui lui était assignée, faisait aux Français tout le mal imaginable. Elles rendaient compte de leurs opérations à la junte suprême, qui récompensait par des honneurs et des dignités ceux qui s'illustraient par des actions d'éclat. La plupart des chefs, sortis des derniers rangs de la société, furent désignés par la profession qu'ils y exerçaient, tels que *el Cosinero*, le cuisinier; *el Medico*, le médecin; *el Capucino*, le capucin; *el Pastor*, le pasteur; ou par quelque trait caractéristique, comme *el Empecinado*, l'implacable, surnom de Juan Martin; *el abuelo*, le grand-père; *el marquesito*, le marquis (de Porlier). Les deux plus fameux chefs, ceux qui nous ont fait le plus de mal, et qui ont réuni jusqu'à vingt mille hommes, sont l'Empecinado et Mina : le premier faisait trembler les deux Castilles; l'autre régnait dans la Navarre avec l'autorité d'un souverain.

« Une bande de guérillas commandée par un nommé Camille s'augmentait tous les jours et nous faisait le plus grand mal : le pays entre Talaveyra et Madrid était le théâtre de ses opérations. Ce Camille était un laboureur très-riche des environs de Talaveyra, qui avait vu deux fois avec résignation piller sa maison et tous ses bestiaux; mais sa femme et ses deux filles ayant été violées par nos soldats, il voua une haine éternelle aux Français, et jura de ne leur faire aucun quartier; aussi tout ce qui tombait entre ses mains était immolé sans pitié.

« On avait établi à des distances de cinq à six lieues, sur la route de Madrid à Talaveyra, des postes chargés de la communication. Les convois ou les officiers porteurs de dépêches y prenaient un certain nombre d'hommes pour les escorter.

La nuit convenait mieux que le jour à cette correspondance dans un pays si plat, où l'on était aisément aperçu à trois ou quatre lieues, et où il était difficile d'échapper à un ennemi toujours plus fort que les faibles détachements qu'on y employait. Pour communiquer sûrement sur cette route, il aurait fallu au moins cent chevaux. Chaque poste était retranché à l'extrémité du village dans une maison crénelée, autour de laquelle régnait un fossé hérissé de palissades; souvent des guérillas vêtus comme le reste des paysans, après avoir déposé leurs armes, venaient rôder autour de l'enceinte, et reconnaître la position; une sentinelle placée sur le toit avertissait de l'approche de l'ennemi, et alors on se défendait dans cette petite forteresse. Nos troupes n'avaient de communication avec les habitants des villages que lorsqu'il fallait en exiger des vivres.

« Pendant cinq mois que notre brigade resta à Tolède, elle fut constamment occupée à poursuivre les bandes du Medico, de Camille et de Francisquette. Nous leur livrâmes plusieurs combats dans lesquels les Espagnols furent battus toutes les fois qu'ils nous attendirent en rase campagne. Comme leur but n'était pas de combattre, mais de tomber sur de faibles détachements, ils nous évitaient dès qu'ils nous savaient en nombre. Il est peu d'horreurs dont les deux partis ne se soient souillés, les uns par une haine implacable, et les autres par représailles : les guérillas l'emportaient sur nous par leur cruauté; dans le principe ils ne faisaient aucun quartier; mais ensuite ils cédaient les prisonniers aux Anglais pour des armes et des munitions. J'ai vu des convois entiers massacrés, des vivandières égorgées à côté de leurs maris, et des chirurgiens pendus à des arbres, après avoir été épargnés pour panser les blessés; aussi tout

Espagnol pris par nous les armes à la main était fusillé s'il n'avait pas d'uniforme. »

(*Mémoires sur la guerre d'Espagne*,
par M. de Naylies, pag. 192 et suiv.)

« Entre les traits caractéristiques qui marquèrent la carrière de don Juan Martin, surnommé à juste titre *el Empecinado*, l'implacable, on cite les suivants :

« Ayant appris que huit hommes de sa bande avaient été pris par les Français et pendus à des arbres, l'Empecinado fit pendre quelque temps après, en représailles, un nombre égal de Français à la même place et aux mêmes arbres.

Un Espagnol nommé Rigo, qui avait d'abord affecté beaucoup de zèle pour la cause que défendaient les guérillas, s'étant sauvé à Madrid, obtint un emploi considérable auprès du roi Joseph, et persécuta violemment tous les habitants de la capitale qui avaient des correspondances avec eux. L'Empecinado jeta sur lui un regard de vengeance, et reçut bientôt après l'avis que Rigo allait se marier, et qu'il allait célébrer ses noces dans une maison de campagne située près de la capitale. Le festin des noces était commencé lorsque l'Empecinado arrive à la porte de la maison à la tête de sa bande de guérillas, frappe et demande qu'on lui livre sur-le-champ Rigo, disant qu'il ne fera aucun mal au reste des convives. Rigo fut livré, enlevé et envoyé, sous l'escorte de quelques hommes, à Cadix, pour y être décapité sur la grande place.

« Le nom de Mina, chef aussi entreprenant que l'Empecinado, a été successivement rendu célèbre par deux partisans espagnols. Le premier des Mina était un étudiant de la Navarre, à peine âgé de vingt ans; il fut blessé et fait prison-

nier par les Français. L'oncle de celui-ci, don Francisco Espoz y Mina, profita de la popularité que son neveu avait acquise; il rallia les bandes espagnoles éparses, et conquit, malgré les Français, le commandement de la province de Navarre. L'autorité qu'il s'était acquise ainsi fut confirmée par un décret de la junte. Les Français le surnommèrent le roi de la Navarre, parce qu'il y régnait en effet malgré leur présence, et quoiqu'ils en occupassent toutes les forteresses.

« Les Français tentèrent souvent de s'emparer par surprise de la personne de Mina; mais leurs tentatives furent toujours vaines, parce que tous les habitants de la Navarre lui étaient dévoués. Il faisait fabriquer sa poudre dans une caverne des hautes montagnes. Son hôpital militaire était aussi dans un village retiré, et chaque fois que les Français arrivaient, les paysans s'empressaient de transporter les malades et les blessés dans les escarpements de la montagne, où ils venaient ensuite les reprendre, quand les Français étaient partis.

« Les alcades de tous les villages devaient avertir Mina dès que les Français leur ordonnaient de préparer des vivres. S'ils y manquaient, il les faisait aussitôt enlever et fusiller. Mina encourageait les habitants de la Navarre à commercer avec les Français, afin d'en obtenir des informations et de se procurer, par leur moyen, des effets d'habillement et d'armement. Il donnait des passe-ports aux riches commerçants, et il levait sur eux un impôt avec lequel il payait libéralement ses soldats et ses espions. Lorsqu'il découvrait qu'un Espagnol servait d'espion aux Français, il lui faisait aussitôt couper l'oreille droite, et on lui imprimait sur le front: Vive Mina!

« Mina faisait observer la plus parfaite discipline et la plus

grande austérité de mœurs dans sa bande; et il en donnait lui-même l'exemple. Il pouvait facilement réunir douze mille hommes sous son commandement; mais il n'en mettait ordinairement que quatre à cinq mille sous les armes, nombre qu'il trouvait suffisant et plus facile à conduire dans des expéditions rapides. »

(Notes des *Mémoires sur la guerre des Français en Espagne*, par M. Rocca, d'après l'*Annual Register* d'Édimbourg. Page 374 et suiv. des Mémoires.)

Au commencement d'avril 1811, les places fortes de la frontière du côté de la France étaient presque toutes au pouvoir des Français. En Catalogne, Barcelone, capitale de la province, et les villes de Figuières, Lérida, Gironne et Tortose étaient occupées par eux. Tarragone et toute la partie montagneuse de la province étaient encore au pouvoir des Espagnols, qui y avaient une force de quatorze mille hommes de troupes régulières sous le commandement du marquis de Campo-Verde. Le général en chef des Français était le maréchal Macdonald.

Les provinces de Navarre, de Biscaye et des Asturies, étaient aussi occupées par les Français; les patriotes avaient seulement quelques forces dans les montagnes des Asturies, sous le commandement du

général Porlier. Dans la Navarre, les guérillas, sous les ordres d'Espoz-y-Mina, interceptaient fréquemment les communications. Les vallées de Roncal et de Roncevaux étaient restées au pouvoir des indigènes.

Les Espagnols étaient encore maîtres du royaume de Galice, où ils avaient une armée de près de vingt mille hommes de troupes régulières, indépendamment d'un grand nombre de paysans armés.

En Arragon, Sarragosse avait toujours été occupée par les Français, depuis son mémorable siége. Mais de nombreuses guérillas déployaient dans la campagne leur activité accoutumée; elles étaient soutenues par un petit corps de quatre mille hommes de troupes régulières, sous le commandement du marquis de Villa-Campo.

Dans les deux Castilles et le royaume de Léon, les principales villes étaient sous la domination des Français. Le maréchal Bessières commandait dans la Vieille-Castille, et le général Belliard était gouverneur de Madrid. De nombreux partis de guérillas parcouraient la Castille; le plus marquant était celui commandé par Juan Martin, surnommé l'Empecinado; il parcourait la Manche et la province de Salamanque.

Dans le riche royaume de Valence, les Français n'occupaient qu'un petit district sur les confins de la Catalogne; les villes fermées avaient des garnisons de troupes espagnoles. Le capitaine général Bes-

secourt se tenait à Valence avec douze mille hommes de troupes régulières; son quartier-général était à Murviedro. Il y avait à Alicante, où commandait le général Iriarte, sept mille hommes de troupes régulières. On évaluait la milice de ce royaume à trente mille hommes.

Le royaume de Murcie était entièrement au pouvoir des Espagnols qui y avaient une armée d'environ vingt mille hommes, sous le commandement du général O'Donnel; son quartier-général, était à Lorca.

La province de Grenade était occupée par les Français sous le commandement du général Sébastiani; ils avaient des garnisons dans les ports d'Al méira, Malaga et Marbella.

Dans l'Andalousie, toutes les villes principales étaient occupées par les Français, à l'exception de Cadix, Ayamonte et Algéziras. L'armée qui bloquait Cadix, était sous les ordres du maréchal Victor. Les guérillas étaient nombreuses dans les montagnes de Ronda, et un corps de quatre mille-hommes, sous les ordres du général Ballesteros, était posté près d'Ayamonte.

L'Estramadure, depuis la prise de Badajoz, était aussi presque entièrement entre les mains des Français, quoiqu'il y existât quelques partis de guérillas, et que les restes de l'armée du feu marquis de la Romana se trouvassent près d'Albuquerque.

Après avoir sommairement indiqué quelle était à

cette époque la position des forces respectives, nous reprenons le récit de la suite des opérations militaires. La forteresse de Figuières en Catalogne fut surprise par les Espagnols le 10 avril; quelques soldats catalans que les Français avaient forcés d'entrer à leur service, donnèrent avis au colonel Roviras, qui était à la tête d'un corps de quinze cents patriotes, que s'il voulait s'approcher de la place à la faveur de la nuit, ils lui ouvriraient une des portes. En conséquence, au moment dont on était convenu, le colonel Roviras fut introduit avec sa troupe dans la citadelle de Figuières, et après avoir tué la seule sentinelle qui le reconnut, il surprit si complètement toute la garnison plongée dans un profond sommeil, qu'elle ne tira pas un seul coup de fusil et n'opposa pas la moindre résistance; toute cette garnison, de mille hommes, fut faite prisonnière de guerre.

On avait fait quelque temps auparavant une tentative hardie pour surprendre le fort de Mont-Jouy qui commande la ville de Barcelonne, mais elle avait échoué, et les Espagnols y éprouvèrent une perte considérable.

Le partisan Espoz-y-Mina obtint, le 25 mai, un grand succès par une attaque qu'il fit dans la province d'Alava, sur une forte escorte d'infanterie et de dragons français qui conduisait onze cents prisonniers espagnols; les prisonniers furent tous délivrés. La troupe de Mina fit un grand butin, ne perdit que

peu d'hommes, tandis qu'il ne retourna à Vittoria qu'à peine la moitié de l'escorte française.

L'évènement le plus important fut le siége et enfin la prise d'assaut de Tarragone, le 28 juin. Le maréchal Suchet s'avança contre cette place vers la fin d'avril, et l'investissement fut complété jusqu'à la mer le 4 mai. Elle pouvait recevoir des secours de toute espèce de la flotte anglaise qui croisait sur la côte; et par cette raison, à mesure que l'attaque fit des progrès, la défense devint plus obstinée. La prise d'un ouvrage avancé, qui eut lieu le 16 juin, facilita les approches de la ville basse. Les assiégeants élevèrent promptement une batterie de brèche, et ils firent le 21 une des plus vigoureuses attaques qui aient jamais été entreprises. Après beaucoup de sang répandu de part et d'autre, la ville basse demeura en leur pouvoir. Quoiqu'il ne restât plus alors presque aucun espoir d'une résistance efficace, la garnison tenait encore dans le corps de la place, où elle était résolue à attendre un dernier assaut. Il fut donné dans l'après-midi du 28. La brèche ayant alors été rendue praticable, les Français s'y précipitèrent et emportèrent la ville. Le maréchal Suchet, dans une de ses dépêches, avait exprimé la crainte d'être obligé de donner un terrible exemple, et d'intimider la Catalogne et l'Espagne, par la destruction de toute la ville. Cette menace ne fut que trop réalisée; le vainqueur en rendait compte en ces termes:

« La fureur du soldat fut augmentée par la ré-
« sistance de la garnison qui s'attendait à tout ins-
« tant à être délivrée, et pensait assurer le succès
« de cette entreprise par une sortie générale.
« Le cinquième assaut livré hier en plein jour sur
« les fortifications, assaut plus vigoureux encore
« que les précédents, a occasionné un horrible mas-
« sacre, mais avec peu de perte du côté des Fran-
« çais. Le terrible exemple que je prévoyais avec
« regret a eu lieu, et l'on en gardera long-temps le
« souvenir en Espagne. Quatre mille hommes ont
« été tués dans la ville; de dix à douze mille hom-
« mes qui s'efforçaient de s'enfuir par-dessus les
« murs dans la campagne, cinq mille ont été sa-
« brés ou noyés, et le reste, dont cinq cents offi-
« ciers, a été fait prisonnier et part pour la France.
« Près de mille blessés sont dans les hôpitaux de la
« ville, où leur vie a été respectée au milieu du
« carnage. Trois généraux et le gouverneur sont au
« nombre des prisonniers. »

Une lettre du capitaine de vaisseau Codrington à sir Cotton, donne d'autres détails sur ce jour d'horreur. Il dépeint en ces termes la terreur qui régna au moment de l'entrée des Français : « Ceux qui se
« trouvaient déja hors des murs, jetaient leurs vê-
« tements et s'efforçaient de gagner les vaisseaux à
« la nage, tandis qu'on voyait ceux qui se trouvaient
« encore dans la ville, se laisser glisser du haut en
« bas des remparts, exposant ainsi leur vie à de plus

« grands dangers qu'ils n'eussent fait en opposant
« une courageuse résistance à l'ennemi. Une masse
« considérable de peuple, les uns avec des fusils et
« les autres sans armes, se précipita alors sur la
« grande route, souffrant qu'une vingtaine de Fran-
« çais qui continuèrent à courir après elle, la cri-
« blât de balles à quelques toises de distance seule-
« ment. Enfin elle fut entièrement arrêtée par une
« volée de coups de fusil venant d'un parti de l'en-
« nemi qui s'était retranché dans un endroit où la
« route formait un coude, et était soutenu par un
« second parti posté un peu plus haut, qui décou-
« vrit une batterie masquée, composée de quelques
« pièces de campagne. Il s'ensuivit une horrible bou-
« cherie, et bientôt après, le reste de ces malheu-
« reux, montant à plus de trois mille, se soumirent
« paisiblement à être emmenés prisonniers par moins
« de trois cents Français. Les chaloupes et les canon-
« nières furent envoyées des vaisseaux vers la côte dès
« l'instant où l'on s'aperçut que l'ennemi se réunis-
« sait dans ses tranchées; et cependant son succès fut
« si rapide que tout était fini avant que nous pus-
« sions commencer notre feu. Toutes les chaloupes
« de l'escadre et des transports furent envoyées au
« secours de ceux qui s'étaient jetés à la nage, ou
« s'étaient cachés sous les rochers; et malgré un feu
« très-vif de mousqueterie et d'artillerie, auquel
« nous ripostâmes avec vigueur, cinq à six cents de

« ces individus, dont la plupart grièvement blessés,
« furent transportés sur les vaisseaux. »

Le capitaine Codrington fait en outre mention que le gouverneur Gonzalès, à la tête d'une poignée d'hommes, se défendit jusqu'à la dernière extrémité, et fut tué à coup de baïonnette, sur la place, près de sa maison; qu'au premier instant de l'entrée des Français, tout fut passé au fil de l'épée, et ensuite tous ceux qu'on trouva en uniformes, avec des armes dans leurs maisons. Mille hommes furent employés à détruire les fortifications, et toute la ville fut réduite en cendres; ainsi tomba Tarragone. Ce triomphe des armes françaises fut une ample compensation des revers essuyés sur d'autres points. Toute la côte de la Catalogne étant au pouvoir des Français, ils n'eurent plus à craindre que leurs opérations dans le midi fussent retardées par une formidable diversion dans le nord.

Après la prise de Tarragone, le maréchal Suchet s'avança dans l'intérieur de la Catalogne, afin de disperser les partis que le marquis de Campo-Verde avait organisés. La forteresse de Figuières dont, comme on l'a dit, les Espagnols s'étaient emparés par surprise, fut bientôt après bloquée par les Français, et si complètement resserrée qu'il ne put plus y entrer de secours d'aucune espèce. Enfin, après un siége de quatre mois, durant lesquels la

garnison, animée par l'exemple de son commandant don Juan Martinez, avait résisté à tous les efforts des Français, pressée par la famine, elle fit une sortie à la pointe de la baïonnette : mais elle fut repoussée avec beaucoup de perte, et le 19 août elle se rendit à discrétion, au nombre de trois mille cinq cents hommes.

Dans le même temps, au nord de l'Espagne, les guérillas croissaient en nombre, en activité et en audace. Le général Bonnet dut évacuer les Asturies; une partie de ses troupes se retira à Léon. Le 19 juin, les Français quittèrent Astorga, et le maréchal Bessières s'avança de Valladolid avec toute les forces qu'il put réunir, et dirigea sa marche vers Bénévent. Cependant une alarme donnée à Valladolid, l'obligea de revenir sur cette ville. Un détail de toutes les actions qui eurent lieu de ces côtés, actions dont les circonstances et les résultats sont représentés sous les couleurs les plus opposées, ne ferait qu'embarrasser le lecteur sans lui donner une idée claire de l'état général des affaires : nous nous bornerons donc à dire que l'occupation des principales villes et des districts de cette partie de l'Espagne, resta à peu près sur le même pied qu'au commencement de cette campagne. L'armée espagnole de Galice, qui s'était avancée jusqu'à Astorga, fut en définitive forcée de se retirer dans le fond de cette province, et mise hors d'état de reprendre l'offensive.

Le commandant espagnol Porlier, après une marche rapide, surprit, le 14 août, la garnison française de Saint-Ander, entra dans la place, détruisit les propriétés publiques, et démolit les forts élevés pour commander le pays environnant. Cependant il n'osa pas conserver la possession de cette ville; après ces dévastations, il reprit sa première position.

Le général Blake, qui, après s'être séparé de l'armée de lord Wellington, avait fait, le 30 juin, une tentative infructueuse pour s'emparer de Niébla, embarqua ses troupes pour Cadix, où il ne fut pas plus tôt arrivé qu'il mit de nouveau à la voile pour aller rejoindre à Grenade l'armée espagnole sous les ordres du général Freyre. Ces forces réunies qui, au commencement d'août, avaient pris une position près de Buza, furent attaquées par différentes divisions de l'armée française aux ordres du maréchal Soult, et dans une suite d'actions qui eurent lieu les 9 et 10, elles furent entièrement défaites et obligées de retourner à Murcie.

Pour suivre, sinon le fil des évènements, trop souvent interrompu à cause du peu de rapports entre les scènes diverses sur ce vaste théâtre, du moins leur ordre chronologique, il faut revenir à lord Wellington qui, de ses cantonnements dans le Beira, s'était avancé sur la frontière d'Epagne, entre la Coa et l'Agueda, et avait menacé Ciudad-Rodrigo. Ce mouvement produisit l'effet d'opérer la réunion des troupes de l'armée française du nord, qui avait com-

mencé d'agir contre les Espagnols en Galice (ainsi que de celles qui, sur les frontières de la Navarre, avaient été employées pour combattre Mina), avec une grande partie de l'armée toujours appelée armée de Portugal. Environ soixante mille français parurent, le 23 septembre, dans la plaine près de Ciudad-Rodrigo, et le 25, ils firent une attaque générale contre les postes de l'armée alliée sur les hauteurs d'El Bodon. Les alliés se retirèrent; une autre action moins grave eut lieu, le 27, à Aldea de Ponte. Le résultat de ces deux affaires fut que lord Wellington jugea nécessaire d'abandonner le siége de Ciudad-Rodrigo; cette place fut ravitaillée. Les Français ayant atteint leur but, se retirèrent aussi, et chaque armée reprit ses premières positions. Il arriva, le 15 octobre, un accident singulier au général Regnaud, gouverneur de Ciudad-Rodrigo. Une embuscade ayant été dressée près de la ville, à l'effet d'enlever le bétail de la garnison, le gouverneur, qui avait traversé l'Agueda avec quelques officiers d'état-major et une escorte, fut entouré par la cavalerie espagnole, et fait prisonnier.

Au mois d'octobre, l'armée française de Portugal fut cantonnée au-dela de Placentia, dans la partie septentrionale de l'Estramadure, ayant une division dans cette ville, et ses avant-postes sur l'Alagon. Une division du 5e corps, avec un corps de cavalerie sous les ordres du général Girard, traversa la Guadiana à Mérida, et s'étant avancée sur Cacerès, lord Wel-

lington donna ordre au général Hill d'entrer en Estramadure. Ce général se mit en mouvement de Portalègre, le 23 octobre, se porta sur Albuquerque, d'où il se dirigea, le 26, sur Malpartida. A son approche, le général Girard retourna sur ses pas, et il opérait sa retraite sur Mérida, lorsque le général Hill, ayant fait une marche forcée, l'atteignit, le 28, à Arrogo del Molina. La marche des Anglais ne fut aperçue par les Français qu'au moment où, sortant de la ville, ils prenaient la route de Mérida. Surpris, attaqués avec impétuosité, ils se battirent avec la plus grande bravoure, et malgré la vigueur de leur résistance, ils durent céder au nombre; ils perdirent près de huit cents hommes et une partie de leur artillerie.

Ce fut du côté de Valence que se passèrent, en automne, les évènements les plus importants de la campagne. Le maréchal Suchet entra dans cette province vers le milieu de septembre: le 27 il prit possession de Murviedro, et deux jours après il ouvrit la tranchée devant la citadelle de cette ville; trois tentatives qu'il fit pour l'emporter par escalade furent repoussées. Dans le même temps, le général Blake s'étant jeté dans Valence, toutes les places fortes de la province se trouvaient occupées par les Espagnols; ils redoublèrent d'efforts pour interrompre les communications des Français. Le siége de la citadelle de Murviedro (l'ancienne Sagonte), fut une tâche diffile à cause de la nature du terrain et

de la vigueur de la défense. La brèche fut ouverte le 18 octobre; dès qu'elle parut praticable le général en chef fit livrer l'assaut. Quelques-uns des braves qui marchaient en tête de la colonne, s'élancèrent jusqu'au haut de la brèche; mais ils furent bientôt repoussés et précipités. Cependant la place ne pouvait plus tenir long-temps si elle n'était secourue; le général Blake ayant été joint par le général Mahi, commandant en Murcie, et par toutes les autres forces disponibles de ces côtés, s'avança, le 24, sur les hauteurs de Puch, d'où il observait l'armée assiégeante. Le maréchal Suchet marcha à sa rencontre, l'attaqua et le défit entièrement après un combat opiniâtre; six mille cinq cents Espagnols furent tués, blessés ou faits prisonniers. Le 26, la citadelle de Murviedro capitula, et sa garnison, forte de deux mille sept cents hommes, demeura prisonnière de guerre.

Tandis que les Français obtenaient ces avantages dans l'est de l'Espagne, les patriotes profitaient sur d'autres points de la diversion opérée par la résistance des places fortes. L'entreprenant et infatigable Mina, qui avait passé l'été dans les vicissitudes de la bonne et de la mauvaise fortune, ayant reçu l'avis que les généraux Duran et l'Empecinado s'avançaient de la Castille sur Calatayud en Arragon, se détermina à agir de concert avec eux; il entra dans la Navarre, et marcha sur Ayerve, petite place occupée par les Français. On envoya de Sarra-

gosse onze cents hommes d'infanterie et soixante chevaux à son secours ; cette troupe eut un engagement avec Mina, et quoiqu'elle se défendît avec beaucoup de résolution, elle fut forcée à la retraite et poursuivie par les partisans qui firent six cents prisonniers. Si l'on en croit la relation de Mina, trois hommes seulement réussirent à s'échapper et rentrèrent dans Sarragosse. L'Empecinado et Duran réussirent aussi, le 4 octobre, à s'emparer de Calatayud, et firent la garnison française prisonnière de guerre; mais le défaut de concert entre ces chefs empêcha que leur invasion en Arragon eût aucun autre résultat important.

Il se manifesta alors parmi les habitants de la Catalogne une grande exaltation; de toutes parts on courait aux armes. Le général Lascy surprit, le 4 octobre, la ville d'Igualada, et força la garnison française, après une perte considérable, à chercher un refuge dans un couvent fortifié qui fut ensuite évacué.

Le baron d'Eroles, officier très-actif, qui servait sous Lascy, se rendit maître du collége de Cervera défendu par une garnison de trois cent cinquante hommes, et qui renfermait un magasin considérable. Il s'avança immédiatement sur Puicerda, près la frontière de France, livra deux combats, et poussa ses partis jusque sur le territoire français pour y lever des contributions.

Dans la partie méridionale de l'Andalousie, le

général Godinot, pour s'opposer au général Ballesteros qui était à la tête de quelques troupes dans le voisinage de Saint-Roch, réunit une force de dix mille hommes, et obligea le général espagnol à la retraite. Le général-major Cooke fit soutenir Ballesteros par un détachement de troupes anglaises, à peu près mille hommes d'infanterie, qui, sous les ordres du colonel Skerret, débarquèrent et s'avancèrent sur Tariffa. Les habitants de Saint-Roch vinrent se mettre sous la protection du canon de Gibraltar, et ceux d'Algéziras se retirèrent partie dans l'île voisine, partie sur les vaisseaux. Les Français ne pouvant s'emparer de Tariffa, retournèrent sur leurs pas; ils furent suivis par Ballesteros, qui remporta, le 22, un avantage assez considérable sur leur arrière-garde; il surprit aussi, le 5 novembre, un petit corps français, s'empara de ses bagages et fit quelques prisonniers. Les Français ayant ensuite reçu un renfort de Grenade, Ballesteros fut de nouveau forcé à se retirer, et vers la fin de novembre, il s'embarqua à Gibraltar, avec cinq mille hommes, pour une expédition secrète. Les Français reprirent alors leur projet contre Tariffa; et vers le 20 décembre, cette place fut complètement investie; mais les détails de la défense et de la prise de cette ville appartenant aux évènements de l'année suivante, nous devons les comprendre dans un autre chapitre.

Après la défaite de Blake et la prise de Murviedro,

le maréchal Suchet s'avança avec le centre de son corps d'armée jusqu'aux faubourgs de Valence, et laissa ensuite s'écouler près d'un mois pour attendre l'arrivée des renforts et de l'artillerie, ainsi que la réunion de tous les objets nécessaires pour le siége. Le 26 novembre, l'armée de Blake fut attaquée, et sa cavalerie ayant été mise en déroute, l'infanterie se réfugia dans le camp retranché : elle y fut forcée; l'artillerie et les bagages furent pris; et les fuyards s'étant trouvés coupés de la route de Murcie, furent contraints de se jeter dans la ville de Valence. Les Français attaquèrent et enlevèrent plusieurs postes fortifiés; le 25 décembre, Valence fut complètement investie.

La province des Asturies était à cette époque évacuée par les Français, probablement en raison de la difficulté d'y faire subsister les troupes.

Lord Wellington, qui était sur la frontière de Portugal, se retira à la fin de l'automne derrière l'Agueda, et fit prendre à ses troupes, qui souffraient beaucoup par les maladies, des cantonnements dans les parties les plus salubres du pays.

Ainsi se termina la campagne de 1811, dans la péninsule. Le Portugal fut à la vérité complètement délivré de l'invasion française; mais les armes de l'empereur Napoléon furent presque partout victorieuses en Espagne : toutefois ces revers n'abattirent pas le courage des patriotes.

Les travaux des Cortès n'offrent qu'un intérêt se-

condaire; les débats et les résolutions de cette assemblée servaient plutôt à occuper le peuple de Cadix qu'à influer sur la conduite et sur l'issue de la guerre. Cependant quelques-uns de ses actes sont dignes d'attention, en ce qu'ils montrent les sentiments et les vœux d'une partie des membres les plus éclairés, et qu'ils peuvent aussi fournir un exemple de la difficulté d'extirper dans leur racine les préjugés d'un pays si long-temps plongé dans l'ignorance, l'esclavage et la superstition.

Les Cortès publièrent, dans l'année 1811, une proclamation par laquelle ils déclarèrent que conformément à leur décret du 24 décembre qui annulait les renonciations faites à Bayonne par le roi Ferdinand VII, elles ne reconnaîtraient aucun acte, traité ou transaction signés par lui, tant qu'il resterait privé de sa liberté, soit qu'il fût en pays ennemi ou en Espagne. Elles déclarèrent en outre que l'héroïque nation qu'il représentaient ne poserait jamais les armes, et n'écouterait aucune proposition d'accommodement, tant que les Français n'auraient pas évacué le pays.

On publia en même temps un autre décret, par lequel on annonçait que les Cortès ayant pris en considération les abus scandaleux, et les actes d'oppression exercés envers les indigènes primitifs de l'Asie et de l'Amérique, ordonnaient à tous les vice-rois, gouverneurs, présidents et autres magistrats de ces contrées, de reprimer sévèrement tous excès sembla-

bles dans leurs juridictions. Cet acte qui avait pour objet d'attacher les Espagnols américains à la mère patrie, fut suivi d'un autre qui abolissant le monopole du vif-argent, était destiné à manifester l'attention que les Cortès portaient aux intérêts des propriétaires des mines d'Amérique. On accordait aux particuliers pleine liberté d'exploiter les mines de ce métal, et le commerce en était libre, à la condition seulement que les expéditions devraient se faire sur des bâtiments espagnols.

Dans la séance du 2 avril, M. Arguelles, membre distingué par ses efforts en faveur de la liberté de la presse, fit les trois propositions suivantes : 1° que la torture fût abolie; 2° que la traite des noirs le fût également; 3° que le décret portant adoption de cette dernière proposition, fût communiqué au gouvernement anglais. « On proposa par amendement à la première motion, d'ajouter : et *tous autres moyens d'oppression illégaux et barbares*, *tels que menottes*, *chaînes*, *etc.* » La motion ainsi amendée fut adoptée à l'unanimité. D'après quelques objections relatives à l'accueil qu'un décret portant abolition de la traite pourrait trouver dans l'île de Cuba, les deux propositions furent renvoyées à un comité.

A l'occasion d'une pétition de divers habitants de San-Carlos, qui se plaignaient d'être arbitrairement détenus depuis quatre mois, l'on discuta, dans les séances des 18 et 19 avril, un projet de loi contenant diverses dispositions relatives à l'emprisonne-

ment des citoyens. Ce projet dont la teneur principale était extrêmement favorable à la liberté personnelle, ressemblait beaucoup *à l'habeas corpus* de l'Angleterre. Les Cortès en ordonnèrent l'impression. Dans une autre discussion, un membre émit l'avis que, même en supposant que les Cortès possédassent l'autorité royale, elles ne pouvaient faire d'innovations aux lois existantes, ni en publier d'autres sans le consentement du conseil de Castille, et proposa en conséquence de suspendre la discussion, jusqu'à ce que le conseil eût été consulté sur ce sujet. Cette doctrine fut vivement combattue par M. Arguelles qui soutint l'autorité exclusive de la représentation nationale. Cette discussion dura plusieurs jours, mais ne fut suivie d'aucune résolution; dans le même temps, le comité de justice présenta la loi pour l'abolition de la torture, et après une longue discussion et divers amendements, cette loi importante fut enfin adoptée.

Dans la séance du 2 août, un membre, après avoir présenté quelques observations sur la nécessité d'admettre indistinctement les nobles et les plébéiens dans les écoles militaires, donna lecture d'un rapport du comité de la guerre sur ce sujet. Ce rapport était fondé sur le principe, que dans l'ordre de la nature tous les hommes sont égaux, et que celui-là est le plus digne de l'estime de la société, qui lui est le plus utile par ses talents et ses vertus. On proposait aux Cortès de décréter qu'à l'avenir tout individu

d'un caractère respectable, quand même il ne serait pas noble, pourrait être admis dans les écoles militaires, ainsi que dans la marine et les autres corps.

Comme on venait de faire un effort pour délivrer la nation d'un préjugé très-nuisible, un autre également invétéré fut attaqué dans la même séance. Le comité des finances et des affaires ecclésiastiques représenta la nécessité d'appliquer aux hôpitaux militaires les sommes destinées aux confréries religieuses, aux prébendes et autres usages pieux. Le comité présenta un projet de loi à cet effet; et afin de tranquilliser les scrupules religieux, il proposa que le cardinal de Bourbon fût chargé de donner ses soins à cette affaire. A cette proposition, un moine, nommé Lopez, se leva, et soutint avec beaucoup de chaleur tous les anciens priviléges du clergé: il avança que l'église seule pouvait disposer de l'argent de l'église; que ni le roi, ni le peuple, ni par conséquent les Cortès qui le représentaient, n'avaient un tel pouvoir: il rappela tous les maux qui avaient accablé la France pour avoir violé les droits du clergé. Mais ce discours violent fut écouté avec beaucoup de désapprobation, et l'évêque de l'Allahorra soutint avec autant de chaleur que de désintéressement que la proposition était juste et nécessaire dans les circonstances présentes: cet avis d'un prélat respectable réunit la majorité, et la proposition fut convertie en loi de l'état.

Les Cortès adoptèrent, le 5 août, un décret impor-

tant, concernant les seigneuries. Cet acte portait abolition de toutes les juridictions seigneuriales; l'usage des mots de *Vassaux* et de *Vasselage* devait entièrement cesser, ainsi que tous payements qui avaient pour origine un titre seigneurial, à l'exception de ceux qui résultaient d'un contrat libre. Les seigneuries territoriales rentraient, quant aux droits qui y étaient attachés, dans la classe des propriétés particulières, si elles n'étaient pas de nature à être abolies et réunies au domaine national. Les privilèges appelés exclusifs, privatifs et prohibitifs, tels que ceux de chasse, de pêche, de moulins, de forêts, etc. étaient abolis; mais ceux qui les avaient achetés à titre onéreux, devaient être remboursés du capital réellement avancé par eux, et recevoir jusqu'à ce remboursement un intérêt de trois pour cent.

On remarqua dans ce décret une combinaison de l'esprit salutaire de réforme, et de cet égard pour la propriété particulière, sans lequel une révolution politique devient uniquement un système de pillage et de rapine.

Les Cortès regardaient l'établissement d'une constitution comme le principal objet de leur mission. Un comité ayant été nommé pour rédiger un plan, donna, dans la séance du 19 août, lecture de deux sections de ce travail, composées de deux cent quarante-deux articles, dont les Cortès ordonnèrent l'impression. L'article préliminaire suivant

ayant ensuite été mis en discussion, donna lieu à un intéressant débat :

« La souveraineté réside essentiellement dans la « nation ; et par conséquent, le droit d'établir les « lois fondamentales, et d'adopter la forme de gou- « vernement qui lui paraît la plus convenable, lui « appartient exclusivement. » Le député Aner objecta que cette dernière clause était inutile, et qu'elle pouvait tendre à faire tort aux Cortès dans l'esprit du public, en donnant à croire que l'assemblée penchait pour les principes démocratiques, calomnie à laquelle elle avait déja été en butte. M. Arguelles, sans prétendre s'opposer aux raisonnements judicieux de l'orateur, défendit les vues qu'avait eues le comité en insérant la clause en question, et exprima sa surprise que l'attachement des Cortès ou celui de la nation espagnole au gouvernement monarchique, pût être mis en doute : après un long débat, l'article fut mis aux voix : la première clause fut adoptée à une majorité de cent vingt-huit voix contre vingt-quatre, et la seconde rejetée à la majorité de quatre-vingt-six voix contre soixante-deux. Durant cette discussion, le président donna quelques renseignements intéressants, concernant les principes libéraux de la constitution de la Navarre. Ce petit royaume avait tenu ses Cortès générales jusque dans les années 1795, et 1808. A cette dernière réunion, quoiqu'elle eût lieu dans Pampelune, qui était alors occupée par une forte garnison française, l'assemblée refusa d'imiter

l'exemple de la Castille, en obéissant aux ordres de l'empereur Napoléon pour la reconnaissance du roi Joseph, et déclara que le choix d'un souverain et l'établissement des lois appartenaient aux Cortès générales seules.

La doctrine de la souveraineté de la nation, quoique soutenue par une grande majorité dans les Cortès, rencontra une vive opposition dans la minorité. Le conseil de régence fit circuler un écrit dans lequel il niait formellement cette souveraineté, et par conséquent la validité d'une constitution fondée sur ce principe. Le comte Del Pinar passe pour être l'auteur de cet écrit, auquel toutefois trois membres du conseil refusèrent leur assentiment. Les Cortès prirent cette affaire avec chaleur, et ordonnèrent, dans la séance du 16 octobre, une information criminelle contre ceux qui avaient concouru à cette publication, et les suspendirent en même temps de leurs fonctions.

Une proposition faite aux Cortès pour rétablir l'inquisition *dans sa pureté primitive*, excita beaucoup d'alarmes parmi les amis de la liberté; mais ceux-ci ne pouvaient se dissimuler que cette intolérance religieuse était très-populaire en Espagne : ils l'avaient eux-même reconnue et posée en principe constitutionnel, en décrétant la disposition qui ne permet l'exercice d'aucun autre culte que de celui de la religion catholique, apostolique et romaine.

Aucun sujet n'éveilla aussi vivement la jalousie et

l'orgueil des Espagnols, que l'idée qu'on était dans l'intention de placer leurs troupes sous les ordres des généraux anglais. La propagation de ces soupçons donna lieu, au commencement d'août, à une remontrance de sir Henri Wellesley, ministre d'Angleterre, au premier sécretaire-d'état d'Espagne, don Eusebio de Bardaxi Ayzara, où l'on se plaignait des calomnies répandues dans un écrit, dont un exemplaire était joint à la note de Son Excellence, et où l'on renouvelait les bruits, que les provinces espagnoles limitrophes du Portugal, étaient placées sous le commandement militaire de lord Wellington; que l'armée espagnole devait être commandée par des officiers anglais, et que le gouvernement britannique avait le projet d'envoyer à Cadix des forces suffisantes pour prendre et conserver la possession de cette place au nom de S. M. britannique. Après quelques observations générales sur l'injustice de telles imputations, eu égard aux grands sacrifices que l'Angleterre avait faits pour la cause de l'Espagne, M. Wellesley niait positivement que son gouvernement eût aucunes vues d'agrandissement ou d'acquisitions de territoire, soit en Europe, soit en Amérique, aux dépens de la nation espagnole; qu'il n'y avait aucun fondement, aux interprétations données aux notes présentées par lui, par lesquelles il avait conseillé de placer les provinces espagnoles limitrophes du Portugal sous l'autorité temporaire de lord Wellington, et qu'enfin les Anglais n'avaient aucune inten-

tion de se rendre maîtres de Cadix : il terminait sa note en demandant qu'elle fût mise sous les yeux du conseil de régence, et qu'on lui donnât une publicité convenable, afin de prévenir les fâcheuses conséquences qui pourraient résulter de ces injurieux soupçons.

Le secrétaire-d'état transmit, dans sa réponse au ministre anglais, l'improbation la moins équivoque du conseil de régence, relativement aux imputations dont on se plaignait, et l'expression de sa reconnaissance pour l'aide donnée jusque-là à la cause de l'Espagne par la Grande-Bretagne, en même temps que celle de son espoir, que les liens qui déja unissaient les deux nations, pourraient encore se resserrer davantage.

CHAPITRE VIII.

Suite des opérations militaires en Espagne. — Les Français prennent Valence. — Ils échouent devant Tariffa. — Ciudad-Rodrigo est investi par lord Wellington. — Cette place est prise d'assaut. — Tentative contre Tarragone. — Succès des Français dans la province de Valence. — Investissement de Badajoz par lord Wellington. — Prise de cette ville. — Irruption des Français en Portugal. — Courses des guérillas. — Expédition du général anglais Hill à Almaraz. — Défaite de Ballesteros à Bornos. — — Marche de lord Wellington sur Salamanque. — Prise des forts de cette ville. — Marche du maréchal Marmont. — Bataille de Salamanque. — Les alliés entrent à Valladolid. — A Madrid. — Capitulation d'Astorga. — Le blocus de Cadix est levé. — Bilbao est évacué. — Reprise de Séville. — Lord Wellington échoue contre Burgos. — Dispositions de l'armée française. — Retraite des alliés à Freynada. — Travaux des Cortès et de la régence. — La constitution est solennellement proclamée. — Lord Wellington est nommé général en chef des armées espagnoles. — Destitution de Ballesteros. — Affaires de Portugal.

A la fin de l'année 1811, l'importante ville de Valence se trouvait investie de tous côtés par le maréchal Suchet, et réduite pour tous moyens de défense à ses propres forces, et aux débris de l'armée de Blake. Les lignes dont Valence était entourée avaient six

mille toises d'étendue, et avaient coûté à la ville douze millions de réaux et le travail de plusieurs milliers d'hommes durant deux années : elles formaient un camp retranché, défendu par près de vingt mille hommes de troupes de ligne, six mille de milices, et étaient armées de plus de cent canons. Les Français ouvrirent la tranchée dans la nuit du 1er au 2 janvier 1812, à soixante-dix ou quatre-vingts toises des ouvrages espagnols; et en quatre jours, les ingénieurs poussèrent le travail des mines jusqu'à cinquante toises du fossé. Des batteries furent construites à une distance très-rapprochée : ces opérations eurent pour effet de porter les Espagnols à abandonner leurs lignes, et à prendre position dans les faubourgs. Le 5, on commença le bombardement, et le maréchal Suchet offrit à la ville une capitulation qui fut rejetée par le général Blake. Le bombardement fut aussitôt continué, et dans l'intervalle de trois jours et trois nuits, deux mille sept cents bombes furent lancées dans la ville, où elles causèrent plusieurs incendies. Pendant ce temps, on était parvenu à se loger dans les faubourgs, et le mineur avait été attaché sous les deux principales portes : cette ville populeuse était ainsi menacée de toutes les horreurs d'un assaut ; et afin de les prévenir, le général Blake consentit à capituler. Valence fut remise au pouvoir des Français avec environ dix-huit mille hommes de troupes de ligne faits prisonniers de guerre, un grand nombre d'officiers supérieurs,

trois cent soixante-quatorze pièces d'artillerie et une grande quantité de munitions. La milice fut désarmée, et des mesures vigoureuses furent prises pour rétablir la tranquillité dans la province. Le titre de duc d'Albuféra fut conféré au maréchal Suchet, comme une récompense de ce grand fait d'armes.

Victorieux dans cette partie de l'Espagne, les Français échouèrent en Andalousie dans une entreprise d'une moindre importance : le projet contre Tariffa ayant été repris à la fin de l'année précédente 1811, le maréchal Victor avait investi cette ville avec une force considérable, la brèche avait été ouverte au corps de place. Dans la soirée du 31, les troupes commandées pour l'assaut s'avancèrent vers la brèche : la résistance intrépide des assiégés fut couronnée d'un plein succès; les plus courageux des assaillants tombèrent au pied de la brèche, et la masse de la colonne fit, sous le feu le plus meurtrier, une retraite précipitée. Le colonel anglais Skerret donna dans cette occasion un bel exemple d'humanité. Le terrain entre la ville et les batteries des Français était jonché de blessés qui eussent péri s'ils y étaient restés, ou qui auraient été massacrés par les Espagnols. Le colonel fit arborer un pavillon parlementaire, et permit de les enlever : depuis ce moment, les Français n'entretinrent plus qu'un feu partiel, dont le but semblait être d'élargir la brèche, et de préparer un second assaut; mais dans la matinée du 5 janvier, ils levèrent le siége et se retirèrent en bon

ordre, après avoir incendié les objets qui ne pouvaient être facilement transportés. Le colonel Skerret dit dans son rapport, « que la garnison de Tariffa, « forte de dix-huit cents hommes de troupes anglai- « ses et espagnoles, et n'ayant pour toute défense « que de mauvaises murailles, et contre un corps de « dix mille hommes, a frustré les plus grands efforts « des Français, et les a forcés de se retirer en aban- « donnant une partie de leur artillerie. »

Lord Wellington, qui, dès l'automne, avait cantonné ses troupes derrière l'Agueda, s'était mis en mouvement au commencement de l'année. Dans une dépêche, datée de Gallegos, le 9 janvier 1812, il informa le secrétaire-d'état des affaires étrangères, qu'il avait investi Ciudad-Rodrigo le jour précédent. Il annonçait qu'il avait pris d'assaut une redoute nouvellement construite par les Français sur la montagne de Saint-François, et qu'il avait ouvert la tranchée à cent cinquante toises de la place. Le général Hill était arrivé le 30 décembre à Mérida, d'où le général Dombrowski s'était retiré la nuit précédente, en abandonnant ses magasins de subsistances. Le général Hill s'était porté en avant dans l'intention d'attaquer le général Drouet, qui se replia d'abord sur Zafra, et ensuite sur Lléréna. Le général anglais mit ses troupes en cantonnement à Mérida. Lord Wellington pressa vivement le siége de Ciudad-Rodrigo. Le 15 janvier, la seconde parallèle était établie à soixante et quinze toises de la place.

Le feu des batteries ayant fort endommagé les défenses de la place, et ouvert des brèches praticables, lord Wellington se détermina à donner l'assaut, quoique les approches n'eussent pas été poussées jusqu'à la crête du glacis, et que la contrescarpe fût encore entière. L'attaque fut faite dans la soirée du 19, par cinq colonnes séparées. En moins d'une heure, les assiégeants furent maîtres des remparts, où leurs colonnes se formèrent et se lièrent les unes aux autres. Alors seulement les Français qui s'étaient vaillamment défendus, se soumirent. La perte des Anglais fut considérable, surtout en officiers supérieurs. Les fruits de cette victoire furent la prise d'une place très-importante, et d'une garnison de quinze cents hommes, de cent cinquante-trois pièces d'artillerie, y compris un équipage de siége de l'armée française, et d'une grande quantité de munitions de guerre. La perte des assiégeants s'éleva, du 15 au 19 janvier, à près de onze cents hommes tués ou blessés. Les Cortès, comme un témoignage éclatant de la satisfaction que leur causait ce succès, conférèrent par acclamation à lord Wellington le rang de grand d'Espagne de première classe, avec le titre de duc de Ciudad-Rodrigo.

Jetons encore un coup d'œil sur les divers théâtres de cette guerre si compliquée. A cette époque (février 1812), les Français concentraient leurs forces du nord vers Salamanque, et c'était pour cela qu'ils avaient évacué la province des Asturies.

Du côté de l'est, durant le siége de Valence, les Espagnols, sous le commandement du général Lascy et du baron d'Éroles, soit pour opérer une diversion, soit pour profiter de l'éloignement du principal corps de l'armée française, firent une attaque sur Tarragone, dans laquelle ils furent soutenus par quelques bâtiments de guerre anglais : cependant le général Decaën ayant dirigé sur ce point la division Lamarque, avec une partie de la garnison de Barcelonne sous les ordres du général Maurice Mathieu, les Espagnols furent attaqués le 24 janvier, sur les hauteurs d'Alta-Fouilla, et défaits avec une perte considérable d'hommes, d'armes et de bagages, et celle de toute leur artillerie.

Après la prise de Valence, le maréchal Suchet poursuivit ses succès, et les Français se rendirent maîtres de Saint-Philippe de Gaudia, et de Dénia. Péniscola se rendit bientôt après. Le maréchal Soult occupait, avec son corps d'observation, les frontières de Murcie, et avait poussé un parti jusqu'au camp de Lorca.

Lord Wellington resta quelque temps à Ciudad-Rodrigo, afin d'en faire réparer les fortifications et de mettre cette place en état de défense; il en donna ensuite le commandement à un gouverneur espagnol, et se retira à Freynada. Badajoz fut le premier objet vers lequel il dirigea ses opérations. Après avoir fait les préparatifs nécessaires, il se mit en mouvement de Freynada le 6 mars, et arriva le 11 à Elvas. Les

Français n'avaient alors d'autres troupes en campagne dans l'Estramadure, excepté une partie du cinquième corps à Villa-Franca, et une division sous les ordres du général Darricau, à la Séréna. Le 16, le général anglais leva les cantonnements de son armée et investit le même jour Badajoz, par les deux rives de la Guadiana. Le jour suivant, il ouvrit la tranchée, et établit la première parallèle : la garnison fit le 19 une vive sortie qui fut repoussée. Au moment de l'investissement, le général Sir Thomas Graham avait traversé la Guadiana avec un corps de troupes, et dirigé sa marche vers Lléréna ; tandis que le général Hill, qui était revenu de Miranda à ses cantonnements près d'Alluquerque, se porta de nouveau sur Badajoz. Le siége fut poussé sans interruption, malgré le mauvais temps et la crue des eaux de la Guadiana qui endommagea le pont de communication : le 25 mars, six batteries armées de vingt-huit pièces ouvrirent leur feu : dans la soirée du même jour, un ouvrage avancé, appelé la Picurina, fut enlevé d'assaut par un corps de trois cents hommes qui s'y établit. Le 31 mars, les batteries de la seconde parallèle tirèrent avec beaucoup d'effet : le général gouverneur Philippon n'en montrait que plus de vigueur; il fit une seconde sortie que les Anglais ne repoussèrent qu'au prix de beaucoup de sang. Les mouvements des généraux anglais Graham et Hill, avaient obligé les Français à se retirer vers Cordoue; mais le maréchal Soult s'était mis en mouve-

ment les 23 et 24, et avait marché sur Séville avec toutes les troupes qu'il avait pu réunir. Lord Wellington sentit l'urgente nécessité de presser ses attaques : des brèches ayant été ouvertes aux bastions de la Trinité et de Sainte-Marie, il se détermina à brusquer la place. Dans la nuit du 6 avril, il ordonna des attaques simultanées sur différentes parties des ouvrages. L'une de ces attaques, celle par escalade du château de Badajoz, conduite par le général Picton, réussit, et la division à ses ordres s'y trouva établie vers onze heures et demie. Dans le même temps, deux autres divisions montèrent à l'assaut par les brèches des bastions; mais le général Philippon avait fait retrancher les brèches, et multiplié les obstacles; il soutint fermement l'assaut et la résistance des assiégés fut si opiniâtre, que les assiégeants, après un long combat et une perte considérable, furent contraints de se retirer. Cependant la possession du château assurée par le succès des autres divisions décida du sort de la ville, parce qu'il commandait tous les ouvrages intérieurs et extérieurs de la place; au point du jour, le général Philippon, qui s'était retiré à Saint-Christoval, se rendit avec toute sa garnison. Au commencement du siége, elle était composée de cinq mille hommes; douze cents avaient été tués ou blessés avant l'assaut où périrent un grand nombre de ces braves : la perte des assiégeants en tués et blessés depuis l'investissement jusqu'à la prise de la ville, s'éleva à

plus de cinq mille Anglais ou Portugais : c'était sans doute acheter bien cher cette conquête ; mais l'importance de cette seconde place forte sur les frontières du Portugal, pour le succès des opérations futures dans la péninsule, était pour ce sacrifice un motif suffisant.

Dans l'intention de faire une diversion en faveur de la garnison de Badajoz, le maréchal Marmont s'avança sur Ciudad-Rodrigo qu'il tint bloqué; un parti français fit une reconnaissance sur Alméida, mais il fut vivement repoussé. Le 7 avril, le maréchal Marmont quitta les environs de Ciudad-Rodrigo et se porta à Sabugal; son avant-garde poursuivit le général Alten dans le Bas-Beyra jusqu'à Castel-Franco, où il entra le 12; mais cette place fut aussitôt reprise par les généraux Alten et Lecor.

Le maréchal Soult, qui s'était avancé de Séville jusqu'à Villa-Franca dans l'Estramadure, apprenant la prise de Badajoz, se retira vers les frontières de l'Andalousie. Le général Graham ordonna à sir Stapleton-Cotton de poursuivre son arrière-garde avec la cavalerie anglaise; Stapleton ayant atteint la cavalerie française et les brigades Marchand et Anson à Villa-Garcia, attaqua ces troupes, et profitant de la supériorité du nombre, il remporta un avantage. Les Français se retirèrent aussi de Leréna, et évacuèrent ensuite entièrement l'Estramadure. Aussitôt que lord Wellington fut instruit de la retraite du

maréchal Soult, il fit avancer son armée vers la Castille.

Durant cette période, les partis de guérillas se montrèrent extrêmement actifs; Espoz-y-Mina obtint, dans diverses rencontres, des succès en Navarre et dans les districts voisins; souvent, quand on le croyait entouré par les détachements français, il réussissait à s'échapper du milieu d'eux, et se montrait plus audacieux qu'auparavant. Le général Ballesteros, qui avait été nommé capitaine général de l'Andalousie, surprit et détruisit, le 14 avril, une colonne aux ordres du général Rey. Mérino, tomba à l'improviste sur un corps français, près d'Aranda, le 16 avril, et lui fit cinq cents prisonniers. Ce curé, devenu chef de bandes, exerça, dans cette occasion, de terribles représailles pour l'exécution de trois membres de la junte de Badajoz, et de quelques-uns de ses soldats. Il fit mettre à mort vingt prisonniers pour chacun des premiers, et dix pour chacun des derniers.

D'un autre côté, les Français s'étant réunis en forces sur les frontières de la Galice, simulèrent un projet d'attaque sur cette province, afin de favoriser le dessein qu'ils avaient de rentrer dans les Asturies, et qu'ils effectuèrent, le 17 mai, sous le commandement du général Bonnet, en reprenant possession d'Oviedo, Grado et Gijon.

Le 24 avril, lord Wellington se trouvait à Alfayates, sur la frontière du Portugal; les Français

s'étant retirés à son approche, avaient traversé l'Agueda, et étaient en pleine retraite vers Tormes. Le général Drouet était alors dans la province de Cordoue, et le maréchal Soult à Séville.

Lord Wellington expédia le général Hill pour attaquer les postes et les ouvrages établis par les Français au passage du Tage, à Almaraz dans l'Estramadure, près des frontières de la Nouvelle Castille. C'était la seule bonne communication entre les deux rives du Tage au-dessous de Tolède; tous les ponts permanents de ce fleuve, au-dessous de celui d'Arzobispo, détruits par les opérations de la guerre, n'avaient point été réparés. Le pont d'Almaraz était défendu par des ouvrages élevés sur les deux rives du fleuve, et était en outre, du côté du sud, couvert par le château et les redoutes de Mirabete, environ à une lieue de distance.

Les préparatifs nécessaires pour cette expédition ne permirent pas au général Hill de commencer sa marche d'Almendralejo avant le 12 mai. Le 16, il forma ses troupes en trois colonnes, la gauche dirigée contre le château de Mirabete, la droite contre les ouvrages du pont, et le centre vers le défilé. La marche fut si difficile que, le 19, le jour avait paru avant que l'attaque pût se faire. La colonne de droite, munie d'échelles, se mit en mouvement pour donner l'assaut au fort Napoléon, ouvrage construit sur la rive gauche du fleuve. Malgré tous les obstacles et un feu foudroyant, les troupes alliées repous-

sèrent la garnison française des divers retranchements jusque sur le pont qui se trouvait coupé de l'autre côté, de sorte que beaucoup de soldats français se précipitèrent dans le fleuve, où ils périrent Alors la garnison du fort *Raguse*, sur la rive droite, abandonna sa position. Les magasins, 18 pièces de canon et 250 prisonniers tombèrent entre les mains des Anglais, qui s'empressèrent de détruire tous les forts et les ouvrages construits pour la défense du pont. L'attaque sur Mirabete ne servit que de diversion, en portant les Français à croire que celle contre les forts près du pont ne commencerait que lorsque le sort de la première serait décidé. Les Anglais perdirent dans cette action, en tués et blessés, environ cinq cents hommes.

La partie méridionale de l'Andalousie continuait d'être le théâtre de fréquents combats entre les Français et les Espagnols. Le 1er juin, le général Ballesteros soutint, dans la plaine de Bornos, un vif engagement contre une division française, engagement qui se termina par la défaite des Espagnols, avec perte de quinze cents hommes tués et blessés. Cependant Ballesteros ne se retira pas plus loin que la position qu'il occupait avant le combat, et ne fut point inquiété dans sa retraite.

Les guérillas, secondés par l'escadre de sir Home Popham, firent, le 21 juin, une attaque combinée sur les troupes françaises qui occupaient le poste de Lequitio en Biscaye, et réussirent, à l'aide de l'ar-

tillerie anglaise, à faire prisonnière la garnison du fort.

L'attention était alors principalement fixée sur l'armée alliée commandée par lord Wellington, qui, depuis quelque temps, s'avançait contre l'armée française aux ordres du maréchal Marmont. Le général anglais traversa l'Agueda le 13 juin, et arriva le 16 devant Salamanque. A son approche, les Français se retirèrent au-delà de la Tormès, laissant environ huit cents hommes dans quelques forts construits sur les ruines des colléges et des couvents de Salamanque. L'armée alliée entra dans la ville, mais il fallut assiéger les forts. Pendant ce temps, le maréchal Marmont se retirait sur le Duero.

La brigade de cavalerie aux ordres du général anglais Slade, dans l'Estramadure, eut une rencontre avec deux régiments de dragons français qu'elle mit d'abord en désordre; mais s'étant mise imprudemment à leur poursuite, elle fut attaquée, culbutée et presque anéantie par la réserve des Français. Les troupes commandées par le maréchal Soult, et celles sous les ordres du général Drouet, avaient opéré leur jonction, et s'étaient avancées sur Lerena et Saint-Olalla. D'après ce mouvement, le général Hill avait rappelé ses détachements, et concentré ses forces à Albuera.

Les batteries élevées contre les forts de Salamanque commencèrent leur feu le 17 juin. Le maréchal Marmont fit, le 20, un mouvement en avant, afin

de se mettre en communication avec les forts; et dans la nuit du 21, ses troupes établirent un poste sur le flanc droit de l'armée alliée; le jour suivant, le général Graham ayant attaqué cette position, lés Français en furent repoussés avec perte. Ils firent ensuite un nouveau mouvement qui avait pour objet de communiquer avec leurs garnisons par la rive gauche de la Tormès, rivière qu'ils passèrent en force le 24 juin; mais l'approche du général Graham les détermina à se retirer dans leur première position. Cependant le siége des forts n'avançant pas avec la rapidité à laquelle lord Wellington s'était attendu, il fit, dans la nuit du 23, une tentative pour enlever d'assaut le principal ouvrage; mais elle échoua avec une perte considérable. Le général-major Bowesy fut tué. Le 27, l'artillerie des assiégeans ayant mis le feu aux bâtiments du fort le plus étendu, celui de Saint-Vincent, et une brèche ayant été ouverte à un autre fort, le commandant de Saint-Vincent, afin de gagner du temps, demanda à capituler, après un certain nombre d'heures. Lord Wellington s'étant aperçu de son dessein, ordonna de livrer l'assaut aux deux forts: cette fois l'attaque réussit; et alors le commandant de Saint-Vincent envoya un parlementaire pour annoncer que le fort se rendait à la condition que la garnison serait prisonnière de guerre des Anglais; ce qui fut accepté. Ces forts étaient d'une si forte construction qu'ils ne pouvaient être réduits que par un siége

régulier. Ils coûtèrent aux alliés plus de neuf cents hommes tués ou blessés. A la nouvelle de cet évènement, l'armée française se retira. Lord Wellington leva son camp le 1er juillet, et s'avança vers le maréchal Marmont qui se dirigeait sur Tordesillas; sir Cotton attaqua son arrière-garde sans succès. Le reste de l'armée alliée était trop éloigné pour pouvoir empêcher les Français d'effectuer le passage du Duero; ils prirent position sur cette rivière, ayant leur centre à Tordesillas. Lord Wellington, de son côté, prit position à Rueda. Le 7 juillet, les Français furent renforcés par la jonction des troupes aux ordres du général Bonnet, qui s'étaient avancées des Asturies. Ils s'étendirent ensuite sur leur droite jusqu'à Toro, où ils s'occupèrent à rétablir le pont qui avait été précédemment détruit. Le général Hill avait quitté Albuera, et avait marché contre les Français qui s'étaient retirés devant lui du côté de Cordoue. Le 9 juillet, il avait atteint Lerena.

Le maréchal Marmont revint alors contre les alliés et reprit l'offensive. Le 16 juillet, il envoya un corps considérable à Toro, sur le Duero, tandis que lord Wellington mettait l'armée alliée en mouvement sur sa gauche, dans l'intention de la concentrer sur la Guarena, rivière qui se jette dans le Duero. Dans la nuit les Français repassèrent le Duero à Toro, et le maréchal Marmont mit toute son armée en marche vers Tordesillas, où il repassa le fleuve le 17; il réunit le même jour ses troupes à Nava del Rey. Les deux ar-

mées firent alors successivement divers mouvements. Les Français attaquèrent un corps stationné à Castrejon, sous les ordres de sir Stapleton Cotton, qui résista jusqu'à ce que la cavalerie l'eût joint, et opéra ensuite sa retraite sur le principal corps d'armée sur la Guarena. Les Français passèrent cette rivière, avec l'intention de se porter sur la gauche de l'armée alliée; mais une attaque faite par la brigade de cavalerie du général Alten, et soutenue par un corps d'infanterie, arrêta leur mouvement. L'objet du maréchal Marmont était de couper la communication des alliés avec Salamanque et Ciudad-Rodrigo; et celui de lord Wellington, de maintenir cette communication. Le 21, l'armée alliée se trouvait concentrée sur la Tormès, et le maréchal Marmont s'avançait vers cette rivière.

Deux armées opérant sur un espace aussi resserré ne pouvaient pas être long-temps sans en venir à une action générale; et ce résultat fut accéléré par la nouvelle parvenue à lord Wellington que le général Clausel était arrivé le 20 à Pollos, avec la cavalerie et l'artillerie légère de l'armée du nord, pour se réunir au maréchal Marmont, ce qu'il pouvait effectuer dans un jour ou deux. Le général anglais cherchait donc l'occasion favorable pour engager l'action: elle se présenta dans l'après midi du 22 juillet, par l'extension de la ligne des Français sur leur gauche, dans la vue d'embrasser un poste situé sur une hauteur occupée par la droite des alliés. Lord Welling-

ton renforça alors sa droite, et ordonna en même temps une attaque sur la gauche des Français; cette attaque eut un plein succès. Le feu s'engagea sur le front de bataille des deux armées; mais la ligne des alliés étant moins étendue que celle des Français, ils purent diriger contre le centre leur plus grand effort: les Français y opposèrent une vive résistance. Les attaques réitérées de l'infanterie anglaise furent repoussées par une division française avec la plus grande fermeté; le maréchal Marmont fut grièvement blessé et mis hors de combat. Le sort de la bataille resta quelque temps en suspens, et ne fut décidé que par les réserves de lord Wellington, qui rétablirent le combat. Accablés par le nombre de troupes fraîches, les Français, poussés d'une hauteur à l'autre, perdirent le champ de bataille; leur aile droite tint ferme jusqu'à la nuit et couvrit la retraite. Ils furent poursuivis jusqu'à Peneranda. Ils perdirent environ cinq mille hommes tués ou blessés. Onze pièces de canon, plusieurs caissons chargés de munitions, deux aigles, six drapeaux, un général, trois colonels, quatre mille soldats tombèrent entre les mains des alliés, et le jour suivant on recueillit encore un grand nombre de prisonniers. La perte du côté des alliés ne fut guère moindre: elle s'éleva en tués et blessés à environ cinq mille deux cents hommes, tant Anglais que Portugais. Les Espagnols prirent peu de part à cette bataille livrée sur leur territoire et pour leur cause.

L'armée alliée continua sa marche en suivant les Français, dont les forces se divisèrent : une partie passa le Duero à Puente de Duero, le 27; et l'autre se porta au pont de Tudela, sur cette même rivière. Le roi Joseph avait quitté Madrid, le 21, avec l'armée du centre, dirigeant sa marche par l'Escurial sur Alba de Tormès; mais à la nouvelle qu'il reçut le 25 de la perte de la bataille de Salamanque, il se retira vers Ségovie. L'arrière-garde des Français se maintint sur la rive gauche du Duero, pendant les journées du 28 et du 29 ; mais à l'approche de la cavalerie des alliés, elle traversa la rivière et suivit les mouvements du gros de l'armée, abandonnant Valladolid, où elle laissa 17 pièces de canon. Des partis de l'armée alliée entrèrent dans cette ville le 30 juillet.

Pendant ce temps, l'armée du centre était arrivée à Ségovie, avec l'intention apparente d'opérer sa jonction sur le haut Duero avec celle du maréchal Marmont. Pour empêcher cette réunion, lord Wellington se porta à Cuellar. Le roi Joseph se retira de Ségovie et repassa la montagne et le défilé de Guadarama, après avoir pris toutes les mesures propres à arrêter la marche des alliés.

Le moment du dénoûment approchait; les immenses apprêts de la campagne de Russie avaient consumé toutes les réserves de Napoléon, en hommes, en matériel, en argent. Les pertes faites en Espagne ne pouvaient être assez promptement ré-

parées pour y relever la fortune des armes. Le courage des troupes françaises était admirable, mais leurs efforts devenaient de jour en jour plus impuissants; les obstacles, les embarras et les dangers de leur position allaient croissant.

Lord Wellington informé que l'armée du maréchal Marmont qui continuait sa retraite sur Burgos, n'était pas, du moins pour quelque temps, en état de tenir la campagne, se détermina à forcer le roi Joseph, soit à en venir à une action décisive, soit à quitter la capitale. Il marcha, le 6 août, de Cuellar sur Ségovie, et arriva le lendemain à Saint-Ildephonse. L'avant-garde de sa cavalerie, après avoir passé le Guadarama, se porta en avant, et poussant devant elle un corps d'environ deux mille hommes de cavalerie française, s'établit à Majalahorda.

Le brigadier-général Durban, qui commandait cette avant-garde, voyant revenir sur lui la cavalerie française, ordonna aux Portugais de charger les escadrons qui étaient en tête; mais les Portugais, malgré les efforts de leurs officiers, lâchèrent pied même avant d'avoir atteint les Français. Ils abandonnèrent leur canon et s'enfuirent à travers le village de Majalahorda, vers un corps de dragons de la légion allemande; celle-ci chargea les Français, qui la voyant soutenue par d'autres troupes, se retirèrent en bon ordre. Les alliés éprouvèrent dans cette affaire une perte assez considérable; leur armée continua de marcher en avant, et le 11, deux de

ses divisions entrèrent à Madrid. Le roi Joseph avec l'armée du centre avait pris la route de Tolède, laissant une garnison dans le fort de Lachina, au Retiro.

Dans la soirée du 13, le Retiro fut investi, et l'on faisait des préparatifs pour attaquer les ouvrages, lorsque le commandant du fort la China demanda à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre, à condition que la garnison et toutes les personnes qui se trouvaient dans le fort seraient prisonnières, et que les magasins et l'artillerie seraient remis aux alliés. Le nombre total de prisonniers s'éleva à deux mille cinq cents hommes. On trouva au Retiro cent quatre-vingt-neuf pièces d'artillerie, avec une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, et d'effets d'habillement. Telles furent, dans le nord et au cœur de l'Espagne, les conséquences de la bataille de Salamanque. Du côté de l'est, la cause des alliés éprouva un revers. Le général O'Donnel, à la tête de l'armée de Murcie, ayant attaqué, le 21 juillet, les postes du général Harispe à Castalla et à Ibi dans le royaume de Valence, fut défait et perdit trois mille hommes. Sa retraite fut couverte par le général Roche, qui s'était avancé d'Alicante pour coopérer à cette entreprise.

Le 10 août, le général anglais Maitland, avec une expédition envoyée de la Sicile, après avoir louvoyé durant plusieurs jours le long des côtes de la Catalogne et de Valence, et fait des démonstrations sur différents points, débarqua enfin à Alicante.

Astorga, qui avait été long-temps assiégée par les Espagnols, capitula le 18 août; sa garnison, composée de trois bataillons, se rendit prisonnière de guerre, à condition d'être échangée, aussitôt que les circonstances le permettraient, contre des prisonniers espagnols. Le général Foi qui s'avançait de Valladolid avec un fort détachement pour secourir et dégager cette place, ne put arriver à temps, mais il débloqua Toro et Zamora.

Comme nous l'avons dit plus haut, les Français s'affaiblissaient par les combats, par les fatigues et les maladies; au lieu des renforts ardemment sollicités par le roi Joseph et par les généraux en chef, plusieurs corps de vieilles troupes avaient été retirés des armées d'Espagne pour rejoindre la grande armée en Russie; il n'était plus possible de continuer, sur des points si éloignés les uns des autres, des opérations qui ne pouvaient plus se lier et concourir au but commun. Il n'y avait plus de sûreté dans cette divergence, plus de système général dans ce mélange d'offensive et de défensive; il fallut donc se concentrer, et d'abord renoncer à l'espoir de forcer la reddition de Cadix. Cette ville, privée de toute communication par terre, souffrait beaucoup sans doute; sa situation était aggravée par les dangers d'un bombardement qui, bien qu'effectué d'un point trop éloigné pour pouvoir y causer de grands dommages, donnait pourtant de sérieuses alarmes aux habitants et pouvait lasser leur constance. Toutes les tentatives

faites par les Espagnols pour faire lever le blocus avaient échoué, et même quand les Français avaient retiré la plus grande partie des troupes qui y étaient employées, la force des ouvrages qu'ils avaient construits avait dissuadé les assiégés de faire aucun effort pour les enlever. Mais après la perte de la bataille de Salamanque et l'évacuation de Madrid, la levée du blocus fut résolue. Dans la nuit du 24 et la matinée du 25 août, les Français abandonnèrent leurs ouvrages devant Cadix et l'île de Léon, à l'exception de la ville de Port-Sainte-Marie, où un corps de troupes resta jusqu'au milieu du jour. Les assiégeants, avant leur départ, détruisirent tous les forts et les batteries élevés dans leurs lignes, et donnèrent ainsi à Cadix le spectacle de feux immenses et d'explosions successives. Ils laissèrent derrière eux un grand nombre de pièces d'artillerie qu'ils avaient mises hors d'état de servir, ainsi qu'une grande quantité de munitions de guerre.

Après l'évacuation des lignes de Cadix, les Français se retirèrent aussi de Séville. Le 27 août, un corps de troupes anglaises et espagnoles entra dans cette ville, où se trouvaient encore quelques bataillons d'infanterie et deux régiments de cavalerie; un combat tumultueux s'engagea dans les rues, sur les ponts, et dans les faubourgs. Les habitans se montrèrent si zélés pour la cause de leur pays, qu'ils se précipitèrent au milieu du feu de la mousqueterie pour placer des madriers sur le pont rompu, et faciliter le

passage des troupes alliées. La ville et le château d'Arcos en Andalousie, et toute la ligne de Guadalete à Ronda, furent immédiatement abandonnés par les Français; ils firent partout sauter les fortifications, enclouèrent les canons et détruisirent les munitions.

Le maréchal Masséna était alors attendu de retour de France, pour reprendre le commandement de l'armée de Portugal, de sorte qu'il devint nécessaire que lord Wellington veillât de près aux mouvements de cette armée. Il quitta en conséquence Madrid le 1er septembre, après avoir préalablement ordonné que ses troupes se rassemblassent à Aravelo. L'armée anglaise se mit en mouvement de cette place le 4, et le 6, elle traversa le Duero. Elle s'avança jusqu'à Valladolid; les Français, se retirant devant l'armée anglaise, passèrent la Praiserga.

Le roi Joseph avait opéré sa jonction avec le maréchal Suchet, à Valence. Ce maréchal était posté sur le Xucar, observant les troupes aux ordres du général Maitland, qui, après s'être avancé d'Alicante, avait rétrogradé et fait cantonner ses troupes aux environs de cette ville. Le maréchal Soult se trouvait à Grenade; il avait été suivi par Ballesteros qui avait harcelé son arrière-garde. Le général anglais Hill était à Truxillo, d'où il devait marcher sur Oropesa.

Lord Wellington continuait de suivre les Français qui se retiraient sur Burgos; il fut joint et renforcé par trois divisions d'infanterie et un corps de

cavalerie de l'armée de Galice, sous le commandement du général Castanos. Le 17 septembre, les Français furent repoussés jusque sur les hauteurs de Burgos, et dans la nuit ils se retirèrent au travers de cette ville et prirent position à Pan-Corbo et Miranda sur l'Èbre, ayant leurs avant-postes à Briviesca. Ils laissèrent dans le fort de Burgos une garnison suffisante sous le commandement du général Dubreton, des munitions de guerre et une grande quantité de vivres.

L'ancien château de Burgos, que l'empereur Napoléon avait quatre ans auparavant fait mettre à la hâte en état de défense, à peine à l'abri d'un coup de main, était devenu une espèce de citadelle : on avait tiré le meilleur parti possible de ce plateau très-étroit qui domine la ville, mais qui est lui-même dominé par la hauteur appelée le Mont-Saint-Michel, à la distance de cent cinquante toises. On avait construit sur le Mont-Saint-Michel un ouvrage à cornes avec une communication. Mais cet ouvrage était encore très-imparfait à peine tracé dans quelques parties. Autour de la vieille enceinte du château qu'on avait réparée, on avait élevé une première enceinte pour étendre la défense des dehors et saisir les points les plus avantageux des escarpements; ce n'était pas une forteresse, mais un très-bon poste tant qu'on resterait maître du plateau supérieur du Mont-Saint-Michel. Aussi, dès l'instant de son arrivée devant Burgos, le 19 septembre 1812, lord Wel-

lington fit attaquer les ouvrages avancés, de ce côté, qui était aussi le plus accessible. Ils furent enlevés rapidement par l'infanterie anglaise, et la nuit suivante l'ouvrage à cornes du Mont-Saint-Michel, quoique vaillamment défendu, fut emporté d'assaut et coûta cher aux assiégeants.

Lord Wellington, pressé de surmonter l'obstacle qui l'arrêtait, voulut profiter de l'ardeur qu'un premier succès inspirait à ses soldats, et tenter d'enlever d'assaut, dans la nuit du 22 septembre, la première enceinte du fort. Il ordonna aux détachements de troupes portugaises qui avaient formé l'investissement, d'attaquer brusquement du côté du midi, de manière à attirer sur ce point toute l'attention de la garnison, tandis que les troupes anglaises escaladeraient le mur d'enceinte du côté de la ville. Les Portugais furent vivement repoussés, et la vigilance du général français ne laissa aucune possibilité de tenter l'escalade.

La nature du terrain et les feux plongeants de la citadelle ne permettaient guère d'ouvrir des tranchées, et lord Wellington n'ayant pas d'artillerie de siége, prit le parti d'attacher le mineur, d'abord à l'enceinte extérieure. Une première explosion y ouvrit une brèche dans la nuit du 29 septembre; les assaillants s'y précipitèrent, mais ils furent repoussés. Une seconde mine joua le 4 octobre, avec plus de succès; la brèche étant mieux ouverte, les Anglais montèrent à l'assaut et parvinrent à s'établir sur la première enceinte.

L'attaque et la défense du château de Burgos sont très-remarquables, non-seulement par la valeur et l'obstination que montrèrent les assiégeants et les assiégés dans des assauts réitérés, et qui furent autant de combats corps à corps, dans un espace très-resserré, mais encore par les conséquences de ce fait de guerre. Lord Wellington, qui pouvait, en bloquant seulement ce fort, continuer à poursuivre l'armée française, perdit beaucoup de temps dans une opération au moins inutile.

La garnison fit, les 6 et 10 octobre, des sorties dans lesquelles elle causa beaucoup de dommages aux alliés, et leur occasiona une grande perte d'hommes. Cependant les assiégeants ouvrirent une nouvelle brèche à l'enceinte extérieure, et logèrent quelques troupes très-près de cette enceinte : les choses restèrent dans le même état jusqu'au 18; lord Wellington ayant reçu alors un secours en munitions, et ayant achevé de pratiquer une troisième mine sous la seconde enceinte, se détermina à livrer un furieux assaut aussitôt après que l'explosion de cette mine aurait renversé la muraille : la brèche fut en effet ouverte, et l'assaut fut tenté avec beaucoup de résolution : mais le feu des Français sur le point menacé était si foudroyant, que les Anglais furent obligés de se retirer avec une perte considérable. Les espérances d'un succès définitif devenaient plus faibles; l'armée française, qui, retirée sur l'Èbre, n'avait pas, durant trois semaines, troublé les opérations des

assiégeants, ayant été renforcée par des troupes fraîches arrivées de France, et par des détachements de l'armée du nord, commençait à faire des démonstrations qui annonçaient le dessein de faire lever le siége. Le 13 octobre, elle fit une reconnaissance des avant-postes des alliés, établis à Monastério; et, le 18, elle attaqua en force, et s'empara des hauteurs qui commandent cette ville, d'où les Anglais avaient été obligés de se retirer. Le général Hill ayant aussi donné avis que les Français faisaient des mouvements vers le Tage, lord Wellington se décida à se rapprocher de ce général, afin d'empêcher que la communication des deux armées ne fût coupée par les manœuvres des Français. Il prit, dans la nuit du 20, la résolution de lever le siége et de faire retirer toute son armée sur le Duéro : la glorieuse défense du fort de Burgos arrêta les progrès de l'armée alliée, et ravit à lord Wellington une partie des fruits de la bataille de Salamanque : il avait témérairement considéré cette opération comme un coup de main, et s'était décidé à sacrifier ses plus braves soldats pour s'assurer l'avantage d'un point d'appui, sans lequel il croyait peut-être ne pouvoir se maintenir dans cette position trop avancée.

Les Français ne s'aperçurent pas d'abord de la retraite de lord Wellington, et ne suivirent l'armée alliée que deux jours après la levée du siége; leur cavalerie et leurs troupes légères pressèrent vivement son arrière-garde, et la harcelèrent jusqu'au 26

octobre qu'elle atteignit Cabéçon, et traversa la Pisuerga. Lord Wellington passa le Duéro le 29. Instruit que les Français étaient en pleine marche sur Tordésillas, il continua la sienne et porta son armée sur les hauteurs entre Ruéda et Tordésillas, vis-à-vis le pont. Il resta dans cette position jusqu'au 3 novembre, les Français n'ayant fait aucune démonstration pour passer le Duéro, le long duquel leur armée s'étendait de Toro à Valladolid.

Les alliés évacuèrent Madrid, après avoir détruit le fort La China, et mis hors de service les pièces qu'ils ne purent emmener. Un corps français entra, le premier novembre, dans cette capitale. Le général Hill, qui s'était retiré des rives du Tage, et avait pris position sur le Jacama, s'avança vers le nord et arriva dans les premiers jours de novembre sur l'Adaja.

Le pont de Toro ayant été réparé par les Français, lord Wellington donna l'ordre au général Hill de continuer sa marche sur Alba de Tormès; et, le 6 novembre, il décampa lui-même de sa position devant Tordésillas, et se dirigea vers les hauteurs de San-Christoval en avant de Salamanque. Il s'y établit, et le même jour le général Hill occupa la ville et le château d'Alba, et porta le reste de ses troupes sur la Tormès.

Les Français ayant réuni leurs forces près des positions des alliés, attaquèrent les troupes qui étaient dans Alba, avec de l'infanterie et vingt pièces de ca-

non, et leur occasionèrent une grande perte : ils poursuivirent cet avantage, et passèrent la Tormès : lord Wellington partit de San-Christoval dans l'intention de les attaquer ; mais trouvant qu'ils occupaient une position très-forte, il retira toutes ses troupes des environs d'Alba sur les Arapiles, c'est-à-dire sur les hauteurs proches de Salamanque. Il s'aperçut bientôt que les Français se renforçaient et poussaient des corps pour interrompre la communication de l'armée alliée avec Ciudad-Rodrigo; il se détermina donc à se diriger sur cette place, où il arriva le 19, toujours serré de près par l'avant-garde française. Les alliés éprouvèrent une grande perte au passage d'une rivière par l'effet d'une canonnade, et le général sir Édouard-Paget fut fait prisonnier. Lord Wellington, persuadé que toutes les forces disponibles de l'ennemi se trouvaient réunies sur la Tormès, transporta de nouveau son quartier-général à Freynada, sur la frontière du Portugal : cependant la plus grande partie de l'armée française avait repassé la Tormès, et était en marche vers le Duéro.

Tel fut le résultat de la campagne de 1812 dans la péninsule. Quant aux nombreux engagements entre les partis des guérillas et les colonnes mobiles des Français, ils eurent trop peu d'influence sur ce résultat pour qu'on en fasse mention. Les efforts de lord Wellington pour pénétrer au centre de l'Espagne, et prendre avantage de l'état d'affaiblissement des Français, obligèrent ceux-ci à retirer leurs forces

des provinces du midi, à lever le blocus de Cadix, pour rester, après la prise de Valence, uniquement sur la défensive du côté de l'est, et à concentrer leurs forces pour s'opposer à ses progrès.

Les succès de lord Wellington, et l'affranchissement du Portugal, ne remplirent pas entièrement les grandes espérances que la nation anglaise en avait conçues, parce qu'on n'appréciait point assez à Londres les difficultés à vaincre, la valeur et l'activité des Français, les talents et l'expérience de leurs généraux; toutefois lord Wellington mérita par de beaux faits, et surtout par sa prudence et la justesse de ses mesures, les récompenses dont il fut comblé par son gouvernement.

Les pertes éprouvées par les alliés dans cette campagne furent considérables. Le relâchement de la discipline dans leurs troupes rendit désastreuses les retraites de Burgos et de Madrid : lord Wellington ne craignit point de le reprocher à son armée à la face de l'Europe, dans une adresse très-énergique : il s'exprimait ainsi... « Il est évident que du moment que « les troupes commencèrent leur retraite des envi« rons de Burgos, d'un côté, et de Madrid de l'autre, « les officiers perdirent toute autorité sur leurs sol« dats : des excès de toute espèce furent commis avec « impunité; et on a fait des pertes qu'on n'aurait ja« mais dû éprouver. » Le manque de discipline des troupes alliées contrastait avec le bon ordre et l'accord qui régnaient dans les différents corps français.

Il est vrai qu'environnés d'ennemis ils en sentaient le besoin, ils se gardaient mieux et usaient de plus de ménagements qu'ils ne l'avaient fait dans les premières campagnes; des observateurs impartiaux ont même pensé que, si les souvenirs de l'origine de la guerre eussent été moins vifs, un rapprochement entre les deux nations eût été possible.

Durant cette période, si fertile en événements, les Cortès continuèrent à Cadix leurs travaux législatifs. Les discussions sur les principes constitutionnels, sur la forme du gouvernement, et sur le mode d'administration, étaient fort animées : l'un des membres, M. Verra, prononça, le 29 décembre 1812, un discours remarquable, dans lequel il se fit l'organe du mécontentement et de la crainte d'un grand nombre de personnes qui accusaient les Cortès de vouloir se perpétuer dans le pouvoir par une constitution républicaine. Ce député proposa, 1° qu'une nouvelle régence fût incessamment nommée, et qu'à sa tête on plaçât une personne de la famille royale, investie de tous les pouvoirs du roi, conformément à la constitution; 2° que cette personne fût autorisée à traiter avec les puissances amies ou neutres pour l'entretien des armées; 3° que dans l'intervalle d'un mois pour tout délai, les discussions sur la constitution fussent terminées, la régence nommée et le congrès dissous; 4° que les Cortès ne fussent pas réunies avant l'année 1813. M. Arguelles, prenant la défense des Cortès, dans le système d'une

monarchie tempérée par une vraie représentation nationale, proposa qu'aucune personne de la famille royale ne fût placée à la tête de la régence en l'absence de Ferdinand; 2° que les Cortès ordinaires fussent convoquées à l'époque précise voulue par la constitution, et que les Cortès actuelles ne se séparassent pas avant que la régence fût formée, le conseil d'état et le tribunal suprême de justice nommés, et la cour des comptes organisée; 3° qu'à la dissolution des cortès, il restât une députation permanente, composée de soixante de leurs membres, et investie d'amples pouvoirs pour veiller à la sûreté de l'état; 4° qu'il fût nommé un comité spécial à l'effet d'aviser aux meilleurs moyens de mettre promptement à exécution le grand objet de l'organisation du gouvernement. Ces propositions furent adoptées.

Le 2 janvier, les Cortès discutèrent un projet tendant à améliorer le système du gouvernement, et décrétèrent qu'il serait nommé vingt conseillers d'état, dont deux seulement ecclésiastiques, deux grands d'Espagne, et les seize autres pris parmi les personnes qui auraient servi dans les emplois diplomatiques, militaires, administratifs ou judiciaires: six au moins de ces personnes devaient appartenir aux provinces d'outre-mer.

La régence fut renouvelée; le duc de l'Infantado, alors ministre résidant en Angleterre, fut nommé président; le comte de l'Abisbal (O'Donnel), vice-président. Les membres de la régence précédente

furent nommés conseillers d'état. Après son installation, la nouvelle régence publia une adresse à la nation espagnole, pour l'exciter à faire de nouveaux efforts pour le salut de l'indépendance du pays. Les mesures de cette première autorité répondirent à son langage : elles furent vigoureuses, promptes et décisives ; diverses réformes furent opérées ; et l'on donna une attention particulière au recrutement et à l'instruction de l'armée.

Les soins de la nouvelle régence ne se bornèrent point aux peuples de la péninsule espagnole européenne. Elle publia, au mois de mars, une circulaire adressée aux colonies d'Amérique, dans laquelle elle exposait la lutte difficile que la mère-patrie avait à soutenir pour sa liberté, et les travaux salutaires des Cortès qui allaient donner une constitution destinée à faire le bonheur général et de la métropole et des colonies : la régence exprimait en même temps l'espérance que les Américains serviraient la cause de leurs frères par des souscriptions volontaires.

Les Cortès signalèrent la libéralité de leurs principes par l'adoption d'un décret qui autorisait tous les sujets espagnols, d'origine maure, soit du côté paternel, soit du côté maternel, à prendre des degrés dans les universités, et à entrer dans les ordres religieux ; priviléges dont ils avaient été privés jusqu'alors.

Le 18 mars 1812, les Cortès extraordinaires tinrent une séance solennelle dont l'objet était de signer les articles de la constitution. Des députés de toutes

les parties de la monarchie espagnole y furent appelés. On donna lecture d'un décret approuvé dans une séance secrète, concernant l'ordre de succession à la couronne, et dont l'objet était, disait-on, d'empêcher qu'elle ne tombât au pouvoir d'un prince ennemi de l'indépendance nationale. Ce décret était de la teneur suivante : « Les Cortès extraordinaires, considérant que la prospérité et la sûreté de l'état sont incompatibles avec le concours de certaines circonstances dans les personnes de l'Infant don Francisco de Paule, et l'Infante dona Maria Louise, reine d'Étrurie, frère et sœur de don Ferdinand VII, ont résolu de déclarer et de décréter que l'Infant don Francisco de Paule et ses descendants, et l'Infante dona Maria Louise et ses descendants, demeurent exclus de la succession à la couronne d'Espagne; en conséquence, à défaut de l'Infant don Carlos et de ses descendants légitimes, l'Infante dona Charlotte, princesse de Brésil, et ses descendants, viendront à la succession de la couronne; et à défaut de ses héritiers, dona Maria Isabelle, princesse héréditaire des deux Siciles; et à défaut de ces trois plus proches parents de Ferdinand VII et de leurs descendants, alors on appellera à la succession les autres personnes et lignes qui doivent succéder, conformément à la constitution, dans l'ordre et la forme qu'elle a établis. » En même temps, les Cortès déclarèrent exclus de la succession à la couronne d'Espagne, l'archiduchesse Marie Louise, fille issue du pre-

mier mariage de François II, empereur d'Autriche, ainsi que les descendants de cette archiduchesse.

Une commission fut immédiatement nommée pour porter la constitution à la régence, qui la reçut avec un profond respect, et s'engagea à en garantir l'exécution dans toutes les possessions espagnoles. Le 20 mars, tous les députés réunis dans la salle du congrès prêtèrent serment à la constitution, et le même jour cet acte fut solennellement proclamé comme loi fondamentale du royaume.

Au mois de mai, la régence fit publier un décret des Cortès portant que, comme il était réglé par la constitution que les Cortès se réuniraient chaque année, et que l'observation de cette règle ne pouvait jamais être plus nécessaire que dans les circonstances où se trouvait la nation, les Cortès ordinaires seraient convoquées en 1813; mais qu'attendu qu'il était impossible que les députés des parties les plus éloignées du royaume fussent arrivés pour le 1er mars, l'ouverture de la session serait différée jusqu'au 1er octobre : il était aussi réglé qu'aucun des députés des Cortès extraordinaires ne pourrait être élu pour les prochaines Cortès ordinaires.

Les Cortès adoptèrent, dans le mois de juin, un décret où se trouvait détaillé le mode d'application aux besoins de l'état de la partie du produit des dîmes qui excédait la somme nécessaire à l'entretien de ceux en faveur de qui ils étaient perçus. A cette époque le duc de l'Infantado arriva à Ca-

dix, et prit séance comme président de la régence.

Au mois d'octobre (même année 1812), le député Castello ayant prononcé un discours sur l'inhumanité et l'injustice d'un réglement en vigueur dans les colonies d'Amérique sous le nom de *mitas*, par lequel chaque district était requis de fournir un certain nombre d'hommes pour la culture des terres, l'exploitation des mines et autres travaux, il fut décrété que les *mitas* étaient pour toujours abolies. Ce décret, qui contenait plusieurs dispositions très-favorables aux Américains, avait évidemment pour objet de rattacher cette malheureuse portion de la population coloniale à la mère-patrie, en redressant des griefs dont elle se plaignait depuis long-temps.

La nation espagnole, jalouse de son indépendance, s'était constamment opposée à ce qu'on plaçât les armées sous le commandement d'un général anglais. Les succès obtenus par lord Wellington dans la campagne de cette année surmontèrent cette répugnance: les Cortès, qui l'avaient élevé au rang de grand d'Espagne, lui donnèrent enfin la preuve la plus éclatante de leur confiance par une résolution qui le déclarait commandant en chef des armées espagnoles. Lorsque, en vertu de cette nomination, lord Wellington envoya un ordre au général Ballesteros, capitaine général de l'Andalousie, l'un des plus zélés et des plus actifs généraux espagnols, de mettre son armée en mouvement, cet officier, considérant cet ordre comme une dégradation de la dignité natio-

nale, refusa d'obéir. Dans une lettre qu'il adressa à cette occasion au ministre de la guerre, il exposa en termes énergiques son sentiment sur cet affront fait, selon lui, à ses compatriotes, et conclut en disant que, si les armées et les citoyens adhéraient à cette nomination, il donnerait la démission de ses emplois et se retirerait dans ses foyers, afin de convaincre l'Europe qu'il n'était guidé par aucunes vues particulières, mais par la considération de l'honneur et du bien de son pays. La régence ne souffrit pas une telle infraction à l'obéissance due à l'autorité souveraine; elle publia un décret par lequel elle informait le public de la destitution de don François Ballesteros de son commandement dans l'armée, et de la nomination de don Joaquim Virues pour le remplacer. Ballesteros fut mis aux arrêts au milieu de son armée, qui ne fit aucune résistance, et quelques jours après on le fit partir pour Ceuta. Pour obvier à l'impression défavorable que cette mesure pouvait produire sur la nation, le ministre de la guerre, dans un mémoire qu'il lut devant les Cortès le 30 octobre, exposa l'état déplorable du royaume au moment où la régence avait pris les rênes du gouvernement, l'accroissement qu'avaient reçu les armées nationales, et l'amélioration qu'on remarquait dans toutes les provinces depuis la prise de Ciudad-Rodrigo par lord Wellington.

Tel était l'état général des affaires en Espagne vers la fin de 1812. Il s'était sans doute amélioré, puis-

que le blocus de la ville où siégeait le gouvernement avait été levé, et que plusieurs des provinces du midi étaient délivrées de la domination des Français ; mais cet état indiquait la nécessité d'efforts beaucoup plus vigoureux et mieux combinés que ceux qu'on avait faits jusqu'alors pour assurer l'indépendance de la péninsule.

Le Portugal fut exempt des ravages de la guerre, et sa tranquillité ne fut que momentanément troublée par l'incursion que firent les Français dans le Bas-Beira, dans l'intention d'opérer une diversion pour dégager Bıdajoz, alors assiégé par lord Wellington. Les habitants se livrèrent aux soins de l'agriculture. Les efforts du maréchal Béresford et l'autorité de lord Wellington avaient mis l'état militaire de ce pays sur un pied fort respectable. Avant la fin de 1811, le Portugal comptait cinquante-quatre mille hommes de troupes de ligne, cinquante-huit mille de milices, et plus de deux cent mille de l'ordinanza. La plus grande partie des troupes régulières était employée à l'armée alliée en Espagne.

Le gouvernement de Portugal avait publié, le 13 février, une proclamation adressée au peuple, dans laquelle il établissait une comparaison avantageuse entre la situation actuelle du royaume et celle qui l'avait précédée. Il invitait les habitants à prendre des précautions contre les incursions subites des Français. Il ordonnait que tout individu en état de porter les armes s'exerçât journellement à leur maniement ;

que les infirmes se retirassent dans les places fortes, et que les citoyens, les femmes, les enfants, conservassent des moyens d'incendier les propriétés à l'approche des Français.

Le gouvernement anglais, indépendamment des puissants secours donnés au Portugal par l'entretien d'une armée la plus coûteuse qui jamais eût été mise en campagne, continua de payer le subside qui avait été précédemment accordé; et si l'on en croit l'assertion de lord Liverpool, le gouvernement portugais employa encore 1,800,000 livres sterling de ses propres fonds pour les dépenses militaires : ainsi la péninsule, long-temps saturée de l'or des deux Indes, le répandit à grands flots sur le reste du continent; et depuis, appauvrie par cette source de richesses factices, qui lui fit négliger celles plus réelles de son propre sol, elle était devenue le gouffre où venaient s'engloutir ces mêmes trésors.

CHAPITRE IX.

Positions respectives des armées françaises et alliées au commencement de l'année 1813. — Lord Wellington se prépare à ouvrir la campagne. — Il se rend à Cadix et à Lisbonne. — Opérations du maréchal Suchet dans l'est. — Concentration des armées françaises du centre et du nord. Dernière évacuation de Madrid. — Lord Wellington reçoit ses renforts. — Il reprend l'offensive. — Il marche sur Salamanque, Valladolid et Burgos. — Retraite du roi Joseph sur l'Èbre. — Bataille de Vittoria. — Ses suites. — Investissement de Pampelune. — Prise de Tolosa. — Siége de Saint-Sébastien. — Retraite des Français par la vallée de Bastan. — Le maréchal Soult prend le commandement de l'armée sur la frontière de France. — Mina reprend Saragosse. — Évacuation de Valence. — Dernières opérations et belle retraite du maréchal Suchet.

De quelque manière que les historiens de cette guerre de la péninsule en présentent le tableau, ils ne pourront offrir au lecteur un ensemble, un enchaînement satisfaisant entre des opérations divergentes : l'état physique du pays s'y oppose, et l'on peut s'en convaincre en étudiant l'excellente description géographique et topographique de M. le colonel Bory de Saint-Vincent dans son *Guide du Voyageur en Espagne*. L'ordre chronologique des faits, que nous avons suivi, autant que nous l'avons pu,

dans cet abrégé historique, est encore le fil le plus sûr; pour ne point le laisser échapper dans les dernières scènes qui font le sujet de ce chapitre, nous rappellerons d'abord à nos lecteurs les positions respectives des principales forces des parties belligérantes à la fin de l'année 1812 et au commencement de 1813.

Lord Vellington avait ramené son armée sur la frontière du Portugal, et pris ses quartiers d'hiver aux environs de Freynada. Les Français, qui avaient marché sur le Duéro, quoique fort inquiétés sur leurs derrières par le partisan Longa et d'autres guérillas, s'étaient avancés jusqu'à Salamanque: le gros de leur armée y était cantonné sous le commandement du comte d'Erlon; le reste était autour de Valladolid; ils avaient des détachements et des avant-postes sur la ligne du Tage. Le roi Joseph était rentré à Madrid, le maréchal Soult avait son quartier-général à Tolède; le maréchal Suchet se maintenait dans le royaume de Valence, et déjouait, par son activité, les efforts des divers corps de troupes espagnoles réunis sur la frontière de Murcie, ou jetés sur ses communications.

Ainsi toute la partie du centre de l'Espagne restait encore au pouvoir des Français; mais il était facile de prévoir, qu'ils ne pourraient s'y soutenir pendant la campagne suivante, puisque Napoléon, forcé de réserver ses dernières ressources pour réparer les pertes immenses qu'il avait faites en Russie,

ne pouvait porter à son frère que de faibles secours; le gouvernement anglais au contraire redoublait d'efforts et de sacrifices pour profiter de cette puissante diversion, et du déclin de la fortune de l'empereur. Lord Wellington exerçant une sorte de dictature militaire, ranimait le zèle des cortès, et s'appliquait à régulariser leurs mesures incohérentes: après avoir visité les cantonnements de l'armée alliée, il se rendit à Cadix, où il fut reçu avec beaucoup d'égards; il obtint un décret qui rendait plus efficaces les pouvoirs des commandants des corps d'armée, et limitait l'autorité des gouverneurs civils et des conseils municipaux. De nouvelles dispositions devaient pourvoir à l'entretien des armées; et un état-major espagnol auprès du général anglais, devait assurer la transmission de ses ordres.

Après s'être concerté avec la régence, pour tout ce qui était relatif à la guerre, lord Wellington se rendit à Lisbonne pour le même objet, plus facile sans-doute à traiter avec le gouvernement portugais, entièrement sous son influence, qu'avec le gouvernement espagnol, dans le sein duquel s'était formée une forte opposition toute démocratique. La régence venait de proposer aux cortès de suspendre divers articles de la constitution qui garantissaient la liberté individuelle et celle de la presse. Le motif qu'on donnait à cette proposition était l'existence d'une conspiration pour renverser la représentation nationale et le gouvernement au moyen d'une insurrec-

tion populaire; mais le comité à qui la proposition fut renvoyée omit, dans son rapport, l'avis qu'il n'y avait pas nécessité de suspendre, même pour un instant, aucun des articles de la constitution; ce qui fut approuvé.

Pendant ce débat, germe des dissensions qui perdirent en Espagne la cause de la liberté, les Français cantonnés vers la haute Tormès, ouvrirent la campagne, le 19 février, en attaquant à Béjar une division anglaise, sous les ordres du général Hill. Il n'y eut ni de part ni d'autre aucun avantage réel. Les Anglais quittèrent Coria pour occuper Placentia. C'est à cette époque, que le contre-coup de la funeste campagne de Russie se fit le plus vivement sentir aux armées françaises en Espagne. Lord Wellington mit, le 24 mars, à l'ordre du jour, que les troupes françaises se retiraient de la Manche, et que l'armée du midi s'était concentrée entre Falgayra, Madrid, et Tolède. Dans le même temps, une division de l'armée française de Portugal, qui avait été réunie à Valladolid, s'avança sur Burgos, la garnison de Léon fut diminuée, et Bilbao fut fortifié. Ces mouvements indiquaient assez, de la part des Français, la nécessité où ils étaient d'évacuer les provinces du centre et de prendre dans le nord et le nord-est, de fortes positions, plus en rapport avec la diminution de leurs forces.

Le général anglais, sir John Murray, qui commandait les troupes anglaises à Alicante, attaqua,

le 24 mars, avec des forces supérieures, la position des Français à Alcoy; et après un court et vif engagement, il se porta sur Castella. Le maréchal Suchet, pour s'opposer à la marche du général anglais, quitta Valence, et s'établit sur la rive droite du Xucar.

L'armée française du Portugal fit, au mois d'avril, un mouvement pour se porter du Tage sur le Duero, mais non plus pour prendre l'offensive. Napoléon, qui organisait alors la nouvelle armée, avec laquelle il remporta, bientôt après, les victoires de Lutzen, et de Bautzen, avait, depuis peu, retiré d'Espagne de vieux cadres, presque tout ce qui y restait encore de la garde impériale, et un grand nombre d'officiers: l'arrivée de quelques conscrits ne pouvait remplir un tel vide dans les corps; mais, quoique numériquement affaiblie, cette armée, si brave et si aguerrie, réduite à la défensive, était redoutable. Lord Wellington crut devoir temporiser jusqu'à ce qu'il eût reçu tous les renforts qui lui étaient annoncés. Il n'y eut dans le nord, jusques au mois de mai, que très peu de mouvements. Le maréchal Suchet entreprit seul dans l'est quelques opérations offensives; il battit et culbuta un corps espagnol, commandé par le général Ellio à Jecla: il marcha sur Villena, et s'empara de la garnison et de la citadelle de cette ville: il tomba ensuite sur l'avant-garde de l'armée alliée, qu'il mit en déroute: enfin, le 16 avril, il atteignit le gros de cette armée, qui occupait une forte position, dont le front était couvert de batteries avantageusement

placées : malgré la supériorité des alliés, le maréchal les fit attaquer, et, ne pouvant, avec si peu de troupes, forcer ni déborder leurs lignes, retranchées et très étendues sur les montagnes, il se retira en bon ordre sur Villena, après leur avoir fait éprouver une perte considérable.

Persuadés que le terme de leur délivrance approchait, les Espagnols montraient plus d'obstination dans les combats; les Français furent deux fois repoussés devant les murs de Castro de Urdialès, petit port de la Biscaye, qu'ils investirent de nouveau le 24 avril et qu'ils emportèrent d'assaut le 11 mai.

A peu près vers le même temps, lord Wellington ayant reçu de l'Angleterre, du Portugal, et de l'Espagne, tous les renforts qu'il avait demandés, organisait la grande armée alliée : il la mit en mouvement le 26 mai ; se dirigeant sur Salamanque. A son approche cette ville fut évacuée par une division d'infanterie française et quelques détachements de cavalerie; les troupes aux ordres du général Hill y arrivèrent les deux jours suivants, et furent établies entre la Tormès et le Duéro; et lord Wellington se rendit près des troupes commandées par le général Graham sur l'Esla, au-delà du Duéro. L'armée alliée continua d'avancer par Zamora sur Toro : en avant de cette dernière place, il y eut, le 2 juin, un vif engagement de cavalerie, entre les hussards anglais et un corps français.

Déja le roi Joseph avait, pour la dernière fois, éva-

cué Madrid, après avoir fait replier les détachements qu'il avait portés sur le Tage; tout le corps du centre, son état-major, ses ministres, avaient passé avec lui le Duéro, évacué même Valladolid, et s'étaient retirés sur Burgos, où toutes les divisions françaises se rallièrent sous le commandement du roi, secondé par son major général le maréchal Jourdan.

L'armée anglo-portugaise passa le Carrion, le 7 juin, et suivit, dans les journées des 8, 9, et 10, les Français au-delà de Pisuerga. Le 12, lord Wellington fit avancer son aile droite sous les ordres du général Hill, pour reconnaître leur position et leurs forces près de Burgos, et les obliger soit à abandonner la citadelle, soit à recevoir la bataille.

Ne pouvant aborder de front la forte position qu'occupait l'armée française sur les hauteurs, le général anglais prit avantage de la supériorité de ses forces. Il fit à la fois tourner la droite de la position, et menacer la gauche, qui couvrait le point de retraite. Alors les Français se retirèrent en très bon ordre à travers la ville de Burgos, après avoir détruit les ouvrages de la citadelle, et se dirigèrent sur l'Èbre, par la route de Miranda : le 14 et le 15, l'armée alliée traversa l'Èbre, et continua sa marche sur Vittoria. Les Français réunirent à Espéio un corps assez considérable, qui se porta sur Osma, où il rencontra et attaqua le général anglais Graham; mais sans succès.

L'armée française, composée de la totalité des

armées du centre et du midi, formant quatre corps, de toute la cavalerie de l'armée de Portugal, et de quelques régiments de l'armée du nord, avait pris position, dans la nuit du 19 juin, en avant de Vittoria; la gauche s'appuyait aux hauteurs qui se terminent à Puebla, et s'étendait à travers la vallée de Zadora; le centre occupait une hauteur qui commande cette vallée; et la droite était près de Vittoria, à portée de défendre les passages de la Zadora. L'armée alliée fit halte le 20, pour former ses colonnes d'attaque et reconnaître les positions des Français.

Le lendemain, 21 juin, lord Wellington livra et gagna, sur le roi Joseph, la bataille de Vittoria qui décida du sort de la péninsule. Nous n'entreprendrons pas d'en donner une relation détaillée; nous nous bornons à rappeler les principales circonstances de ce mémorable évènement.

Les attaques commencèrent à la gauche des Français, sur les hauteurs de la Puebla. Le général Hill y dirigea d'abord une brigade espagnole commandée par le général Morillo. Les Français, connaissant l'importance de cette position, firent avancer des renforts afin s'y maintenir; des bataillons anglais furent successivement envoyés pour soutenir l'attaque, de sorte qu'il s'engagea sur ce point un combat opiniâtre. C'était la clef de la position et le point le plus fort de la ligne française. Après l'avoir à tout prix emportée, le général Hill passa la Zadora et le

défilé qui est au-delà, et s'empara d'un village. Les difficultés du terrain retardèrent quelque temps la marche des colonnes anglaises; cependant elles parvinrent à traverser la Zadora sur différents points. Les divisions formant le centre des alliés se mirent aussi en mouvement pour attaquer les hauteurs au centre de l'armée française. Affaiblie par les détachements envoyés au soutien de l'aîle gauche, au commencement de l'action, cette partie de la ligne n'attendit pas, sur les hauteurs, une attaque qu'elle n'aurait pû repousser, et commença sa retraite en assez bon ordre sur Vittoria. Les alliés continuèrent d'avancer dans cette direction. Le général Graham, qui commandait l'aîle gauche, se porta sur Vittoria par la route de Bilbao. Une partie de ses troupes tourna la droite des Français, et s'empara des hauteurs qui couvraient le village de Gamarra-Major. Ce village fut emporté à la baïonnette, sous un feu foudroyant d'artillerie et de mousquetterie; tous les efforts des Français pour le reprendre, furent inutiles. Un autre village avait de même été enlevé, la retraite par la grande route de France se trouva coupée, et les troupes françaises, dépostées successivement, furent obligées de se jeter sur la route de Pampelune. Cette retraite précipitée fut couverte par deux divisions restées en réserve sur les hauteurs à la gauche de la Zadora, et qui ne pouvaient être atteintes qu'après que les alliés auraient occupé Vittoria. Aussitôt qu'ils en furent maîtres ils poursuivirent vivement, jusqu'à

la nuit, l'armée française qui ne put emmener ni son artillerie, ni ses bagages. Lord Wellington, dans son rapport, sans fixer précisément la perte des Français, dit que les alliés leur prirent cent cinquante-une pièces de canon, quatre cents quinze caissons, tous les bagages, les magasins, le trésor de l'armée, et un nombre considérable de prisonniers. La perte des alliés fut évaluée à mille quatre cents hommes tués, et quatre mille blessés, dont la plus grande partie était des Anglais.

L'arrière - garde des Français atteignit Pampelune, le 24 juin. Le général Clausel qui, avec un détachement de l'armée du nord, et une division de celle de Portugal, s'était approché de Vittoria le 23, en apprenant les évènements qui venaient de se passer, se retira sur la Guardia, et ensuite à Logrono.

La croisière anglaise, sur la côte de Biscaye, ayant intercepté les approvisionements de la garnison de Castro, les Français évacuèrent la citadelle de cette ville qui fut occupée par les troupes espagnoles sous les ordres de Mendizabal.

L'armée française se retira, le 25 juin, des environs de Pampelune vers la France, par la route de Roncevaux. Le jour suivant lord Wellington fit investir la citadelle de cette ville. Le général Graham venait, après deux actions très-vives, de s'emparer de Tolosa; il continua à pousser les Français sur la route de France, les délogeant successivement de poste en

poste. La garnison du Passage se rendit, le 30, aux troupes de Longa, et Saint-Sébastien fut bloqué. Les Français ayant laissé une garnison dans Pancorbo, qui commande la route de Vittoria à Burgos, lord Wellington ordonna au comte de l'Abisbal, de se rendre maître de cette place, ce que ce général effectua. Le général Clausel étant resté quelque temps dans les environs de Logrono, les alliés, dans l'intention de le couper, détachèrent une forte division de troupes légères vers Tudéla; mais ce général, par des marches forcées, les devança à Tudéla, d'où il se retira sur Saragosse, en si bon ordre, que Mina, qui le suivait, n'osa pas l'attaquer.

Telles furent, dans le nord, les suites de la bataille décisive de Vittoria. Les Français n'avaient plus en Espagne de forces respectables que sur la côte de l'est, où le maréchal Suchet se maintenait contre les opérations combinées des Espagnols, du côté de la terre, et des Anglais, du côté de la mer.

Sir John Murray, conformément aux instructions de lord Wellington, avait embarqué, le 31 mai, les troupes sous ses ordres, sur l'escadre anglaise de cette station, et, les ayant débarquées, le 3 juin, avait aussitôt investi Tarragone. Il avait détaché quelques régiments pour attaquer le fort Saint-Philippe, sur le col de Balaguer, afin de couper la communication de Tortose à Tarragone. Le fort fut enlevé. Sir John Murray reçut alors avis que les troupes françaises se

réunissaient à Barcelone, et que le maréchal Suchet s'avançait de Valence. Il calcula que les troupes destinées à secourir Tarargone s'élevaient à vingt mille hommes : il n'avait à leur opposer que seize mille hommes. Il se détermina à éviter le combat; et à l'approche des Français, il rembarqua ses troupes, en abandonnant ses canons. « Ainsi, dit le « maréchal Suchet dans son rapport, la première « opération des Anglais, sur une ligne de plus de « quatre-vingt lieues, s'est bornée à prendre un fort « et une garnison de quatre-vingt-trois soldats, com- « mandés par un lieutenant; tandis qu'ils ont perdu « sur la Zucar ou à Tarragone, en tués, blessés et « prisonniers, plus de seize cents hommes, et un « drapeau; tandis qu'ils ont levé le siége de cette « ville, et abandonné vingt-sept pièces de canon de- « vant une place demantelée et sans fossés, défendue « par une petite, mais très-brave garnison. » Après cet échec, l'expédition de sir Murray retourna à Alicante.

Au commencement de juillet, quoique les Français eussent presque entièrement retiré leur aile droite et leur aile gauche en deçà de leur frontière, leur centre se maintenait encore dans la vallée de Bastan, où ils avaient réuni trois divisions de l'armée du midi. Ils n'en furent délogés que par des forces très-supérieures, sous le commandement du général Hill, qui, pour cet objet, leva le blocus de Pampelune. Il

ne parvint à faire évacuer entièrement le territoire espagnol, que par des efforts soutenus et en y perdant beaucoup d'hommes.

Pendant que ces derniers combats avaient lieu sur la frontière de la Navarre, les Français, qui se trouvaient en Aragon, étaient aussi vivement pressés et rejetés sur la frontière de France. Mina, ayant été joint par le général Durant, attaqua, le 8 juillet, dans les environs de Saragosse, le général français Paris, qui se retira après avoir laissé garnison dans une forte redoute. Le général Durant fut laissé pour réduire cet ouvrage, tandis que Mina, à la tête de sa propre cavalerie et de celle de don Julian Sanchez, poursuivit le général français et fit beaucoup de prisonniers. Le général Paris arriva à Jaca, le 14, emmenant avec lui les garnisons de plusieurs places intermédiaires, et rentra en France quelques jours après.

Le maréchal Suchet avait évacué Valence le 5; le général Elio y était entré à la tête de la seconde armée espagnole. Le maréchal opéra sa retraite vers le nord.

Les conséquences de la bataille de Vittoria devaient s'étendre bien au-delà des avantages que les alliés en avaient obtenus; il était évident qu'on ne s'arrêterait pas à celui de l'affranchissement du territoire espagnol, et que les Anglais ne manqueraient pas de rendre leurs succès plus utiles encore à la cause des puissances coalisées, en portant la guerre

en France. Mais lord Wellington, bien impatient sans doute de cueillir de si beaux fruits de sa victoire, était retenu par la nécessité de réduire les places de Saint-Sébastien et de Pampelune, avant de rien entreprendre. L'armée française se ralliait sur la frontière, et il n'y eut pendant près d'un mois que des affaires de poste peu importantes.

L'empereur Napoléon avait reçu, à Dresde, la nouvelle de la perte de la bataille. Il avait alors auprès de lui le maréchal Soult, qui, après avoir réuni son corps d'armée à celui sous le commandement immédiat du roi Joseph, avait de sa personne quitté l'Espagne et rejoint le quartier-général impérial : il reçut l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de l'armée des Pyrénées, et se hâta de remplir cette honorable et difficile mission. Il arriva à Bayonne, le 13 juillet 1813.

L'armée du maréchal Soult fut organisée en douze divisions, dont neuf d'infanterie et trois de cavalerie. Son artillerie, malgré les pertes du matériel faites à Vittoria, était belle et nombreuse. La force totale était à peu près de quarante-huit mille combattants.

L'armée alliée, forte d'environ soixante-dix mille hommes, tenait la tête des défilés sur les versants du côté de l'Espagne. Les divisions étaient à même hauteur, autant que le permettait la nature du pays, et communiquaient de l'une à l'autre. Le comte de l'Abisbal, avec un corps espagnol, bloquait Pampe-

lune; et le général Graham, avec un corps anglais et portugais, pressait le siége de Saint-Sébastien.

Le maréchal Soult se maintint sur l'extrême frontière, par une une défensive active très-habile, jusques à la fin de la campagne. Le détail de ses manœuvres appartient moins à l'histoire des guerres d'Espagne, qu'à celle de la guerre sur le territoire de France. En nous bornant à l'objet spécial de cet abrégé, nous rappellerons seulement la première opération du maréchal, entreprise peu de jours après son arrivée. Il avait réuni à Saint-Jean-Pied-de-Port l'aile droite et l'aile gauche de son armée, et une division du centre avec quelque cavalerie, environ trente-cinq mille hommes. Il attaqua, le 25 juillet, le corps commandé par le général anglais Byng, a Roncevaux. Malgré les renforts de deux divisions de l'armée alliée, le général Byng, voyant qu'il était tourné, se retira. Le même jour, deux divisions du centre des Français attaquèrent le général Hill à Puerto de Maja. Les troupes anglaises se replièrent; ayant été renforcées, elles voulurent renouveler le combat; mais elles furent culbutées de toutes parts. Ces succès déterminèrent les généraux anglais Col et Picton à changer leur position afin de couvrir le blocus de Pampelune. Ces généraux commandaient la 2e et la 4e division de l'armée alliée; et au moment ou ils arrivaient sur la nouvelle position, ils furent joints par lord Wellington. Les

Français attaquèrent d'abord la droite de la 4e division anglaise, qui était avantageusement placée. Ce poste fut défendu pendant deux jours avec opiniâtreté. La 6e division de l'armée alliée, à peine arrivée pour renforcer les deux autres fut abordée avec impétuosité. L'action devint générale; on se battit à la baïonnette. La supériorité du nombre des alliés l'emporta ; à la fin les Français furent repoussés. A la suite de quelques autres affaires moins sérieuses, lord Wellington attaqua, le 30, avec toutes ses forces, l'armée française, et la força d'abandonner les positions où elle s'était avancée. Dans aucune circonstance de cette guerre les Français n'avaient montré plus de courage, de discipline, et d'intelligence. La fortune, lassée, les abandonnait, leur valeur n'en était que plus éclatante.

Le siége de Saint-Sébastien fut l'un des derniers et des plus importants évènements de la guerre d'Espagne. Dès le 17 juillet, le général Graham avait fait attaquer et avait emporté d'assaut le couvent fortifié de Saint-Barthélemy, et un ouvrage avancé. Toutes les batteries ouvrirent leur feu le 20 juillet; et, le 23, une brèche de cent pieds de large ayant été jugée praticable, le feu des assiégeants fut dirigé et concentré pour en pratiquer une seconde. L'assaut fut livré, le 25 juillet, par deux mille hommes d'élite, au signal de l'explosion d'une mine pra-

tiquée à l'extrémité d'un aqueduc où l'on avait logé trente barils de poudre.

Le général français Rey, qui commandait dans cette place, et qui s'illustra par sa belle défense, soutint et repoussa ce premier assaut : les Français firent un feu si terrible et jetèrent du haut de la brèche et des tours qui la flanquaient une telle quantité de projectiles, que les Anglais, culbutés, écrasés, furent contraints de regagner en désordre leurs tranchées, laissant cinq cents hommes tués ou blessés au pied de la brèche. Encouragés par ce succès, les assiégés firent une vigoureuse sortie, balayèrent la parallèle et emmenèrent dans la place deux cents prisonniers.

Le siége, suspendu jusques au 24 août, fut repris aussitôt que l'artillerie et les munitions arrivées d'Angleterre donnèrent au général Graham les moyens de le pousser avec plus de vigueur. Quatre-vingts bouches à feu furent mises en batterie ; la garnison fit encore plusieurs sorties et porta la confusion dans les travaux des assiégeants.

Le 31 août, les différentes brèches étant praticables, le général Graham ordonna l'assaut : les débouchés furent préparés par le jeu de trois mines, qui renversa totalement la muraille : les colonnes d'assaut s'avancèrent sur la brèche, couverte de grenadiers français, qui s'y défendirent vaillamment ; après un combat long et sanglant, les assaillants ne

pouvaient parvenir au sommet de la brèche, parce que la garnison occupait fortement une ligne retranchée en arrière, dont le revers était un escarpement de quinze à vingt pieds, et d'où elle balayait entièrement le sommet de la brèche.

Après une lutte de deux heures, le hasard favorisa les assaillants : ils profitèrent d'un moment d'hésitation produit par l'explosion, en arrière de la brèche, d'une quantité considérable de matières inflammables : le retranchement fut évacué, la garnison se retira dans la citadelle; et les troupes alliées, traversant les ruines, se précipitèrent dans la ville, qui leur fut abandonnée.

Le brave gouverneur Rey rejeta les propositions du général Graham, et se défendit encore pendant six jours dans le château; il avait perdu deux mille hommes, tués ou blessés; la perte des alliés s'éleva à plus de quatre mille hommes.

Les succès et la ferme contenance du maréchal Suchet dans l'est de l'Espagne ne pouvaient compenser de tels revers, ni servir à les réparer; il évacua Valence, le 5 juillet, et se retira lentement vers le nord; le général Élio entra dans Valence à la tête de plusieurs divisions de l'armée espagnole. Le maréchal, informé que lord Bentink avait repris le siége de Tarragone, marcha au secours de cette place : il arriva, le 11 août, à Villa-Franca; lord Bentink, ayant trop peu de forces pour former un

corps d'observation, et hasarder un engagement, leva le siége, et se retira sur Cambrilles. Le maréchal Suchet fit sauter les principaux ouvrages de Tarragone, et continua sa belle retraite.

CHAPITRE X.

Travaux des cortès. — Leurs dissensions. — Intrigues du clergé. — Situation de l'esprit public à la fin de la guerre de la péninsule. — Installation d'une nouvelle régence. — Expulsion du nouce du pape. — Convocation des cortès ordinaires.

C'est ainsi qu'après six ans de combats et d'inutiles victoires, les Français furent contraints d'abandonner ces funestes conquêtes au-delà des Pyrénées, qui furent la principale cause de la perte de conquêtes bien plus importantes qu'aucune puissance n'aurait pu leur arracher, s'ils eussent réservé pour les défendre tous les braves sacrifiés dans cette injuste et désastreuse guerre. Quand elle cessait enfin, ses terribles effets se faisaient sentir à l'autre extrémité de l'empire resté sans défense au nord par l'épuisement des ressources dans le midi. Quand l'Espagne fut affranchie, la face de l'Europe changea : mais cette grande catastrophe qui termina le règne de Napoléon ; la révolution aussi étonnante qu'imprévue qui, dans ce grand naufrage, sauva du moins la vieille France déja envahie, en lui rendant l'ancienne famille de ses rois ; tous ces grands évènements n'appartiennent pas proprement à l'histoire d'Espagne dont nous achevons l'esquisse ; et pour tou-

cher au terme de la carrière que nous nous sommes tracée, il nous reste à parler de ce qui se passa dans l'intérieur jusques au retour du roi Ferdinand VII.

La constitution avait été reçue aux acclamations universelles : toutefois, parmi les difficultés que les cortès devaient rencontrer, une des plus sérieuses provenait du fanatisme religieux dont, depuis tant de siècles, la nation espagnole est imprégnée, et de l'influence d'un clergé dominé lui-même par l'influence des maximes ultramontaines. Quoique la tolérance religieuse ne fût point admise dans la nouvelle constitution, cependant les membres les plus libéraux des cortès parvinrent à emporter un décret pour l'abolition du tribunal de l'inquisition ; ce décret contenait une disposition qui enjoignait aux ministres du culte d'en faire lecture lors de la célébration de l'office divin. Cette mesure fut très-sensible au corps du clergé, et dans la séance des cortès du 8 mars, on donna lecture d'une lettre transmise par la régence, à laquelle étaient joints trois mémoires concernant cet objet, adressés par le vicaire général du diocèse de Cadix, le clergé des paroisses de la ville et des faubourgs et le chapitre du diocèse. Ce vicaire général exposait les raisons qui l'empêchaient d'obéir aux cortès ; « car, disait-il, ce serait un objet de « scandale pour les fidèles d'entendre lire des réso« lutions purement civiles dans un lieu sacré et au « milieu du sacrifice de la messe. » Le clergé alla jusqu'à combattre l'esprit du décret pour l'abolition

de l'inquisition, disant que ce décret attaquait essentiellement la religion. La régence, dans la lettre qui accompagnait ces mémoires, informa les cortès qu'elle n'avait pas cru devoir prendre en cette occasion des mesures de sévérité dans la crainte de troubler la tranquillité publique.

Les premiers orateurs qui se levèrent désapprouvèrent hautement la régence pour avoir décliné d'exercer son autorité, et de faire exécuter les ordres des cortès. Le député Arguelles, après avoir fait remarquer que les observations du clergé ne méritaient pas l'attention de l'assemblée, et que sa seule affaire était de discuter la conduite du gouvernement, par rapport au maintien des lois, dit que la régence devait être destituée dès l'instant qu'elle ne les faisait pas exécuter, et conclut que la séance fût déclarée permanente jusqu'à ce que cette affaire fût terminée. Cette motion fut adoptée à une grande majorité. L'orateur alors, après avoir déclaré que la circonstance était extrêmement critique, et qu'une lutte entre les deux corps dépositaires de l'autorité pourrait plonger la nation dans les plus grandes calamités, proposa de nommer une régence *par interim*. Cette proposition donna lieu à un violent débat à la suite duquel elle fut adoptée à une majorité de quatre-vingt-sept voix contre quarante-huit. Les trois conseillers d'état à qui, en raison du droit d'ancienneté, il échut, conformément à un article de la constitution, d'être membres de la régence,

furent le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, don P. Agar, et don Gabriel Ciscar. Cette nouvelle régence fut immédiatement installée.

L'on découvrit bientôt que la résistance du clergé espagnol au décret des cortès était soutenue et fomentée par l'influence puissante du nonce du pape, Pierre Gravina, archevêque de Nicée, alors résidant à Cadix. Cette circonstance fut rendue publique par un manifeste de la régence, adressé aux prélats et chapitres de l'Espagne. Dans cet important écrit, le cardinal de Bourbon, président de la régence, après avoir fait allusion aux mesures énergiques qu'il avait été obligé de prendre pour éteindre un feu qui menaçait d'embraser le royaume, dit que, parmi les documents qu'il avait, à cette occasion, demandés aux différents chapitres, il s'était trouvé une lettre du nonce du pape au doyen et au chapitre de Malaga, par laquelle on les exhortait à s'opposer à l'exécution du décret concernant l'inquisition. Des lettres du nonce à l'évêque de Jaën et au chapitre de Grenade, conçues dans le même esprit, devaient également être envoyées à la régence : « Il paraît, par ces pièces, dit « le manifeste, que le nonce, foulant aux pieds les « premiers principes des lois entre les nations, dé- « passant les limites de sa mission publique, et abu- « sant de la vénération que ce peuple pieux a pour le « légat du saint-siége, a excité, sous le prétexte de « la religion, la désobéissance des prélats et corps « ecclésiastiques, aux décrets et ordres du pouvoir

« souverain. » Après plusieurs observations sur la conduite du nonce, et sur la nécessité de la surveiller, le cardinal de Bourbon déclare que quoiqu'il se croie complètement autorisé à user envers le ministre de la cour de Rome de son pouvoir, en le faisant sortir du royaume, et en saisissant son temporel, cependant il s'est borné à lui transmettre le décret royal rendu à son sujet. Ce décret exprimait, dans les termes les plus énergiques, l'opinion de la régence sur la conduite inconvenante du nonce, et lui prescrivait qu'il eût à l'avenir à se renfermer dans les limites de sa mission; et à faire, par l'intermédiaire du secrétaire d'état, les remontrances qu'il jugerait nécessaires d'adresser au gouvernement : on l'avertissait encore que, si dorénavant il oubliait la nature du ministère qu'il avait à exercer, ou serait dans la nécessité de lui faire sentir la juste sévérité des lois.

Cette démarche énergique n'eut cependant pas l'effet d'arrêter le cours des actes violents du représentant de l'autorité ultramontaine qui, durant tant de siècles, avait entretenu constamment une lutte avec les gouvernements civils. Un manifeste subséquent de la régence apprend que le nonce affirma dans une note que sa qualité de légat du pape lui conférait le droit incontestable de veiller à la conservation de la religion; qu'il était obligé d'avertir les évêques et chapitres du royaume, d'être sur leurs gardes pour ne point laisser introduire des maximes

pernicieuses parmi le peuple; qu'il ne changerait point sa règle de conduite, parce que son but était louable, et qu'il n'y avait que les fauteurs de l'hérésie qui pussent la trouver répréhensible; que les cortès pourraient prendre à son égard, la détermination qu'elles voudraient, que sa seule intention à lui, légat, était de plaire au pape. Ctte déclaration d'un prêtre impérieux piqua vivement la régence, et, le 7 juillet, elle lui envoya un passeport pour sortir sans délai du royaume. Il se rendit en Portugal, où il continua ses incitations.

L'époque était arrivée où les cortès extraordinaires devaient résigner leur autorité entre les mains des cortès ordinaires. Le 14 septembre, le décret des cortès extraordinaires relatif à la clôture de leur session ayant été lu, le président don Jose Miguel Gordoa prononça un discours dans lequel il traça le tableau de l'état malheureux où se trouvait l'Espagne, au moment de la convocation des cortès. « Élever la nation, dit-il, de l'esclavage à la sou« veraineté; distinguer et diviser les pouvoirs jus« qu'ici mêlés et confondus; reconnaître solennelle« ment et sincèrement la religion catholique et « romaine, comme la seule vraie et réelle de l'état; « conserver aux rois toute leur dignité, en leur « donnant des pouvoirs illimités pour faire le bien, « et des entraves pour les arrêter dans leurs mauvais « desseins; donner à la presse toute la liberté natu« relle que les dons célestes de la pensée et de la

« parole doivent avoir ; abolir les restes gothiques de « l'ancien système féodal ; rendre égaux les droits et « les devoirs des Espagnols des deux mondes, tels « ont été les premiers pas des cortès dans leur glo- « rieuse et difficile carrière ; et telles ont été les « bases solides sur lesquelles a ensuite été élevé l'édi- « fice de la constitution, cette forteresse de la liberté. « Oh ! constitution ! ô doux nom de la liberté ! ô gran- « deur de la nation espagnole ! Après que les cortès « eurent répandu sur nous tant de bienfaits, leur « désir insatiable de faire le bien n'était pas satis- « fait : cette assemblée a donné une forme nouvelle « et plus convenable aux tribunaux de justice ; elle « a réglé le régime administratif des provinces ; elle « a formé une constitution militaire et un plan vrai- « ment national pour l'éducation et l'instruction de « la jeunesse ; elle a organisé le labyrinthe des finan- « ces ; elle a simplifié le système des contributions, « et ce qu'on n'apprendra pas sans admiration, c'est « qu'à l'époque de la détresse la plus extrême, elle « a maintenu ou plutôt créé le crédit public. »

Dans l'intervalle entre la dissolution des cortès extraordinaires et la réunion des cortès ordinaires, il resta une députation permanente à l'effet de veiller au maintien de la constitution. On avait plusieurs fois agité la question de la translation du siége du gouvernement à Madrid, et cette question était devenue une affaire de parti. Le bruit s'étant répandu qu'une maladie contagieuse régnait à Gibraltar, on

craignit que la contagion ne gagnât Cadix, et le conseil d'état invita la régence à transférer sans délai les ministères à Madrid. La multitude de Cadix se rassembla dans les rues, vociférant des imprécations contre les auteurs de cette mesure, et se préparant aux scènes de désordre. La députation permanente convoqua aussitôt les membres des cortès extraordinaires qui se trouvaient encore dans la ville; on jugea nécessaire d'apaiser le peuple, et l'ordre pour la translation du gouvernement à Madrid fut révoqué.

CHAPITRE XI.

Retour de Ferdinand VII dans ses états. — Situation des affaires dans l'interieur. — Division des partis. — Le roi refuse d'accepter la constitution. — Il annulle les actes des cortès. — Il rétablit l'inquisition. — Effets de la réaction. — Rétablissement du pouvoir absolu.

Après l'entière évacuation de l'Espagne, la détention du roi Ferdinand VII, des infans don Carlos et don Francisque ses frères, et de l'infant don Antonio leur oncle, n'avait plus d'objet, et n'était pour l'empereur Napoléon qu'un surcroît d'embarras, dans la situation périlleuse où l'avait précipité son obstination à refuser une paix que l'immense supériorité des forces de la coalition rendait encore aussi honorable qu'elle lui était nécessaire. Il consentit à rendre la liberté aux prisonniers de Valençai : le traité fut aussi insignifiant, aussi illusoire que l'avaient été les témoignages spontanés de soumission et de dévouement, donnés par ces princes au conquérant qui avait disposé à son gré de leur couronne. Le monarque espagnol accompagné de sa famille se rendit à Perpignan; il fut reçu et escorté jusqu'à la frontière de Catalogne par le duc d'Albuféra (maréchal Suchet), auquel il donna de justes éloges pour

la manière généreuse dont il avait fait la guerre et gouverné les belles provinces soumises à son commandement.

Ferdinand se dirigea d'abord sur Valence. Il fut partout accueilli par des acclamations ; la joie de le voir rendu à ses peuples, à sa patrie, était le sentiment général; mais au milieu de ce triomphe national, prix de si constants efforts et de tant de sang versé, on apercevait aisément les espérances et les craintes des partis opposés, l'esprit de faction et les germes des discordes civiles : un écrit fort remarquable, publié à cette époque, fait connaître en ces termes la situation des esprits : « Nous ne saurions « le dissimuler, il existe deux partis en Espagne; l'un « est composé de ceux qui aiment et soutiennent les « réformes politiques qui se sont opérées; l'autre de « ceux qui y sont opposés ou qui affectent hypocri« tement de les chérir : depuis plus d'un an, les en« nemis de la réforme se sont efforcés, sous le spé« cieux prétexte de la religion, de flétrir ses parti« sans du nom d'hérétiques, d'athées et de déistes; « mais voyant qu'ils n'atteignaient pas leur but, ils « ont ajouté les titres de jacobins et de républicains, « et propagé l'opinion que ceux qui avaient formé « le plan d'une monarchie constitutionnelle, dé« siraient retrancher le roi de ce système. » L'auteur faisait ensuite observer « qu'il n'existait aucun doute « que les ennemis de la constitution tenteraient d'in« sinuer dans l'esprit de Ferdinand les mêmes idées

« qui avaient causé la ruine de Charles IV et de Ma-
« rie-Louise. »

Le séjour prolongé de Ferdinand à Valence au mois d'avril 1814, donna beaucoup d'inquiétudes aux habitants de Madrid où chacun demandait : Quand le roi prêtera-t-il serment à la constitution? Les journaux français publiaient des articles en faveur du pouvoir absolu : ainsi, disait-on, sous la rubrique de Barcelone : « Les cortès conservent une « attitude menaçante, et voudraient imposer au sou- « verain des conditions que la dignité de la cou- « ronne ne saurait admettre : la nouvelle constitu- « tion est réellement républicaine : le pouvoir « exécutif y est si limité qu'il est impossible que le « gouvernement puisse se soutenir. »

Le duc de l'Infantado était arrivé à Valence où il fut suivi par la grande majorité des grands du royaume : beaucoup de prélats se rendirent également à la cour ; les inquiétudes des cortès ne firent qu'augmenter. Cette assemblée fit deux adresses au roi, dans lesquelles elle exprimait le vif désir qu'elle avait de voir S. M. prendre en main les rênes du gouvernement, conformément à la constitution, et lui représentaient les conséquences fâcheuses qui pouvaient résulter d'un plus long délai : le roi ne fit point d'abord connaître ses intentions.

Tous les doutes furent levés par une proclamation royale, datée de Valence le 4 mai. Cet acte commençait par un récit sommaire de ce qui s'était passé

depuis l'époque où le roi avait reçu pour la première fois le serment de fidélité du peuple espagnol, jusqu'à celle où il fut retenu prisonnier en France, et des évènements subséquents jusques à l'installation des cortès générales et extraordinaires dans l'île de Léon, le 24 septembre 1810. L'on attribuait à ce corps, convoqué, disait le roi, d'une manière tout-à-fait inusitée en Espagne, même dans les temps les plus difficiles, et au milieu des dissensions civiles, une usurpation de tous les pouvoirs publics, usurpation au moyen de laquelle il avait imposé à la nation le joug d'une nouvelle constitution, où l'on avait pris pour modèle les principes révolutionnaires répandus en France en 1791; au lieu des lois fondamentales d'une monarchie modérée, on avait établi celles d'un gouvernement populaire ayant à sa tête un chef délégué. Après avoir accusé les cortés du projet de rendre le pouvoir royal odieux, en employant les noms de roi et de despote comme des mots synonymes, et d'avoir persécuté ceux qui avaient eu le courage de contredire de telles doctrines, S. M. C. exprimait son aversion et son horreur pour le despotisme, et son intention de s'entendre avec les *Procuradés* de l'Espagne et des Indes, afin de convoquer les cortès légitimes, où l'on pourrait adopter des lois qui serviraient de règle à la conduite des sujets. S. M. C., après avoir parlé de la liberté personnelle, de la garantie des propriétés, et laissé échapper quelques mots au sujet de la liberté

de la presse, circonscrite dans des limites convenables, concluait en disant : « Je déclare que mon in-
« tention royale est non-seulement de ne pas prêter
« serment ou d'adhérer à la constitution, ni à aucun
« décret adopté tant par les cortès générales et ex-
« traordinaires, que par les cortès ordinaires, ac-
« tuellement siégeant, et notamment aux actes qui
« dérogent aux droits et aux prérogatives de ma sou-
« veraineté, établis par la constitution et les lois
« sous lesquelles la nation a vécu dans ces derniers
« temps, mais au contraire de prononcer que cette
« constitution et de tels décrets sont nuls et sans
« effet, maintenant et à toujours; qu'ils sont entiè-
« rement abrogés et nullement obligatoires pour mon
« peuple; et attendu que tout Espagnol qui tenterait
« de les soutenir, porterait atteinte aux prérogati-
« ves de ma souveraineté, au bonheur de la nation
« et causerait du mécontentement et des troubles
« dans mon royaume : je déclare que quiconque
« osera faire de pareilles tentatives sera coupable de
« haute-trahison, et comme tel puni de la peine ca-
« pitale, soit qu'il s'en soit rendu coupable par des
« actions, des écrits ou des paroles. »

Il était en outre ordonné aux magistrats actuels des villes, aux cours de justice et tribunaux, de continuer leurs fonctions jusqu'au rétablissement de l'ancien régime, et aux cortès de cesser leurs séances, et de déposer à l'hôtel-de-ville de Madrid tous les actes et documents qu'elles avaient en leur pou-

voir; la peine de mort était prononcée contre quiconque s'opposerait à cette partie de la proclamation royale.

Le roi ordonnait également la cassation de toute procédure pendante devant les tribunaux du royaume pour cause d'infraction à la constitution, et la mise en liberté de toutes personnes détenues pour un tel motif.

Il était évident que lorsqu'une cour aussi peu renommée que celle d'Espagne pour la vigueur de ses résolutions, se hasardait à publier une telle déclation, il fallait qu'elle fût assurée de la faiblesse de l'influence des cortès sur la masse de la nation; en effet, il arriva qu'aussitôt que les cortès furent attaquées par le pouvoir royal, elles succombèrent sans effort. Lorsque le gouverneur de Madrid publia officiellement la déclaration de Ferdinand, le peuple de cette capitale accueillit cette publication avec enthousiasme, et la dissolution des cortès n'éprouva pas le moindre obstacle. Comme il n'y eut pas de résistance il n'y eut pas de sang répandu; mais dans la nuit du 10, on arrêta un grand nombre de personnes dont la liste comprenait presque toutes celles qui s'étaient fait remarquer par des écrits ou des discours favorables à la liberté, ou contraires aux autorités ecclésiastiques. Pour la récompenser de sa fidélité, le roi permit à la capitale d'ajouter à ses précédents titres de *loyale* et d'*impériale*, celui d'*héroïque*, et à son corps municipal celui d'excellence.

Un nouveau ministère fut nommé, à la tête duquel fut placé le duc de San-Carlos, le même qui avait signé le traité avec Napoléon : la liberté de la presse et la publication des feuilles périodiques furent provisoirement suspendues.

Ces préliminaires précédèrent l'entrée de Ferdinand dans sa capitale où il arriva le 14 mai ; jamais souverain ne fut reçu avec de plus grandes démonstrations de joie et d'attachement. La populace traîna sa voiture depuis Aranjuez jusqu'à Madrid. Cependant les arrestations continuaient; on ne pouvait douter que le clergé ne fût le premier à profiter du changement qui s'opérait. Aussi, Ferdinand ne tarda-t-il pas à publier un décret par lequel il déclarait qu'étant informé du grand scandale occasionné par la pauvreté et le dénuement des ministres des saints autels, et considérant l'avantage qu'il en résulterait pour l'état et pour l'église que tous les membres des ordres religieux fussent réunis dans leurs communautés respectives, il ordonnait le rétablissement de tous les couvents, et la restitution de leurs biens.

Au moment où les cris de *vive Ferdinand! périsse la Constitution !* retentissaient dans toute l'Espagne, et où l'on n'empêchait qu'avec difficulté, une multitude effrénée, d'exercer des violences contre ceux qui s'étaient attachés aux cortès, ce parti n'était pas le seul objet de l'attention du nouveau gouvernement. Le 30 mai, le ministre des graces et

de justice publia une circulaire où il était dit : « Que le roi étant informé que plusieurs de ceux « qui s'étaient ouvertement déclarés les partisans de « Joseph Napoléon, se disposaient à rentrer en Es- « pagne, et que quelques-uns d'entr'eux étaient déja « à Madrid où ils portaient en public des marques « de distinction qui n'étaient accordés qu'à des sujets « fidèles, S. M. avait adopté des mesures pour em- « pêcher ou régler leur rentrée. » On formait trois cathégories de ces personnes : la première embrassait toutes les personnes, sans distinction, qui avaient rempli des emplois sous le roi Joseph, et elles étaient, à jamais, chassées du royaume. Celles de la seconde classe, au moyen des épurations, des restrictions, des conditions, pouvaient rester dans leur patrie; celles à qui il était permis de rentrer librement et qui appartenaient toutes aux derniers rangs de la société, faisaient partie de la dernière classe.

Comme dans toutes les révolutions, la populace ignorante, fanatique, avide de changements comme de spectacles, étant aussi impatiente de se précipiter sous le joug du pouvoir absolu, qu'elle l'eût été de suivre des tribuns démagogues qui auraient flatté ses passions et usurpé le pouvoir; mais un très-grand nombre d'hommes éclairés voyait avec effroi les mesures adoptées pour effacer jusqu'au moindre vestige des institutions qui, sagement rectifiées, pouvaient affermir la monarchie en la modérant, au lieu de l'exposer à des commotions inévitables. L'uni-

versité de Salamanque, la plus célèbre du royaume, présenta, avec solennité, une adresse au roi, fort différente de ces tributs d'adulation que, dans de telles circonstances, les courtisans prodiguent, et qui sont autant d'outrages à la vérité et à la majesté du trône.

L'université exprimait ainsi les sentiments de la saine majorité de la nation : « Rétablie sur le trône « d'Espagne, sur un trône conservé au prix de tant « de torrents de sang, V. M. jouit de tous ses droits, « et la nation peut se promettre un avenir qui l'in- « demnisera des sacrifices qu'elle a faits avec tant « de courage et de générosité. Oui, sire, la nation « attend du règne de Votre Majesté, la récompense « de son dévoûment héroïque; mais si cette nation, « se livrant uniquement à son enthousiasme au « moment de l'heureux évènement qui vous rendit « à ses vœux, a négligé le soin de manifester sa « sollicitude relativement à ses intérêts politiques, « la générosité de V. M. n'en est pas moins engagée « à fixer sur des bases solides, l'existence et le bon- « heur de votre peuple. V. M. a parlé : les bases « sont déjà fixées d'une manière irrévocable; elles « reposent sur la parole d'un Espagnol et d'un roi; « la propriété réelle et personnelle sera garantie « par des lois qui assureront le bon ordre et le « maintien de la tranquillité publique; chacun jouira « de cette liberté individuelle dont l'exercice est le « premier bonheur des citoyens sous le règne modéré

« d'un prince qui doit être le père de ses sujets.
« La presse jouira également de cette juste liberté
« qui, alors qu'elle ne dégénère point en licence,
« suffit à la communication des idées utiles et au
« progrès des arts et des sciences, dont la propaga-
« tion éclaire le gouvernement lui-même, et tend à
« produire ce respect mutuel si nécessaire entre les
« membres de la société. Les taxes publiques seront
« fixées de concert entre les représentants du royaume
« assemblés en cortès, et *avec le concours de ce*
« *corps*, Votre Majesté établira les lois qui doivent,
« à l'avenir, déterminer les droits de tous les ci-
« toyens. »

Vains discours, vaines espérances! au lieu d'obtenir, pour prix de ses nobles efforts et de sa fidélité, un gouvernement monarchique limité par les lois, et tempéré par l'expression de la volonté nationale, le peuple espagnol retomba sous la verge du pouvoir absolu, et l'un de ses premiers actes fut le rétablissement de l'Inquisition. Le 21 juillet 1814, le roi publia, à Madrid, un décret dont le préambule était conçu en ces termes : « Le titre glorieux de
« Catholique, qui nous distingue entre tous les autres
« princes chrétiens, est dû à la persévérance des
« rois d'Espagne à ne tolérer dans leurs états,
« d'autre religion que la Catholique, Apostolique et
« Romaine. Ce titre m'impose le devoir de m'en
« rendre digne par tous les moyens que le ciel a mis
« en mon pouvoir. » Sa Majesté parle ensuite des causes

qui ont altéré la pureté de la religion en Espagne, entre lesquelles Elle cite le séjour des troupes étrangères de différentes sectes, presque toutes infectées des sentiments de haine contre la Sainte Église Romaine ; S. M. déclare ensuite « que pour toutes « ces raisons Elle a jugé nécessaire, dans les cir« constances présentes, que le tribunal du Saint« Office reprît sa juridiction, et qu'en conséquence « Elle rétablit le conseil suprême de cette salutaire « et divine institution, et tous ses tribunaux subal« ternes dans la plénitude de leurs pouvoirs ecclé« siastiques et civils, conformément aux ordonnances « en vigueur dans l'année 1808... » Le Nonce du Pape, qui avait été banni du royaume en raison de sa résistance anx décrets des cortès, ayant été rappelé, contribua beaucoup à la rédaction de ce décret.

Loin de calmer les passions et de ramener la tranquillité si nécessaire après la guerre, soutenue pour la cause de l'indépendance nationale et le maintien des droits légitimes du prince et des sujets, ces mesures de rigueur excitèrent le plus vif mécontentement. Le gouverneur de Cadix, Villa-Vicienzo, put à peine comprimer une sédition prête à éclater. « Mes précédentes proclamations, dit-il, n'ont pro« duit aucun effet; des traîtres et des perturbateurs « du repos public continuent à égarer le peuple; « ces attentats ne peuvent pas rester plus long-temps « impunis. La justice sera désormais exécutée avec « la célérité que les circonstances exigent. Je déclare

« que, me considérant comme en état de guerre,
« je vais former, sur-le-champ, une commission
« militaire qui prononcera dans l'intervalle de trois
« jours pour tout délai, et devant laquelle je ferai
« traduire tout individu accusé d'avoir, directement
« ou indirectement, parlé contre la souveraineté de
« Ferdinand VII, ou qui serait soupçonné de toute
« autre manœuvre tendant à égarer l'opinion pu-
« blique. »

Dans ce système de terreur l'autorité ecclésiastique soutint puissamment l'extension illimitée du pouvoir de la couronne. Un décret royal installa, le 28 août, le tribunal de la rota du nonce apostolique. A cette occasion, les membres de ce tribunal, par l'organe de leur doyen, firent une adresse au roi, dans laquelle ils énuméraient les avantages qui résulteraient du rétablissement de cette cour, et faisaient observer que la concorde entre le clergé et le gouvernement étant ainsi assurée, les bases de la tranquillité et de la sûreté de l'état ne pouvaient plus être ébranlées; car les philosophes du jour avaient obstinément cherché à troubler cette concorde, afin de mieux réussir à renverser successivement l'autel et le trône.

L'état de guerre qui avait si long-temps existé et qui avait principalement été entretenu par des corps irréguliers, presqu'entièrement indépendants, sous le nom de guérillas, ne pouvait cesser tout-à-coup

sans qu'il ne se formât de nombreuses bandes qui troubleraient la tranquillité intérieure du royaume. Les grandes routes furent, en effet, tellement infestées par ces bandits, que plusieurs villes ayant supplié le roi d'ordonner des mesures pour faire cesser ce fléau, des corps de cavalerie et d'infanterie furent envoyés au mois de septembre dans les provinces des deux Castilles, d'Estramadure, d'Andalousie, d'Arragon, de Valence et de Catalogne. On donna aux commandants de ces troupes, tout pouvoir d'agir sans attendre les ordres des gouverneurs des provinces, et d'établir dans chacune, un conseil de guerre permanent, qui jugerait sur-le-champ toutes les personnes arrêtées. On déclarait que la confrontation des témoins n'était pas nécessaire, à moins que les avocats des accusés ne la représentassent comme absolument indispensable à leur justification. Les sentences de ces commissions devaient être communiquées au gouverneur de la province, et être exécutées sans délai; mais dans le cas de résistance à force ouverte, l'exécution devait être ordonnée par la commission militaire, sans l'approbation d'aucune autre autorité. La rigueur de cette disposition était dirigée contre des insurgés plus formidables que des voleurs de grand chemin; dans la nuit du 16 au 17 septembre, quatre-vingt-dix personnes furent arrêtées à Madrid, et jetées en prison; les maisons de détention n'étant plus assez spacieuses pour contenir

les prisonniers, le couvent de Saint François fut converti en prison d'état. Un grand nombre de personnes se réfugièrent France.

La province de Navarre devint le théâtre d'une violente insurrection. Le fameux partisan, Espoz-y Mina, qui s'était fort distingué par ses entreprises et son courage, était à la tête d'un corps de troupes dans cette province; il était devenu suspect au gouvernement. Un ordre de la cour du 16 septembre lui avait assigné pour résidence la ville de Pampelune: ses troupes devaient être mises à la disposition du capitaine général de l'Arragon. Cet ordre fut communiqué le 23 à Mina par le vice-roi, qui prévint en même-temps, par une dépêche, le gouverneur de l'Arragon, de l'urgente nécessité de transférer dans d'autres cantonnements les troupes de Mina. Le vice-roi fut informé le 25, que son courrier avait été arrêté par deux hommes à cheval qui lui avaient enlevé ses dépêches. Mina, qui avait prévenu le vice-roi, qu'il était dans l'intention d'obéir à l'ordre qui le concernait et de se rendre à Pampelune, s'approcha de cette ville dans la nuit du 26, à la tête du premier régiment de volontaires, qui était muni d'échelles pour escalader les remparts, de concert avec les chefs du 4[e] régiment en garnison dans la place. Mina, accompagné de son neveu, passa une partie de la nuit sur les remparts à conférer avec ses partisans et à attendre des mouvements en sa faveur; mais quelques-uns de ses propres officiers envoyèrent préve-

nir le vice-roi de ce qui se passait, et l'assurer de leur fidélité. Mina se retira suivi de ceux qui lui étaient les plus attachés, et prit la route de Puente la Reyna : une partie de ses anciens compagnons l'ayant quitté, il passa en France avec le reste, et vint à Paris, où il réclama et obtint du gouvernement du roi, l'hospitalité et la protection dues aux services qu'il avait rendus à la maison de Bourbon.

Nous avons rempli la tâche que nous nous étions donnée, la continuation de l'abrégé de l'histoire d'Espagne, jusqu'à l'époque de la restauration de 1814. Nous croyons n'avoir omis aucun évènement, aucun fait intéressant. Le détail des actes du gouvernement du roi Ferdinand VII, depuis cette époque jusques à la fin de 1814, n'offrirait à nos lecteurs qu'une fastidieuse répétition, le triste spectacle de la décadence de l'Espagne : le roi ne rencontrant que de légers obstacles à son dessein de rétablir l'ancien régime, ne fit aucune concession; l'amnistie qu'il publia le 14 octobre, fut un acte illusoire à cause des catégories, et du vague des exceptions. Ferdinand n'eut d'autre but, d'autre système, que de détruire l'œuvre des cortès; l'œuvre et les artisans, car les membres les plus distingués de cette assemblée furent punis comme des traîtres, et les moyens qu'ils avaient employés pour conserver et défendre la couronne d'Espagne, les seuls moyens qui fussent en leur pouvoir, furent considérés comme des actes de rébellion : rien ne fut négligé pour en effacer jus-

qu'au moindre souvenir : tous les journaux qui avaient paru sous le gouvernement des cortès furent recueillis et brûlés sur les places publiques.

Ainsi fut rétabli en Espagne le pouvoir absolu, et l'on vit tarir les sources de la prospérité dans les circonstances les plus favorables pour les raviver.

Afin de rendre plus complète cette dernière partie de l'abrégé de l'histoire d'Espagne, il semble qu'il aurait fallu y comprendre et mettre à leur place suivant les époques, les évènements de la révolution qui s'opéra dans les colonies espagnoles du continent américain ; mais outre la difficulté de recueillir, d'indiquer même des documents auxquels on puisse faire foi, il eût été presque impossible de rattacher ces évènements à ceux qui se passaient en Europe ; on n'eût fait que jeter une plus grande confusion dans la relation déja trop compliquée de la révolution de la péninsule européenne.

Cependant pour satisfaire nos lecteurs et leur donner du moins une idée des rapports du gouvernement de la métropole avec ses colonies, pendant ce période, nous avons résumé, dans la note qui termine cet ouvrage, les principaux faits de la révolution de l'Amérique méridionale, depuis les premiers développements des principes de liberté, qui, dès long-temps, germaient dans ces contrées, jusqu'aux éclats de l'insurrection. La guerre qui s'ensuivit, et dont l'issue acheva l'affranchissement des nations

modernes du continent américain, et décida de leur indépendance politique des gouvernements de la vieille Europe, appartient à une époque plus récente, et qui n'est pas mûre pour l'histoire.

NOTE

SUR LES CAUSES ET PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS DES RÉVOLUTIONS DANS LES COLONIES ESPAGNOLES, DE 1809 A 1814.

Les provinces espagnoles d'Amérique semblent, par leur position géographique et leur immense étendue, être destinées par la nature à former cinq vastes états indépendants : le Mexique, la Terre-Ferme (1), le Paraguay, le Pérou et le Chili. Il n'est pas naturel que des contrées si immenses, et dont quelques-unes sont à une si grande distance des autres, restent toujours sous la même autorité; il l'est moins encore que l'ensemble de ces vastes provinces, au milieu des révolutions que subissent les états, des accroissements de population et de la force de l'exemple, continue pendant un si grand laps de temps à être gouverné par un gouvernement placé dans un autre hémisphère.

Les griefs des Américains espagnols étaient nombreux et divers : mais on peut les réduire à ces

(1) Comprenant indépendamment de la Terre-Ferme propre, le Popayan, Quito et la nouvelle Grenade.

deux principaux : des restrictions sur le commerce et même sur la libre culture du sol (1), et l'exclusion de toutes les places lucratives, de confiance et de quelque autorité dans l'administration des provinces. Le monopole du commerce était aussi préjudiciable aux habitants de l'ancienne Espagne en général qu'à ceux des colonies ; il ne profitait qu'aux négociants de Cadix, point central de ce monopole. Le commerce des colonies espagnoles en Amérique était languissant et menacé d'une ruine complète ; il n'y avait pas en Espagne de débouché ouvert à leurs denrées, et ce pays ne pouvait fournir de navires pour les transporter dans aucune autre partie de l'Europe. Les colonies qui souffraient le plus du monopole étaient celles de Caraccas, de Buenos-Ayres et l'île de Cuba, dont les articles de commerce étant d'une nature encombrante, demandaient beaucoup de batiments, et étaient d'ailleurs d'une espèce si périssable qu'ils couraient risque d'être perdus à bord, s'ils y restaient trop long-temps.

En 1809, la junte centrale voulant réunir tous les bras et tous les cœurs pour le soutien de la monarchie chancelante, déclara que les provinces d'outre-mer formaient partie intégrante de l'empire espagnol, et qu'elles avaient droit d'être représentées dans le con-

(1) Il n'y a pas un siècle qu'un ordre fut envoyé de Madrid pour faire couper les vignes, les figuiers et les oliviers dans les provinces d'Amérique.

grès général : mais quoique les gouvernements provisoires qui se succédèrent, reconnussent en théorie, les droits des colons, ils continuaient à les fouler aux pieds dans la pratique. Jamais, à aucune autre époque, il n'y eut plus de concussions dans les colonies espagnoles d'Amérique, de despotisme et d'insolence de la part des chefs politiques, ni moins de danger d'être appelé à rendre compte des actes de rapacité et d'oppression. Des aventuriers européens remplissaient tous les emplois que les indigènes considéraient comme leur héritage naturel : ceux-ci, traités avec injustice, étaient irrités et trop disposés à rendre outrages pour outrages.

Tels étaient l'état du gouvernement et la condition du peuple, lorsqu'on reçut dans les colonies la nouvelle de l'invasion des Français en Andalousie, et la dispersion de la junte centrale. Au moment de la déclaration de guerre de la France à l'Espagne, les colons avaient manifesté le plus grand zèle pour la cause commune des Espagnols; ils avaient applaudi, obéi aux actes du gouvernement de la métropole et prouvé leur dévouement par la libéralité de leurs contributions; mais lorsque tous les bâtiments arrivant d'Europe n'apportèrent que de nouvelles de défaites, de désastres, et d'accusations fréquentes de trahison, ils devinrent plus parcimonieux, et de moins en moins disposés à placer leur confiance dans les autorités provisoires. Ils se rappelèrent que dans la plus grande partie des provinces

espagnoles d'Amérique, et dans toutes celles d'Europe, ce n'était pas la noblesse qui la première avait fait des magnanimes efforts pour s'opposer aux desseins de la France, mais bien le peuple. Une persuasion générale se répandit que les personnes qui occupaient les emplois du gouvernement, et qui étaient presque toutes nées en Espagne, avaient plus à cœur d'entretenir leurs relations avec la métropole, en quelques mains que l'autorité suprême vînt à passer, que de repousser l'agression et l'usurpation étrangères. Il sembla cependant que par une sorte d'accord entre tous les Espagnols d'Amérique, ils étaient d'abord convenus qu'afin d'éviter les horreurs de l'anarchie, il serait prudent de reconnaître l'autorité de la métropole, aussi long-temps qu'il y aurait quelque apparence d'un gouvernement central régissant la monarchie au nom de Ferdinand VII.

L'autorité de la junte centrale et celle de la régence de Cadix furent d'abord méconnues dans la Terre-Ferme ; à la nouvelle de la prise de Séville et de la dispersion de la junte, les esprits furent fortement agités : la crainte qu'on avait généralement de la domination de la France s'accrut : les Américains espagnols étaient réduits à une telle détresse par les restrictions mises sur leur commerce, qu'ils n'étaient pas fâchés d'une conjoncture qui pourrait les mettre en état d'avoir dans leurs propres mains les moyens de remédier à leurs griefs. Les magistrats impopu-

laires de Caraccas furent abandonnés par les militaires, et une junte provisoire fut formée pour diriger le gouvernement de la province, sans rompre les liens avec la métropole, mais en les entretenant sur le principe de la fraternité, de l'amitié et de l'unité. Immédiatement après, et presque simultanément, des révolutions semblables s'opérèrent dans les autres provinces et dans le même esprit. Caraccas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelone, Mérida et Truxillo s'unirent comme gouvernements fédératifs et formèrent le 19 avril 1810, ce qui fut appelé la confédération américaine de Venezuela.

Les principaux auteurs et chefs de cette révolution aspiraient ardemment à l'indépendance définitive, quoiqu'ils se cachassent sous le masque de partisans de Ferdinand. Ils firent d'énergiques déclarations d'attachement à la métropole, et d'accord avec le reste de leurs compatriotes, ils jurèrent fidélité à Ferdinand comme leur légitime souverain, quoique les nouvelles juntes ne reconnussent point la régence de Cadix. Cette conduite leur était prescrite par la nécessité d'avoir égard aux sentiments généreux et aux inclinations des provinces; mais on donna bientôt à ces sentiments une direction différente.

Le conseil de régence à Cadix, rappelé au sentiment de ses devoirs par les remontrances énergiques de l'île de Cuba, adopta le 17 mai, un décret par lequel il permettait aux colons de faire avec les nations étrangères le commerce de tous les articles

du produit du sol dont elle ne trouverait pas le débit dans l'ancienne Espagne. Ce décret sage et nécessaire ne convenait pas aux intérêts des négociants de Cadix : il offensait des hommes de qui la régence dépendait en grande partie pour les moyens de soutenir le nouveau gouvernement : ce décret fut revoqué le 17 juin. La régence eut même la ridicule folie de prétendre qu'il n'était pas authentique, mais que cet acte était le produit d'une supercherie envers le public, comme si elle eût souffert qu'une pièce fabriquée eût eu force de loi durant six semaines.

Tandis que l'impression produite sur l'esprit des Américains par la révocation du décret en faveur du commerce colonial était encore vive et récente, l'on reçut à Caraccas la nouvelle que tous ceux qui avaient pris part aux derniers mouvements révolutionnaires étaient déclarés traîtres, et que les ports étaient mis en état de blocus, jusqu'à ce que les habitants reconnussent les membres de la régence de Cadix comme les vrais et légitimes représentants de Ferdinand VII ; toutefois, une amnistie était accordée pour ce qui s'était passé, pourvu que par la suite, on se montrât soumis et obéissant au gouvernement. Cette déclaration impolitique était un acte d'orgueil et de faiblesse : quand même il eût été possible d'assurer par la présence d'une flotte et par une armée nombreuse la réalité du blocus, c'était une haute imprudence, une dangereuse hostilité,

dont le souvenir de l'émancipation des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale aurait dû préserver le gouvernement espagnol : tant il est vrai que l'expérience des autres est aussi inutile au gouvernement qu'aux individus. La régence de Cadix commit la même faute que le ministère anglais sans avoir comme lui, une flotte et une armée pour la soutenir : cette faute eut les mêmes conséquences; ce ne fut d'abord qu'une guerre de plume.

Un jurisconsulte, nommé Cortabarria, employé par la régence, prit position dans l'île de Porto-Rico, d'où il fulmina les manifestes contre les droits du peuple, et particulièrement contre Caraccas. Cortabarria fut secondé par le marquis Urijo, ministre plénipotentiaire de Ferdinand à la cour de Brésil. Les habitants, pour justifier leur conduite, en appelèrent aux lois de l'Espagne : ils soutenaient que la junte centrale n'avait pas le droit de nommer une régence sans convoquer les cortès, « quoique, disaient-« ils, les colons, dans une grande et alarmante cir-« constance, eussent, par des sentiments fraternels « envers tous les Espagnols d'Europe, montré du « respect pour la junte de Séville et pour la junte « suprême centrale, ils n'avaient toutefois point re-« connu la légitimité de ces différentes administra-« tions qui s'étaient successivement emparées de l'au-« torité souveraine, sans le consentement du prince, « et sans l'assentiment de la nation espagnole des « deux continents : un tel gouvernement arbitraire,

« disaient-ils, était illégitime, nul, et contraire à « toutes les lois. L'autorité de la junte centrale, de « qui la régence de Cadix tirait son origine, ne dé- « rivait elle-même que des délibérations tumultueuses « de quelques chefs-lieux de provinces, tandis que les « habitants du Nouveau-Monde n'avaient aucune « part dans l'autorité qui leur appartenait de droit : « les vrais intérêts du roi et le bien général de la na- « tion demandaient une nouvelle représentation de « toutes les provinces, tant de l'ancienne Espagne « que de celles d'Amérique, qui, ainsi que l'avaient « reconnu la régence et la junte centrale, étaient « parties intégrantes de la monarchie : cependant « dans les ordres de la régence, concernant l'élection « des membres pour compléter la junte centrale, « aussi-bien que dans ceux pour la convocation, il y « avait une partialité évidente en faveur des restes « dégénérés de la nation espagnole. Quelle liberté de « suffrages, quelle égalité devait-on attendre des ca- « bildos américains, corps privés de la confiance pu- « blique, et uniquement sous l'influence du minis- « tère espagnol ! Accorder à tous les habitants de la « Péninsule le droit de nommer leurs représentants « aux cortès, et restreindre le droit d'election à l'é- « gard des Américains au simple vote des juntes, « c'était refuser aux habitants des colonies l'influence « due à leur nombreuse population : les habitants de « Caraccas s'étaient long-temps abstenus d'exprimer « leurs sentiments, dans la persuasion que l'union

« de tous les Espagnols était le seul rempart qui
« pût préserver la monarchie de l'orage qui la me-
« naçait : que pour parvenir à ce but, ils avaient sa-
« crifié leurs propres intérêts et donné au monde
« un grand exemple de désintéressement, de patrio-
« tisme et de résignation. Les affaires prenaient
« maintenant un aspect différent : la plus grande
« partie de la péninsule était occupée par les armées
« françaises, et la junte centrale dissoute et disper-
« sée : que restait-il à faire aux Américains, si ce
« n'était de consulter leur propre sûreté et les moyens
« de l'établir sur des bases solides (1)? Les habitants
« de Caraccas en conséquence du langage qui leur
« avait été récemment tenu, des maux qu'ils avaient
« soufferts non-seulement de la part de la junte
« royale, mais encore de celle des audiences locales,
« des tentatives faites pour renverser les lois, avaient
« pensé qu'il était de leur devoir de déposer les ma-
« gistrats et les autorités nommées par la métropole :
« qu'ils invitaient la régence d'Espagne à concerter

(1) Les députés américains assurèrent, au mois de février 1812, dans l'assemblée des cortès, que le principal motif de l'insurrection était d'empêcher que dans le cas de la conquête de l'Espagne, les Américains ne fussent sous la domination de Napoléon; et il était très-naturel, ajoutèrent-ils, qu'il en arrivât ainsi, parce qu'il n'était rien que les anciens espagnols ne fissent plutôt que perdre leur prépondérance en Amérique, et leurs relations avec la métropole.

« avec eux les moyens les plus propres à l'établisse-
« ment d'une union solide entre les Espagnols des
« deux hémisphères : aucun rapport ne pouvait exis-
« ter sans l'égalité des droits et des intérêts. Si
« quelques-uns de nos concitoyens de la vieille Es-
« pagne, disaient-ils en terminant leur manifeste,
« désespérant du sort de la métropole, viennent
« chercher un asyle à Venezuela, ils trouveront
« parmi nous la plus généreuse hospitalité, et les
« preuves d'un attachement désintéressé (1). »

Le conseil de régence adresse le 6 septembre dans les Indes un manifeste au sujet de Ferdinand VII. Après un éloge pompeux de l'enthousiasme patriotique, de la constance, de la fidélité des braves Espagnols d'Amérique, il y déplore les troubles de Caraccas qu'il attribue à l'influence d'individus ambitieux et turbulents, aveuglés par les maximes et les doctrines politiques qui avaient bouleversé la France, et que Napoléon même avait anéanties avec un bras de fer. « L'héroïque Espagne, quoique malheureuse,
« disait la régence, avait les yeux fixés sur ses heu-
« reuses provinces d'outre-mer, et le gouvernement
« qui était chargé de donner ses soins à toutes les
« parties de l'état, espérait que les habitants es-
« pagnols de cet hémisphère regarderaient avec hor-

(1) Manifeste de la suprême junte de Caraccas, aux membres de la régence d'Espagne.

Palais du gouvernement de Caraccas, le 3 mai 1810.

« reur le funeste exemple donné par la France : le « gouvernement d'Espagne, exerçant l'autorité au « nom du roi, emploierait tout son pouvoir pour « faire respecter les lois, l'ordre, la justice, et con- « server la concorde et la fidélité qui avaient subsisté « pendant tant d'années. Les agitateurs avaient dit « dans les colonies que l'Espagne n'était plus libre, « mais sous la domination d'un étranger ; cependant « jamais la guerre n'avait été plus vive et plus éten- « due qu'au moment actuel : jamais le ressentiment « national, la haine et la soif de la vengeance n'a- « vaient été plus envenimés que depuis l'époque de « l'invasion des Français dans l'Andalousie : la terre « semblait produire des patriotes en armes ; les sol- « dats espagnols étaient devenus des vétérans par les « revers qu'ils avaient éprouvés, par l'expérience et « par la nouvelle discipline que la nécessité avait « prescrite : cependant quelle était la force qui avait « préservé l'Espagne au milieu d'une guerre si ter- « rible, d'une lutte si inégale? l'unité du pouvoir « souverain généralement reconnue, et un concert « de volontés individuelles pour la défense d'une si « juste cause ; les espérances des Français pour éta- « blir leur domination dans la péninsule, ne reposant « que sur la désunion des parties intégrantes du « royaume, qui pouvait douter dans les Indes de la « légitimité de l'autorité et de l'existence du gouver- « nement représentant Ferdinand VII, gouvernement « qui était non-seulement sanctionné en Espagne

« mais reconnu par le roi de la Grande-Bretagne,
« celui des Deux-Siciles, le prince régent de Por-
« tugal, la Porte-Ottomane, l'empereur de Maroc et
« les autres puissances de Barbarie ; cependant une
« bande de démagogues turbulents, sous le prétexte
« qu'il n'y avait aucun centre commun de gouverne-
« ment en Espagne, avaient proclamé leur indépen-
« dance, rompant ainsi les liens qui jusque-là avaient
« uni les Espagnols de toutes les parties du monde.
« Celui que l'Europe appelle le tyran du continent,
« poursuivait-on, ne sera jamais le tyran de l'Amé-
« rique, à moins que vous ne lui en ouvriez les portes
« en rompant notre union. Mais à quoi servira-t-il
« que votre heureuse contrée échappe à la fureur de
« ses armes, si elle n'est également en garde contre
« ses artifices et ses machinations? soyez assurés que
« ce qu'il pourra obtenir, il s'efforcera de le détruire,
« et que ce qu'il ne pourra opérer par la force, il
« cherchera à l'accomplir au moyen d'une alliance:
« tenez pour certain que ce perturbateur des nations
« n'exercera jamais aucun pouvoir sur mer, tant que
« l'Angleterre restera debout : cet allié protégera le
« pavillon espagnol dans toutes les parties du monde,
« pourvu que nous soyons unis entre nous. L'union
« complète et l'intégrité de la monarchie Espagnole
« n'est pas moins importante à cette puissance qu'à
« nous-mêmes. La province qui voudra se séparer de ce
« grand corps, sera l'ennemie de tous et abandonnée
« par tous. Sa force et ses ressources se consumeront

« en vain, et ses espérances seront anéanties : la ré-
« gence, dans sa sollicitude paternelle vous invite
« à vous unir plus fermement que jamais à la mé-
« tropole : liés comme nous le sommes par le sang,
« par la religion et le système politique, il est de
« l'intérêt des uns et des autres d'ajouter à ces liens
« une représentation nationale par la convocation des
« cortès, afin de consolider la sûreté et la prospérité
« commune. »

Tels étaient, en 1810, les prétentions, les vues, les arguments des deux partis; mais à travers leurs protestations univoques d'attachement à la commune patrie et au roi prisonnier, on apercevait les intérêts opposés qui ne pouvaient plus être conciliés; et il était facile de prévoir que la séparation était imminente.

De son côté, le roi Joseph adressa aux habitants de l'Amérique espagnole une proclamation datée de Madrid, le 22 mars 1810 : ils les invitait à se soumettre et à partager les avantages des nouvelles destinées de l'Espagne, sous son gouvernement. « Mais si vous n'y êtes pas disposés, ajoutait-il, je vous conseille de n'avoir aucune relation avec la régence rebelle et perfide, aussi bien qu'avec l'Angleterre; ils n'ont d'autres vues que de vous tromper et de vous sacrifier à leur cupidité. Déclarez-vous libres et indépendants de toutes les nations de l'univers. » Joseph envoya aussi par les États-Unis des agents secrets dans les provinces espagnoles. Le conseil de

régence, instruit de ce fait, expédia aux autorités publiques, dans les Indes occidentales, l'ordre de n'admettre aucun voyageur arrivant par la frontière des États-Unis. Don Almany-Pena, jeune homme de vingt-deux ans, appartenant à l'une des premières familles de Mexico, qui revenait du collége, fut pendu, à la Havanne, comme émissaire du roi Joseph. L'on prétendait qu'il était porteur de commissions pour les gouverneurs, amiraux et autres fonctionnaires.

Dans la plupart des provinces, les chefs populaires formèrent des juntes pour établir les rapports nécessaires avec la métropole; presque toutes reconnurent l'autorité de Ferdinand VII, mais aucune ne reconnut celle de la régence de Cadix. Les gouvernements qui se soumettaient à la régence considéraient comme des rebelles ceux qui ne le faisaient pas. Dans l'opinion des révolutionnaires, le nom de Ferdinand n'était qu'un fantôme qui couvrait l'ambition et le despotisme de ceux qui s'en servaient. Des commissaires furent envoyés de Porto-Rico, Mexico, Cuba, la Guyanne, Monte-Video, à la régence de Cadix, avec des assurances de leur attachement et de leur intention de coopérer sincèrement avec elle pour le soutien de la monarchie; mais la plus grande partie de l'Amérique espagnole du sud adopta les principes et suivit l'exemple de Caracas. Cette division en royalistes et indépendants alluma bientôt le feu de la guerre civile.

La junte de Caraccas avait représenté sa situation et ses projets au gouvernement anglais de l'île de Curaçao, voisine de l'entrée du golfe de Venezuela, en sollicitant son appui et sa protection. Le gouverneur n'hésita pas à engager une correspondance amicale avec Caraccas; mais dans des circonstances si nouvelles et si importantes, il demanda des instructions en Angleterre pour diriger sa conduite. Dans cette crise, le gouvernement anglais jugea nécessaire de faire une déclaration du système d'après lequel il se proposait de se conduire envers les colonies espagnoles. Le comte de Liverpool, secrétaire d'état, de la guerre et des colonies, écrivit en conséquence, le 29 juin 1810, au général Lidyard, gouverneur de Curaçao, « que le premier objet de S. M., en apprenant la révolution d'Espagne, avait été de seconder les efforts d'un peuple brave et loyal pour le « maintien de l'indépendance de la monarchie espagnole dans toutes les parties du monde. Conformément à ces sentiments, et aux obligations de la « justice et de la bonne foi, S. M. devait s'opposer « à toute démarche tendant à séparer les provinces « espagnoles d'Amérique de la métropole en Europe; si cependant, nonobstant les désirs et les espérances de S. M., le royaume d'Espagne était condamné à se soumettre à l'ennemi commun, soit « par la contrainte réelle, soit par une convention « qui ne lui laisserait que l'ombre de l'indépendance, S. M. croirait de son devoir de donner toute

« espèce d'assistance aux provinces d'Amérique qui se « rendraient indépendantes de l'*Espagne-Française*, « offriraient un asile à ceux des Espagnols qui dédai- « gnent de se soumettre à leurs oppresseurs, regar- « deraient l'Amérique comme leur refuge naturel, et « conserveraient les restes de la monarchie à leur « souverain législateur, si jamais il recouvrait la li- « berté. Il était satisfaisant pour S. M. d'apprendre « que ce qui s'était passé à Caraccas était en grande « partie l'effet de l'impression érronée que les habi- « tans avaient reçue sur l'état désespéré des affaires « d'Espagne. Ces craintes étant dissipées, il était na- « turel de penser que les habitants de Caraccas se- « raient disposés à renouveler leurs relations avec « l'Espagne, comme parties intégrantes de l'empire, « et par l'envoi des députés aux cortès générales du « royaume. »

La régence de Cadix fit publier et afficher cette lettre du comte de Liverpool, et les journaux espagnols la répandirent à plusieurs reprises dans toutes les parties de la péninsule.

Comme une armée portugaise, forte de dix mille hommes, avait été mise en marche pour les frontières des colonies espagnoles, les indépendants soupçonnèrent qu'il y avait une négociation secrète pour appuyer les prétentions de la princesse du Brésil sur tout le pays compris entre la Porana et la Plata, en échange des îles de Madère et de Sainte-Catherine. Mais ces craintes furent dissipées par une lettre de

lord Strangford, ministre britannique près la cour du Brésil, à la junte de Buenos-Ayres.

En 1811, tandis que l'ancienne Espagne soutenait une lutte sanglante pour le maintien de son indépendance, ses colonies, au-delà de l'Atlantique, étaient plongées dans les horreurs de la guerre civile. Un parti prit avantage de la situation de la métropole pour proclamer l'indépendance; l'autre résistait à la violation de la foi jurée. Les créoles ou les indigènes américains de sang espagnol, qui avaient long-temps gémi sous les indignités auxquelles ils étaient exposés par le système politique adopté à l'égard des colonies, se jetèrent dans le parti des indépendants; les natifs d'Espagne et ceux qui étaient dépendants des autorités et profitaient du monopole du commerce, soutinrent la cause de la métropole. Ainsi que dans l'ancienne querelle entre l'Angleterre et ses colonies, les partisans du système établi prirent le nom de royalistes, et donnèrent à leurs adversaires celui de rebelles.

Des exécutions sanglantes, dont l'objet avait été de prévenir ou de déjouer entièrement les projets des révolutionnaires, ayant eu lieu à Quito, au mois d'août 1810, l'on découvrit qu'elles avaient été concertés avec le vice-roi de Santa-Fé. Il fut, en conséquence, arrêté par ordre de la junte de cette province, jugé, condamné et exécuté. Don Félix Callejas, par une dépêche à don Francisco Vénégas, vice-roi de la

Nouvelle-Espagne, rendit compte de la défaite et de la dispersion des insurgés de ce royaume. Il les avait attaqués près d'Alculca, le 7 novembre, les avait mis entièrement en déroute, avait pris leur artillerie, et fait un grand nombre de prisonniers. Après cette bataille, il publia une proclamation par laquelle il offrait une amnistie à tous ceux qui abandonneraient les bannières de l'insurrection et rentreraient dans leurs foyers. Cette promesse, qui fut confirmée par le vice-roi, ne produisit pas l'effet qu'on s'en était promis. Les troubles éclatèrent avec violence dans la ville de Guanaxuato. Le gouvernement ordonna que tous les individus pris les armes à la main seraient mis à mort : cette mesure augmenta le feu de l'insurrection.

Une action d'une plus grande importance eut lieu le 17 janvier 1811, au pont de Calderon près de Zapotelnejo. Le général royaliste Callejos, après une vive résistance, s'empara du camp des insurgés, défendu par plus de quatre-vingt mille hommes et une nombreuse artillerie. Ce combat, un des premiers où les indépendants se battirent en ligne, fut très-opiniâtre; et quoique défaits par la supériorité de la discipline des troupes réglées, ils se retirèrent en bon ordre et avec la presque totalité de leurs forces. L'armée royaliste, après ce succès, entra à Guadalaxara où les indépendants, quelques jours auparavant, avaient massacré tous les Européens. Plusieurs

échecs successifs éprouvés par les insurgés, firent que, vers la fin de février, l'insurrection était presque éteinte au Mexique.

Dans la province de Venezuela ou de Caraccas, la guerre civile, poussée avec violence, eut une issue toute opposée. Dans le mois de décembre, le parti indépendant, dirigé par la junte de Caraccas, fit une attaque par terre et par mer contre Coro, et fut repoussé. Le général Miranda, parti d'Angleterre pour retourner dans l'Amérique du sud sa patrie, commença alors à jouer un rôle principal dans le parti des indépendants qui lui confièrent le commandement en chef. Ils croyaient déja leur autorité si bien affermie, que le 5 juillet, les représentants des provinces de Caraccas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelone, Mérida et Truxillo, réunis en congrès, publièrent une déclaration d'indépendance, rédigée d'un style aussi énergique que la célèbre déclaration du congrès de l'Amérique septentrionale. « Il est con« traire, disaient-ils, à l'ordre de la nature, il est « impraticable relativement au gouvernement d'Es« pagne, que des territoires beaucoup plus étendus, « et une population incomparablement plus nom« breuse, soient soumis à un pays qui n'est qu'un « angle péninsulaire du continent d'Europe. » Ils concluaient, en déclarant solennellement à l'univers, que ces provinces-unies étaient, à dater de ce jour, par le fait et le droit, des états libres, souverains et indépendants; qu'ils étaient dégagés de

toute soumission et servage envers la couronne d'Espagne, et toute autorité qui pourrait la représenter; qu'ils avaient plein pouvoir pour adopter telle forme de gouvernement qui serait conforme à la volonté générale de ses habitants, pour déclarer la guerre, faire la paix, former des alliances, etc. Cette déclaration était signée par les représentants au nombre de quarante-un, et était suivie d'un décret du pouvoir exécutif suprême, qui ordonnait sa publication et sa mise à exécution.

Le général Miranda, en prenant le commandement, pensa qu'une de ses premières opérations devait être de réduire la ville de la nouvelle Valence qui tenait pour la métropole : il l'attaqua et réussit à y entrer avec ses troupes, mais elles en furent expulsées par un feu très-vif, dirigé contre elles du haut des maisons. Il renouvela son attaque, et, le 18 août, les approches de la place ayant été faites d'une manière régulière, le général obligea les habitants à se rendre à discrétion, et livra la ville au pillage.

C'était surtout dans la vice-royauté de Buénos-Ayres que se passaient les évènements les plus intéressants. Cette capitale et la plus grande partie de la province avaient adopté la cause de l'indépendance, tandis que Monte-Video, à cause de ses rapports immédiats avec Cadix, s'était formellement engagé à soutenir l'autorité de la métropole. L'amiral anglais de Courcy, à son arrivée dans la rivière, en octobre

1810, fut sollicité par le gouverneur de Monte-Video de faire cause commune avec lui contre la junte de Buenos-Ayres. L'amiral s'y refusa; il avait ordre de ne point se mêler en aucune manière de la querelle entre l'Espagne et ses colonies; et ce fut avec difficulté qu'il amena le gouverneur à lever le blocus de la Plata, en ce qui concernait les navires anglais.

La junte de Buenos-Ayres reçut, le 19 décembre, un parlementaire de Monte-Video, qui lui annonçait la réunion des cortès d'Espagne à Cadix. Dans sa réponse, la junte renouvella ses protestations de fidélité au roi Ferdinand; elle avait cependant, peu de jours avant, déclaré son intention de maintenir son indépendance locale, en décrétant qu'à dater de ce moment, aucun tribunal, corporation ou chef civil, militaire ou ecclésiastique, ne pourrait conférer d'emploi public à toute personne qui ne serait pas née dans ces provinces. Par une explication subséquente, elle fit connaître que ce décret n'était pas applicable aux Espagnols européens qui n'étaient pas opposés au gouvernement, et qui, en conséquence, devaient jouir des mêmes droits et priviléges que leurs frères d'Amérique.

Elio, le nouveau vice-roi, homme énergique, publia, dès son arrivée à Monte-Video, au mois de mars, une proclamation par laquelle il ordonnait la saisie et la confiscation de tous les bâtiments qui tenteraient d'entrer à Buenos-Ayres, et d'en sortir postérieurement au 15 avril. Son escadre était supérieure

à la flotille de la junte, et il maintint sévèrement les dispositions de son arrêté. Le capitaine du navire anglais le *Porc-Epic* tenta vainement d'obtenir une exception pour les bâtiments de sa nation.

La situation de Buenos-Ayres devint alors si pénible, qu'il n'y eut d'espoir que dans les armes. Une armée, sous les ordres d'Artigas, fut envoyée pour mettre le siége devant Monte-Video. Dans une action qui eut lieu le 18 mai, Elio fut défait et obligé de se renfermer dans la ville; toutefois, profitant de sa supériorité navale, il fit resserrer le blocus de Buenos-Ayres. Dans cette extrémité, la junte implora l'intervention de lord Strangford, ambassadeur britannique à la cour de Brésil. Ce ministre, après avoir déploré les effets des dissensions existantes, offrit la médiation du gouvernement anglais, à condition que les parties belligérantes levassent réciproquement leur blocus, l'une par terre et l'autre par mer. Une seconde médiation fut également offerte à la junte par le ministre portugais de Rio-Janeiro, où les progrès de l'indépendance américaine étaient regardés avec beaucoup d'inquiétude et de jalousie; ces médiations furent refusées.

Voici quelle était, au mois de juin 1811, la situation des provinces espagnoles d'Amérique du sud: Le Paraguay s'était déclaré indépendant, et s'était placé sous l'autorité de la junte de Buenos-Ayres; toute la partie orientale de la Plata jusqu'aux frontières du Brésil, s'était déclarée pour le même parti.

Le cabildo de Lima avait demandé à Castelli, général de Buenos-Ayres, un armistice de quarante jours pour discuter et fixer les principes de son gouvernement. Le Chili, encore tranquille, était gouverné par sa propre junte qui avait envoyé des secours à Buenos-Ayres, et ouvert ses ports sur l'océan Pacifique au commerce de toutes les nations. Le président Valdivia, Espagnol de naissance, venait de faire une vaine tentative pour renverser l'autorité de la junte du Chili. Les troupes qu'il avait séduites furent défaites; lui-même fut pris et exécuté.

Cependant l'escadre de Monte-Video parut, le 15 juillet, devant Buenos-Ayres, et commença un bombardement qui causa plus d'alarme que de mal. La junte s'empara de plusieurs des bâtiments de commerce anglais mouillés dans le port; et les équipages, attirés par l'espoir du butin, prirent du service pour les indépendants. Le capitaine anglais Leyevood, qui voulait garder une stricte neutralité entre les belligérants, réclama ses marins et ses vaisseaux qui lui furent rendus. Aucun des deux partis n'étant assez puissant pour dicter la loi, on ouvrit une négociation pour faire cesser les hostilités. La situation des affaires demeura dans le même état qu'avant l'apparition de la flotte du général Elio; mais les progrès de l'insurrection, malgré quelques succès des royalistes, s'étendaient de toutes parts.

La junte des provinces unies de la Plata, afin de rendre les Indiens favorables à sa cause, décréta le

premier septembre, au nom de Ferdinand VII, que dorénavant le tribut que les Indiens payaient à la couronne d'Espagne serait aboli dans tous les districts des provinces appartenant à son gouvernement. Elle permit aux seuls vaisseaux anglais d'entrer dans la rivière, et maintint la rigueur du blocus à l'égard des autres nations.

Des députés de Buénos-Ayres avaient été envoyés à Monte-Video pour établir et arrêter les bases des négociations qui avaient été ouvertes après la cessation des hostilités, au mois de juillet; mais le gouvernement portugais s'étant déterminé à soutenir par la force le gouvernement de l'ancienne Espagne, un corps de huit mille hommes aux ordres de don Diégo de Souza, marcha au secours d'Élio, et arriva le 10 septembre près de Monte-Video; ce renfort inattendu persuada aux députés que le général Élio était d'intelligence dans l'envoi de ces troupes; ils rompirent les négociations, et parvinrent à s'échapper de la ville. Telle était la situation des affaires vers la fin de 1811.

Nous ajouterons seulement, relativement aux différends entre l'Espagne et ses colonies, que les cortès, après une longue discussion, adoptèrent, le 19 juin, un décret d'acceptation de l'offre de médiation faite par le gouvernement britannique, mais sous la condition que la reconnaissance de la souveraineté des cortès formerait la base du traité; et que, dans le cas où la négociation viendrait à échouer,

le gouvernement anglais suspendrait ses relations avec les provinces rebelles et aiderait à les réduire à la soumission. Des commissaires furent, à cet effet, nommés par la cour de Saint-James, et partirent immédiatement pour aller remplir leur mission, qui n'eut, comme on devait s'y attendre, aucun résultat favorable.

En 1812, la guerre civile avait, de proche en proche, embrasé toutes les provinces de l'Amérique espagnole; le parti royaliste européen ne pouvait résister aux indépendants s'il n'était soutenu par de puissants renforts, et la métropole, pour conserver ces riches possessions, avait à les reconquérir.

A Buénos-Ayres, les négociations qui avaient été rompues par l'arrivée des troupes portugaises, furent renouées avec la junte par le vice-roi Élio; elles se terminèrent par un traité de pacification, dont la première stipulation fut de ne reconnaître d'autre souverain que Ferdinand.

La junte, quoique dépourvue, disait-elle, des pouvoirs nécessaires pour reconnaître l'autorité des cortès, déclarait néanmoins l'unité et l'indivisibilité de la monarchie espagnole, dont les provinces de la rivière de la Plata formaient une partie intégrante. Elle consentait aussi à remettre à l'Espagne tous les secours pécunaires pour soutenir la guerre contre la France. On déterminait ensuite les districts qui devaient être respectivement soumis, soit à la junte, soit au vice-roi, qui s'engageait à faire retirer

les troupes portugaises du territoire espagnol. Les communications et le commerce devaient être rétablis entre Buénos-Ayres et Monte-Video, et les ports des deux pays, ouverts aux navires anglais. Le vice-roi déclarait, en outre, qu'il ne serait fait aucun changement dans le système établi par ce traité, jusqu'à ce que les cortès eussent fait connaître leurs intentions.

Ces concessions prouvaient assez les difficultés qu'éprouvait la junte de Buénos-Ayres : elle manquait de moyens et de ressources pour soutenir la cause de l'indépendance. Les patriotes se divisaient; la capitale était devenue un foyer d'intrigues, et le parti espagnol conspirait à la faveur de ces dissensions. Le 7 avril, un corps composé de nobles, mécontent de la nomination d'un colonel, sans qu'il eût été consulté sur ce choix, après avoir chassé tous ses officiers des casernes, appela aux armes les autres régiments : les canons furent braqués dans les rues; on en vint aux mains, et après beaucoup de sang répandu, les nobles furent obligés de se rendre, et leurs chefs furent fusillés. L'ancienne junte avait été déposée, et il en avait été établi une nouvelle, composée de quatre membres seulement. Le cabildo intervenait avec cette autorité dans la direction des affaires publiques, et les querelles nées de l'esprit de parti étaient très-fréquentes dans la ville. Le pouvoir de cette junte était presque nul dans les provinces; celle de Cordoue s'affranchit de toute

dépendance de la capitale, et se donna un gouvernement à part. A ces maux, vint se joindre une querelle avec les Portugais, dont les troupes envoyées au secours de Monte-Video refusèrent de retourner dans leur pays, et prirent possession de Maldonado, contre la teneur du dernier traité. Un corps aux ordres du général Artigas, fut envoyé de Buénos-Ayres, pour les déloger de cette place; ce général entra sur le territoire de Monte-Video, et y attaqua, sans succès, un corps portugais. Les habitants, irrités de cette violation, armèrent quelques bâtiments de guerre pour empêcher les troupes de Buénos-Ayres de passer de l'autre côté de la rivière. Le blocus de cette ville fut repris par l'escadre de Monte-Video.

Le général Vigodet avait remplacé le général Élio, dans le gouvernement de Monte-Video. Dans cette guerre entre le nouveau vice-roi et la junte, il y eut peu de combats mais beaucoup de manifestes et d'autres écrits pleins d'animosité. Les Portugais, que les habitants de Monte-Video appelaient leurs fidèles alliés, étaient campés sur le ruisseau de Saint-François, à dix-huit lieues de Salto, où Artigas était posté avec les troupes de Buénos-Ayres. Il reçut de Philadelphie deux chargements d'armes et de munitions. Au moment où tout se préparait pour une vigoureuse attaque, Buénos-Ayres fut sur le point de subir une contre-révolution, par l'effet d'une conspiration formée dans son sein, et qui, si elle

eût réussi, aurait fait, de cette ville, un théâtre de sang et de pillage. Un Espagnol, nommé Martin Alzaga, d'un caractère turbulent et audacieux, s'associa un assez grand nombre de ses compatriotes, sous la foi du serment et du secret. L'objet du complot était de s'emparer, par surprise, de tous les postes de la ville, de désarmer les Américains et de rétablir la domination des Espagnols. Les membres du gouvernement, les magistrats, et les personnages distingués, devaient être assassinés. Un propos imprudent d'un des conjurés, en présence d'un esclave, découvrit la conspiration.

On saisit les conspirateurs : vingt-cinq périrent sur l'échafaud, le 4 juillet; les personnes soupçonnées d'être leurs complices furent incarcérées. Le zèle des autorités fut singulièrement secondé par les habitants; à la première alarme, plus de six mille s'étaient réunis pour aider les troupes régulières à garder la ville et à saisir les coupables. Cependant l'utile intervention de l'Angleterre parvint à rétablir les relations entre la junte de Buénos-Ayres et le prince régent de Portugal. Les troupes portugaises commencèrent, le 13 juillet, leur retraite des rives de Saint-François; la junte envoya des députés à Monte-Video, pour traiter de la cessation des hostilités, et prendre des mesures pour rétablir les communications entre les deux pays.

La province de Venezuéla, qui s'était fortement prononcée pour une indépendance absolue, avait

été, au commencement de 1811, affligée par une terrible catastrophe, dont les effets eurent une puissante influence sur son état politique. Le 26 mars, dans l'après midi, la ville de Caraccas éprouva un violent tremblement de terre qui renversa la plus grande partie des édifices, et ensevelit sous leurs ruines un grand nombre d'habitants. Le port de la Guayra partagea ce désastre, et plusieurs autres villes de la province souffrirent de cette calamité. Le gouvernement, pour tranquilliser un peuple superstitieux, publia une proclamation rédigée par don Miguel José Sang, vice-président de la junte, où nous trouvons ce passage remarquable: « Quelle conséquence « tirerez-vous de cet évènement? Les fanatiques vous « diront, dans un langage mystérieux, que c'est un « châtiment de Dieu, qui, dans sa colère, spéciale- « ment contre les habitants de cette ville, a, de « cette manière, manifesté sa justice. Les malveil- « lants vous insinueront qu'une ville haïe de Dieu, « pour avoir proclamé son indépendance, et s'être « déclarée contre la tyrannie des ambitieux, ne pou- « vait s'attendre qu'à être engloutie. Les ennemis de « la liberté et de l'égalité s'efforceront de vous per- « suader que la noble résolution avec laquelle Ca- « raccas déteste les tyrans, et fait la guerre aux « despotes, est la seule cause de ce désastre, et que « ce n'est qu'en changeant vos sentiments et en vous « courbant de nouveau sous le joug que vous avez « secoué, que vous apaiserez le Dieu que vous avez

« irrité. Tel sera certainement le langage des super-
« stitieux, des malveillants et de l'ennemi. Mais,
« citoyens, un vrai chrétien qui sait la doctrine de
« Jesus-Christ, dépouillé de vains préjugés et de
« motifs d'intérêts particuliers, vous dira que les
« tremblements de terre ont la même origine que
« les diverses beautés et horreurs dont la race hu-
« maine a, chaque jour, le spectacle dans toutes
« les parties du globe. Il vous dira que c'est l'œuvre
« nécessaire de cette nature que Dieu a ordonné, de
« manière à exciter ses créatures à admirer sa toute
« puissance, à l'adorer dans ses ouvrages, et à re-
« connaître que les hommes ne sont pas créés pour
« la félicité apparente de cette vie. »

Cependant les fâcheuses conséquences qu'on prévoyait dans la proclamation, ne manquèrent pas de se réaliser. Les moines dirigèrent l'opinion vers cette idée, que le tremblement de terre était une punition infligée par le ciel à la province, pour avoir renoncé à la fidélité envers Ferdinand VII; et leur influence sur un peuple crédule et fanatique, entièrement abattu par les pertes qu'il venait d'éprouver, pénétra dans l'ame des habitants. Quelques-uns des plus marquants ouvrirent et entretinrent une correspondance avec les Espagnols de Porto-Ricco, et avec l'armée royale qui se trouvait à Coso, sous les ordres de Monteverde. Ce général, prenant avantage du découragement et de la désunion qui régnaient dans le parti indépendant, et ayant été joint par un corps

de troupes venant de Maracaïbo, entra, au mois d'avril, à Valence, sans opposition : le général Miranda et le congrès qui s'y étaient retirés après le tremblement de terre, se retirant devant lui, il se porta à Mercani, ville que Miranda avait évacuée pour se retirer sur Vittoria. D'autres places, fatiguées des sacrifices exigés pour la cause commune, se soumirent sans efforts. Dans cette crise, les états de la confédération créèrent une dictature qu'ils conférèrent à Miranda. Ce général publia, à cette occasion, une proclamation dans laquelle il exposait les circonstances périlleuses dans lesquelles se trouvait le pays, et les maux qui pesaient sur la république; signalant la pénurie des finances comme le plus grand de tous. Il indiqua quelques mesures à employer pour l'amélioration des affaires, et promit solennellement de ne pas remettre l'épée dans le fourreau avant que la liberté de Venezuela ne fût établie, et que la patrie ne fût vengée de ses ennemis.

Les royalistes obtenaient cependant de nouveaux avantages : ils s'emparèrent par surprise, le 6 juillet, de la ville et du port de Porto-Cabello. Le dictateur Miranda n'opposa que de faibles moyens de défense. Caraccas capitula le 28 juillet, avec Monteverde, et trois jours après, la Guayra se rendit à discrétion. Miranda, qui était arrivé dans ce port avec l'intention de s'embarquer sur un bâtiment anglais, fut pris et jeté dans un cachot. Le manque de constance

et de modération avait rendu douteux, dans cette province, le succès de la révolution, même avant le terrible tremblement de terre. Miranda fut envoyé en Espagne, au commencement d'octobre. Don Fernando Melheido, vint de Porto-Ricco, pour prendre possession de Caraccas; mais Monteverde refusa de lui remettre cette place, sous prétexte de l'état d'agitation où elle se trouvait.

La province de Sainte-Marthe, dans la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, avait déclaré la guerre à la province de Carthagène, qui s'était déclarée indépendante, avait aboli l'inquisition, et avait fait prêter serment de fidélité aux officiers civils et militaires. Ces deux provinces se livrèrent, sur la rivière de la Madeleine, plusieurs combats peu sanglants, avec des succès variés.

Le riche et vaste royaume du Mexique fut, durant tout le cours de cette année 1812, un théâtre de guerre et de désordre : toute la côté méridionale était en état d'insurrection; des partis nombreux d'insurgés parcouraient le centre du royaume, et ne se dispersaient plus comme par le passé, à l'approche des royalistes. Dans la Nouvelle-Galice seule, la tranquillité était maintenue par la grande surveillance du vice-roi. Les communications entre les provinces étaient coupées, et les travaux des mines et de l'agriculture étaient suspendus. Une frégate anglaise, destinée à prendre à la Véra-Cruz un chargement d'argent, fut obligée de mettre à la voile

sur son lest. On avait découvert, le 16 mars, dans cette ville une conspiration dont le but était de s'emparer du parc d'artillerie, des bastions, de la caserne des volontaires et du môle ; d'appeler le peuple aux armes. Plus de deux cents personnes furent arrêtées, et il fut prouvé qu'elles étaient d'intelligence avec le chef révolutionnaire Morellos, qui leur avait promis des secours. Le général royaliste Callejas, continuait alors le siége de Cuantla, où Morellos s'était posté. Le nombre des insurgés mexicains s'élevait, dit-on, à soixante-quatorze mille hommes; il était impossible de les soumettre, on ne pouvait que les tenir en échec.

Le 17 juillet 1812, les insurgés s'approchaient de la Véra-Cruz; ils avaient intercepté toutes les communications entre Xalapa, Ouxaca et Guatilmala. Morellos, après avoir été battu à Cuantla, s'était jeté, avec quatorze mille hommes sur la grande route du Mexique. Au 16 août, les insurgés avaient deux grandes armées sur pied, commandées, l'une par Ryan, et l'autre par Morellos. La première assiégea la ville de Mexico; et la seconde, après avoir réduit Acapulco, défit l'armée royaliste, et poursuivit ses avantages jusque sous les murs de la Véra-Cruz.

D'après le peu de nouvelles sur l'état des affaires au Pérou en 1812, on ne savait guère autre chose, si ce n'était que de grands troubles régnaient dans ce royaume. L'esprit d'indépendance s'était manifesté à Lima, et le 4 mars, le gouverneur offrit d'installer

une junte, pourvu qu'on lui en donnât la présidence, et que le gouvernement de Cadix fût reconnu. La province de Cochabamba continuait ses relations avec la junte de Buenos-Ayres. Le Potosi, avec la plus grande partie du Pérou, restait fidèle à la métropole.

Jusqu'à l'année 1813, les succès partiels et balancés des royalistes et des indépendants dans les possessions espagnoles de l'Amérique n'amenèrent aucun résultat décisif, et contribuèrent seulement à alimenter la guerre civile. Au Rio-de-la-Plata, après le départ des troupes portugaises du territoire espagnol, par suite de la médiation de lord Strangford, à la fin de 1812, l'armée des indépendants avait passé l'Urugay, et forcé les détachements royalistes à évacuer le port de Colonia et quelques autres places. Leur parti se réunissait en armes sur différents points, et pillait les villes et les villages sans défense. Les troupes de Buenos-Ayres ayant repris le siége de Monteo-Video, le capitaine général Vigodet, qui y commandait, fit le 1er janvier 1813, une sortie qui fut vivement repoussée. Les insurgés pouvaient aisément réparer leur pertes : la population se rangeait volontiers sous leurs bannières, tandis que les royalistes ne pouvaient recevoir des secours que de la métropole. Le gouvernement des provinces-unies de Rio-de-la-Plata déclara libre toute personne née postérieurement au 31 décembre 1812.

L'assemblée législative, siégeant à Buenos-Ayres,

décréta en ces termes le principe de l'égalité politique. « L'assemblée générale ordonne que pour conférer tous emplois, ecclésiastiques, civils ou militaires, on n'aura aucun égard à l'âge, au grade, ni « à la naissance, mais que les emplois seront donnés « aux personnes qui les méritent par des capacités « supérieures, et spécialement par leur valeur éprouvée et leur zèle patriotique. » Les provinces-unies ajoutèrent à ces actes de souveraineté, celui de faire frapper des monnaies aux armes de l'assemblée générale, surmontées d'un soleil avec cette devise, *union et liberté*. Dans toutes les parties de ce vaste continent, considérées en Europe comme des possessions immuables, ces principes se propageaient, et les nouveaux gouvernements se formaient: les insurgés dominaient à Carthagène; une frégate espagnole entrée dans le port avec une pleine confiance, fut forcée de se rendre, et tout son équipage fut fait prisonnier. Sainte-Marthe tomba au pouvoir des indépendants. Les habitants du Chili déclarèrent aussi leur émancipation, et ouvrirent leurs ports à tous les pavillons.

Les royalistes qui avaient dû au tremblement de terre d'avoir si facilement reconquis Caraccas, ne se maintenaient qu'avec peine à ce foyer de l'insurrection générale. Les insurgés s'avançaient dans le Venezuela. Le général Bolivar, après s'être emparé de la Guyana, était entré à Valence le 2 aout, et y avait trouvé un parc d'artillerie considérable, et

une grande quantité d'armes et de munitions. Les troupes royalistes du général Monteverde avaient été battues, dispersées, et avaient été poursuivies jusque dans Porto-Cabello. Cette guerre sanglante prit alors un caractère de férocité qui devait amener indubitablement l'anéantissement de l'un ou de l'autre parti. Le Pérou se déclara pour la cause de la liberté. Le général royaliste Goyeneche avait évacué le Potosi : le peuple s'était joint aux insurgés.

Les cortès comprirent enfin que le moment de l'affranchissement des colonies d'Amérique n'était pas éloigné, et qu'il ne restait pour maintenir leurs relations avec la métropole, d'autre moyen que d'abolir entièrement les lois et les règlements qui entravaient le commerce de ces provinces. Le nouveau gouverneur de Porto-Ricco, Alexandre Ramirez, avait publié le 13 mars, au nom de la régence d'Espagne, une proclamation annonçant que tous les ports des provinces espagnoles d'Amérique jouiraient des mêmes priviléges que ceux de la métropole ; que le commerce était libre pour tous les navires espagnols, amis ou neutres ; que l'exportation de tous les produits du sol ou des manufactures était permise, y compris l'or et l'argent monnayé. Don Ramirez fit connaître ces dispositions au duc de Manchester, gouverneur de la Jamaïque, et les objets d'importation et d'exportation ayant été affranchis de toutes les prohibitions et des droits auxquels ils étaient précédemment soumis, les Anglais surent

tirer le plus grand avantage d'une mesure qui alors favorisait exclusivement leurs intérêts.

Les concessious tardives faites au commerce ne calmèrent point les esprits : les colons indigènes n'y trouvaient aucun avantage certain, aucune garantie, tant que les ressorts du gouvernement seraient entre les mains des Européens. Les provinces du Chili et de Lima se régissaient par leurs propres lois. Les gouverneurs de ces provinces avaient été forcés d'acquiescer aux décrets des juntes. Le général Vigodet, gouverneur royaliste de Monte-Video, fit dans le mois de mai une tentative pour opérer une pacification entre cette ville et Buenos-Ayres : elle fut sans succès ; le directeur de cette république, Posadas, ne voulut entendre à aucune proposition, avant la soumission de Monte-Video : il fit étroitement bloquer cette ville. Vigodet, pour la délivrer, fit sortir du port le 14 mai, une escadre composée de quatre frégates, trois bricks et quelques autres bâtiments de guerre, afin d'attaquer l'escadre de Buenos-Ayres, commandée par un officier anglais. L'évènement ne répondit pas aux espérances de Vigodet ; son escadre fut battue, prise ou dispersée ; on lui fit cinq cents prisonniers. Il voulut recourir aux négociations ; mais le directeur persista dans la résolution de n'écouter aucune proposition, que Monte-Video, avec tous les navires et les propriétés publiques, ne fût remis aux armes de Buenos-Ayres. Cette capitulation fut acceptée le 20 juin. La garnison espagnole resta

prisonnière de guerre, le général Vigodet seul retourna en Espagne : ce succès fut décisif pour la cause de l'indépendance.

Tous les nouveaux états formés dans les colonies espagnoles de l'Amérique, en proclamant chacun leur constitution, avaient jusque là reconnu le roi Ferdinand VII, comme leur légitime souverain ; les lois étaient promulguées en son nom ; les liens avec la mère-patrie n'étaient pas encore entièrement rompus ; mais quand on apprit que ce monârque, rendu à ses sujets d'Europe, avait refusé de sanctionner la constitution des cortès, la conflagration devint générale : tout le Mexique se déclara indépendant ; les royalistes indigènes se rattachèrent aux nouvelles constitutions, et la révolution fut achevée.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE III.

SUITE DU CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

FIN DE LA TABLE ET DU TOME TROISIÈME.